LE MONDE

Pages - 15 F

Gr.-Bret.: 1,10 g
Irlande: 1,70 g
Italie: 3 500 lines
Marse: 1450 dir.
P.-Bes: 5,00 Fl.
State: 3 80 FS

Tember: 3 80 FS

Tember: 3 80 FS

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

à la recherche d'une politique économique

Des politiques malades de leur culture

PENSÉE SANS OBJET, SOCIÉTÉ SANS PROJET?

 La pensée bourgeoise est de la pensée morte. Cette mort, en France du moins, n'a jamais été plus vivante. »

ES grincheux n'y changeront

Julien Benda (1).

rien : devant nous s'ouvre un avenir souriant. Malgré son déficit commercial et un taux d'inflation très supérieur à celui de l'Allemague, la France sera dans cinq ans la première puissance économique d'Europe - c'est M. Jacques Chirac qui l'annouce. La « masse incompressi-ble » de deux millions et demi de chômeurs s'étant révélée expansible, M. Séguin prévoit maintenant trois millions de sans-emploi, mais nul ne sarrait un firer argument pour désespérez car, grâce au succès des privatisations, le « capitalisme populaire » prend un essor annonciateur de lendemains qui chantent. Imprégnée de « fatuité» et de « provincialisme », la télévision française « est bien la pire » au mondé, estime Mme Christine Détremi du va maintenant montrer de qu'elle est capable polir assurer ce qu'elle appelle modestement le ient d'une culture (2) ».

En fait, il importe pen que la produc-tion industrielle. l'emploi et la culture se portent mal. Il suffit de croire et de faire croire qu'ils se portent bien. Car, dans nos sociétés déboussolées, la réalité ne se mesure que partiellement à l'aune des faits concrets, vérifiables. Elle se définit aussi, et peut-être d'abord, dans les tôtes, dans la manière dont chacun la perçoit. Alors que, aux beaux temps de l'expansion, les mécontents et les frustrés ne se comptaient plus, la « crise » connaît surtout des gens satisfaits d'avoir un emploi ou sagement résignés à n'en pas avoir. La situation de fait a changé, mais le regard porté sur elle s'est encore plus

Par CLAUDE JULIEN

radicalement modifié. Inquiétant décalage, les comportements seraient-ils moins déterminés par le réel que par l'image que chacun s'en fait ? Ce serait le signe d'une désastreuse crise de

Bénéfiques ou désastreux, les phénomènes économiques et sociaux ne s'apparentent nullement à des cataclysmes naturels. Ils sont le produit de décisions humaines, inspirées par un ensemble de connaissances, une vision du monde, une hiérarchie des valeurs, une échelle des priorités - bref, per une culture plus ou moins bien adaptée aux défis du temps que l'on vit (3). Le propre de l'homme est de vouloir tracer

sa route, de récuser toute notion de fatalité (voir page 20 l'article d'Albert Jacquard). C'est cette libre détermination qui lui a permis de remporter tant de victoires sur la maladie, la souffrance, la pauvreté. Pour qu'il jette le gant, il faut que d'autres l'aient convaincu, et qu'il se soit lui-même laissé persuader, qu'il n'y a rien d'autre à faire. Tel est le rôle des propagandes, de la désinformation on, tout simplement, de la non-information (4), arts anciens mais qui, dans la société médiatique actuelle, disposent de moyens formidables. Ces moyens modèlent l'état d'esprit public, transformant une culture pour la rendre plus ou moins apte à capter et interpréter

L'effondrement d'une « élite »

OUTE crise - et pas seulement les A crises économiques — gît dans la tête des gens. Le procès Barbie nons rappelle opportunément que le plus grand séisme politique que l'Allemagne et la France sient connu depuis un demi-siècle prit naissance dans l'esprit public, dans une culture en proie au

Pourquoi, en France, un seul préfet, Jean Moulin, choisit-il alors la Résistance? Pourquoi aucun ambassadeur ne rallia-t-il de Gaulle dès 1940 ? Pourquoi, à une seule exception près, tous les magistrats prétèrent-ils serment : Pétain? Pourquoi, alors qu'elle possédait en bien propre pouvoir, culture et argent, toute une «élite» s'effondrat-elle dans l'attentisme à moins qu'elle n'ait sombré dans la collaboration ?

Comme l'a justement noté un témoin-acteur aussi peu contestable

que Claude Bourdet, « une classe sociale tout entière était plus ou moins imprégnée » de « l'état d'esprit

qu'elle reconnaissait dans le régime de Vichy. Telle est bien la raison, essentiellement intellectuelle, pour laquelle « il y a eu si peu de résistance dans l'armature politique, administrative, militaire et économique de la société ». Toute une culture fut emportée par l'événement, au point que quantité d'« écrivains, hommes de lettres, intellectuels en général » fournirent à cohorte de thuriféraires.

(Lire la suite page 20.)

(1) Julien Benda, Appositions, Gallimard, Paris 1930, p. 27. (2) « Débauches », par Christine Ockrent, le Monde, 6 mai 1987.

(3) Pour examiner de plus près deux exemples de l'influence que le climat culturel exerce sur la marche de l'économie, voir Michio Morishima, Capitalisme et confucianisme, Technologie occidentale et éthique japonaise, Flammarion, Paris, 1986, et Martin J. Wiener, English Culture and the Decline of the Industrial Spirit 1950-1980, Pelican Books, Harmondsworth, 1985.

(4) Cf. «L'art de la désinformation», le de diplomatique, mai 1987.

LE REVERS DU MODÈLE BRITANNIQUE

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel

Appelés aux urnes le 11 juin, les électeurs britanniques vont se prononcer sur la poursuite de l'expérience de néolibéralisme militant que M Margaret Thatcher mène depuis huit ans et qu'elle entend bien poursuivre durant cinq

Alors qu'une personne sur cinq vit en dessous du seull de pauvreté officiel deux fois plus que lors de son arrivée au pouvoir, - on pourrait s'attendre que la dame de ser » soit massivement désavouée. Rien n'est moins sûr. Car, en Grande-Bretagne comme ailleurs, il faut compter avec le désarroi des esprits devant l'ampleur et les effets d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle et morale. De surcroît, le mode de scrutin et la division de l'opposition ont permis aux conservateurs de gouverner depuis 1979 avec une confortable majorité au Parlement alors qu'ils recueillent moins de 45 % des

Au-delà des résultats économiques, c'est la déchirure du tissu social, le rejet des solidarités et le développement d'une société duale qui caractérisent les « années Thatcher ». Parce que le modèle conserve de chauds partisans en Europe, et notamment en France, il faut voir à l'œuvre le néolibéralisme réel.

Par BERNARD CASSEN

EPUIS la fin des années 70, aucun des gouvernements occi-dentaux, même dirigés par des socialistes – hier M. Laurent Fabius en France et M. Mario Soares au Portu-Espagne ou M. Andréas Papandréou en Grèce, — n'a été épargné par la vague néolibérale. Mais les néolibéraux hontenz, résignés ou simplement dis-crets - et M. Kohl en RFA est de ceux-là, - qui trouvent plus d'inconvénients que d'avantages à annoncer la couleur et à inscrire leur action dans un cadre explicitement idéologique, font pâle figure auprès des véritables croisés et intégristes de la « révolution conservatrice - que sont M. Ronald Reagan et Mme Margaret Thatcher, M. Jacques Chirac n'étant, en la matière, qu'un néophyte fraichement repenti du « travaillisme à la francaise » des années Giscard.

Après une longue adulation naïve pour la « reaganomie », la droite française et les grands médias qu'elle contrôle ont brutalement « lâché » le grand communicateur » de la Maison Blanche, Moins pour ses échecs économiques que pour cause d'« Irangate » et d'effondrement d'une image qui sus-cite désormais plus de commisération attristée que de franche hostilité chez les citoyens américains, et avant même que le président en fin de mandat ne bouscule ses alliés du Vieux Continent pour signer au plus vite un accord sur les euromissiles avec M. Gorbatchev. L'invocation de la référence d'outre-Atlantique risquant désormais de se transformer en boomerang, reste donc aux conservateurs français - toujours

en quête d'une source de légitimation étrangère - le modèle d'outre-Manche. Et M. Alain Griotteray, éditorialiste au Figaro Magazine, de détailler eles cinq raisons du grand succès de Mme Thatcher (1) », des « succès » sur lesquels les électeurs du Royaume-Uni se prononceront lors des élections législatives du 11 juin prochain.

On sait que le choix de la date de dissolution de la Chambre des communes, normalement élue pour cinq ans, est une prérogative du premier ministre et que le système électo-ral en vigueur (scrutin majoritaire uninominal à un tour) n'a nullement pour objectif de refléter la diversité politique du pays mais de dégager une majo-rité de gouvernement. Même si cette majorité parlementaire ne représente qu'une minorité des électeurs (cas de des deux grands partis, travailliste et conservateur, qui en ont tour à tour bénéficié) et même - perversité du système – si l'autre parti a obtenu plus de suffrages. Ainsi en 1951, avec 48 % des voix, les conservateurs conduits par Winston Churchill remporterent 26 sièges de plus que les travaillistes, pourtant détenteurs de la confiance de 48,8 % de l'électorat, et revinrent au pouvoir. A l'inverse, en février 1974, les travaillistes, avec 37,1 % des suffrages, s'adjugèrent quatre sièges de plus que les conservateurs (37,8 % des voix) et constituèrent un gouvernement minoritaire.

(Lire la suite page 19.)

(1) Le Figuro-Magazine, 16 mai 1987.

HECS INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉDUCATION **CULTURELLE ET SPORTIVE**

ARTS ET SPORTS ÉTUDES

- suivi scolaire personnalisé
- cours particuliers tutorat personnel

The Cap-Vert, par Se

en communiste réorgie

A Fentreprise avec la démoca

ine revient-il pas, précisement

d'inspiration gramsciene

one une importance démessié

sur les lieux de travail? Ne

Celle-ci n'a pas son

le bonheur aux hommes ni

de setisfaire une demande sons

le à la société civile. L'emp

ervices. Voulou lui las

en sitie, n'est-ce pas, déjà las

la France ne se fait pai

iterase restée célèbre of

géneral de Gaulle or

Line vérité profonde

montique sur l'économine

went l'économique. Le the

el est supplanté par k

apane politique s'est una

l'effet de la crise, le pé

Remplace par le « ma

con en en technocrate. Soms contrare de l'économisme et à de declation lourde de con-

sieque paradexalement i

dix entreprises elles-mêmes

actes économiques de p

figuroumation. La commune tre identifiée à la set

the entreprises. Si 'on veu or

meiter mans ame et sans projet!

of then a reinventer une ster

lient de chemia...

the tout nouvely . He down

Philippe Messare a del

La Découverte, Paris, 195.

Mention sociale au Buis

MILE, par John Mid

commerce des pesis

- Une Ethique per Hedi Djebnom.

de moie d'avril 1987

MONITORAT DE SPORT

brevets d'État

ACCUEIL DES ENFANTS ET JEUNES DE

LITTRANGER

• réception et accueil des enfants de coopérants et de personnel . expatrié

 admission des enfants des pays étrangers

STAGES SPORTIES

 organisation de séjours, vacances, voyages d'affaires, réceptions, séminaires, échanges sportifs et culturels

ARTS ET SPORTS ÉTUDES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉDUCATION CULTURELLE

ET SPORTIVE 2 bis, me Jules-Ferry, 93100 MONTREUIL Tal.: 48.59.89.74

DANS CE NUMERO:

La crise générale des valeurs

Dans nos sociétés sans projet, déboussolées, le comporte-ment des citoyens est aujourd'hui moins déterminé par le réel que par l'image que chacun s'en fait. Ce qu'on appelle la « crise » apparaît donc aussi et surtout comme une crise de culture. Le Monde diplomatique entreprend ce mois-ci une réflexion sur « LES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE » (pages 1 et 20 à 22) avec l'aide de personnalités du monde scientifique qui sont amenées à se poser les mêmes

L'ÉTHIQUE DU LIBERALISME

Au Nord, parfois, certaines avancées de la technologie font paradoxalement reculer le sens de l'éthique, et l'on peut, par exemple, se demander, devant le succès de la télématique, si « LE MINITEL EST UN OUTIL DE CONNAISSANCE OU UN FACTEUR DE PERVERSION » (page 23). Harcelés par la compétition économique internationale — voir (page 18) comment « LA HAUTE TECHNONOLOGIE AMERI-CAINE PERD SA SUPREMATIE», - les responsables des grands pays développés se posent rarement ces questions. Alors se renforcent les inégalités : le bilan de Mª Thatcher « AU PAYS DU NEOLI-BERALISME REEL » (pages 1 et 19) est particulièrement révélateur à cet égard. D'où, aussi, les inquiétudes qui se font jour dans les démocraties occidentales pour l'« AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE » (pages 14 à 17).

SCIENCE ET DEVELOPPEMENT

Le tiers-monde est, lui aussi, dans la recherche de son développernent, « A L'ÉPREUVE DES AVANCÉES DE LA SCIENCE »

M 2136-399 - 15 F

(page 28). Celles-ci suffiraient-elles pour parvenir à « L'AUTOSUFFI-SANCE ALIMENTAIRE » (page 12) 7 Les efforts désespérés du « BRESIL, A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE » et prisonnier du système de l'endettement (pages 8 à 10), montrant bien les insuffisances des recettes purement mécanistes.

L'HISTOIRE ET LA PAIX

La recherche de la paix dans laquelle semblent s'engager les superpuissances devrait encourager les responsables de l'Ouest à lire plus attentivement les thèses de M. Gorbatchev et en particulier sa théorie de « L'INTERDÉPENDANCE DES ÉTATS » (page 2). Au Proche-Orient et en Afrique australe, l'histoire bégaye et de vieux conflits révoltants persistent. Comme persiste la volonté de résistance des Palestiniens réaffirmée à propos du « PROJET DE CONFÉ-RENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT » (pages 3 à 5) et qu'exprime à sa manière (page 5) le grand poète palestinien Mahmoud Darwich. Autre blocage en Afrique du Sud, ∢ LE GOUVERnement botha est dans le piège de l'immobilisme » (pages 6 et 7).

Profondément attachés à leur passé et à leur histoire, les francophones du Québec - naguère très nationalistes - adoptent aujourd'hui les valeurs du libéralisme comme en témoigne « LE CINÉMA QUÉBÉCOIS A L'HEURE DE LA RESTAURATION TRAN-QUILLE» (page 24). Autre témoin, l'écrivein kirghiz Tchinguiz Aitmatov révèle dans son nouveau roman, « LES RÉVES DE LA LOUVE » (page 25), comment en Union soviétique l'usage de la drogue se répand chez les jeunes alors que certaines valeurs morales

Voir le sommaire détaillé page 28.

RÉVOLUTION DANS LA DIALECTIQUE SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev et l'interdépendance des Etats

BRIAN MAY * ARMI les récentes déclarations de M. Mikhail Gorbatchev sur les questions stratégiques, il en est une qui n'a certainement pas été faite pour tromper l'opinion à l'Ouest : il a invoqué la « dialectique historique » pour justifier le pouvoir du PC en URSS.

De même que les tsars avaient été légitimés par Dieu, l'avant-garde du prolétariat est légitimée par le « proessus de l'histoire ». C'est en vertu de cette doctrine de Marx et de Lénine que les dirigeants soviétiques revendiquent leur droit de gouverner.

An Kremlin donc, aujourd'hui, on ne badine pes avec la dialectique. Et si nous, Occidentaux, flétrissons le culte superstitieux de cette commode formule, il est néanmoins dans notre intérêt de lire avec attention ce qu'en dit son grand prêtre,

Selon Marx, la marche de l'histoire des pays occidentaux se fait inéluctablement par les contradictions internes des systèmes économiques, ce qui engendre la lutte des classes et la naissance d'un nouvel ordre social sur les ruines du précédent.

Mais, devant le XXVII congrès du Parti communiste, M. Gorbatchev a insisté sur une nouvelle interprétation de la dialectique : « La marche en avant de l'histoire, du progrès social, nécessite de plus en plus une action réciproque, à la fois constructive et créatrice, entre les Etats et les peuples à l'échelle du monde entier. Non seulement elle l'exige, mais elle crée à cette fin les nécessités préalables politiques, sociales et matérielles.

. Une telle interaction est indispensable pour empêcher la catastrophe nucléaire et pour que la civilisation puisse survivre. Elle est également indispensable pour régler en commun

* Ecrivain et lournaliste britannique. l'alliance (partis libéral et social-démocrate) chargée d'examiner les problèmes de défense de l'Europe occidentale. et dans l'intérêt de chacun les autres problèmes de l'humanité qui ne cessent de s'aggraver. La combinaison de la compétition, de la confrontation des deux systèmes et de la tendance grandissante à l'interdépendance des Étais de la communauté mondiale, telle est la dialectique réelle du développement contemporain. C'est précisément ainsi, par la lutte des contraires, difficilement, dans une certaine mesure à tâtons, que se forme un monde contradictoire mais en même temps interdépendant et de plusieurs façons inté-

Nous sommes loin de l'aveugle dogmatisme du passé, quand Staline déclarait qu'un marxiste pouvait prédire un événement historique aussi précisément que Galilée avait prédit l'accélération de la chute des corps.

Ce qui est frappant, c'est que la conception étroite de la lutte des classes a été remplacée par une autre, plus complexe : la contradiction dialectique entre la confrontation des deux systèmes, d'une part, et la tendance à l'intégration mondiale, d'autre part.

Quels sont les facteurs matériels permettant à M. Gorbatchev de faire cadrer cette conception avec le marxisme? Il a souligné l'invention de la bombe atomique, qui entraîne soit la détente entre les puissances nucléaires, soit l'anéantissement du monde. Mais sans doute est-il conscient d'un autre facteur, observé par les économistes tant soviétiques qu'occidentaux : la technologie moderne mène à un « accroissement de l'internationalisa-tion de la production et de l'échange (1) ». On constate, de fait, que les échanges entre les pays de l'Est diminuent au fur et à mesure que se développe le commerce du bloc soviétique avec l'Occident.

La déclaration de M. Gorbatchev a été astucieusement placée à la fin de la première-partie de son long discours; ainsi, même ses adversaires furent obligés de l'applaudir. Le numéro un soviétique ne parlait pas à l'intention des journalistes étrangers, qui ne s'inté-ressent pas forcément aux idées de ce genre. Il voulait plutôt donner une base philosophique à ses réformes, faire appel aux intellectuels et en même détermination.

Une révision des dogmes

PEU de politiciens occidentaux se sont rendu compte de la portée des propos de M. Gorbatchev ; ils représentent pourtant la première révision significative de la pensée du Kremlin depuis la rédaction des dogmes par Lénine. Au Royaume-Uni, deux responsables politiques attachent une certaine importance à cet événement : M. Denis Healey, ancien ministre de la défense (travailliste), et M. David Owen, ancien ministre des affaires étrangères (travailliste), chef du Parti socialdémocrate, dont il est un des fondateurs. M. Owen a constaté:

« Cela a de l'Importance, parce que dans le système soviétique la doctrine n'influe pas seulement sur la politique mais aussi sur la pensée elle-même.

temps avertir les conservateurs de sa Permettre maintenant à la dialectique de nous mettre en mouvement vers un monde qualifié d'interdépendant, et en esset intégrant, est hautement révélateur. Tout aussi révélateurs sont bon nombre de détails de ce que M. Gorbatchev appelle « système global de sécurité internationale. » L'importance

de la nouvelle pensée du Kremlin est

négligée en Occident, et peu de politi-

ciens et d'intellectuels comprennent

que la politique de M. Gorbatchev à

l'égard de l'Europe n'est que la poursuite de la détente, dont Leonid Brejnev s'était déclaré partisan. La politique de Brejnev n'était pas nouvelle non plus. A vrai dire, l'administration soviétique n'a pos la

moindre intention d'envahir l'Europe

de l'Ouest, et ne l'a jamais eue ». Ainsi s'exprime aujourd'hui le professeur George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou, réputé pour sa connaissance de l'URSS. Cela n'avait pas été toujours son avis. Après la seconde guerre mondiale, il avait averti Washington, dans son fameux - long telegram - de 8 000 mots, qu'on ignorait quelles seraient les limites de l'expansion soviétique.

Mais, en faisant une étude plus approfondie, il comprit que c'était la crainte d'être, encore une fois, attaquée qui avait motivé les ingérences de l'URSS dans les pays voisins. Il s'agis-sait donc d'établir une zone tampon plutôt qu'un empire.

Comme le dit M. Malcolm Mackintosh, conseiller auprès de l'Institut international des études stratégiques à Londres : « La Pologne est le pays vital, à cheval sur la route principale de la Russie à l'Europe de l'Ouest (2) -. Et un autre expert occidental fait valoir que les Soviétiques « ne pourraient permettre une présence hostile sur la chaîne de montagnes de la Tchécoslovaquie occidentale, à l'est de laquelle s'étend la plaine marécageuse, mais totalement plate jusqu'à Moscou (3) ».

La « doctrine Brejnev », par laquelle e Kremlin essayait de maintenir le système communiste en Europe orientale, se fondait sur des exigences stratégiques plutôt qu'idéologiques. Ce n'était pas la passion du communisme, mais la crainte de perdre la maîtrise d'un territoire jugé essentiel à la défense de l'URSS qui avait incité Brejnev à déclarer que les Soviétiques avaient envahi la Tchécoslovaquie en 1968 même au risque d'une troisième guerre mondiale ». M. Dubcek a admis qu'il avait sous-estimé le facteur stratégique en lançant ses réformes.

Une fois leur zone de sécurité consolidée, les Soviétiques n'ont pas avancé d'un seul pas vers l'Occident. Au contraire : en 1955, ils se sont retirés de l'Autriche, dont ils avaient occupé une moitié : et ils ont renoncé à leur domination quasi absolue sur la Finlande

(dont le produit national brut par tête est de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni). Cette évacuation volontaire de territoires stratégiques n'est pas compatible avec des arrièrepensées agressives.

Et l'ardeur communiste à répandre la révolution? C'est une question que seuls peuvent poser ceux qui n'ont pas sérieusement lu les œuvres de Marx et de Lénine. Car, selon Marx, la révolution prolétarienne est un phénomène fondé sur des conditions historiques : elle ne peut résulter ni d'un simple coup d'Etat ni d'une conquête. Essayer de répandre la révolution dans les pays développés par une action de l'extérieur serait rejeter le marxisme et ne tenir aucun compte de ses racines hégé-

Moscou n'a pas hésité pour autant à se servir des autres partis communistes pour faire avancer sa politique étrangère, par exemple, en matière de sécurité collective avant la seconde guerre mondiale. Mais cela n'a aucun rapport avec la révolution. Et même cette espèce d'ingérence est virtuellement exclue depuis l'apparition de l'eurocommunisme. En 1917, il était raisonnable de croire à la possibilité d'une révolution dans plusieurs pays européens. D'autre part, il y avait un élément millénariste dans l'esprit des partis communistes, à cette époque; une fois éloignée l'heure apocalyptique, l'euphorie s'est dissipée.

L'opinion publique n'est guère informée des mobiles et de l'évolution de la politique soviétique envers l'Occident. Il y a un an que M. Gorbatchev a formulé la nouvelle interprétation de la doctrine qui fonde toute la pensée du Kremlin depuis la révolution. C'est un événement historique. Pourquoi alors continuer à faire la sourde oreille ?

(I) Karen Dawisha, Philip Hannon (6d.), Soviet-East European Dilemmas, Royal Insti-tute of International Affairs Heinemann, Londres, 1981. 101 p.

(2) Ibid., p. 141.
(3) G. Ginsburgs, A. Z. Rubinstein, Soviet Policy Towards Western Europe, Praeger, New-York, 1978, p. 165.

ANDIS que s'aggrave la sforts de pair au Prache inference internationale in qui lui serait assigni la reunion du Con se la mobilication des p supendant permis any

STREET, I TO BUTTON OR HOUSE A STATE OF S SE GOLD VINE BEALET & THE RESERVE AND ASSESSED OF THE PROPERTY OF TH grade the first ge ar eineren mehre cemme THE REAL PROPERTY. me it me to the first the 2 --- 70 ST - -- 10 77 Service of the party of the party Street, C. Carl Street etce bages

Marie . Description of the same bear the the spirits in the state of the state of THE RESERVE OF THE PERSON CHEST PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY OF My Reservation date in administration THE CONTRACT OF STREET, SEE PRINCE TOTAL SE A TELEFORE THE PARTY OF M. James Chaffel No. 2 To Day in 1886 ada frante: Pift & (fags Hanada, a front Jene SERVICE LIBERTY IN CITIA PARE BEF to M. Nevel Hawatten to feet acrementate parent men Pour automo on que distances name interest days a series and Bigenton instance suprémie 🎒 The Committee in the seal or comment impo ela consocition d'ade africa estructionale durante c**arine** sand mayiner der Satis ett weisen.

mispatingation des members por-

erei de Corre i de recrutore et les

to comment for the comflet of and Old our an good is signified temperature continuents for Company

STREET CHIEFLY SAIL SHAPE

Barrier in the harman palentines Andrea de trotain e exemples 🛔 The Parties of the Pa THE SECTION OF THE MARKET IN Amm (86) El prenait a bis path 🍅 Beiter erriege ferete set des THE PROPERTY OF A CONTRACT AND under bei beginn Magre be-Committee and same raperior COLP et la fiche du texte Professional Contamentage -There are a contract to dress STOLD & PORTE SET OF CHEST CTC BEING prison on - to a busine Dalmi, 2'2:2.001 accepté d' menmit simmuns tractations La Dan batter te, qui exigens Ca fin de concertaria de la part a historia, finit par grier, es the life of coches strong was the - C.O.

laigt de nouvelles contativas. in printere était bouchée se Americais s'éclaurissant (3). den était alors plus facile mans Made a reques. Des le 21 avrei, se ine de la février continuent que San politique et Amerika, comment The caretain bas de Rosme. dieniecteurs palestiniens pion diebies, Le Cop a toutefois ST STATESTER & STE COMP

CORRECT

Palestinaem, van

Les analyses de Marie

Paul-Marie de La Cart

L'ex-bras desit du cribic les faits et de

Arabics 74

Tunisis Des plu

OU! ATEK "

IONDĮ: ARABERT DELA FRANÇOPIONIE

L'ŒUVRE DE JACQUES VERNANT

Une sociologie des relations internationales

PAUL-MARIE **DE LA GORCE** côté de tant de bateleurs dont la réputation n'est due qu'aux complaisances de la publicité, de tant d'hystériques que l'esprit de guerre froide a fait passer pour des spécialistes et de tant d'ignorants profitant de l'ignorance des autres grace à leur épais conformisme, il est important que les esprits lucides, quand il y en a, s'expriment et puissent être entendus, et que leurs voix ne soient pas oubliées. Au premier rang, celle de Jacques Vernant. Résistant exemplaire, universitaire respecté, il fut avant tout secrétaire général du Centre de politique étrangère de 1945 à 1978, qui était alors le seul institut d'études internationales existant en France et qui donna neissance à l'actuel Institut français de relations internationales. Jacques Vernant est mort il y a deux ans, et les textes les plus importants qu'il a publiés de son vivant dans plusieurs revues sont réunis aujourd'hui, grâce à Janet Finkelstein, dans un ouvrage pré-

facé par Basil Davidson et dont le titre suggère la trame : les Relations internationales à l'âge nucléaire (1). On ne saurait dissocier l'homme de l'œuvre. Et dans ces pages où transpa-raissent les analyses les plus aiguës et les plus neuves sur la politique des Etats à l'époque contemporaine réap-

paraît, en même temps, leur auteur tel qu'il fut, tel qu'il exerça, au poste où il était, une influence discrète mais profonde sur les meilleurs analystes français et étrangers de cette période -alors même qu'il fuyait la publicité que d'autres cultivaient frénétiquement et se moquait des modes dont d'autres ont indûment profité. Basil Davidson l'évoque en termes justes dans sa préface quand il parie de sa « modestie résolue - et décrit l'essentiel en lui, et qui, en effet, devrait toujours être l'essentiel chez ceux qui veulent traiter des affaires du monde : l'indépendance d'esprit. Celle-ci, écrit Davidson, « n'avait pourtant chez lui rien de grinçant ou de rébarbatif. Elle s'accompagnait; tout au contraire, d'une tolérance et d'une générosité jamais en défaut... ».

Ce livre s'ordonne en axes principaux : la sociologie des relations internationales, l'état du monde à l'âge nucléaire, l'état de guerre en cet âge, tel qu'il se révèle au Proche-Orient, l'interprétation de l'histoire à la lumière des plus récentes étapes de l'ère nucléaire, Jacques Vernant y développe, sous des formes diverses, trois thèmes qui étaient au cœur de sa réflexion sur le monde et l'histoire : l'importance des forces sociales - peuples, courants d'opinion, mouvements d'idées, classes – dans les relations internationales; la primauté des relations nationales par rapport au jeu contemporain des idéologies - et c'est peut-être, avant tout, ce qui fit de lui un partisan résolu de la politique du général de Gaulle ; le rôle déterminant du feu nucléaire comme facteur d'équilibre, et par conséquent de paix, entre

On en retiendra d'abord ce qui concerne le maintien de la paix par la parité nucléaire entre les grandes puissances : « Les potentiels nucléaires, écrit Jacques Vernant, ne s'annulent pas comme les deux termes d'une équation égale à zéro : même s'ils ne doivent jamais servir, ce qui est leur finalité, ils n'en existent pas moins. » Et il montre que, de ce fait, la guerre classique, au-dessous du seuil nucléaire, est rendue difficilement concevable, sinon impossible, pour ceux qui détiennent le feu nucléaire. On retiendra aussi son analyse de la permanence et de la nécessité de la compétition stratégique entre puissances nucléaires en dehors de toute nature idéologique de leur régime et son interprétation du « mythe » que constitue le feu nucléaire. « Le mythe, écrit-Il, a un sens : il sert à quelque chose. Fonde sur la plus incontestable réalité – une réalité apocalyptique – c'est lui qui vérifie, si l'on peut dire, la dissuasion dont, pour un temps au moins, dépend la paix. Il s'agit donc de tout autre chose que de la grande peur de l'an mil : si mythe il y a, il est

enraciné dans les faits. Il exprime l'instinct de conservation de la société internationale. Il reste que la prudence, imposée par l'énormité des risques encourus et la peur de l'inconnu, n'autorise qu'une paix fragile. Seuls le dialogue et les accords auxquels il doit conduire peuvent écarter le danger d'une guerre qui n'aurait plus rien à voir avec la politique. L'humanité n'a pas le choix. »

(1) Jacques Vernant, les Relations internationales à l'age nucléaire. Logique, histoire, politique, textes réunis par Janet Fin-keistein, préface de Basil Davidson, La Découverte, Paris, 1987, 336 pages,

CORRESPONDANCE

Le péril nucléaire

A la suite de l'article de M. Jean Paucot sur les possibilités de réduire le péril nucléaire, dans le Monde diplomatique de mars 1987, le docteur G. Ninane, de Tohogne (Belgique), nous adresse la lettre suivante :

M. Jean Paucot répète, après bien d'autres, ce que M. Barton J. Bernstein, historien à l'université Stanford (1), quaifie de mythe d'après-guerre, à savoir que les bombes atomiques lancées sur le Japon auraient permis d'. économiser » 500 000 vies de soldats alliés. Le Joint War Plans Committee estimait, le 15 juin war riais Committee estimati, le 15 juin 1945, que 40 000 soldats américains perdraient la vie lors du débarquement à Kyushu, projeté le 1st novembre 1945, et dans la plaine de Tokyo, prévu, lui, pour le 1st mars 1946. Cet organisme estimait d'autre part très probable que la conquête de Kyushu entraînerait la capitulation du Japon et la perte de moins de 20 000 sol-

dats américains Rappelons d'autre part que le US Stra-tegic Bombing Survey a estimé, après la guerre, que « à coup sûr avant le 31 décembre 1945 et selon toute probabi-lité avant le 1° novembre 1945, le Japon aurait capitulé même si les bombes ato-miques n'avaient pas été lâchées, meurre et la Russie n'était pas entrés en guerre et la Russie n'était pas entrée en guerre et même si une invasion n'avait été ni prépa-rée ni simplement envisagée (2) ».

Mordechai Vanunu, actuellement détenu dans une prison israélienne, les scientifi-ques consultés ont estimé qu'Israél pos-

sède un centaine d'armes atomiques fabriquées à l'usine de Dimona, ce qui classe ce pays au sixième rang des puissances nucléaires (3).

(1) Barton J. Bernstein, «A postwar myth: 500 000 US lives saved », Bulletin of the Atomic Scientists, June/July 1986, p. 38. (2) Summary Report, Pacific War, US Strategic Bombing Survey, Chairman's Office, 1st juillet 1946.

(3) - La fabrication d'armes nucléaires par Israël », dossier GRIP, nº 104, décembre 1986, Bruxelles.

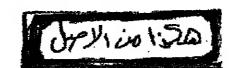
LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur: Hubert BEUVE-MÉRY Directeur: Claude JULIEN Rédactrice en chef : Micheline PAUNET Rédaction: Ignacio RAMONET Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION 7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Telex: MONDPAR 650572 F Tel.: 42-47-97-27

Publicité: le Monde Publicité S.A. Responsable: Antoine Ganvin 5, rue de Monttessuy, 76002 Paris 75007 Paris. Tel.: 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 eproduction interdite de tous articles, sauf accord evec l'administration.

XAVIER GREFFE POLITIQUE ÉCONOMIQUE PROGRAMMES INSTRUMENTS PERSPECTIVES (relié, 570 pages, 195 F) 49, rue Héricart, 75015 PARIS, Tél. 45-79-93-56



Etats

produit national brut par ties 25 % supérieur à celui du empe Uni). Cette évacuation de territoires stratégiques des arriers des arriers des arrièrs.

deur communiste à répandre Action 7 C'est une question que Mary la les œuvres de Mary e Car, scion Marx, la révolu. moterrienne est un phenomene Time des conditions historiques post résulter ni d'un simple Plat ni d'une conquête. Essayer la révolution dans les pays par nne action de l'end par nne action de l'end cant rejeter le marxisme et ne compte de ses racines to ne en compte de ses racines hezé

stront n'a pas hésité pour autant à autres partis communistes avancer sa politique étrap e exemple, en matière de sech tive avant la seconde guerre Mais cela n'a aucun rappor révolution. Et même celle Apparence est virtuellement depuis l'apparition de l'eurocreire à la possibilité d'une Practice part, il y avait un élé-antice part, il y avait un élé-des l'esprit des odennaturistes, à cette époque chience l'heure apocalypuque, s'est dissipée.

Gorbatchev a for apavelle interprétation de la cest fonde toute la pensée du bistorique. Pourquoi alors a faire la source oreille ?

daba, Philip Harson (ed.), Appear Dilemmas, Royal last

Kentern Europe, Praega, A. 165.

les faits ll exprime ervation de la société - Il reste que la pripor l'enurmite des met la peur de l'inconnu mer paix fragile Sculs le de eccords auxquels to auxqueli d consent écarter le danger de qui n'aurait plus rien à politique. L'humanite n'a

Paranti, les Relations uter Fig. Mariante Limited to de Basil Davidon, La Pages, 1987, 330 pages,

ne d'armes atom ques labre Carmes acomique des cus classes de Dimona, ce qui classe des pussances (1).

Bernstein, A posted Bulleun of Bulleun of Statement, June July 1980, p. 35. Report. Pacific Wat. Rombing Super.

Sing 1946.
Substitution of action auditors

Substi bing Sures. Church

DE DIPLOMATIQUE

Hobert BELVE-MERY Patente en chef

PAUNET Joneso RAMONET Bernard CASSEN School DE BRIE College de résistant BRAND

PEDACTION PARIS CEDEX (% 102-17-97-27

to Mande Publishe S.A. Antone Gausin relita de tous pricies.

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

La réponse palestinienne

ANDIS que s'aggrave la tension militaire dans le Golfe, les efforts de paix au Proche-orient marquent le pas. Le projet de conférence internationale divise le gouvernement israélien, la mission qui lui serait assignée suscite des interprétations divergentes à Moscou et à Washington. Dans ce concert de controverses, la réunion du Conseil national palestinien à Alger, comme la mobilisation des populations en Cisjordanie et à Gaza, ont cependant permis aux Palestiniens de clarifier leur réponse.

- Par ALAIN GRESH

S'adressant à un parterre de journalistes, au cours d'une tournée début-mai dans le Golfe, M. Yasser Arafat a assuré qu'une « conférence internationale sur la paix au Proche-Orient avait 75 % de chances d'être convoquée ». Il reprenait ainsi une déclaration faite à huis clos devant ses pairs du Conseil national palestinien (CNP): « La conférence internationale se profile à l'horizon et l'OLP doit être prête à y participer. »

Cette conviction, partagée avec plus on moins d'intensité par les différentes organisations palestiniennes, explique en grande partie le succès de la réunion d'Alger. Rassemblées dans la capitale algérienne du 20 au 26 avril, les principales composantes de la résistance palestinienne – le Fath de M. Yasser Arafat, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache, le Front démo-cratique pour la libération de la Pales-tine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh et le Parti communiste palestinien (PCP) (1) - out mis fin aux divisions qui les paralysaient depuis trois ans.

Et surtout, instance suprême de l'OLP, le Conseil national s'est engagé appuyer « la convocation d'une conférence internationale dans le cadre et sous les auspices des Nations unies, avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et les parties concernées par le conflit, y compris l'OLP sur un pied d'égalité avec les autres participants. Le Conseil souligne que la conférence doit avoir de pleins pouvoirs (2) ».

Pour réunir le parlement pelestinien, M. Arafat a dû toutefois consentir à abroger l'accord jordano-palestinien qu'il avait signé avec le roi Hussein le 11 février 1985. Il prenzit ainsi acte de l'échec d'une stratégie fondée sur des négociations séparées et le recours aux bons offices de Washington. Malgré les renoncements auxquels avait consenti le dirigeant de l'OLP et le flou du texte signé sur deux points fondamentaux de l'OLP à participer de manière autonome à des négociations, - ni les Etats-Unis ni Israël n'avaient accepté d'entamer de sérieuses tractations. Le souverain hachémite, qui exigeait encore plus de concessions de la part des Palestiniens, finit par geler, en février 1986, sa coopération avec la direction de l'OLP. Malgré de nouvelles tentatives,

M. Arafat a dû se rendre à l'évidence : la voie jordanienne était bouchée au moment même où l'horizon de la conférence internationale s'éclaircissait (3). Le choix était alors plus facile mais non dénné de risques. Dès le 21 avril, le gouvernement jordanien avertissait que le pacte du 11 février continuerait de guider sa politique ; et Amman, comme Jérusalem, ne désespère pas de trouver des interlocuteurs palestiniens plus malléables. Le CNP a toutefois confirmé son attachement à une confé-

dération entre la Jordanie et le futur Etat palestinien indépendant.

Pour les organisations radicales, l'acceptation de la tenue du Conseil passait par d'autres réévaluations et

par d'autres calculs. Parlant de la Syrie, M. Abou Ali Moustanha, secrétaire général adjoint du FPLP, reconnaissait que «ceux que nous avons placés à nos côtés en tant qu'alliés stratégiques ont échoué et nous ont déçus (4) ». Le long siège des camps du Liban par la milice Amal, soutenu par Damas, n'est pas prêt d'être oublié. L'incapacité à détrôner M. Arafat, ou même à entamer sérieusement son prestige, et l'aspiration de plus en plus pressante des Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza et du Liben à l'anité, ont

« Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent... »

TOUS les observateurs l'ont noté, le rôle soviétique dans la réunification palestinienne fut prépondérant. Il s'inscrit dans un vaste redéploiement de la diplomatie du Kremlin au Proche-Orient, dont l'objectif central est de mettre fin à l'exclusion de l'URSS de la région depuis les accords de Camp David en 1978. A cette fin, Moscou a établi des rapports avec les pays modérés du Golfe, renoué avec le Caire et repris langue avec Jérusalem, joné un rôle actif dans le conflit irakoiranien, saus parler des ouvertures faites à l'OPEP. Abandonnant une vision stéréotypée, ses diplomates font preuve d'une souplesse inédite et d'une capacité certaine à s'adapter à une région mouvante.

Mais la grande idée de Moscou reste la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient qui avaliserait cette place nouvelle et mettrait fin à dix années de parrainage exclusif de Washington sur tout processus de négociation. «Sans nous, rous ne pouvez rien; avec nous, tou devient possible, tout est négociable », ont dit, en substance, les interlocuteurs soviétiques de M. Pérès durant une rencontre de l'Internationale socialiste à Rome en avril. M. Gorbatchev l'a répété à Moscon, si « l'absence de relations entre nos deux pays ne peut être considérée comme normale (...), un progrès dans nos relations avec Israel n'est concevable que dans le cadre du processus de règlement au Proche-Orient. Dissocier cette question de ce contexte est impossible ».

Pourtant, contrairement à M. Arafet et à certains commentateurs, les Soviétiques ne croient pas à la possibilité de convoquer rapidement le forum international; trop d'obstacles demeurent, trop de réticences persistent tant à Washington qu'à Jérusalem. D'où leur proposition, élaborée avec M. Mitterrand lors de son voyage à Moscou en



MM. NAYEF HAWATMEH (FDLP), GEORGES HABACHE (FPLP) ET ABOU IVAD (FATH) A L'OUVERTURE DU CONSEIL NATIONAL

aussi pesé dans le sens d'une plus grande souplesse. Enfin, les Soviétiques, avec lesquels le FPLP, le FDLP et le PCP maintiennent de solides rela-

tions, ont permis de transformer en réalité ces véliéités unitaires.

inillet 1986, de créer un comité préparatoire de la conférence, composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que des parties concernées. Chargé d'étudier les problèmes épineux - ordre du jour, base des négociations, participants, - ce comité pourrait contourner les veto israélien et américain, et l'OLP pourrait y participer dans le cadre d'une délégation arabe unifiée. Malgré ses évidentes

limites, une telle réunion aurait pour

M. Gorbatchev l'intérêt de ratifier le

rôle indispensable de l'URSS.

Dans ce contexte, la réunification de l'OLP et son retour sur la scène politique portent un com aux tentatives de solution séparée jordano-israélienne et accroît la crédibilité de l'organisation, alliée de l'URSS. Pour renforcer sa main, M. Gorbatchev a, durant les travaux mêmes du CNP, reçu le président syrien Hafez el Assad. En échange d'une aide militaire accrue et du rééchelonnement de la dette, Moscon semble avoir obtenu de son allié une palestinienne et des possibilités d'ouverture de négociations sur le Proche-Orient. Si une réconciliation entre M. Assad et M. Arafat n'est pas pour demain, le dirigeant bassiste a consenti à recevoir M. Georges Habache, le 5 mai, à son retour d'Alger, et

les entretiens ont été, de part et d'autre, qualifiés de positifs. Et la radio de Damas ne ménage plus son soutien à une « action pour une paix juste au Proche-Orient -, appelant les Arabes à « tirer bénéfice de tous les facteurs positifs dans l'arène internationale, à tout moment et dans n'importe quelles circonstances (5) ».

Marqué par la volonté de l'OLP de s'associer au processus de paix, le Conseil national d'Alger a globalement fait preuve de modération (6). Le ministre français des affaires étrangères, M. J.-B. Raimond, le constatait à l'Assemblée nationale: «Les concessions d'Arafat à l'aile radicale sont demeurées limitées. » Et M. Mitterrand, au cours de son récent voyage au Maroc, l'avait noté: « Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent et homogène qu'à un mouvement dans lequel les surenchères pourraient s'exercer indéfiniment.»

Deux décisions corroborent ces observations. L'élection, pour la première fois, parmi les quinze membres du comité exécutif, d'un représentant dn PCP n'est pas une simple confirmation du rôle dynamique que joue ce parti dans les territoires occupés. Il légitime aussi une organisation qui n'a pas craint, depuis 1974, de prôner la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, édifié aux côtés de l'Etat d'Israël. Autre signe : l'acceptation par le CNP du « développement des relations avec les forces démocra tiques israéliennes qui luttent contre l'occupation et l'expansionnisme israéliens » et qui reconnaissent les droits nationaux du peuple palestinien. Jusqu'alors, au moins officiellement (7), l'OLP n'acceptait de rencontrer que les forces juives antisionistes,

ÉCONOMIE MONDIALE - TIERS MONDE - DÉVELOPPEMENT

DEA ET DESS D'UNIVERSITÉS DE LA RÉGION PARISIENNE

ANNÉE 1987-1988

ce qui limitait considérablement le choix des interlocuteurs.

Mais le chemin qui mène à de véritables négociations paraît encore long. Un récent rapport de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, notait que, « contrairement à ce qui s'était passé les années précédentes, aucun des cinq pays [membres du Conseil de sécurité] ne s'est opposé à l'idée d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unles ». Toutefois, ajoutait-il, cet *- assouplissement >* n'empêchait pas de « profondes divergences de vues »

(Lire la suite page 4.)

(1) Ont aussi participé au Conseil le Front de libération arabe, pro-irakiez, et le Front de libération de la Palestine. Par contre, le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général, la Saïtea pro-syrienne, les « dissidents » da Fath et le Front de lutte populaire palestinienne — organisa-tions sans influence notable et liées à Damas

(2) Les textes des résolutions sont tirés de Falentine Al Thawra, hebdomadaire de l'OLP publié à Caypre, 2 mai 1987.

(3) Voir Claude Julien, « Vers une conférence internationale sur le Proche-Orient : le temps du courage », le Monde diplomatique, (4) Déclaration faite à la Voix de la Pales-tine le 16 avril et reproduite par Service of World Broadcast (SWB), BBC, Londres,

(5) Déclarations de la radio syrienne des 30 avril et 9 mai, reproduites par SWB les 2 et

(6) Scule ombre an tableau, les négocia-tions infractueuses entamées avec le groupe d'Abou Nidal et dont le succès aurait sans aucun donte porté un immense coup en presties de l'OLP

(7) Pour le récit, par un des protagonistes, de ces rencontres publiques et secrètes, voir Uri Avnery, Mon frère, l'emend, Lianz Levi-Scribe, Paris, 1986, 324 pages.



 DEA Étudos atricaines Option : Oroit science politique Renn : M. Allen

Tel : 43-29-12-13 p 39 50 DEA Histoire de l'Afrique Mistoire, archéologie, bissoire de l'arti-Paris I et Paris VII Tel. Paris 1: 42-71-06-59

T& Paris VII: 43-35-25-25 p. 57 34 Option Développement dus pays du Tiers Monde du DEA Ecotomie

 DESS Dial et coopération (Science politique)

Resp. Ch. Mordeson nd.: 48-34-67-00

TEL: 43-29-12-13 p. 35 06 Option Relations de la Fra

evec les paya à commerce d'Etat du DESS de Commerce expineur T42:40-77-18-00

 DEA Sociologie du Tiers Mr. (Sociologie) Paris HEDES Resp. : Y. Go T&: 43-35-23-55

 DESS Régulation de et politique de déve (Sciences économique Paris I-IEDES Reep. : G. Bansaid Tél. : 43-35-23-55

DESS Développement in et évaluation de projets (Sciences économiques) Paris HEDES

 DESS Développement agric (Sciences économiques)
 Paris HEDES Resp. : M. Mazoyer 78. : 43-36-23-65

 Options: Histoire, sociologia, écono mie, Sciences politiques, finárature, géographie, aménagement, urba-Paris II Resp. : C. Colin Delavaud Tel. : 42-22-35-93

■ DEA Études des soci Paris III Resp. : C. Collin Debreson TAL: 42-22-35-93

 DEA Droit do dévelop Paris V en. : G. Fount Td.: 46-56-81-88 p. 305 cu 417

 DESS Entracrines at dévai Reso. : H. Cassen Tél.: 46-56-81-88 p. 417 cm 305 (Histoire, géographie Paris VII ot Paris VIII Tél, ParisVII : 43-36-25-25 p. 57 34 Til. Peris VIII: 48-21-63-64 p. 12'93

 DESS Ethnorpi et anthropologie Paris VII Resp. : Y. Lacer! TEL: 42-74-27-54 p. 205

des Tiers Mondes

 DEA Structures productives et système mondial Sciences économiques Paris VIII et Paris VII Resp. ; M. Bestod nii. Paris VII : 48-21-63-64 p. 1650 Tel. Paris VII: 43-38-25-26 p. 52.85

 Option Dévoloppement du DEA Urbanisme et pratiques de l'espace (Urbenisme) Paris VIII-ENPC

Resp. : M. Conserv TA : 48-21-63-64 p. 13-58

 DEA Anthropologie et sociologie du politique (Anthropologie) Resp. : P. Ph. Rey TAL: 48-21-63-64 p. 1275

 DESS Fincalité de l'entreprise (Sciences de gestion et sciences juridiques) Pacis Di

Resp. : B.Castagnède 7dl. : 45-05-14-10 DEA Dynamique des systèmes productifs et économie mondie

Resp. : 1 De Bandt TRL: 47-25-92-34 p. 814

 DESS Développement : au d'investigation et de décision Parie X Resp. : Ph. Hugon 78. : 47-25-92-34 p. 814

 Sectaur Tiera Mondin du DEA Urbanisma et aménagement Peris XII Resp. : H. Lamicq pil. : 48-98-91-44

 DEA Géographie et pratique du développement dans le Tiers Monde (Géographie) ECHESS, Paris I et Paris X

Resp.: J.-P. Reison Tél. BESS: 45-44-39-79 p. 449 Tél. Paris I: 43-29-01-47 p. 11 et 12 Tél. Paris X: 47-25-92-34 p. 554 DEA Socio-économie du développement (Sciences économiques)

Resp. : L Sachs Tel. : 45-44-38-49 p. 225

DEA Études africaines (Linguistique et civilisatio (NALCO)

Cette information est diffusée par le GEMDEV GIS-Groupement d'Intérêt Scientifique Economie Mondiale-Tiers Monde-Développement - 9, rue Malher - 75004 Paris

ARABE ETDELA FRANCOPHONIE

GORBATCHEV LE MAGICIEN

Le dynamique numéro un soviétique réunit les Palestiniens, veut rassembler les Arabes, se concilier Israël. Objectif: une pax sovietica en Orient... Les analyses de Michel JOBERT, Jean DANIEL, Paul-Marie de La GORCE.

MZALI : « PACCUSE ! »

L'ex-bras droit du président Bourguiba passe an crible les faits et gestes des personnages clés, en Tunisie. Des révélations surprenantes...

QUI VEUT « COULER » L'IMA ?

L'Institut du monde arabe vient d'être inauguré en grande pompe, sur les bords de Seine. Mais le nouveau-né suscite bien des convoitises...

dans le numéro de juin 1987 en vente dans les kiosques et les librairies. Arabies 78, rue Jouffroy 75017 Paris Abonnement: 300 FF. Etndiants: 250 FF.

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

La réponse palestinienne

(Suite de la page 3.)

Ce relatif optimisme est renforcé par l'insistance du ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, qui affirme vouloir s'engager dans la voie d'une conférence internationale et accepter pour cela le risque de briser le gouvernement d'union nationale. Cette détermination retient d'autant plus l'attention que, depuis 1967, aucune campagne électorale en Israël n'a été centrée sur la question d'un éventuel accord avec les pays arabes. Le revirement des Américains à propos de la conférence internationale et leur appui à M. Pérès se sont confirmés au fil des jours, notamment par une longue lettre du secrétaire d'Etat, M. Shultz, transmise au premier ministre Itzhak Shamir le 5 mai. Enfin, de nombreuses

répercussions les affectent à maints égards.

progrès vers une solution du conflit israélo-srabe.

lesquels des solutions devraient être fondées.

indiscrétions ont filtré sur le contenu d'un document de travail en dix points approuvé par M. Pérès, le roi Hussein et les Américains.

Mais l'identité des termes utilisés - conférence internationale - ne cache-t-elle pas de profondes divergences? M. Pérès le reconnaît : « Je ne travaille pas pour une conférence Internationale. C'est une erreur. Je travaille pour des négociations directes entre nous et la Jordanie. (...) La Jordanie a des problèmes. Ce qui s'est passé à Alger [le Conseil palestinien] est autant dirigé contre elle que contre Israël. La Jordanie veut que l'ouverture des négociations se déroule dans le cadre d'un forum international (8). » La conférence serait donc, et les

La nouvelle déclaration européenne

pays et les peuples du Moyen-Orient, des liens historiques, politiques, géographiques, économiques, religieux, culturels et humains particulièrement importants. Ils ne peuvent per conséquent être passifs à l'égard d'une région pure la conséquent et le ligit particulièrement et le ligit particulière et le

aussi proche, ni indifférents aux graves problèmes qui l'agitant et dont les

sans que des perspectives de paix apparaissent. Les Douze expriment à nouveau

leur profonde conviction que la recherche de la paix aux Proche et Moyen-Orient reste un objectif fondamental. Ils sont profondément inquiets de l'absence de

solutions négociées devant permettre d'y ramener une paix juste, globale et durable, des relations de bon voisinage et un développement économique, social et culturel trop longtemps délaissé. Dans ce contexte, ils ont énoncé à plusieurs

reprises, et en particuller dans leur déclaration de Venise, les principes sur

conférence internationale de paix sous l'égide des Nations unies et avec la perticipation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la pai

sécurité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait constituer un cadre approprié pour les négociations nécessaires antre les parties directement concernées.

travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties

en vue de sa convocation. Entre-temps, les Douze invitent les parties à éviter

toute action susceptible d'aggraver la situation, de compliquer et de retarder la

tarritoires occupés, notamment en ce qui concerne leurs affaires économiques, sociales, culturelles et administratives. La Communauté a d'ores et déjà décidé

Palestiniennes

que de permettre à certains produits de ces territoires un accès pr

1. - Les pays membres de la Communauté européenne ont, avec les

2. - Aujourd'hui, les tensions et conflits su Proche et Moyen-Orient

ent et s'aggravent. Les souffrances des populations civiles s'accentuent,

3. - C'est pourquoi ils sont directement intéressés à la recherche de

4. - Dans cat esprit, les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une

5. - Pour leur part, les Douze seraient disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence et s'efforcent de contribuer activement, tant à

6. - Sans préjudice des solutions politiques futures, les Douze estiment ssaire que soient améliorées les conditions d'existence des populations des

alde aux populations palestiniennes des territoires occupés, ainsi

Bruxelles, le 23 février 1987.

Etats-Unis appuient cette conception, une simple « ombrelle » pour des négociations séparées, et toute participation de l'OLP est a priori

Quant aux propositions de M. Pérès qui a réaffirmé, le 19 mai, son oppo-sition au plan Reagan – révélées par le Financial Times du 13 mai, elles ne font que reprendre un vieux projet tra-vailliste datant de juillet 1967 et connu sous le nom de « plan Allon », du nom du vice-président du conseil des ministres israélien de l'époque. « Le plan prévoit l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie, dont la fertile vallée du Jourdain, la rive occidentale de la mer Morte, le désert de Judée et la région de Jérusalem. Les régions centrales à forte population arabe seraient rétro-cédées à la Jordanie à la signature d'un accord de paix (...). Dans la val-lée du Jourdain, la bande de terrain qui sera annexée à Israël aura une largeur de 12 kilomètres au nord et de 24 kilomètres au sud : avec ses agglomérations juives, elle fera office de

cordon de sécurité (9) ». Ce « compromis territorial », rejeté à plusieurs reprises par les pays arabes, aurait-il aujourd'hui une chance d'être accepté? Ou bien l'amorce d'un processus de paix permettrait-il de dépasser le cadre étroit de ces propositions pour aboutir à une forme de reconnaisance des droits nationaux des Palestiniens? Quoi qu'il en soit, l'échec — provisoire? — de M. Pérès, incapable de faire entériner ses vues par le cabinet israélien et impuissant à provoquer des élections anticipées, affaiblit les pays arabes – la Jordanie et, dans une moindre mesure, l'Egypte, – qui avaient misé sur le dirigeant travail-

Il place Le Caire devant des choix difficiles. Passée la réaction épidermique aux critiques - pourtant modérées du CNP à l'encoutre de la politique égyptienne, le président Moubarak semble chercher à éviter que ne se creuse le fossé qui le sépare de M. Arafat. La fermeture des bureaux de l'OLP a été circonscrite, et plusieurs institutions palestiniennes - dont le Croissant-Rouge - poursuivent leurs activités dans la capitale égyptienne. Plus que jamais, le rais a besoin de l'OLP pour réussir son retour sur la scène arabe. L'impasse actuelle en Israël pourrait donc faciliter la reprise du dialogue; d'autant que, pour toutes les composantes de la direction palestinienne, la condition d'un rapprochement n'est pas la rupture entre Le Caire et Jérusalem, mais un appui ferme de l'Egypte au droit des Palestiniens à leur propre Etat et à une conférence internationale avec la participation de l'OLP. Le comité exécutif a d'ailleurs, dans sa première réunion après le CNP, « apprécié le rôle de l'Egypte, de son président et les sacrifices de l'Egypte dans la désense du peuple palestirien ».

Le prochain sommet arabe, dont la convocation est tenue pour probable avant la fin de l'année, devrait entériner ces thèses et compliquer la tâche de tous les partisans des négociations directes». M. Mitterrand le faisait remarquer récemment à M. Shamir, e les contacts directs entre les Israéliens et leurs voisins arabes [n'out] pas de chances d'aboutir » et lui paraissent « maintenant illusoires ». Telle est du reste la position adoptée par l'Europe en février dernier (voir le texte cicontre), dans la droite ligne de la déclaration de Venise du 13 juin 1980, qui rappelait le droit du peuple palestinien à l'« autodétermination » et soulignait que l'OLP « devrait être associée aux négociations ». A l'heure de l'alrangate » et de l'affaiblissement des positions américaines, l'Europe sera-t-elle capable de transformer en actes influents ces généreuses procla-

ALAIN GRESH

(8) Déclaration faite à la télévision israélienne le 22 avril et reproduite par SWB le

(9) Xavier Baron, les Palestiniens, un peu-ple, Le Sycomore, Paris, 1984, page 278.

Mobilisation et soulagement dans les territoires occupés

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD * la fin du mois de mars, des milliers de prisonniers politiques palestiniens entamaient une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. « Nous réclamons la lumière du soleil, de l'air frais, des soins médicaux, des relations sociales. des activités culturelles. Ces droits simples et fondamentaux sont ceux de l'humanité entière. » Au-delà de ces revendications, une telle grève avait une portée politique. En entamant une action difficile et longue, à la veille de la réunion du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, les détenus enten-daient rappeler la force de la résistance

à l'occupation israélienne. Dans la société palestinienne, de nombreuses initiatives de soutien ont été organisées, sous les formes les plus diverses. Sit-in installé en permanence dans l'enceinte de la Croix-Rouge à Jérusalem, manifestations des étudiants des diverses universités... Les autorités d'occupation ont perçu cette mobilisation comme un avertissement. Si elles ont accepté de faire quelques concessions sur les conditions de détention, elles ont en revenche accentué la politique dite de la « main de fer » que le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, avait inaugurée après sa prise de fonctions, à l'automne 1984. Du 13 au 16 avril, plus de cent personnalités ont été arrêtées. Toutes les universités ont été sermées, celle de Bir-Zeit pour une période de quatre mois. Le 13 avril, un étudiant a été tué et plusieurs autres blessés (1). Que ce soit à Bir-Zeit, dans les prisons ou lors des arrestations, la priorité de la répression israélienne se situe sur le terrain politique. Il s'agit de casser toute dynamique susceptible d'encourager le mouvement national et de mettre à l'écart tout dirigeant palestinien. Mais dès que l'un est arrêté, un autre prend la relève ; plus ou moins vite et avec plus ou moins d'autorité, il se trouvera toujours quelqu'un pour continuer la lutte, et bien souvent quelqu'un de plus jeune et de plus radical. Ainsi, même de très jeunes responsables sont dans la ligne de mire des autorités israéliennes comme tout récemment M. Marwan Barghouti, président élu du conseil des étudiants de Bir-Zeit, arrêté puis déporté en Jordanie le 14 mai.

D'AUTRE part, les colons juifs éta-blis dans les implantations qui leur sont réservées en Cisjordanie et à Gaza représentent une force d'intimidation qui pèse lourd dans la vie quotidienne des Palestiniens, surtout dans certains secteurs comme celui de Hébron. Le 11 avril, à la suite d'un attentat qui a coûté la vie à une jeune femme israélienne au nord de Ramallah, des dizaines de colons en armes ont effectué un raid d'une rare violence dans la ville de Kalkilya contre les personnes et les biens. Des expéditions d'une telle brutalité ne sont pas fré-quentes, mais les Palestiniens savent qu'elles sont possibles, et les craignent.

Maître de conférences en science politique à l'université Nancy-U.



INTERPELLATION DE ROUTINE A JERUSALEM-EST

L'accentration de la politique de la « main de fer » D'autant que les exactions ponctuelles

sont, elles, monnaie courante. C'est dans un tel climat de tension que s'est déroulé le Conseil national palestinien. Déjà la guerre des camps au Liban avait contribué à ressouder les rangs de la résistance, tandis que, dans les territoires occupés, les drames de ces derniers mois avaient aussi poussé les uns et les autres à se retrouver dans l'action. Quelques jours avant la réunion, le journal Al Fajr, publié à Jérusalem-Est, résumait ainsi le senti-ment général : • Les Palestiniens des territoires occupés attendent anxieuse-ment la tenue d'un Conseil puissant et uni ; nous attendons de la direction palestinienne qu'elle saisisse cette occasion pour tirer les leçons des échecs du passé (2). » L'annonce officielle de l'accord intervenu entre les grandes organisations a donc été accueillie avec un profond soulage-ment. A l'anxiété évoquée dans Al Fajr a succédé aussitôt un apaisement visible. Les gens, rassurés, sentaient que désormais il serait enfin possible de se consacrer ensemble à l'essentiel.

Mais, en même temps, cette réaction immédiate ne faisait pas pour autant disparaître un certain scepticisme, ou au moins une certaine lucidité critique, surtout chez les responsables. Ceux-ci savaient, par expérience, que cette unité retrouvée demeure fragile, peutêtre même précaire. Passé le moment de satisfaction, chacun en appréciait les différents aspects tactiques liés aux intentions politiques des principaux dirigeants de l'OLP, sans jamais négliger le rôle prépondérant de l'Union soviétique. Enfin, tous insistaient sur le fait que l'unité n'est qu'un préalable. L'éditorial du Fajr, au titre très révéla-teur : « L'unité de l'OLP est un premier pas », se terminait par ces mots en forme d'appel : « Que la direction de l'OLP définisse une stratégie et qu'elle mette tous ses moyens en œuvre pour la faire aboutir (3). >

La dénonciation de l'accord d'Amman (accompagnée d'une résolu-tion visant à préserver l'avenir des nécessaires relations entre l'OLP et la Jordanie) (4) a été facilement accep-

tée. Cet accord n'avait, en effet, rien produit de tangible, et la plupart des Palestiniens font porter la responsabilité de l'échec sur le roi Hussein, auquel ils reprochent son jeu ambigu que le plan de développement économi-que pour la Cisjordanie n'a fait qu'accentuer (5). Seuls quelques pro-jordaniens traditionnels — comme M. Rachad Chawa, l'ex-maire de Gaza - critiquent violemment cette décision du CNP. L'attitude du CNP à l'égard

de l'Egypte et les réactions qu'elle a entraînées au Caire ont suscité des commentaires beaucoup plus nuancés. Les modérés n'ont pas compris les raisons de cette rupture qu'ils ne sonhai-taient pas et à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ils ont regretté l'attitude égyptienne – qualifiée d'excessive – tout en se déclarant persuadés que M. Yasser Arafat trouverait certainement les moyens de régier ce conflit. D'autres, proches de la gauche, se déclaraient satisfaits d'une résolution qui, à leurs yeux, exprimait un abandon de la ligne américaine.

A propos de la Syrie, il existe par contre un large consensus. Damas était devenu le symbole d'une politique de négation de l'autonomie de l'OLP au point qu'actuellement il est bien difficile de rencontrer dans les territoires occupés des prosyriens inconditionnels. Personne pourtant ne souhaite que les ponts avec M. Hafez El Assad soient définitivement coupés : mais, compte tenu de l'importance décisive de son pays, il paraissait essentiel aux Palestiniens de marquer leurs distances pour chercher ensuite à renouer des relations sur d'autres bases.

(1) Sur les manifestations de décembre 1986 au cours desquelles deux étadiants avaient trouvé la mort, voir Paul Kessler et Joseph Parisi, « Retour à Bir-Zeit », le Monde diplomatique, avril 1987.

atique, avril 1987 (2) Al Fajr, 19 avril 1987, p. 5.

(4) Résolution soulignant « l'importance des relations spéciales et particulières qui lieu les deux peuples, palestimen et jordanien », le Monde daté 26-27 avril 1987.

(5) Cf. l'article de Dominique Vidal, Entente ambigué contre l'OLP », le Monde iplomatique, janvier 1987.

WHOUD DARWICH

THE PARTY OF PERSONS AND PERSONS ASSESSMENT OF PERSONS ASSESSMENT THE PARTY OF THE P AND STATE OF LAND OF STREET STATE OF THE PARTY To the state of the last State of the Call of Control of the The second of th

The state of the s After the section of THE PROPERTY OF STREET AND THE PARTY OF SHAPE E CHAIRT CON IN CAR The state was a series to

The second secon E.S. 53 100 - 100 mm (m) 1 8 0 mm ・ ないことできる。から、から、等のできる。
とは、これできる。
とは、これできる。
とは、これできる。
とは、これできる。 Street of the Street Street Street Street THE STATE OF THE REST THE RESERVE THE PARTY OF THE PA THE PERSON AND AN ARMY BEEN AND ANY BEEN And the part of the property of the part o AND COLUMN TO COLUMN TO STATE OF THE PERSON AND PARTY. MET COLORES STORT PROPERTY remaignation of the control of the c THE RESERVE THE RESERVE THE PERSON OF THE PE

THE RESIDENCE OF ANTONION AND THE 120 TOTAL DESTRUCTION OF THE auf in march, aust tien ferreiben. 27872 CJ 247411 CAMB WM SERVICE CONTRACTOR SERVICE met ein antaget rettil, wiene 10. BETTER TO THE TRUST THE TOPR pleasure to liette etage giere

printed account of the resident narranga furb das kur 4 **cas da** marasti, forma se froyes 🌬 🕏 arms mountles et l'inning marife Branco poser is in estima 🙉 🐚 数数はあるほうに しゅうがき 婦 titata interan dente me primare tipa TEXTURE LITTLE STATE OF MALE AND ADMINISTRATION OF THE PARTY ADMINISTRATION OF THE PARTY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY ADMINISTR 運動型は20分と2年。 6 Commence in factor and the second

Marries four das chages. Des

immer start per un elemmitte tim emmen fil if afferen Herania a In House & ট্রেটির সম্প্রের র এব প্রকল্পর কর্মক 🛊 🐞 開始のまなけるもの 神経 神 Carry of the state of the state of the fig ig mige ger vom ... est Seffin the garage of the profession attention partition at a contract the same Miletona de pura por, La qui un

bu fall en Palestine, sienes en dilibond Darwich est Fum dans himse italian esta contrapa-ta (en arri in journaliste — R lumentité le réducteur en ciad fining filesticity . term (bio-Se for P - et en hourne polin dien d'erre elu membre de Street de l'O.P. tors de la the session on Corneri antional

le minicore de son cravre a été lite a iraquis sons is cutre Rion to any amer and idirious de 1984 dans une traad Abdellard Laubi

المركز أعن والميثق المنا ACTUALITÉ ARABE der de reference, l'annéquest et l'a INTUALITÉ ARABE SECOCIMENTATION
STATEMENT CAN SECOCIMENTATION
STATEMENT CAN SECOCIMENT
SECOCIMENT CAN SECOCIMENT
SECOCIMENT CAN SECOCIMENT
SECOCIMENT CAN SECOCIMENT
SECOC

AUSOMMAIRE DU Nº 24 AHMED TALEB IBRAHIMI La nation arabe face à elle-même THIERRY HENTSCH Image de l'Orient et question palestinienne JULIE PETEET La justice au quotidien dans les camps au Liban ZAHRA BANISADR L'Iran et la Palestine

ALLAL SINACEUR

L'Islam bâtisseur

Témoignage Une femme dans le siège

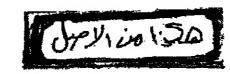
Les universitaires, les medias et le Moyen-Orient

Documents La 18^e session du conseil national palestinien

l an, 175 F

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner aux Éditions de Minuit, 7, rue Bernard Palissy, Paris 6

publiée par l'Institu les Études palestinies Diffusion : Les Édicions de Min 7, rue Bernard Palissy 75006 Paris



NATIONALE

CNP, « apprécié le role de proces de son président et les soci-

machain sommet arabe, dont le in de l'année, devrait caléri in ac i among activati caterial tache de partisans des enégociation de misociation de la caterial de la cateria M. Mitterrand le faissi some recemment à M. Shamir directs entre la Shamir macts directs entre les line in ont par aness d'abousir » et lui paraissen deprant illusoires ». Telle est du position adoptée par l'Europe dans la droite ligne de la constitue de Venise du 13 Juin 1980 incluit le droit du peuple paleu autodétermination et souli-trol.P e devrait être associée Attaciations ». A l'houre de mente et de l'affaiblissement de l'affaiblissement de l'affaiblissement de l'affaiblissement de l'amplique de transformer et l'affaiblissement de l'affaibli

ALAIN GRESH

ents ces généreuses procis-

Dicienation faite à la télévision in 2 22 avril et reproduite par SRB Aprier Beron, les Palestiniens, un pa-

ement



spord n'avait, en effet, net tampible, et la piupan de fost fost porter la responsible Tochec sur le toi Hussis. de seprochent som jeu ambige de développement economics le Cisjordanie n'a fait traditionnels - comme Chaws, l'ex-maire de Giza it violemment cette décision Petrieude du CNP 1 l'eguid de Caire ont suscité de the a out pas compris is no entre reprure qu'ils ne soula-te d'inquelle ils ne yaten-quellée d'excessive -quelléée d'excessive -Actarant persuades que E Acelat trouveran certains marens de régler ce coulle proches de la gauche & entifaits d'une résolution Aces experiment no spin e américaine.

Syrie, il existe par comensus. Damas fisit de la Syrie, il existe pui Passonomie de l'OLP allement il est bien diffr seaser dans les terniores propyriens inconditionels martant ne souhaite que les compas. Hafez El Assad suntil compte compés; mais, compte de su de s Palett essentiel aux Palett The part leurs distances part Thirte à renouer des rela-Pintres bases.

manifestations de élect is sectoristicos de continuis is sectoris deux cinduis in sector voir Paul Kesler a Palemer à Ber-Zeil », le Mont 15 avril 1987, p. 5.

tignant - l'important deletes et particuliere d' des 26-27 avril 1957. Videl de Dominique Les contre l'OLP ». le Monte

SUR LE PROCHE-ORIENT

A l'aéroport

Per MAHMOUD DARWICH

E n'écris pas habituellement de poé-sie dans les avions. Je n'y fais pas davantage mes articles ou mon courrier. Et il ne m'est arrivé qu'une seule fois de devoir dormir sur un banc d'aéro-

Mais je peux parfaitement imaginer un être qui passerait sa vie dans un aéroport, quand l'ordre international et le droit international sont incapables de lui soit, quand la liberté d'entrer et de sortir est conditionnée par un tampon officiel sur une feuille de papier. Par la détention d'un papier frappé d'un tampon. C'est la via moderne i L'individu n'y a d'autre ... dentité que celle que lui assigne le minie-

Cat être, un aéroport l'enverra dans un autre qui l'embarquera à destination d'un troisième, qui l'expédiera vers un quatrième. Tel un colis postal dont les adresses du destinataire et de l'expéditeur seraient perdues.

C'est ca qui m'est arrivé il y a quelques années : un aéroport parisien a gracieusement fait don de ma personne à un aéroport belge qui en fit de même à l'intention d'un aéroport polonais qui, pour finir, ma vida dans un aéroport allemand, sans que j'aie à aucun moment le droit de discuter le droit, n'ayant moimême aucun droit dans aucun séroport.

Il ne m'a guère fallu plus dix minutes pour écrire à bord d'un avion mon court poème l'Aéroport d'Athènes, un peu comme l'aurais inscrit mes observations sur le temps qu'il fait. Je venais de passer deux heures dans l'aéroport grec grouillant de monde, avec des familles palestiniennes qui avaient formé une sorte de petite communauté, sans sevoir comment elles s'étaient retrouvées là, attendant ce qu'elles ne réclamaient pas, dens l'éventualité d'être jetées dans

 Un remancier contemporain pourrait trouver dans ce scénario, poussé au bout de sa dramaturgie, l'une des épopées de notre temps où l'homme se trouve lié à une force inconnue et ironique, sans même pouvoir poser la question de la liberté, individuelle et publique, dans un lieu hors de l'espace, dans une prison qui n'en est pes una. L'imagination est alorsgouvernée par l'abourde. Le drame tourne eu burlesque, ou la farce au tragique.

Nous sommes tous des otages. Des yoyageurs sans voyage...

E suis rarement passé par un aéroport arabe sans entendre la même complainte : « On nous a personne refoulée pourquoi elle était là, derrière. Le refoulé est connu, il est défini à l'avance. Suffit à le désigner cette identité que pourtant personne ne reconnaît et qu'il ne porte d'ailleurs pas, lui qu'un

Né en 1942 en Palestine, vivant en exil, Malmorel Darwich est l'un des pins gramis poètes arabes contempo-rains. C'est aussi un journaliste — il a notamment été le rédacteur en chef de Chou'oun filestiniyya, revue théorique de POLP - et un homme polltique — Il vient d'être élu membre du comité exécutif de POLP, lors de la dernière session du Conseil mational

Une anthologie de son œuvre a été publiée en français sous le titre Rieu qu'une sutre auxée aux éditions de Misnit (Paris, 1984), dans une traduction d'Abdellatif Laûbi.

المركز أخريج أتوثيج والإعلام

DÉCOUVREZ *←ACTUALITE* ARABE»

- 8 7 maio de correito.
- # Un heliete de références, d'a l'informations our l'expendie des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Mord.
- Un document binermed sons équivalent indepensable à tous coux qui a intéressen à l'évolution des pays arabes.
- Cong indiction on an east: Politique Économie -Europie Accessours Desgine, plus des dep-tions, des appals d'offices, des biographies.
- Drive speed on Edition position, AGAM NEWS AND REPORTS

CACTUALITÉ ARABES

est édité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.L.) Director général: Georges El Ressi 34, svenue des Champs-Sysées, 75008 Paris 16, 42-25-41-00 Téles CADI 642 624 F

pays semble avoir enfanté pour se dérober ensuite sous ses pas, en l'exposant à la réprobation universelle. La refouté est assiégé entre une porte d'entrée par laquelle on n'entre pas et une porte de sortie par laquelle on ne sort pas.

Mais alors, pourquoi avoir entrepris le

Même cette interrogation réprobatrice, il ne se trouve personne pour l'exprimer. La vovaceur n'a pas entrepris le voyage, il n'a pas voulu le voyage. Il n'a entrepris aucune démarche qui fasse de lui l'agent d'un acte si fou, qui nous laisse aussi décontenancés qu'une phrase comme : «L'homme mourut». Pourquoi dire de l'« homme » qu'il est le sujet du verbe, à moins qu'il ne se soit suicidé ? Est-ce lui qui a accompli l'acte de mourir ? Il est bien vrai qu'il est mort, mais ce n'est pas lui qui a commis l'acte. Il est non moins vrai que ce refoulé était dans les rangs des voyageurs, mais il n'a pas entrepris le vovage. La compagnie d'aviation l'a mis à bord d'un avion et l'a transporté dans un endroit où il ne voulait pas aller et dont il ne sait pas le nom. Exprime-t-il le désir d'en revenir. Il ignore où il veut

Tu n'as pas demandé à ce refoulé sa nationalité, C'est toi-même. La question renferme une insulte blessante comme celle qui fait confondre Palestine et Pakistan chez les anglophones. Le premier de ces noms est totalement inconnu des passagers normaux et des peuples normaux. Il est parfaitement connu des agents de sécurité. Celui qui en est issu en vient alors à invoquer le nom de ses envahisseurs pour se faire connaître. Et celui qui est issu du second est amené à se laver les mains de tout ce qui désigne la Terre sainte, afin d'échapper au piège de la parenté sonore.

ils nous ont refoulés... C'est une des formes de notre identité.

Ils nous ont refoulés sans raison, sans aucun chef d'accusation, sans qu'il y ait

ils nous ont refoulés sans même que nous portions cette malédiction qui s'appelle « document de voyage des réfugiés palestiniens (1) ». Le lieu de naissance suffit pour que l'agent de sécurité arabe exerce son petit sedisme ou son plaisir réfréné, pour qu'il indique d'une main méprisante un coin à l'écart pour l'attendre, tout en continuant de distribuer ses sourires de garçon de café à ses

Jusqu'à quand attendre ? Nous pourrions attandre des heures, ou des jours, Nous courrions dormir des semaines sur les bancs ou sur un carrelage malpropre. Ne sommes-nous pas palestiniens? una ingérence palestinienne dans les affaires de sécurité intérieure des pays frères, intolérable abus l

Qu'attendone-nous ? Nous n'avons pas le droit de le demander. Nous n'avons qu'à sequiescer. Ne sommes-nous pas palestiniens ? Le ton de la question risquerait de trahir une protestetion ou une insatisfaction. Ah i cela ne vous plaît pas ? il faut dire : cela me plaît beaucoup. Si du moins tu aspires à la tranquillité, aceur de l'humiliation. Mais, si tu veux protéger ton humanité, tu n'ac qu'à gifler, à botter celui qui t'invite à te complaire de ton humiliation.

'INCIDENT se produit tous les jours, toutes les heures, dans l'aéroport arabe qui traite désormais le Palestinien comme un porteur de choléra ou de peste. Le Palestinien doit prendre l'estiative de se distinguer spontenément du reste de l'humanité en sortant de la file des passagers pour s'installer dans la file qui lui est propre et proclamer : Je suis accusé. Jugez-moi) II doit être à lui-même sa propre police, faire la police à sa vieille mère, à son enfant en bas âge. Il doit se mépriser luimême. Il doit se distinguer des autres humains par ce qui est en deçà de l'humain. Il doit, il doit... Lui seul doit sa hair kui-même, attendre des heures ou des jours une autre exception, un étranger, un israélien ou un autre Arabe exclu. Mais il ne trouve que lui-même. Lui et sa mère sur le banc d'infamie i

« Monsieur l'officier, avez-vous trouvé une erreur dans mon passeport diplometique ?

- Non

- Mon nom est-il sur la liste de ceux qui sont autorisés à entrer dans votre pays?

- Oui.

- Dois-je avoir un visa d'entrée pour pouvoir entrer?

- Alors, me permettez-vous de vous demander pourquoi vous m'arrêtez et ne me permettez pas d'entrer normale-

- Parce que vous êtes palestinien.

- Faut-il absolument que vous me

 Je ne cherche pas à vous blesser. - Pourquoi alors retardez-vous mon entrée et bloquez-vous ces vieilles Palestiniennes depuis des heures ?

Parce que vous êtes palestiniens.

- Telle est donc l'accusation ? - Tels sont les ordres... >

ELS sont les ordres de solidarité fratemelle avec les Palestiniens : le mépris, l'humiliation, la ségré gation. Et l'assassinat, comme à Beyrouth-Ouest. On vient de le voir avec la mort de Nabila Brayr (2) : extrajte de son taxi et tranquillement, abattue. Comme les phalangistes avaient abettu sa mère, son père et sa aceur à Ayn-aiabattu les membres de sa familles à Acre. Nabila Bravr. comme les autres, n'avait commis d'autre péché que d'être palesti-

Car attenter au Palestinien est licite. Tels sont les ordres... Les ordres de solidarité fratemelle avec les Palestiniens : la défense verbale de leur cause pour ne pas perturber l'ordre du discours, et l'élimination du peuple qui porte cetts cause pour que les gouvernants obtiennent leur récompense promise. Au nom de la cause, le peuple doit perdre tout ressort. Au nom de la cause, la peuple de la cause est privé de ses droits civiques minimaux, de peur que, ramolli, il n'oublie la cause. Une cause... une cause. Mais, après tout, quelle affaire i

Tout Palastinien est suspect, Privé du droit de libre « dispersion » dans sa grande patrie arabe, ouverte généreusement et sans limites aux espions, aux Pour la saule raison que celui qui est né en Palestine est palestinien. N'est-ce pas ainsi que s'ébauche le racisme ?

Plus grave encore : comment pourrons-nous garder le droit de formuler des réserves sur la colère du Palestinien, le jour où il l'exprimera par des moyens autrement plus violents que les mots ?

La pudeur est peut-être morte. La crainte le serait-elle aussi ?



Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens sont prêts à abandonner leur dignité humaine et nationale en échange d'un droit de résidence provisoire reconnu à certains de leurs dirigeants et de leurs cadres ?

Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens, capables de se défendre héroïquement, jusqu'à la folie et su martyre, dans leur patrie et au Liban, soient impuissants à défendre ailleurs la tristesse de leur mère et de leurs enfants ?

L'atteinte à la dignité des Palestiniens. et à leur condition humains a été trop ioin. Il faut avertir et mettre en garde. Il faut porter la colère à un seuil plus élevé que la protestation et la complainte.

Nous ne sommes pas un peuple offert à toutes les atteintes. Nous ne sommes

pas les otages des otages. Quiconque possède un séroport ou des équipements touristiques n'est pes fondé à appeler la servitude liberté, une liberté qui ne se manifeste que dans l'humiliation des Palestiniens. Spinoza nous dit de ne pas pleurer ni rire, mais de comprendre. Nous comprenens. Et nous savons quei faire...

(Article paru dans Al Yom Assabeb, hebdomadaire publié à Paris, le 19 janvier 1987.

(1) Titre de voyage délivré par l'Office de cours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine (UNRWA). (2) Fonctionnaire de l'UNICEF, assessinée le 18 décembre 1986 dans la capitale libs-

SÉKOU TOURÉ le héros et le tyran

Enfin la première biographie complète de l'ancien maître de la Guinée qui conserve aujourd'hui encore admirateurs inconditionnels et adversaires irréductibles. Combien en effet parmi eux connaissent vraiment l'itinéraire de l'homme qui fut le symbole de l'Afrique noire combattante, ce tyran qui provoqua l'exil de deux millions de Guinéens. Un récit, après une longue enquête, d'un des spécialistes reconnus de l'histoire de l'Afrique, le professeur Ibrahima Baba Kaké.

256 PAGES DONT 16 DE PHOTOS, FORMAT 14,5×21 CM.



BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNE DE VOTRE REGLEMENT A DIFPRESS : 3, RUE ROQUEPINE. 75008 PARIS (FRANCE) - TEL. (1) 42.65.69.30

JE DESIRE RECEVOIR BIOGRAPHIES) DE SEKOU TOURE AU PRIX UNITAIRE DE 63 FF POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ET 79 FF - POUR LES AUTRES PAYS (FRANCO DE PORT).

| ADRESSE | NOM. | THE ST. | | RENOM | | | 1 | - |
|---------|--------|--------------|--|-------|---|----|---|---|
| | | 7.00 | | | | 76 | | |
| | ADRESS | E ALLE ALL | | | 1 | | | |
| | | the state of | | Per . | | | | |

A droite et l'extrême droite ont conforté leurs positions aux élections législatives du 6 mai dernier en Afrique du Sud : manifestement, la majorité de l'électorat blanc — seul appelé à se pronon-cer — refuse de jouer le jeu des « réformes » proposées par le pré-sident Botha. Les candidats « indépendants », qui s'étaient dissociés du Parti national afrikaner pour préconiser une solution négociée au problème de l'apartheid, ont essuyé une sévère défaite, qui s'ajoute au recul du petit Parti progressiste libéral. Avec la poussée du Parti conservateur (extrême droite) et le confortable succès du Parti national, les espoirs de règlement semblent compromis. La réaction immédiate du gouvernement Botha a été de durcir son langage et de resserrer les entraves à la liberté de la presse. Persister dans l'immobilisme serait cependant lourd de risques pour le pouvoir blanc, alors qu'à l'étranger les contacts officiels avec l'ANC se multiplient. C'est ce qu'ont compris les personnalités afrikaners qui ont décidé de quitter le parti du président Botha.

Par BOKWE MAFUNA

Akors que le chômage et la pauvreté ne cessent de s'étendre dans les régions rurales, dans les bantoustans et dans les cités noires (townships), les problèmes économiques de l'Afrique du Sud n'ont guère retenu l'attention durant la campagne électorale. Le gouvernement Botha s'est contenté de promettre de « réformer » les structures de l'apartheid, sans toucher aux principes sur lesquels repose le système. Mais ce que le président Botha n'avait pas prévu en décidant d'organiser les élections, c'est l'ampleur du mécontentement que suscite la lenteur des réformes an sein de son propre parti, le parti national, au pouvoir depuis 1948. Le résultat du scrutin a montré que cette révolte, menée par d'éminents intellectuels et hommes politiques, ne représentait pas vraiment une menace - du moins pas encore - pour la majorité dont dispose le parti au Parlement. Mais, pour la première fois, le principal parti afrikaner était apparu divisé sur la politique à l'égard des Noirs,

Quand trois membres dirigeants du Parti national - le D' Dennis Worrall. ancien ambassadeur à Londres, M. Wynand Malan, député au Parlement, et le D' Esther Lategan, une importante femme d'affaires qui avait longtemps soutenu le parti - annoncèrent qu'ils se présenteraient devant les électeurs comme candidats indépendants, publiant un manifeste commun préconisant de nouvelles initiatives en matière de réformes, ce fut la consternation dans les rangs du parti. Le manifeste réclamait des négociations entre tous les Sud-Africains pour promouvoir - une Afrique du Sud unie, avec des droits égaux, la justice et la sécurité pour lous ».

Ces trois personnalités formaient l'avant-garde d'une rébellion contre le gouvernement du président Botha qui n'a pas de précédent ; une rébellion qui se cristallisa dans la communauté de l'université Stellenbosch, d'où étaient sortis tous les premiers ministres afrikaners à l'exception du président Botha (hii-même ancien premier ministre), qui est néanmoins chancelier de l'uni-

De manière révélatrice, le manifeste commun des « indépendants » exclut de ses propositions politiques les roupes extrémistes de gauche et de droite ». Il se prononce pour le maintien de l'état d'urgence afin d'assurer pendant une période de transition au cours de laquelle la politique des Noirs serait « convenablement organisée ». Selon quels critères ? Par qui ? Et avec qui?

Pas avec le Congrès national africain (ANC), engagé dans la lutte armée contre le pouvoir blanc et dont la politique de violence paraît inacceptable aux rebelles; ni avec le Congrès panafricaniste (PAC), pour les mêmes raisons, Les deux organisations ont été déclarées illégales en 1960, après le massacre de Sharpeville, et sont frappées de banissement, tout comme le Parti com-

Les rebelles afrikaners n'ont pas clairement défini leur attitude à l'égard du Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC dont il a adopté le document de base, la Charte de la liberté. Ils ne semblent pas désireux non plus de s'aboucher avec le Congrès du peuple azanien (AZAPO), proche du mouvement de la Conscien mais dont la position est plus affirmée en faveur du socialisme, ni avec le Forum national, préconisant également le socialisme et le rejet du capitalisme.

Cependant, certaines sources proches du groupe des « indépendants » estiment qu'ils n'excluent pas la possibilité de négocier avec l'UDF. Faute de quoi, il ne resterait comme interlocuteurs que les chefs des bantoustans et les conseillers municipaux noirs, complètement discrédités. On remarque aussi que les rebelles afrikaners n'ont pas manifesté d'hostilité à l'encontre des structures de l'apartheid ménageant deux chambres séparées au Parlement pour les populations métisse et indienne. Telles quelles, cependant, leurs options réformistes ne pouvaient séduire un électorat déjà réservé à l'égard des propres propositions de M. Botha et qui l'a manifesté en choisissant de voter à près de 30 % en faveur de l'extrême droite.

les caractéristiques des politiques de stabilisa-tion dans le tiers-monde et en souligne les effets négatifs sur l'emploi et le niveau des revenus. (Vol. 126, n° 2, mars-avril, six numéros par an, abounement annuel:

60 francs suisses. - BIT, CH-1211

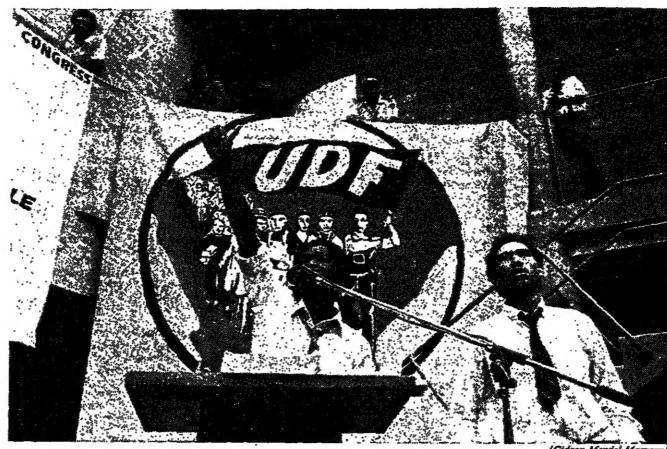
E L'Institut des Sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA) public un DOCUMENT DE TRAVAIL sur les

conversions de créances sur le tiers-mond (N° 3, 1987. – ISMEA, 11, rue Pierre-et Marie-Curie, 75006 Paris.)

B FORCES consacre un numéro spécial au « Québec sur l'échiquier canadien ». (N° 77, printemps, trimestriel, 4,25 dollars canadiens. — 500, rue Sherbrooke-onest, bureau 430, Montréal, Québec H3A 3C6.)

B Dans SUR EXPRESS, souvern men-suel espagnol, un reportage sur les «dos mouillés», ces travailleurs qui passent clan-destinement la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. (N° 1, mai, mensuel, 350 pesens. — Almirante S, 28020 Madrid.)

350 pesotas. — Abmirante 5, 28028 Madrid.)
61 Flutieurs articles consacrés au Bréail,
62 dans PROBLÉMES D'AMÉRIQUE
LATINE. A propos de la dette, Guillermo
Hillcoat et Carlos Quenan analysent la stratégie des banques créancières. (N° 83, 1° trimeste 1987, 48 F. — La Documentation franles Parks.)



MANIFESTATION AU CAP, EN AVRIL DERNIER, A L'INTITATIVE DU CONGRÈS SUD-AFRICAIN DE LA JEUNESSE

Pendant la campagne électorale, M. Botha n'avait pas raté une occasion d'exploiter les rivalités entre les deux principaux partis d'extrême droite, le Parti conservateur du Dr Andries Treunicht et le Parti national Herstigte (HNP) de M. Jaap Marais. En ouvrant sa campagne, il choisit de s'exprimer dans la ville rurale de Lichtenburg, au Transvaal occidental, fief du parti du Dr Treunicht, pour s'en prendre, à dessein, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, les premiers étant accusés d'imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud, la seconde se voyant critiquée pour avoir pris contact avec l'ANC. Il dénonca énergiement la « moralité sélective » des Occidentaux, et la « politique de sanctions vengeresse » de l'Amérique, Il établit une comparaison entre la ligne dure de Mme Margaret Thatcher en matière de terrorisme international et la rencontre, l'an dernier, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, avec M. Oliver Tambo, dirigeant de l'ANC (1). La sécurité et la survie des Blancs étaient au cœur de la

campagne électorale. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a lui aussi rencontré M. Tambo en février dernier à Washington, et le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, nourrissait le même projet, pent-être dans l'intention d'améliorer l'image de marque de son pays, qui est un actif parte-naire commercial de l'Afrique du Sud, hostile aux sanctions. Doit-on voir dans ces nouveaux développements le signe que les pays occidentaux sont en train

de préparer le terrain en vue des relations qu'ils devront nouer avec ceux qu'ils reconnaissent comme les futurs dirigeants de l'Afrique du Sud ? Un groupe d'études chargé par le gouvernement Reagan d'évaluer la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud a conclu que la politique d'« engagement constructif = avait échoné. Dans son rapport publié en février, il estime qu'il est « important d'entreprendre immédiatement » un vaste effort pour renforcer les liens des Etata-Unis avec les Noirs sud-africains qui « dirigeront éventuellement » le pays (2).

Cette reconnaissance implicite de britannique et américain n'a guère été évoquée durant la campagne électorale, mais elle ne pouvait avoir échappé à l'attention du diplomate avisé qu'est le Dr Denis Worall et des autres candidats « indépendants ». Ils choisirent cependant d'attaquer M. Botha sur le terrain des « réformes », voyant dans son manquement à ses promesses un facteur d'aggravation du danger extérieur. S'ils n'ont pas réussi à convaincre les électeurs blancs, s'ils n'ont pas gagné cette bataille, ils n'ont peut-être pas perdu la guerre. Car les « indépendants » semblent bien partager l'analyse du lobby occidental en faveur des sanctions : le vrai danger est la révolte des Noirs, et il faut obliger les Blancs sud-africains à prendre conscience de ce danger, sans compromettre leschances de l'économie sud-africaine où les intérêts de l'Occident doivent être sauvegardés. L'objectif est de parvenir

à intégrer plus rapidement les Noirs aux institutions politiques et à la sphère économique, les associer aux prises de décision et aux activités de estion. Parce que le gouvernement de M. Botha n'a pas tenu ses promesses de « réformes », il s'est attiré les critiques des Noirs dits « modérés », des libéraux blancs (particulièrement dans la communauté des affaires, qui s'inquiète de l'effet des sanctions) et des pays occidentaux, qui pourtant refusent d'imposer des sanctions obligatoires. Selon un article paru le 6 mai 1987 dans le Bulletin d'Afrique du Sud publié par l'ambassade à Paris, « en dépit des contraintes internatiorieur, la RSA continue d'enregistrer un excédent important de sa balance commerciale, qui, pour le premier tri-mestre de l'année, atteint 3,466 milliards de rands... La baisse des importations est imputable essentiellement aux échanges avec l'Europe, qui, tout en restant le premier partenaire commercial de la RSA, volt ses exportations vers la RSA passer de 2,44 milliards au premier trimestre 1986 à 2,296 milliards de rands un an plus tard. En revanche, le montant des importations européennes en provenance de la RSA a progressé de 2,663 milliards de rands à 2,852 milliards de rands. »

En mars dernier, l'Afrique du Sud a pu conclure un accord avec les banques

(1) Financial Times, 27 mars 1987. (2) International Herald Tribune, 12 février 1987.

Dans les revues...

E Dans POLITIQUE INTERNATIONALE, André Fontaine, directeur du Monde, examine la diplomatie française à l'épreuve de la cohabitation et l'amiral Pierre Lacoste s'interroge sur le thème de la désinformation. (N° 35, Printemps, trimestriel, 65 F. — 11, rue du Bois de Boulogne, 75116 Paria.)

El Les déséquilibres économiques mondiaux sont analysés par C. Fred Bergaten dans FOREIGN AFFAIRS. W.W. Rostow et George F. Kennan présentent un bilan de quarante années de politique d'endiguement (containment) du communiame. (Printemps, trimestriel, 5.95 dollars. — PO Box 2615, Bouldet, Colorado 80321.)

El Chef d'état-major de l'armée de terre, le

El Chel d'étzt-major de l'armée de terre, le général d'armée Maurice Schmitt publie dans DEFENSE NATIONALE ses réflexions sur Pévolution inévitable de l'arméa de terre au cours des prochaines décennies, en tenant compte notamment du rêle des technologies de pointe. (Juin, mensuel, 38 F. — 1, place Josire, 75700 Paris.)

fil Avocat américain travaillant pour une institution religieuse privée. Daniel P. Shechan a rédigé une étnde très fouillée, dont de substantiels extraits ont été publiés par LA REVUE NOUVELLE en avril, sur les ramifications de P - Irangate » : « Une longue his-toire de criminalité et de déviance politique. » (N° 4, mensuel, 34 F. — 26, rue Potagère, 1030 Bruxelles.)

1030 firescelles.)

B LES CAHIFES FRANÇAIS consecrent teur récent numéro aux finances internationales. Indispensable synthèse, organisée selon quatre axes : l'environnement monétaire international ; le financement de l'activité économique internationale ; la gestion du change ; l'endettement internationale (Mars-avril, Massetriel, 42 F. — La Documentation française, Paris.)

Dans STAFF PAPERS, revue du FMI, comis C. Mueller tente de dégager les ruisons Dennis C. Mueller tente de dégager les ruiseas de la crossance de budget de l'Etat dans les démocraties occidentales, motamment sux Etan-Unis. (Vol. 34, s° 1, trimestriel, 4 dollars. — FMI, Washington DC 29 431.)

51 Dans la REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Rolph Van der Hoeven décrit

caise, Paris.)

SINTEGRACION LATINOAMERICANA public plusiours études sur les perspectives d'intégration Argentino-Brésil. (N° 122,
avril, measuel, prix non indiqué. — Esmaralés
136, 1035 Buenos-Aires.)

El L'ossentiel de la livraison de MIDDLE
EAST REPORT est consacré sux problèmes
de production alimentaire su Proche-Orient
(Arabic sacudite, Egypte, Irak). (N° 145,
mars-avril, binestriel, 3,40 dollars. — Room
518, 475 Riverside Drive, New-York,
NY 10115.)

E SOUPAL reprend sa parution, avec un numéro consacré aux « Etaus et systèmes sociaux dans le monde arabe». (N° 6, 1967, trimestriel, 75 F. — 14, rue de Nanteul, 75015 Paris.)

El Deux articles sur le chiisme en Irak et au Liban dans la dernière livraison de MAGHREB MACHREE (Nº 115, fétriermars 1987, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)

B An terme d'une excellente présentation le la crise politique et économique en Tunisie, James Rupert, dans WORLD POLICY JOURNAL, attire l'attention sur les responsa-bilités de Washington qui a aidé l'armée à se renforcer. (Vol. IV, nº 1, hiver 1986-1987, tri-mestriet, 5,25 dollars. — 777 United Nationa Plaza, New-York, New-York 19917.)

S L'histoire et les hommes, les problèmes actuels du développement : un riche numéro de la REVUE DE L'OCCIDENT MUSUL-MAN ET DE LA MÉDITERRANÉE SUI le thème: « Désert et montagne au Maghreb». (N° 41-42, trimestriel, abamement annuel: 220 F. – Edisud, La Calada, 13090 Alg-en-

S LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LANGUEDOCIENNE DE GEOGRAPHIE

LANGUEDOCIENNE DE GÉOGRAPHIE consacre un numéro double anx métropoles du monde arabe, de Cusablanca et Tanis à Ryad et Dumas. (N° 2-3, 1987, trimestriel, 150 F. — Université Paul-Vuléry, BP 5043, 34032 Mouspeliier Cedex.)

B Les « phénomènes ethniques » : nationalisme ethnique, classification des races, préjugés, sont les thèmes d'un dossier de la RÉVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, publiée par l'UNESCO. (N° 11, février, trimestriel, 98 F. — Editions Erès, 19, rue Guntero-Combet, 31460 Toulouse.)

B Dana LES TEMPS MODERNES.

E Dans LES TEMPS MODERNES, deux articles consacrés aux droits des communantés d'origine immigrée : Pun concerne la France et le code de nationalité ; Pautre, la société multiculturelle en Grande-Bretagne. (N° 496, mai, mensual, 60 F. – 22, rue de Coedé 75006 Paris.)

El M. Henri Leclere est interrogé par Ber-trand Renouvin sur la réforme du code de nationalité, dans la revue ROYALISTE. (N° 471, himensuel, 10 F. ~ 17, rue des Pedits-Champs, 75001 Paris.)

El L'excellente petite revue franco-comtoise, L'ESTOCADE, toujours fidèle à son titre, traite cette fois de la «conquête de la Comté» par M. Hersant. (Mal-juin, himes-triei, 15 F. – EP 102, Vesoni Cedex.)

Il Thème du dornier POUVOIRS, dans la suite de l'exploration par la revue des institu-tions politiques françaises : « Le président », (Mai, trimessriel, 79 F. – PUF, Paris.) E Dans sa formule renouvelée, la NOU-VELLE REVUE SOCIALISTE offre un excellent dessier « Europe ». (Nouvelle strie n° 1, périodicité non indiquée, 56 F. — 10, rue de Selférino, 75333 Cedex 07.)

de Senermo, 75335 Cesex U/.)

El Quels sont le poids, le rôle et l'avenir des services destinés aux agriculteurs? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre le dernier numéro d'ÉCONOMIE RURALE. dermer mumaro d ra-Unvoyale, KUKALE, (N° 177, janvier-fibrrier 1987, himestriel, 98,80 F. – Société française d'économie rarate, INA-PG, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05.)

E Dams DOSSIERS DE L'AUDIOVI-B Dans DOSSIERS DE L'AUDIOVI-SUEL: des études sur « L'Europe de l'audio-visuel». (N° 13, mai-juin, bimestriel, 49,50 F. — La Documentation françaine, París.) El FUTURIBLES publie un article sur la nécessité d'une maîtrise culturelle des muta-tions technologiques. (N° 110, mai, measurel, 43 F. — 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cadex 67.)

Cadex 67.)

El dernier numéro de MIGRANIS-FORMATION traite de la pratique de la lecture : esfants, adolescents, adultes. Sujet des
plus actuels après que l'illettrisme a été révélé

S' NOTRE HISTOIRE offre une synthèse des counsissances historiques à propos de l'Inquisition. Récits, témoignages, analyses et blan qui méritent d'ètre non seulement lus, mais médités, spécialement en cette fin du vinguième siècie, qui, comme le rappelle Méchel Mollat du Jourdin dans son éditorial, s'est montré « orfèvre en matière de procès d'opinion ». (N° 35, juin, mensuel, 25 F. – 56, rue de Mirament, 75008 Paris.)

en France (et pas seulement chez les immi-grès). (N° 68, trimestriel, 16 F. - Centre national de documentation pédagogique, 25, rue d'Uim, 75230 Paris Cedex 05.) 5 « Oñ va la FEN? », se demande Alain Beitone dans PÉCOLE EMANCIPÉE qui évoque des risques de « scission ». (N° 14, 5 mai, bimensuel, 14 F. — 35, res Pierre-Brossollette, 76770 Malamay.)

B Au sommaire de la REVUE FRAN-CAISE D'ÉTUDES AMÉRICAINES, trois articles sur le premier mai 1886, et sur les ori-gines du mouvement ouvrier américain. (N° 32, avril, trimestriel, 100 F. – Presses universitaires de Nancy, 25, rue Barus-Louis, BP 454, 54001 Nancy Cedex.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualite vus par les organisations internationales

ne internationale pour la reconstruction

FINANCING HEALTH SERVICES IN DEVELOPING COUNTRIES: AN AGENDA FOR REFORM (le financement AGENDA FOR REFORM (le financement des services de santé dans les pays en voie de développement : agenda pour une réforme) : comment réduire les dépenses publiques, en reconrant notamment à la privatisation. (BIRO, Washington DC, 93 pages, 1987; disponible à Paris, 66, avenue d'lène.)

Organisation de coopération et de développe ment économiques.

SYSTEME D'OBSERVATION PER-MANENTE DES MIGRATIONS, SOPEMI 1986. Le rapport annuel de l'OCDE sur les mouvements migratoires et les politiques des Etats dans les pays membres. (OCDE, Paris, 135 pages.)

piège de

Man Committee the Name of Street, Service Brief the war to last no in the backet de denter Contenting en 5 - The latest to 1 and 3 Mg SECTION OF STREET the street one order to STATES AND COMMENT OF STATES Comment Court of the State Street The state of the state of the state of product the fact of the last THE RESERVE AND ASSESSMENT OF A SECOND SERVER TO THE REAL PROPERTY AND SES SES SES SES SES SES THE RESERVE TO BETT OF THE BAR BETT TOUT ON OR

district and the late mm Birte . beiter mit A THE REAL PROPERTY AND ADDRESS AND ADDRES BETTER - SAN THE WA SECRETARIES OF STREET mitte : mirer: er tiegni THE STATE OF LESS IN STREET Britis were in pro-THE PARTY OF THE PARTY Talm terent er er a la man a fater of the less は色型は こって たたい 内 展 remarkers the sub des the transfer and the transfer and the first THE MALE IN PARTS man et des invertigations price mamme a freit dem wiete E TELLES C. TOP 2 AFAto a section of the section particular to the control of the am ergierter eines guna The Gast at in, minimulate in figurities FREEZy Confart. Total not proposed.

Que veulent les libérant

appiranter et lat ingle

್ ಸಿಕ್ ಅರ್ಜಿಕ್ಕಾರ್ ಪ್ರದೇಶ ಕ್ಷಣೆಗಳ

中ではない。これが発展

Commercial et et en entitletel

Commande auffen," - de leurs

THE STURE SET WELL FROM

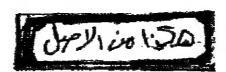
ment of the second

Section of the Property of and the same of the same was the men tenaffantet auf biebe wer marrie and dispose Semerari au Pariement the reserve Pip. the designation of the same A 1 822 ere grenn delaue te les resement l'électorat केंद्रावर का राष्ट्री काला र हार peur eller une haue à la the margament, mass load Sales one make the cut format. the community of the set it has de marie et mament du des S venerum ... Conner Balledon Nam Car lours suff Assessment ette decembra persen hate. (or an organization of the gales SUM TO SEE SAC ON USA BURE TUDE EL AZAPO. Comments of the second The manufaction or Patrice. dub id Segment de boure de bout A STATE OF BEING the best seeders, 5 to commission And the same and the A to a default, and a des diffe M Garage Butheless Santa de Massella el da to the frame, qui d'ail-Service de marques de Service of Leading to the series Signal of Carriers of the Carrier of Carriers of Carri the post of a cit seem Personal State of Language Ser la martine des Grants de SA Coude Machines. the le groupe des nouvestats Salar Car denc courting DEEDON DE L'EXTREME CHOCLE

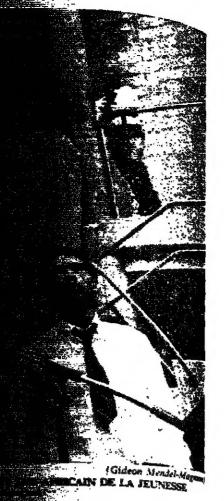
PARTIS

brit tipebilcain (NRP, risforming)

South African Labour of Record to



POUSSEE DE



er pies rapidement les Non destitutions politiques et i le Separamique, les associer in de décision et aux activités à Parce que le gouvernement nes a e pes tenu ses promeses de dis - moderes -, des lis (perticulièrement dans le manté des affaires, qui es de l'effet des sanctions) a des sanctions de Selon un article pare le dans le Bulletin d'Afrique contraintes internate SW SOR COMMERCE EN continue d'erregion ecostani de sa balan gui, pour le premiern Faunée, atteint 3,466 ml de. La baisse des impo teaputable essentiellemen de la premier partenaire cola RSA, vuit ses expita la RSA pauser de 2,44 mi Since premier trimestre 1986 : **ards de** rands un an plu prosche, le montant la cons européennes en prot la RSA a progresse de 100 de rands à 2,552 milhad

> de decementation principal FECOLE EMANOPEE of the Property of the Propert 76778 Malaumay. emaire de la REVIE TRA

Piers deraier, l'Afrique du Sud:

eniol Flores, 2" mars 1987 Anternational Herald Tribus.

re un accord avec les biogra-

PETUDES AMERICANES ES manufacture of the content of the co

> **MELIOGRAPHIE** actuality es organisations riernationales

TOTAL HEALTH SERVICE the med dans les fores en land The best of the control of the contr

THE DOBSERVATION PER MIGRATIONS SOFUL AND A MIGRATIONS SOFUL AND A MIGRATION OF THE PER MIGRA materiales et les politiques e

L'EXTRÊME DROITE EN AFRIQUE DU SUD

le piège de l'immobilisme

créditrices étrangères pour rééchelonner sur trois ans sa dette de 13 milhards de dollars à l'égard des banques commerciales. L'arrangement levait une grande incertitude pesant sur l'économie du pays et le Dr Gerhard de Kock, gouverneur de la Banque de réserve, a pu le décrire comme « un très bon accord pour l'Afrique du Sud et ses créditeurs ». De fait, on s'attend que cet accord facilite la tâche du Parti national au pouvoir (3).

Pour beaucoup d'observateurs, en acceptant de rééchelonner sur trois ans la dette sud-africaine, les banquiers étrangers ont apporté une preuve évidente que les avis sont en train de changer à l'extérieur, quant à la stabilité politique et à la puissance économique de l'Afrique du Sud. Le gouvernement de Pretoria, quant à lui, semble satisfait de ce vote de confiance, principalement dû au succès apparent des autorités dans leurs efforts pour contenir les émentes dans les cités noires. Pourtant la répression ne règle en rien les problèmes, elle ne saurait tenir lieu de

Depuis les récentes élections, où la tendance des Blancs à voter pour l'extrême droite s'est affirmée, les autorités semblent plus soucieuses que iamais de mettre en œuvre la ségrégation raciale dans le logement, en dépit des incitations contraires des hommes d'affaires et autres libéraux. Le problème du logement est certes l'un des plus urgents anjourd'hui, mais les plus graves difficultés tiennent encore à la persistance de la législation sur les zones de résidence qui organise, on le sait, le regroupement géographique des individus et des entreprises selon l'appartenance raciale. Les partis d'opposition et des organisations antiapartheid, comme le Front démocratique uni, l'Organisation du peuple azanien et les syndicats, ont demandé l'abolition de cette loi de 1950 comme l'une des « réformes » les plus urgentes. Dans de nombreuses régions du pays, cette législation est ouvertement violée par des familles indiennes, métisses et africaines privées de logement. Des sociétés américaines sont entrées dans la voie de ce qu'on appelle la « désobéissance civile » en mettant des logements à la disposition de leurs employés de couleur dans des zones blanches, et cela a conduit le gouverne-

ment à crier à l'ingérence extérieure, lui-même refusant, pour ne pas aggraver ses difficultés avec l'électorat le plus à droite, toutes les suggestions visant à faire rapporter la légistation en ce domaine. En mars dernier à Ermelo, devant 1 200 électeurs du Parti national, M. Botha a clairement fait savoir que, s'il n'était pas marié avec la législation sur les zones de résidence au point d'en faire un instrument de sa politique, le principe n'en serait pas remis en cause tant qu'il serait au pouvoir (4). A coup sûr, il est pris entre deux contradictions : les nécessités économiques du pays et l'obligation de ménager les travailleurs blancs.

Selon des précisions apportées devant le Parlement au début de cette année par M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel, il y avait, à la fin de 1986, 455 zones de résidence pour les Blancs (789 885 ha), 361 pour les métis (97 423 ha) et 127 pour les Indiens (50 673 ha). Soit plus de 84 % des terres concernées réservées aux Blancs, qui déjà possèdent plus de 80 % de la superficie du pays.

Un autre problème crucial est celui des déplacements de population. Depuis l'accession des nationalistes au pouvoir en 1948, plus de 3 millions de Noirs ont été « réinstallés » de force dans des bantoustans on en d'autres licux, sans qu'on leur demande leur avis. Des millions de gens ont ainsi perdu la nationalité sud-africaine. Selon M. Chris Heunis, 64 180 Noirs ont été « réinstallés » en Afrique du Sud ou dans des bantoustans durant l'année 1986, malgré les promesses du gouvernement d'abolir les déportations. Celles-ci vout se poursuivre : en effet, le ministre a indiqué que 7 villes ou communantés (6 au Transvaal, 1 dans la province du Cap), ayant au total quelque 22 000 habitants, avaient été retenues pour de nouvelles opérations de réinstallation (5) ».

Tout futur gouvernement, quel qu'il soit, devra assumer les conséquences de cette politique. En aura-t-il les moyens? Dans quelle mesure les «réformes» de M. Botha aideront-elles à résoudre ces difficultés ? Les « indépendants », pour leur part, s'y seraient-ils pris autrement ? « réforme » : une autre Chambre séparée, pour les Noirs cette fois, au Parlement? En fait, les Blancs sont déjà pris de court : l'idée d'une représentation séparée est rejetée par la plupart des organisations anti-apartheid et par le

Une fracture est intervenue jusque dans les rangs des conseillers municipaux noirs, si controversés, et cela pourrait compliquer la tâche du gouvernement (ou même celle des rebelles «indépendants») pour trouver des dirigeants noirs qui acceptent de parti-ciper à ce new deal. Jusqu'en février de cette année, la plupart des 240 responsables locaux noirs étaient représentés au sein de l'Association des conseils urbains sud-africains (UCASA). reconnue par le gouvernement. Mais l'hégémonie de cette association rest maintenant concurrencée par une organisation qui a fait scission, l'Union des municipalités d'Afrique du Sud (United Municipalities of South Africa, UMSA), dont les chefs demandent la levée des mesures restrictives à l'égard des organisations bannies et un dialogue avec l'ANC.

L'UCASA, quant à elle, a accepté de siéger dans les conseils statutaires locaux mis en place par les autorités pour mettre à l'essai une formule prévoyant la participation (séparée) des Noirs au gouvernement (8).

Les groupes anti-apartheid et une large majorité de la population africaine dénoncent les conseillers municipaux comme collaborationnistes et les tiennent responsables, tout autant que le gouvernement, de la condition faite aux millions de victimes de l'apartheid. Lear conviction est que, sans ces collaborateurs noirs, l'apartheid ne pourrait

Seuls les Blanes ont voté lors des élections du 6 mai 1987, auxquelles 479 candidats - nombre record - se sont présentés. Une nouvelle consultation électorale doit avoir lieu dans deux ans, selon la Constitution mise en œuvre en 1984 et qui donne aux minorités métisse et indienne le droit de sié-

ger dans des Chambres séparées. A l'époque, les Noirs étant exclus de cette « réforme », une explosion de violence avait alors déferlé sur tout le pays, en signe de protestation.

Les troubles n'ont pas cessé depuis, faisant quelque 2 500 morts, principalement parmi les Africains. A deux reprises, l'état d'urgence a été proclamé pour organiser la pire des répressions que l'Afrique du Sud ait connues. Selon le gouvernement, moins de 4 000 personnes étaient emprisonnées dans les derniers mois de 1986 en vertu de l'état d'urgence. M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, a déclaré devant le Parlement au début de cette année que le nombre total des personnes détenues depuis juin 1986 n'atteignait pas le chiffre de 20 000 avancé par les groupes d'opposition. Mais ce genre de contestation ne trompe personne depuis bien long-temps (9).

Parce que la presse a reçu l'interdiction de rendre compte de l'agitation et de la répression, spécialement sous forme de reportages télévisés, le conflit civil se déroule dans l'ombre. Mais de récents procès politiques en diverses régions du pays révèlent qu'une lutte farouche est en train de se livrer, sans que l'on puisse toutesois en apprécier toute l'étendue. Selon le Weekly Mail, journal qui fait autorité, dans la seule année 1986 plus de 11 000 personnes auraient été inculpées pour incidents « liés à l'agitation » dans les cités sudafricaines (10). Certes, de récentes décisions de la Cour suprême avaient levé quelques restrictions pesant sur le travail des journalistes, mais la censure continue d'exister et de nouvelles mesures de contrôle sont venues restreindre la liberté de l'information au lendemain des élections.

Tandis que les troubles se sont notablement atténués dans les cités noires, la lutte des travailleurs preud de l'extension. Ces derniers mois, des milliers de cheminots, d'employés de l'alimentation et de mineurs ont participé à de grandes grèves. Dix personnnes au moins out trouvé la mort dans une

grève dans la société publique des South African Transport Services,

Les syndicats noirs, telle Union nationale des mineurs (National Union of Mineworkers, NUM), hauss-nt de plus en plus le ton pour réclan er les droits politiques et dénoncer le système capitaliste, et il est de plus en plus probable que les événements vont ussi se jouer dans la sphère économique. La NUM, qui ne cesse de prendre de l'importance, est affiliée au Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, COSATU), qui revendique plus de 500 000 adhérents et qui est la cibledes pressions gouvernementales depuis les tragiques événements liés à la grève des cheminots. Lors de son congrès annuel à Soweto, en février dernier, la NUM a adopté la Charte de la liberté de l'ANC, qui se prononce, entre, autres, pour la nationalisation des

Dans sa déclaration annuelle publiée en mars, la société Highveld Steel and Vanadium Corporation exprime cette opinion: « Il est extrêmement difficile de faire des prévisions dans la situation présente, car il est clair que d'importants changements doivent être apportés dans les domaines politique et social pour que les pressions de l'extérieur prennent sin. Il est donc essentiel que le gouvernement mette en œuvre le processus de réforme, et il faut souhaiter que l'électorat blanc lui délivre clairement ce message aux prochaines élections. » Mais l'électorat blanc ne l'a pas entendu de cette

BOKWE MAFUNAL

- (3) Financial Times, 25 mars 1987.
- (4) Star, 28 mars 1987.
- (5) Weekly Mail, 27 mars-2 avril 1987. (6) International Herald Tribune, 27-28 décembre 1986.
- (7) Star, édition internationale,
- (8) Weekly Mail, 6-12 mars 1987. (9) International Herald Tribune, 13 mars 1987.
- (10) Weekly Mail, 20-26 mars 1987.

Oue veulent les libéraux blancs?

ES « indépendants » afrikanors, tel L le D'Worrall, sevaient bien qu'ils ne pouvaient sérieusement entamer l'écrasante majorité dont dispose l'actuel gouvernement au Parlement. Le Parti fédéral progressiste (PFP), dont ils partagent certaines options politiques, a subi une sévère défaite électorale. Non seulement l'électorat blanc favorable à des « réformes » est trop minime pour offrir une base à la politique de changement, mais tout accès à la majorité noire lui est fermé, sur le plan institutionnel et légal. Il lui faut donc attendre le moment où des « réformes » viendront lui donner l'accès an vote des Noirs. Car leurs suffrages pourraient être décisifs pour lui, si un jour les organisations illégales comme l'ANC on le PAC, on non reconnues comme l'UDF et l'AZAPO, étaient admises dans la vie parlementaire. L'UDF multiracial, en particulier, offre exactement ce genre de pont dont les réformistes blancs ont besoin sujourd'hui pour accéder à la communauté noire et à un éventuel gouvernement multiracial avec la participation de l'ANC ou, à défaut, avec des dirigeants comme M. Gatsha Buthelezi, chef du bantoustan du Kwazulu et du mouvement zoulou Inkatha, qui d'ailcurs reçoit toutes sortes de marques de reconnaissance à l'étranger - les autorités françaises, par exemple, ne lui ont pas ménagé leurs éloges lors de sa récente visite à Paris où il a été reçu par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et par le ministre des droits de l'homme, M. Clande Malhuret.

Le PFP et le groupe des nouveaux « indépendants » ont donc courtisé

PARTIS

Parti nationaliste (zu pouvoir)

Parti fédéral progressiste (PFP, réformiste)

Nouveau parti républicain (NRP, réformiste de droite)

Parti conservateur (extrême droite)

Parti national Herstigte (extrême droite)

Indépendents

l'opinion noire modérée, notamment la nouvelle classe moyenne des milieux d'affaires et professionnels. Tous deux ont activement soutenu le projet d'aménagement constitutionnel au Natal (6), conçu par M. Gatsha

Cette proposition, envisageant l'établissement d'un gouvernement multira-cial dans la province du Natal, a d'abord été catégoriquement rejetée par le gouvernement de M. Botha, qui craignait que ce projet ne débouche sur une domination des Noirs - mais il semble s'être ravisé. Une telle solution, en fait, correspond davantage aux souhaits des libéraux : un Parlement multiracial, dont l'une des Chambres serait élue selon le principe « un homme, une voix » et l'autre sur une base ethnique pour garantir les droits des minorités (6).

Dans le Star, le quotidien qui a le plus fort tirage, un commentateur noir écrivait récemment : « Les indépendants comme les progressistes (du PFP) ne veulent pas d'un Etat sudafricain unitaire, où le gouvernement serait déterminé par le suffrage universel des adultes ; ils préfèrent une Afrique du Sud balkanisée, selon diverses appellations de bon teint (7). »

Vollà un an que l'état d'urgence a été de nouveau proclamé, et la plupart des détenus emprisonnés le 12 juin 1986 sont toujours sous les verrous. Des sources proches du gouvernement estiment que cet état d'exception pourrait durer encore trois ans. Est-ce le délai nécessaire pour que le président Botha parvienne à convaincre les électeurs blancs de la nécessité d'une autre

L

123

21

57

19,4

1,4

14,1

%

52

141

26,3

3,1

Détente dans les relations internationales

Volvo 740 série Diplomate

La philosophie Volvo a trouvé sa meilleure ambassadrice. La série Diplomate, spécialement créée par Volvo pour les diplomates et hommes d'affaires internationaux qui partagent cette passion de la qualité et veulent la vivre lors de leur Volvo 740 série Diplomate: une vraie Volvo spécialement équipée avec vitres teintées, centrale de verronillage, alarme,

poste de radio FM/lecteur de cassettes. La série Diplomate comprend aussi la Volvo 340 et la Volvo 360, bénéficiant des mêmes équipements.

Volvo aérie Diplomate: elle vous attend des votre arrivée à Paris. Retournes-nous ce coupon et envoyez-le à : VÔLVO - 138, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS. Sans engagement de votre part, mous vous férons parvenir la documentation vous intéressant. Je suis intéressé par l'achat d'un véhicule hors tuxe Modèle 340

Modèle 240

Mo

| Achat fenne | Ou contrat de vacances [] | | |
|-----------------|---------------------------|----------|------|
| Nom (M./Mme) | : | Adresse: | |
| Téléphone ou té | lex: | | VOLV |
| | | | |

Sources: South African Institute of Race Relations, Annual Survey 1981, Johannesburg. va. International Herold Tribune.

LA PROGRESSION DE L'EXTREME DROITE AUX ELECTIONS DU 6 MAI 1987

La démocratie brésilienne à la cherche projection dans l'avenir de l'inflation passée. Il comput, au début, un très grand succès, une afficient de l'inflation passée. Il comput, au début, un très grand succès, une afficient de l'inflation passée. Il comput, au début, un très grand succès, une afficient de l'inflation pour récht par de meilleur passée.

E début de l'an III de la Nouvelle République est marqué au Brésil par une montée d'incertitudes et de tensions politiques. L'inflation, réduite pendant quelques mois par le plan Cruzado, a repris de plus belle pour atteindre 21 % pendant le mois d'avril 1987, Craignant l'épuisement des réserves de devises, le gouvernement a engagé - enfin - une partie de bras de fer avec les banquiers internationaux après la suspension, le 20 février dernier, du paiement du service d'une partie de sa dette extérieure.

Le changement des principaux responsables de l'économie en mars et avril - en particulier le départ du ministre des finances, M. Dilson Funaro, devenu la bête noire des banquiers internationaux à cause du moratoire partiel - reflète le désarroi du président Sarney devant la crise économique et politique. Un désarroi qui l'a conduit à décider d'abréger d'une année la durée de son mandat sans que ce recul ait pour autant désarmé ceux qui lui reprochent de ne plus être à la hauteur de la situation.

Par IGNACY SACHS *

La Nouvelle République se donna

- consolider les institutions démo-

cratiques en se dotant d'une nouvelle

Constitution et en procédant à l'élec-

tion d'un président au suffrage univer-

sel au terme du mandat du président

Sarney, dont la durée était fixée, au

et réparer les injustices sociales accu-

mulées sous le régime autoritaire sans

pour autant remettre en question la

L'option en faveur d'une croissance

avec redistribution impliquait, avant

toute autre chose, le refus de continuer

à appliquer la politique d'austérité pré-

conisée par le FMI au nom de la lutte

contre l'inflation. Le pas fut franchi à

la mi-1985, et l'année se solda par une

croissance de près de 8,5 % et une forte

réduction du chômage, mais aussi par

une poussée de l'inflation qui dépassa

le rythme annuel de 200 % au début de

C'est pourquoi, le 28 février 1986, le

gouvernement se décida à frapper un

grand coup. Il procéda à une réforme

monétaire accompagnée du blocage

des prix. Les salaires furent légèrement

revalorisés par rapport à leur valeur

moyenne au cours de la période de

référence, et le principe fut accepté de

leur ajustement automatique chaque

fois que l'inflation dépasserait 20 %. Le

plan Cruzado, comme le plan Austral en Argentine, se proposait d'éliminer

logique de développement capitaliste.

- s'attaquer à la pauvreté absolue

deux objectifs principaux:

départ. à six ans :

La passation du pouvoir à un président civil par les militaires le 15 mars 1985 marqua le retour du Brésil à la démocratie, après vingt et une années de régime autoritaire. Plutôt que de braver le puissant mouvement populaire en faveur du rétablissement des libertés démocratiques, l'armée accepta de retourner dans les casernes à trois conditions : qu'on fasse table rase du passé et qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les responsables de la violation des droits de l'homme et des nombreux scandales financiers, que l'armée et le redoutable Service national de l'information gardent intactes leurs structures ; enfin, que le président soit élu aux termes de la Constitution autoritaire en vigueur par un collège électoral et non au suffrage universel. Ce dernier point permit de se mettre d'accord sur le nom de Tancredo Neves, candidat du plus grand parti d'opposition - le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) -Sarney, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, se railia à la candidature de Tancredo Neves et fut élu vice-président. Il allait devenir le premier président de la Nouvelle République, car Tancredo Neves, opéré d'urgence le jour même de la

* Directeur du Centre de recherches sur le Brésil contemporain à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

passation des pouvoirs, mourut peu

après.

ble explosion de la consommation que même la levée d'un emprunt obligatoire et un relèvement drastique d'impôts indirects sur les voitures et l'essence ne parvinrent pas à maîtriser. Paradoxalement, le président Sarney

devint prisonnier puis victime de sa popularité. Ayant promis l'élimination totale de l'inflation, il s'opposa à toute modification des prix avant l'échéance électorale du 15 novembre 1986, alors que certains aménagements devenaient nécessaires pour éviter les pénuries, le marché noir et la spéculation.

siaste du public et provoqua une vérita-

Les élections du 15 novembre 1986 se traduisirent par un raz de marée en faveur du PMDB. Ce parti fit élire vingt-deux gouverneurs d'Etat sur vingt-trois et s'assura une solide majorité à la Chambre des députés et au Sénat qui, ensemble, remplissent les fonctions d'Amemblée constituante.

La victoire du PMDB et l'échec relatif du Parti du front libéral (PFL) second parti de la coalition gouvernementale - affaiblirent la position per-sonnelle du président Sarney, rendant plus difficile son rôle d'arbitre entre les différentes forces politiques en présence, d'autant que la durée de son mandat dépend du vote de la Constituante (1).

La situation sociale connut un brusque retournement lorsque, su lendemain des élections, le gouvernement lança un nouveau plan d'austérité en relevant les taxes sur les voitures, les cigarettes, les boissons et les tarifs des services publics. Il ne fut plus possible de réprimer l'inflation, qui atteignit 17 % en janvier 1987, 15 % en février et 13 % en mars.

Alors que la cote de popularité du président fondait, des grèves pour raisons salariales éclatèrent. Pour protéger les raffineries de pétrole, le prési-dent fit appel à l'armée. Il n'y eut pas d'incidents, et des compromis furent trouvés, mais le message adressé aux syndicats était tout de même clair. Les gouvernement et la puissante fédéra-tion des industries de Sao-Paulo. De leur côté, les organisations de producteurs ruraux, dominées par les grands propriétaires fonciers, organisèrent à

toire sur la dette, en espérant sans doute que l'épreuve de force avec les banquiers internationaux parviendrait à ressouder derrière lui l'opinion publique et rendrait possible un troisième plan de redressement qui, cette fois-ci, s'attaquerait aux problèmes structurels hérités du régime autoritaire.

A vrai dire, ces problèmes auraient du être abordés dès 1985 avec la réforme monétaire, qui avait permis de voir que le Brésil était malade d'une répartition des revenus et des richesses parmi les plus inégalitaires au monde, qu'il traînait une dette extérieure impayable qui, à son tour, engendrait une dette intérieure impossible à gérer

The second secon THE PARTY OF THE P

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

And the street of the street o

The state of the s

The first section of the section of

PARTY NAME OF THE PARTY NAME O

Salar Control of the

The state of the s

The second secon

ATT THE STATE OF T

The second secon

The second secon

Section 2. Section 1. Section 2. Section 2.

For the state of M The second secon

SET POTEN SOME OF STREET

大大学 ラマス はないしょう 計事

Bayert さいたけいさいだった かっぱったかい着

THE RESERVE THE STATE OF THE ST

STORY COLUMN TO THE REAL PROPERTY.

SENTENCE SET THE SMOKE

Element with a war.

22.00

The second service was

The state of the s

September of the discussion with

personal residence of the control of the

great that the street of the eff.

BERGERS IN THE RESERVE

Department of the second Sage

Andrew Agency Agency

24 state and this at Africa.

materials of the street see.

all the transfer and the

medicine i foliami in in 11 am

war effective for eller de 16.

and Table of the first control for the base

A Mille of the right of the Control

semante forem a fill one il es

FEET EINSTLUDEN AND HITTON SAME

A 440 is to make the property as well

Remarkable bei bei fe figuerigene

Add to person and the same !

Un nouveau

監察性 性は con filtres

gent per

1000 - Art - Art - Art

fill bie at fried

 $, se^{rr_{\rm i}}$

consolidant la dette intérieure et en réduisant drastiquement le loyer réel de l'argent, condition sine qua non pour la reprise d'investissements productifs. Or tout s'était passé comme si on avait mis le patient sur la table d'opération avec une anesthésie aux propriétés euphorisantes (le plan Cruzado), puis oublié de faire l'opération.

L'euphorie qui suivit le plan Cruzado, la flambée de consumérisme et le taux élevé de croissance - il a dépassé 8 % en 1986, ce qui place le Brésil à la tête du palmarès mondial - eurent un effet démobilisateur sur les mesures structurelles. Tout se passa, une fois de plus, comme si la croissance élevée suf-fisait à elle seule pour prendre en charge tons les problèmes de la société



UN PAYSAN DU NORDESTE L'éternelle attente d'une réforme agraire

Comment payer une dette de 110 milliards de dollars?

A marge de menœuvre de M. José Samey a été fortement limitée par le service de la dette extérieure et son corollaire, la dette intérieure. Aucun pays, aussi riche soit-il, ne saurait supporter à la longue que 5 % de son PIB - environ un quart de son épargne potentielle et la moitié de ses exportations - soient drainés chaque année vers l'étranger pour payer les intérêts d'une dette extérieure de 110 milliards de dollars.

Le Brésil a subi cette contrainte pendant plusieurs années, en dépit d'une évolution très défavorable des cours internationaux des produits primaires et des pratiques protectionnistes des pays industrialisés. Cet exploit a été possible parce que le paya s'était engagé, après la crise du pétrole de 1973, dans un programme ambitieux d'expansion des industries de base et des biens d'équipement sa substituent aux importations et parce que la croissance rapide de l'économie, en 1985 et 1986, a été assurée par une meilleure utilisation des capacités de production existantes sans exiger d'investissements nouveaux (1).

Mais, pour racheter aux exportateurs privés les devises nécessaires au service de la dette extérieure et pour continuer à recycler aussi la dette intérieure accumulée par le régime militaire. il a fallu procéder continuellement à des émissions de titres offerts à des taux d'intérêt rémunérateurs.

Le Brésil se transforma ainsi, su lendemain de la réforme du cruzado, en un paradis pour le capital financier et les spéculations de tout genre : le secteur financier absorbe aujourd'hui plus de 10 % du PIB, soit l'équivalent de toute la production agricole. Les taux réels d'intérêt demandés per les banques ont atteint des niveaux sans précédent (3 % per mois et plus au-dessus du taux d'inflation !) : le fonctionnement des entreprises ne disposant pas de fonds de roulement propres s'en trouve fortement pénalisé, de nombreuses petites entreprises menacent de déposer leur bilan et, bien entendu, les investia productifs sont pratiquement paralysés, à l'exception de ceux financés par les prêts bonifiés de la Banque nationale de développement économique et social, ce qui renforce la dépendance traditionnelle de l'industrie privée envers le secteur public.

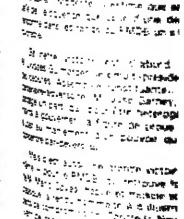
Les tentatives de renégociation (et non pes de simple rééchelonnement) de la dette ayant échoué devant l'impransigeance des banquiers internationaux et les solutions préconisées per le FMI étant inacceptables parce qu'elles mènent à la récession, au chômage et à l'aggravation de la misère, le Brésil n'avait d'autre choix que le moratoire, il en a choisi une variante modérée pour mieux appuyer sa démarche, proposant une négociation politique sérieuse au lieu d'Interminables escarmouches techniques avec les banquiers.

En ce sens, le décision de trancher le nœud gordien de la dette s'imposait comme un préalable à toute tentative de politique réformiste. On ne peut que s'étonner qu'elle ait été prise aussi tard, à un moment où le Brésil ne disposait plus des mêmes atouts qu'au lendemain de la réforme du cruzado : l'appui enthousiaste des citoyens ; une situation très confortable du commerce extérieur et des réserves de devises ; enfin, l'accueil favorable de la réforme du cruzado par les milieux économiques internationaux.

Aujourd'hui, la partie de bras de fer engagée avec les banques internationales sera beaucoup plus dure, d'autant plus que la solidarité des pays du tiers-monde a du mal à se concrétiser et que les pays endettés ne parviennent pas à opposer un front uni au cartel des banques internationales et des pays créanciers réunis dans le Club de Paris.

En tout état de cause le moratoire, à lui seul, ne saurait suffire. Il doit se doubler d'une consolidation de la dette intérieure et d'une réduction des taux réels d'intérêt comme préslables à une restructuration durable de l'économie brésilienne.

 Pour plus de détails voir, entre autres, Ignacy Sachs, « les quatre Dettes du Brésil ». Problèmes d'Amérique latine, Paris, nº 78, 4 trimestre 1985, pp. 97-114 et « Growth and Poverty : Some Lessons from Brazil », étude préparée par Ignacy Sachs pour le World Institute for Development Economics Research de l'Université des Nations for Development Econ Unies, Helsinki, 1987.



And the same of th The second second second second THE THE SE IS A PROPERTY CONTROLL. State of Stone Constituence.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

1260 Nyon – Suisse A 20 minutes de Genève, sur les rives du lac Léman

Établissement médical privé de réputation internationale offrant une thérapie séparée pour les affections d'ordre psychiatrique, le sevrage et la réhabilitation alcoolique, la désintoxication, les soins aux personnes âgées. Personnel multi-

Tél. 022/611 581 ~ Télex 419.021

UN LIVRE DE CELSO FURTADO

Après le « miracle »

ANS le Brésil après le « miracle » (1) l'économiste Celso Furtado livre au lecteur de langue française cinq essais publiés au Brésil entre 1981 et 1984 et qui, ensemble, restituent bien la pensée de l'auteur sur le pays et sur l'économie internationale au début des années 80. La force de l'ouvrage réside dans le trame unique qui sous-tend aussi bien l'analyse de la réalité socioéconomique d'une région critique (le Nordeste, investi d'une fonction quasi messianique) que le diagnostic de blocage porté sur le modèle de développement brésilien (endettement externe et public, inégalités croissantes, déséquilibres écologiques, aliénation culturelle) ou de décryptage des grands mouvements qui réorganisent la production et les échanges au niveau international (pouvoir croissant des multinationales, affaiblissement des Etxts, désordre monétaire).

La perspective historique domine, ainsi qu'une vision humaniste de l'action. Le fivre éclairera tout ceux qu'a pu étonner la nomination, en 1985, de Calso Furtado comme ministre de la culture de la Nouvelle République.

A ceux qui s'intéressent au long cours des économies en développement, à ceux qui ont la charge de piloter le Brésil, les travaux de Furtado apportent des références indispensables : le diagnostic du passé permet d'énoncer clairement ce que devrait être une croissance qui serait en même temps un yéritable déve-

Mais ce type de discours peut paraître éthéré au regard des problèmes qu'affrontent les actuels responsables de l'économie brésilienne. La recherche d'un nouveau modèle de développement n'est pas encore à l'ordre du jour, « mangée » par les préoccupations du court terme — auxquelles on pare à coups d'expédients — capendant que la question du pouvoir relativise chaque jour davantage les problèmes économiques.

Un indice permi d'autres en est l'affaiblissement du secrétariet au plan, vidé d'une grande partie de ses attributions après le départ de M. Joso Saved.

Discrète dans le Brésil après le « miracle », la question du pouvoir n'était, il est vrai, pas facile à évoquer avant 1985. Depuis, les années Samey ont succédé aux années Figueiredo, et le Brésil se trouve en pleine transition vers la démocratie. Une transition qui ne va pas de soi tant sont forts les reliquats de l'autoritarisme. Jusqu'où et comment celui-ci régressera t-il ?

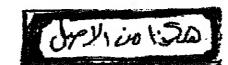
Plan ou projet, le Brésit a besoin d'un cadre de moyen terme qui permette à la fois d'apurer le passif (l'endettement, les erreurs de gestion et de stratégie) et de jeter les bases d'une nouvelle croissance. Qui peut faire ces choix en toute légitimité ? Comment y associer la population et les corps intermédiaires ? Comment réaliser cette participation populaire que Furtado appelle de ses vœux pour une croissance plus juste et plus respectueuse de la culture nationale ?

L'économiste peut seulement dire ce qui est possible. Il reviendre au politique d'arbitrer entre dette financière, dette sociale et intérêts particuliers. Le Brésil a un besoin urgent d'habiles négociateurs obsédés par un plan. PATRICK POSTAL

(1) Colso Furtado: le Brésil après le « miracle » (préface d'Ignacy Sachs), éditions son des sciences de l'homme, Paris, 1987, 146 pages, 125 F.

LA CULTURE PARTOUT DA Com-3-cot tone FINNE!

America descent es cher les terror resident 15 of the second second second Party Courses of the Control of the Access to the second se



MORATOIRE

des taux d'intérêt bancaire de tallait donc réaliser une l'ille de et une réforme agraire los appliant la dette extérieur sident la dette intérieure q drastiquement le byer agent, condition sine qua reprise d'investissements de la reprise d'investissements d'investigation de la reprise d'investissements d'investigation d'in cont mis le patient sur la tite tates euphorisantes (le plan Co pais oublié de faire l'opération imphorie qui suivit le plan Co Heve de croissance - il a dep 1986, ce qui place le Brail paimares mondial curette demobilisateur sur les men arelies. Tout se passa, une fois comme si la croissance élevéra a elle seule pour prende :



de dollars

ayent échoué devant l'emis MUM. at 1866 Sciutions précessé de la misère, le fie toire. If on a choisi une vara? m démarche, proposant une no

de trancher la nœud gorden 81 debie à toute tentaine de la des s'éconses du elle su sit le in Brief ne disposali pla e de reforme du crest where ; whe situation tres conforts fest récerves de devists : 🕏 de cruzado par les mes

de bras de fer engagée me ! Description plus dure, d'autani p Mera-monde a du mai à se ma g de pernannent pas à opposit use. Imamationales et de P

moratore, à la seul, ne se hase consolidation de la dette de E TRUCK riels d'intérêt comme pe able de l'économie brésient

SUR LA DETTE, MAINTIEN DES INÉGALITÉS

recherche d'une politique économique

brésilienne, en particulier ceux des con-ches les plus défavorisées. Le patient finit par se réveiller. Son état avait empiré, l'anesthésie ne faisait plus d'effet, mais il était désormais très difficile de l'appliquer une seconde fois. Maintenant, l'opération allait se faire

Sur le plan politique, les visées réformistes du gouvernement de M. Sarney sont paralysées par l'impossibilité de dégager le consensus indispensable à leur mise en œuvre. Il n'y a consensus que pour le refus d'une austérité débouchant sur la récession. Mais il s'arrête là. Les structures institutionnelles et les pratiques politiques sont encore très fortement imprégnées de

Si la société civile s'exprime aujourd'hui plus que dans le passé à travers les mouvements sociaux, la vie associative et les communautés ecclésiales de base, presque tout reste à faire encore pour moderniser les partis politiques, éliminer les pratiques populistes, le jeu des influences personnelles et ce qu'on appelle la « privatisation de l'Etat ». Comme l'a remarqué Aspasia Camargo, les difficultés auxquelles se heurte la réforme administrative de l'Etat montrent à quel point le fossé se creuse entre les potentialités de l'appareil productif en pleine expansion et la façon obsolète de gérer l'ordre

E pouvoir continue d'être exercé par un président solitaire assisté d'une « technocratie éclairée », sans que les conditions d'un pacte social autour d'un projet réformiste soient vraiment assurées. A l'heure actuelle, « l'Etat n'est pas encore arrivé aux souterrains de la société, à la périphérie des grandes villes, aux exclus ou aux demi-citoyens, pas plus que les équipements publics, les services, les contrôles et les droits qui accompagnent le pouvoir public (3) ».

C'est pourquoi une grande responsabilité incombe à l'Assemblée constituante (4) et aux gouverneurs démocratiquement élus le 15 novembre 1986. Es out devant eux une rude tache : senfercer, à travers une décentraligation effective, le rôle de la eciété civile, mais en même temps égitimes l'Etat en tant que véritable res publica.

Les débuts des travaux de l'Assemblée constituante furent difficiles. Les députés et les sénateurs se sont enlisés



RICHES ET PAUVRES A SAO-PAULO de négliger les exclus et les tient pour des demi-citoyen

nables. Quant an gouvernement, il semble désarçonné par le brusque retournement de la situation et, le moratoire mis à part, tarde à proposer une sortie de la crise. Les rapports entre le président et le parti majoritaire sont de plus en plus difficiles. Le PMDB voudrait une plus grande part de responsabilité dans la définition de la politique, mais ne parvient pas à arti-

culer un programme d'action capable d'enrayer la dégradation du climat politique, social et économique. Il manque d'unité et plusieurs de ses diriceants se positionnent déjà comme candidats aux prochaines élections présidentielles. Cela laisse présager une période trouble de plusieurs mois, snivie d'une année électorale, avant que la situation politique se décante et que le pays retrouve la pleine légitimité

dans des débats procéduriers intermi-

Trois possibilités s'offrent maintenant au Brésil :

actuelle, dans l'hypothèse d'une austé-

En revanche, l'option réformiste de

croissance avec une redistribution

réelle continue d'être possible, et même

moins difficile à réaliser au Brésil que

dans tout autre pays du tiers-monde

grâce à la conjonction des quatre fac-

- important potentiel économique

permettant d'assurer un taux élevé de

croissance à travers une stratégie tour-

née vers le marché intérieur (ce qu'il

ne faut pas confondre avec l'autarcie) ;

créant, à condition de procéder à la

réforme agraire, les perspectives d'un

essor de l'agriculture et de l'industrie

rurale et donc du ralentissement d'une

extrême inégalité dans la réparti-

tion du revenu (voir page 10), un consensus très large pouvant dans ces conditions se faire autour d'une politique qui se bornerait à réduire les

revenus d'une très petite minorité et surtout à limiter les énormes profits du

capital financier (5);

urbanisation inutilement coûteuse :

- abondantes ressources naturelles

rité prolongée.

- faire amende honorable auprès du FMI, en s'engageant dans une solution à la mexicaine;

- appliquer en fait les prescriptions du FMI, en les enrobant d'une rhétorique censée montrer à l'opinion publique, comme l'a fait le Nigéria, que le plan d'austérité est du cru national;

- s'efforcer de rattraper le temps perdu et s'engager dans une voie réformiste essayant de concilier une croissance forte avec le redressement des déséquilibres sociaux et la consolidation de la démocratie

Les deux premières variantes seraient risquées, dans la mesure où elles compromettraient les chances d'un consensus politique incluant les travailleurs et les classes moyennes. Un autoritarisme plus ou moins camouflé ne peut pas être exclu, à l'heure

être dégagés grâce à l'entretien plus soigné des équipements, l'économie de l'énergie et des matières premières, la valorisation des sous-produits et le recyclage des déchets, ainsi que la réduction des coûts de transport par une meilleure intégration des économies locales et régionales. La situation économique est devenue telle que, dans l'immédiat, des mesures

- enfin, énorme gaspillage de res-sources qui caractérise le style de déve-

loppement brésilien; des fonds impor-

tants pour l'investissement pourraient

rigoureuses s'imposent pour enrayer l'inflation. C'est ce qui a fait dire au nouveau ministre des finances, M. Bresser Pereira, que son plan de redressement ressemblers aux prescriptions coutumières du FMI: austérité, dévaluation du cruzado (pour le moment de 8,5 % en plus des minidévaluations périodiques), réduction du taux de croissance à 3 % par an, rémunération élevée du capital (la spéculation financière s'est déchaînée de nouveau), mais aussi indexation des salaires réévalués chaque fois que l'inflation atteint 20 % et maintien de la suspension du service de la dette en attendant qu'un allégement de celle-ci soit négocié avec les créanciers internationaux privés.

L'avenir dira si ces mesures suffiront et permettront de s'engager ensuite dans la voie réformiste. L'entreprise paraît politiquement délicate, à en juger par cette phrase du ministre des finances sortant, M. Funaro: « Ce pays, qui a une longue tradition de profondes inégalités sociales, a fait aussi preuve d'une alarmante incapacité à changer les structures politiques et économiques qui intensifient les pri-vilèges et perpétuent la sous-citoyenneté (6) ».

IGNACY SACHS.

(1) Le président Sarney a annoncé qu'il écourterait son mandat d'une année, et qu'il abandonnerait le pouvoir en 1990, sans pour autant désarmer les partisans d'une élection en

700. (2) Aspasia Camargo, « Modernização e normas », *Folha de Sao-Paulo*, 25 janvier

reformas », Folha de Sao-Paulo, 25 janvier 1987.

(3) Aspasia Camargo, «A frente dos governadores », Jornal do Brasil, Rio-de-Janeiro, 15 mars 1987.

(4) La rédaction de la nouvelle Constitution doit s'achever à la fin de 1987.

(5) D'où l'importance de la consolidation de la dette intérieure, allant de pair avec l'imposition d'un taux de rémunération réelle très faible ou même mil, au risque d'une épreuve de force avec les banques privées : l'Etat dispose d'atouts importants en cas de confrontation, car les énormes capitaux engagés dans le spéculation financière auraient du mal à s'expatrier et hésiteraient à s'engager dans une aventure au lieu d'accepter une période de « vaches maigres » après tellement d'années de profits élevés.

(6) Gaussa mercantil, Sao-Paulo, 30 avril 1987.

UAND, le 18 mars demier, le sénateur Mario Covas du groupe PMDB de ladite Assemblée. Quand il en est redescendu, il avait virtuellement gagné, at par là même provoqué un petit tremblement de terre sur l'échiquier politique brésilien. Modeste, il estime que sa victoire est moins celle de l'éloquence que celle d'une démarche claire qui a rencontré dans les rangs du PMDB un « bouillon de culture »

Sa nette victoire est d'abord une défaite pour M. Ulysses Guimaraes, le « multi-président » (Perti, Chambre des députés, Assemblée constituante). Trop proche de son partenaire-adversaire, M. José Sarney, pour incarner sans partage un parti qui, pour être hétérogène, n'en aspire pas moins à gouverner, la figure de proue du PMDB a fini per s'user au maniement d'un pouvoir qu'il a trop volontiers

Mais c'est aussi une grande victoire — acquise sur luimême — pour le PMDB, qui retrouve foi en lui. Le discours de M. Mario Covas, habile et musclé sous une coupe ultrasique, a rendu hommage à d'illustres disparus peu suspects de compromission (Tancredo Neves, Rubens Paiva...), avant de critiquer durement la concentration des pouvoirs entre les mains de M. Lilvases Guimaraes et le laisser-aller d'un parti qui, en pleine Constituante, ne sait même pas s'il

doit se discipliner, se forger une idéologie et la défendre sans complexe, loin des accords et arrangements qui le lient pour l'instant au PFL, au gouvernement et au président Sarney (qui n'est pas issu de ses rangs). En filigrane, c'est un retour aux sources du Mouvement démocratique brésilien (MDB), la formation d'opposition du temps où les partis

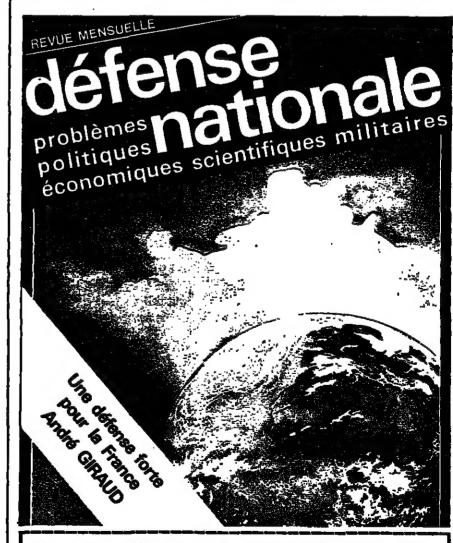
M. Mario Covas n'est pas un inconnu, même si on l'avait un peu oublié. C'est bien plutôt un surdoué, au trajet rectiligne. Paulista, ingénieur, âgé de cinquante-six ans, il est entré en politique en 1962. Il fande le MDB, dont il préside le groupe parlementaire en 1969, quand il est « cassé » par les autorités militaires et privé de ses droits politiques pour dix ans. Maire de Sao-Paulo en 1983-1985, il est élu. en novembre 1986, sénateur de cet Etat, avec près de huit

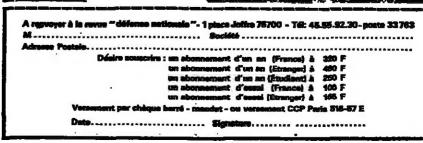
Son élection à la tête du groupe PMDB de l'Assemblée constituante résonne comme le glas de l'Alliance démocratique, l'accord électoral qui permit l'élection de Tancredo Neves à la présidence. Elle traduit une inflexion d'un parti soucieux d'éviter une trop grande frustration des attentes populaires, et propulse à l'avant-scène un présidentiable de

Un nouveau dirigeant pour le parti au pouvoir

est monté à la tribune de l'Assemblée constituante, il était donné battu dans l'élection à la présidence

millions de voix, un record national.





LA CULTURE FRANÇAISE... **PARTOUT DANS LE MONDE**

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les Éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles. en er ti∄ in de in ingelekte.

@ DÉTAXE de 7 % sur la PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les Eures · REMISE de 10 % sur les disques et cassettes

• Frais rééls de port en recommendé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS

UITIÈME puissance industrielle du monde occidental, avec un revenu moyen par tête de l'ordre de 2 000 dollars, le Brésil est parvenu à maintenir un taux moyen de croissance annuelle de 7 % pendant quarante ans et a accompli en même temps une modernisation spectaculaire mesurée à l'aune des indicateurs conventionnels : le taux d'urbanisation y dépasse 70 %, Sao-Paulo est une métropole de 15 millions d'habitants, Rio-de-Janeiro en a 9 millions, une dizaine d'autres villes ont dépassé ou avoisinent le million.

Presque un ménage urbain sur trois possède une voiture, le taux de pénétration de la télévision est parmi les plus élevés au monde. l'industrie brésilienne produit un million de voitures par an et s'est taillé une part importante sur le marché mondial des armements. Elle a vendu des avions à la Royal Air Force britannique. Le Brésil a dépassé la France en production d'acier. Les architectes, les ingénieurs et les médecins brésiliens jouissent d'une renommée internationale.

Mais les indicateurs sociaux sont en contraste brutal avec le potentiel économique du pays, comme le reconnaît sam ambages un rapport récent élaboré à la demande du président de la République (1). Selon ce rapport, plus de la moitié des ménages brésiliens vivent an-dessous du seuil de pauvreté. c'est-à-dire disposent d'environ 100 doilars par mois. D'ailleurs, le pouvoir d'achat du salaire légal minimum a fortement baissé au cours des vingt dernières années. Selon les calculs des syndicats, il était même tombé en 1986 à moins de la moitié du niveau initial de juillet 1940, alors que le revenu moyen par tête a presque quintuplé de 1940 à 1986 (voir graphique).

Ancun autre pays an monde n'a connu une évolution semblable qui explique en grande partie le « miracle brésilien » et le dynamisme de ses industriels efficacement protégés par le régime autoritaire contre les revendications salariales. La croissance s'est faite dans l'inégalité à travers l'hyper-



UN BIDONVILLE DU CUBATAO (PRÈS DE SAO-PAULO)

(Alain Keler-Sygma)

trophie des industries produisant des voitures, des biens de consommation durables et des logements accessibles à

Le modèle d'industrialisation a pu fonctionner quand même pendant trois décennies grâce à la conjonction de quatre facteurs : l'inégalité croissante dans la répartition du revenu; l'incorporation prédatrice dans l'économie d'énormes réserves de ressources naturelles; la percée d'exportations industrielles en dépit des nombreux obstacles rencontrés sur les marchés des pays industriels et l'endettement exté-

La dégradation dans la répartition des revenus du travail s'est encore accentuée (1 % des salariés les mieux payés gagnent plus que la moitié de l'ensemble des salariés). Il n'existe pas

de données fiables sur la répartition des revenus du capital, et encore moins sur celle de la richesse. Par contre, les inégalités sociales se conjuguent avec de fortes inégalités régionales, de sorte que le Brésil se compose d'une Belgique opulente au milieu d'une Inde misérable – une sorte de « Belinde », selon le mot du professeur Bacha.

Plus de 7 millions de paysans sans terre, dans un pays doté de la plus grande réserve de terres cultivables encore vierges au monde, ajoutent au paradoxe. Cette réserve est évaluée à des dizaines de millions d'hectares, sans compter les sols fragiles et pauvres d'Amazonie. Cependant, l'on assiste à la campagne vers les villes dangereusement gonflées. Entre 1970 et 1980, la population rurale a même diminué en chiffres absolus de 2,4 millions d'habitants dans un pays où pourtant le taux de la croissance démographique est supériour à 2 % par an.

Le Brésil est aujourd'hui à plus des deux tiers urbanisé, alors qu'en 1940 il était aux deux tiers rural. La population urbaine est passée en quarantecinq ans de 14 millions à 90 millions, avec tout ce que cela entraîne de coûts d'urbanisation et d'accumulation d'une population pauvre et sous-employée dans les bidonvilles et les quartiers périphériques des grandes villes. Le contraste est saisissant avec la Chine ou l'Inde, demeurées fortement rurales malgré le rapport très défavorable hommes/terres cultivables. Aioutons à cela que la production des denrées alimentaires reste notoirement insuffisante, les progrès spectaculaires d'une agriculture outrancièrement mécanisée se centrant sur la production du soja et

d'autres cultures d'exportation, ainsi que sur la canne à sucre, dont on tire l'alcool, carburant de substitution à l'essence pour des millions de voitures.

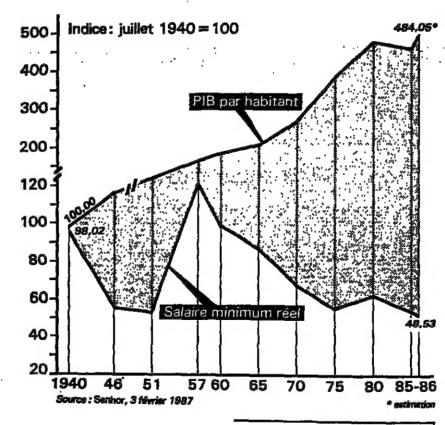
La structure de la propriété foncière explique cet état de choses. Les 4,1 millions de propriétés privées couvrent 570 millions d'hectares (dont 50 à peine cultivés). Près de 40 % de cette

surface appartient à 1 % des gros propriétaires, alors que les 2 millions d'exploitations d'une surface inférieure à 50 hectares totalisent 46,5 millions

L'option pour les pauvres, proclamée par la Nouvelle République, ne pourra se réaliser vraiment qu'à travers des réformes qui s'attaqueront aux racines des inégalités sociales. A commencer par la réforme agraire, annoncée dès 1985 par le président Sarney, et fortement appuyée par l'Eglise catholique mais pratiquement paralysée depuis cause de la résistance des grands propriétaires terriens. La terre est une valeur refuge dans laquelle on investit pour se protéger contre l'inflation et pour spéculer. Les banques et de puissants groupes industriels nationaux et multinationaux y sont fortement impliqués. La liste des réformes attendues et des espoirs suscités par l'avènement de la Nouvelle République est encore longue : réforme agraire; réforme fiscale introduisant l'impôt sur la richesse et renforçant la progressivité de l'impôt sur les revenus (en particulier les gains des capitaux) ; réforme administrative pour éliminer l'orgie technocratique, la corruption et le gaspillage dont elle s'accompagne ; réforme urbaine pour enrayer la spéculation foncière et permettre que les nombreux « vides urbains » soient utilisés pour la construction des logements populaires ; réforme de la Sécurité sociale ; réforme du système salarial de façon à resserrer l'éventail des revenus du travail et l'écart entre le salaire légal minimum et le revenu moyen par tête, etc.

(1) Helio Jaguaribe et alii, Brasil 2000,

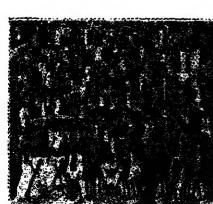
Un pays de plus en plus riche, des citoyens de plus en plus pauvres...



TERS MONDE

 Paul Balta, Sophie Bessis, Mongo Beri, Menotti Bottazzi, Claire Brisser, Charles Condamines, René Dumont, Edmond Jouve, Yves Lacoute, Bernard Langlois, Jacques Marseille, Edgard Pinami, Gérard Viratelle, etc. : suixante expens en développement, journalistes spécialisés, responsables d'organisations non-gouvernementales, mettent ici leur expérience du tenain et leurs analyses critiques à la pontée du grand public. Une trentaine d'articles de

L'ETAT sous la direction d'Elio Comorin rité de base, le partenariat...



TIERS MONDE

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE/C.F.C.F.

DU

fond traitent des sujets essentiels : la démographie, la faim, l'endettement, les droits de l'homme, les rapports Nord-Sud, l'aide d'urgence, la solida-

> Des carres, des statistiques de base, une chronologie de l'hismire mondiale depuis 1945, une bibliographie commentée, de nombreuses adresses d'ONG, complètent utilement cet OUVIAGE.

> Collection « L'état du monde ». Relié, format poche, 89 francs.

Une co-édition La Découverte/CFCF

Les objectifs du Projet France-Brésil

ÉCONOMISTE brésilien Celso Furtado, devenu ministre d'Etat, chargé de la culture, est venu à Paris, fin mars 1987, inaugurer un ensemble de manifestations organisées dans le cadre du Projet France-Brésil. Des rencontres, notamment à la Maison de l'Amérique latine, avec des écrivains brésiliens comme Jorge Amado, Carlos Drummond de Andrade et Gilberto Freyre; une exposition d'art populaire au Grand Palais; une rétrospective cinématographique au Centre Georges-Pompidou; une exposition sur les masques à la Défense ; une pièce - en portugais - au Théâtre des Amandiers ; un spectacle musical de Maria Bethania et des concerts présentant l'œuvre de Villa-Lobos révélaient les multiples facettes d'une culture que le public français était invité à découvrir.

Jusqu'en 1989, date symbolique puisqu'elle correspond à la fois à la célébration du bicentenaire de la Révolution française et au centième anniversaire de l'instauration du régime républicain au Brésil, les Années France-Brésil vont permettre à deux pays de « croiser » leurs politiques cultu-

Au moment où M. Celso Furtado se trouvait à Paris et y évoquait les délicats problèmes financiers auxquels se trouve confronté le gouvernement du président Sarney, le Centre français du commerce extérieur et la Fédération des industries de l'Etat de Sao-Paulo organisaie industriel du Brésil, avec le concours de l'ONUDI et en présence de vingt-trois entreprises françaises, un symposium

Cette manifestation montrait les aspirations des entreprises des deux pays à trouver une voie nouvelle de coopération industrielle sortant des sentiers battus. Comment un pays industriel comme la France peut-il désormais coopérer avec un pays nouvellement industrialisé comme le Brésil, qui, en une trentaine d'années, est passé du quaranteseptième au huitième rang des puissances économiques ? Comment une coopération scientifique et technologique essentiellement fondée sur une politique de formation peutelle évoluer, alors que, en 1960, le Brésil comptait moins de deux cent mille étudiants contre un million cinq cent mille

Le Brésil est un pays nouvellement industrialisé, concurrent ; son potentiel scientifique et technique le place au cosur d'un projet d'innovation technologique que plusieurs pays du Sud cherchent à tester. Enfin, dans le domaine des flux internationaux de la communication, le Brésil a une politique d'exportation de biens culturels que l'on commence à reconnaître, surtout par la puissance de sa télévision et de ses célèbres telenoveles.

En se tournant vers la France, le Brésil montre comment la créativité d'une culture, d'une économie, d'une société nées de la colonisation, en un temps où l'Europe affirmait sa maîtrise sur le monde, se trouve désormais projetée jusqu'aux rivages les plus lointains.

Pour la France, il s'agit de montrer comment le laboratoire brésilien trouve aujourd'hui les chemins d'une coopération différente inaugurant de nouveaux rapports entre le

GUY MARTINIÈRE.

L'île Man

ANEEROOD JUGNAUS discide d'organiser des tients amchain La decouverte sonchain. La occident de sant les plusieurs de sant les plusieurs de sant les plusieurs de sant les principals de sant les plusieurs de sant l stadie qui acite le misule pe de profiter à l'opposition generi militant mauricies.

ATTENDED TO SEPTEMBER M. District The state of the s The second of the second of the The second secon Similar New York of the State o THE PROPERTY OF THE PARTY STATES the action of both the both of and the second THE RESERVE TO STATE OF STREET gamente de la les de la litera The same of the same of the graph. SERVICE THE STREET Bur ber bie ber beit grade at their component to the # FEET 1: 1 ... 472 438 ga samman om de sament

garage are made THE PARTY OF PARTY PARTY Battan Satrie na un be STATE POLICE CONSULT & granus marin M. Paul a separat de Montragal English MMM actions THE RESERVE THE STATE OF STATE amma to do enter desire de gradu un propertir la gradie Spring for all the first field and the an Bratism om Alleman stift & to Prote EmployMake Comatta the consumer of the single emilia eliminate i Perrade e pagaintenga lata (la seguate) mma Romaire in a contrat explain DE STARTLAND Wilderson article to be bestell-Categoria de conte il empetie etc.

中間 サリア・・ 大水 瀬

white fact of M. and make

In a mini-Sind

The dealer of the case tendent ette te certa una en religio di riche. Titte Gerrentling Granter "Me de a matter gutent. Cautific tour-files to The Date and unite past THE RESIDENCE TO THE STATE . and Development of the street fall te fregue implication and ante-The transfer of the first of the September 720 Fullington 1 10th the state tout are was arrest wite rette untaine mome विकास में कारणांत्रिक १३० है।

Service and record name of the Roll State te-meme me en cause Ballar de supeficies (2) Perceive former or of country te de de de The Maurice, malyre une A series and the second of SERVICE CO. C. C. STRIP A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Marie a management de la Here billioner lives see 78 See 200 a Cover speciment See and the second frame Section persons of creating The late of the series of de transport de laur de Section 19 19 19 Street Course of the base

the factor of the series the fathering Quite state ion instance: . mate A Laconson Control of the Control of des de la constant de Salas and bar de and Committee de discussión de combre de the prince sensore de the missions of his proday in the prices.

Anceroad de se prése Service of budge the is the state of panels de la company de combée Les your rives water to chef du Straight Chiend trausof a racie to plaque e en faire ma Por loces Indian

ONOMIQUE

ter sppertient à 1 % des 80s pa leurs, alors que les 2 milion d'une surface inférèn lectures totalisent 46.5 millon

ation pour les pauvres, proclant Nouvelle République, de pour de l'aven de arace that s'attaqueront aux lating galités sociales. A commence de réforme agraire, annoncée de commence de président Samey, et leur le président Samey, et leur le président Samey, et leur le président samey et leur le président samey et leur le président same que l'Eglise critaire. Carpuyee par l'Eglise catholique partiquement paralysée depui :

partiquement paralysée depui :

de la résistance des grands pu

de la laquelle on incerefege dans laquelle on invent ise protéger contre l'inflation e spéculer. Les banques et de puis groupes industriels national a HOBBER Y SORT FORTEMENT INDE La liste des réformes attendues q point suscités par l'avènement de l'avenement de l' réforme agraire; réforme lisch cont le progressivité de l'imp des revenus (en particulier les pie (Saminer l'orgie technocratique reption et le gaspillage dont de ger la spéculation (oncière et les white que les nombreux vide is soient utilisés pour le section des logements populars aute de la Sécurité sociale : réforme ne salarial de façon à resent des revenus du travail e entre le salaire légal minima m moyen par tete, etc.

golio Jeguaribe et alii. Brasi 1800 Silovo Pacto Social, Paz e Tem, Ro

plus riche, plus pauvres...



stiers bettes. Comment of THE POUR-6 COSCITTABLE COCCOSE **Quatrialisti** comme le Brisil mies, est pessé du quarante TOTAL PURSANCES ECONOMICES mientifique et technologis e prénque de formation peut to Bresi comptait mons di the with multion cure cent mile

trant adustralise, conceret technique la place al chnologique que plusieus Enfin. dans la domaine del icebon, le Brésil a une poir reis que l'on commente There de sa television et de

🚒 le Brésil montre comme decorate. d'une social désormais proprié

monerar comment le labore The chemins of the cooker MENER PROPORTS SOUTH

GUY MARTINERE

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES ANTICIPÉES

L'île Maurice malade du trafic de drogue

• ANEEROOD JUGNAUTH, premier ministre mauricien, a décidé d'organiser des élections législatives anticipées le 5 juillet prochain. La découverte d'un vaste réseau de trafic de drogue, auquel sont liés plusieurs députés de la majorité, est à l'origine de cette initiative qui n'a été prise qu'après de longues hésitations. Car le scandale qui agite le monde politique depuis plus de six mois pourrait bien profiter à l'opposition de gauche, organisée au sein du Mouvement militant mauricien.

Par IAN HAMEL

Au pouvoir depuis l'été 1983, le premier ministre hindou, M. Aneerood Inguauth, à la tête d'un gouvernement de coalition regroupant trois partis de droite - le Parti travailliste, le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et le Parti social-démocrate, - présente, tei Janus, deux visages contrastés. Côté face, une croissance économique de près de 6%, une inflation tombée à moins de 2% et une balance des paiements excédentaire. Côté pile, des députés de la coalition gouvernementale impliqués dans le trafic de drogue, des campagnes électorales directement financées par la Mafia et une grave crise morale qui affecte cette petite île de l'océan Indien. Et toujours des relents de « communalisme » venant troubler la vie de tous les jours.

La presse mauricienne, majoritairement francophone, ne quitte guère Paris des yeux et ne déteste pas comparer les hommes politiques locaux à cenx de la capitale française. M. Pani Bérenger, dirigeant du Mouvement militant mauricien (MMM), défend un «socialisme du possible» et, prônant la nécessité de « produire la richesse avant de pouvoir la distribuer », invoque « les faits économiques neutres». Etudiant en journalisme à Paris en 1968, ce Franco-Mauricien, aujourd'hui âgé de quarante et un ans, a cheminé d'un «idéalisme libertaire» à un «socialisme réaliste». En septembre dernier à Rose-Hill, le congrès célébrant le dix-septième anniversaire du MMM a largement consacré le tournant réformiste de cette formation. A cette occasion, l'URSS, accusée de « mainmise sur le Mouvement» des non-alignés», fut l'objet d'une

Malgré une victoire sans précédent

« Nous n'avons pas eu le temps nécessaire de sortir le pays de la crise et d'expliquer l'action que nous menions », reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac, ancien ministre des affaires étrangères. « Toutes les mesures qui nous ont fait perdre les élections ont remis le pays sur les rails économiques et relancé la création d'emplois, même si cette reprise a été favorisée par la conjoncture internationale positive», ajoute-t-il. Si, depuis plus d'un an, le MMM ne perd pas une occasion de réclamer des élections législatives anticipões, il critique moins la situation économique que les liens souvent étroits entre les traliquants en tous genres et le régime de M. Anecrood

Un « mini-Singapour »

CE n'est pas le moindre des para-doxes de cette ancienne colonie 1986, que de compter autant d'hommes politiques compétents et... compromettants. Dans quel autre pays au monde un vice-premier ministre, M. Gaëtan Duval, après la découverte d'un trafic de drogue impliquant certains de ses amis, oscraît déclarer : « Je ne comprends pas pourquol on s'acharne à faire tout un vacarme autour de cette affaire pour 40 grammes de morphine (1) » et admettre qu'un ami réunionnais l'avait avisé qu'il était lui-même mis en cause dans cette affaire de stupéfiants (2) ?

A l'heure où les économies africaines se débattent dans des difficultés de tous ordres, l'île Maurice, maigré une densité démographique record et l'absence de ressources naturelles, étale un bilan économique particulièrement positif. Refusant la monoculture de la canne à sucre, Port-Louis joue sur la diversification, avec le développement du tourisme et surtout de sa zone franche. Celle-ci aurait permis la création, entre juillet 1985 et juillet 1986, de 19 300 emplois. En trois ans, le taux de chômage a chuté de 22 % à 14 %. « La zone franche emploie 55 000 personnes, autant que le secteur sucrier et la fonction publique. Quatre cents entreprises sont installées », note M. Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des finances, un transfuge du MMM. Cette diversification & fait dégringoler de 89 % à 43 % la part du sucre dans les recettes d'exportation. Malaré une diminution du nombre de touristes sud-africains, l'île Maurice a accueilli pour le premier semestre de 1986 près de 76 000 visiteurs (contre 68 000 l'année précédente) et les projets hôteliers se multiplient.

Le premier ministre, M. Ancerood Jugnauth, ne manque pas de se prévaloir d'un bilan économique et budgétaire flatteur. La croissance économique s'est établie à 5,6 % en 1986 contre 1,7 % en 1982, et l'inflation est tombée sous la barre des 2 %, contre plus de 11 % quatre ans plus tôt. Les yeux rivés sur le Sud-Est asiatique, le chef du gouvernement mauricien entend transformer son «He à sucre» en plaque tournante industrielle et en faire un «mini-Singapour» de l'océan Indien. attaque en règle,

aux élections législatives de 1982 (soixante sièges contre zéro à l'ancienne coalition, dominée par le Parti travailliste), la gauche perd le pouvoir moins d'un an plus tard à la suite d'une crise interne du MMM. Engagé seul dans le combat électoral en août 1983, le Mouvement militant mauricien réalise son meilleur score (46,5% des suffrages), mais se retrouve largement minoritaire au Parlement face à l'Alliance constituée par le MSM - une scission du MMM, dirigée par M. Anecrood Jugnauth, - le Parti travailliste et le Parti social-démocrate de M. Gaëtan Duval. M. Paul Bérenger est même battu dans son fief de soixante-quatorze voix. Il ne récupère son siège que grâce à un systême de rattrapage conçu afin d'assu-rer une représentation adéquate de toutes les communautés.

En septembre dernier, lors de la conclusion d'un accord entre Washingdélégation américaine aurait fait valoir, solon la Lettre de l'océan Indien, qu'entre janvier et juillet 1986 l'ile Maurice avait déjà exporté trois fois plus de chemisiers de coton que durant toute l'année 1985 et « qu'en très peu de temps, Port-Louis a dépassé Taiwan et la Corée du Sud et se place désormais au neuvième rang des fournisseurs des Etats-Unis ».

La médaille a toutefois son revers. La zone franche attire beaucoup

d'investisseurs dont la politique de bas salaires suscite l'hostilité des syndicats. Un aumônier français, le Père Léonard Diard, a été expulsé de l'île. Il avait dénoncé les conditions de travail quasiment inhumaines qui prévalent dans la zone franche: sept jours par semaine, sans congé, ni à Noël ni au la mai. Les salaires mensuels y sont deux fois inférieurs à la movenne nationale, 875 roupies (3) contre 1740 pour le reste de

Trois événements majeurs vont, coup sur coup. bouleverser la vie politique en décembre 1985. Le 8, le MMM remporte une victoire écrasante aux élections municipales avec 57% des voix contre 36% seulement pour la coalition an pouvoir. Le 15, le pays perd Sir Seewoosagur Ramgoolam, le « père de l'indépendance », inamovible premier ministre pendant près de quinze ans et leader du Parti travailliste pendant plus de vingt ans. A la fin du mois, quatre députés de la majorité sont arrêtés aux Pays-Bas. Dans la valise de l'un d'entre eux, M. Satyanand Pelladoah, les douaniers découvrent 21 kilos d'héroine. Fiché à Interpol comme trafiquant, le parlementaire de Grand-Baic-Poudre-d'Or venait de Bombay et possédait un passeport diplomatique. Son expulsion d'Amsterdam après une condamnation à six mois de prison pour « importation illégale involontaire de drogue » ne va pas apaiser les esprits, bien au contraire.

Pour M. Paul Bérenger, le gouvernement Jugnauth n'a plus le « droit moral » de diriger le pays. Il est vrai que les révélations apportées par la commission d'enquête sur le trafic de drogue, commission dotée de pouvoirs exceptionnels, s'apparentent à un véritable feuilleton. M. Hassen Jeswooth, surnommé « le Roi du centre », trafiquant notoire, reconnaît que l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo, lui a proposé 3 kilos d'opium à 12000 roupies le kilo, et, plus tard, 1 kilo de « brown sugar » pour la somme de 140 000 roupies.

Un autre trafiquant, M. Abdol Kader Gaffoor, révêle qu'il a donné de l'argent au premier ministre et à M. Gaëtan Duval, alors ministre de la justice, pour le financement de la campagne électorale de l'Alliance aux municipales. Un autre encore, M. Ahmed Fokeenath, « l'Homme sux jarrets coupés», infirme à la suite d'une rixe, dénonce « des policiers offrant une protection au milieu de la drogue en échange de grosses sommes d'argent ». Six parlementaires, tous proches du pouvoir, paraissent directement impliqués dans le trafic de drogue, tandis que trente-quatre policiers, et parmi oux de hauts gradés, ont été suspendus (4).

Malgré l'amendement du code pénal qui tente de museler les journalistes et l'application de lourdes pénalités financières aux entreprises de presse, l'île Maurice jouit encore d'une appréciable liberté d'information. Tout au long de l'année 1986, des journaux indépendants comme le Mauricien, l'Express on Week-end ont pu révêler l'existence d'une « creole connexion ». Une partie de la drogue venant d'Asie



JEUNES CHOMEURS A PORT-LOUIS Le prix social d'une certaine

(notamment de l'Inde) et à destination de l'Europe transite par Port-Louis et Saint-Denis-de-la-Réunion, en raison des très faibles risques de fouille. Toutefois, l'héroine ne fait pas que transiter par les petites îles de l'océan Indien. Un « papier » de « brown sugar » se négocie autour de 20 roupies dans les quartiers de Roche-Bois ou d'Abercrombic, autour de Port-Louis. Pour le seul mois de mai, 712 hommes et 30 femmes ont été interpellés pour détention et usage de drogue. L'ancienne Ile de France compterait de 25 000 à 30 000 toxicomanes, st M. Jagdish Gobhurden, ministre de la santé, note que « l'île a atteint, depuis quatre ou cinq ans, un niveau d'épidé-

mie avec la généralisation du cannabis

et de l'opium. L'arrivée de l'héroine en

septembre 1984 a frappé une frange

importante de la population ».

Accusé pendant de nombreux mois d'être prisonnier des « Amsterdam Boys » et autres députés trafiquants de drogue, le premier ministre a chancé de tactique et, après avoir exclu six députés de sa majorité, a annoncé des élections anticipées. « Le choix se résume à ceci : ou la Mafia se développe et dirige le pays, ou c'est nous. Le gouvernement ira jusqu'au bout », annonce le ministre des finances, qui révèle que le chef du gouvernement se déplace avec un gilet pare-balles (5).

Au commerce de la drogue s'ajou-

tent des trafics de whisky, de magnétoscopes, les trucages de courses de chevaux, la fabrication de faux billets et de faux passeports. Jusqu'à présent, aucun député de l'opposition n'a été éclaboussé par cette succession de scandales. « Dans de nombreux pays du monde, une telle situation aurait entraîné un coup d'Etat », considère l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo, Attachée à ses traditions démocratiques, l'île Maurice so prépare donc à ses prochaines Achéanoss électorales. Une fois encore, l'origine ethnique du futur premier ministre demoure au centre des débats.

Et cette question divise actuellement le

Monvement militant mauricies. La communauté hindoue forme la moitié de la population. L'autre moitié se compose de créoles (25 %), de musulmans (16 %), de Tamouls et Télégus et de Sino-Mauriciens. Pour le Mouvement socialiste mauricien de M. Anecrood Jugnauth comme pour les travaillistes, le chef du gouvernement ne peut être qu'hindou et doit appartenir de préférence à une caste supérieure. La gauche ne manque pas de dénoncer cette politique « communaliste» qui entraînerait un processus de «libanisation» du pays. Le MMM, présenté par ses adversaires comme le -bloc des ethnies minoritaires», réalise effectivement ses meilleures scores au sein des populations créole et musul-

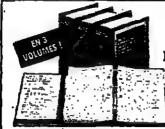
«Le MMM est un parti national. Cela dit, manifestement, il souffre d'un problème de constance auprès de certaines composantes de la population mauricienne », reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac, Convaincue que la victoire aux élections passe par la désignation d'un premier ministre hindou, une importante fraction du Mouvement militant mauricien cherche à écarter M. Paul Bérenger au profit de M. Prem Nababsingh, ancien ambassadeur à Paris. Le fils de l'ancien premier ministre, le docteur Navin Ramgoolam, quarante ans, pourrait aussi brouiller les cartes. Cet « anticommunaliste convaincu» dit attendre son heure. Il n'a pas encore choisi son Camp.

(1) Déclaration an Quotidien de la Rév-zion, 16 msi 1986. (2) La Lettre de l'océan Indien,

(3) 100 rouples équivalent à environ (4) « Les policiers trempent d'une façon hurissante dans la tolérance du trafic de la

drogue parce qu'ils en tirent un profit qui vient ajouter du beurre à l'épinard de leurs saldires (...). Le gouvernement, irès scien-ment, tolère le phénomène parce que ça l'arrange», a déclaré le Père Roger Cerveaux, rédacteur en chef de la Vie catholique. (5) Le Journal de l'?le, 30 octobre 1986.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables



MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD pour gérer et contrôler la destabilité de votre Entreprise.

Un ouvrage à feuillets 3 400 pages 4 mises à jour par an à 2.50 F is page 995 F franco TTC

En plus de 900 tableaux, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donne les moyens d'établir des diagnostics immédiats, et surtout fiables. Gestion de production, gestion commerciale, comptable,

financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, vous analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés! Nouveau I De la maie des informations comptables à la ges-tion de vos stocks ou de votre personnel, des tableaux spécialement conçus vous aident à exploiter votre informatique à

distrations et des organismes publics : 8 Lise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

er de lettres à l'usage des collectivités locales, des admi-lors et des organismes publics : 895 F franco TTC.

Recueil de Discours à l'usage des Élus et des Personneillés publiques : 995 F francoTTC.

Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents

sés par 3 à 4 complé-

et courriers types mis au point par des spéciali Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Sols les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de 500 modèles "prêts à recopier". Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un "mode d'emploi". Vous êtes ainsi certain de la conformité et de la validité des documents émis per vos services.

Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'ezil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés rour trenuer untre latte au condémarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quel-ques secondes, des intercalaires pour repérer le bon chapitre d'un

Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Élol, 75012 Paris OFFRE SPÉCIALE. J'économias 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 385 F franco TTC (au lieu de 2 885 F).

Prix au 01.01.97 ausceptibles de modifications ultérieures.

Mes garanties:

1. Cas trois currague seront actualisés <u>musti longtentre que je le désirent</u> par un système audust de compléments et mises à jour. Je peux inferençes ce service à tout moment. Pas de minimum imposé.

2. Si un currage ne me materialisait pes totalement, je n'aurais qu'à vous le Mise à jour : 2,90 F franco TTC la page. ☐ Modèles de Tableaux de bord pour gérar et contrôler le Remainible de veurs Exception : 805 Filtereo TTC. Mise à jour : 2,50 Fitanco TTC le page. ratioyer sous 15 jours pour être remboursé <u>immédialement et infjoralement</u>.

MODÈLES DE LETTRES à l'usage des collectivités locales. udministrations et des organismes publics Pins de 1 700 pages,
 2 volumes, format
 20×23 cm. Présentation :

RECUEIL DE DISCOURS à l'usage des Élus et des Personnalités publiques.

Un ouvrage à feuillets mobiles so deux volumes

! 400 pages • 3 å 4 mises å jour par an à 2,90 F la page 995 F franco TTC

Réussissez brillamment toutes vos interventions! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tont moment l'allocution qu'on attend de vous : • cérémonies officielles ● fêtes locales et nationales ● banquets ● manifestations culturelles ou sportives • anniversaires et commémoration • accueils et visites • remerciements • allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés... Avec, en plus tous les « trucs » d'orateur qu'un personnage

officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes. Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris

| | Tel. (1) 43.07.60.50 | > |
|---------|---|--------------------------------------|
| ∐ Jej | ioins mos règioment de | F |
| Nom: | *************************************** | |
| Sociéti | i ou organisme : | ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,, |
| Adress | 6 ; | ************* |
| ••••• | ••••••••••••• | |
| ***** | *************************************** | |
| Tél.: | | |
| Date : | Signature | |

ECOUEE à nouveau par la famine en 1984 et 1985, l'Afrique cherche, avec l'aide des pays développés, à atteindre l'autosuffisance alimentaire en s'appuyant sur la «Sainte Trinité» des agronomes modernes : semences sélectionnées, engrais et pesticides. Les responsables oublient ainsi que la faible capacité d'achat des populations reste un facteur prépondérant de limitation de la production. La révolution agricole en Europe achevée au début du siècle dernier et qui a permis le doublement des rendements n'indique-t-elle pas une autre voie à explorer?

🕳 Par François de Ravignan *

Particulièrement marquée en Afrique noire, la récente expansion des disettes a incité de nombreux gouvernementa à inscrire l'autosuffisance alimentaire comme priorité politique. Par l'intermédiaire de leurs organismes de coopération, les gouvernements des pays occidentaux font chorus. Mais comme l'idée ne date pas tout à fait d'aujourd'hui, on peut légitimement se demander pourquoi de si belles intentions ont été suivies de si peu d'effets.

Le raisonnement des théoriciens de l'autosuffisance se fonde sur d'indéniables réalités ; dans des pays où la population s'accroît de 2 % à 3 % l'an, les ressources alimentaires n'augmentent que de 1 % à 2 %. L'écart entre la demande et l'offre nationales ne cesse de se creuser, obligeant à recourir à des importations croissantes, qui coûtent cher en devises, ou à l'aide alimentaire. dont les inconvénients ont été si souvent dénoncés depuis une dizaine d'années. La solution paraît claire : il faut produire plus et employer, dans des périmètres appropriés, les techniques si efficaces de l'agriculture indus-

On trouve d'ailleurs des conseillers pour les proposer, des entreprises pour livrer des barrages « clés en main », des agronomes tout exprès venus de leurs pays d'origine pour organiser et gérer. Et voilà que s'édifient les barrages de Diama et Manantali, au Sénégal, que s'aménagent des zones cultiva-bles dernier cri au Niger, que la mise en valeur des abords de la rivière Sourou, au Burkina-Faso, est confiée à une « autorité » autonome et fait l'objet de toute la sollicitude du nouveau régime. René Dumont a, dans un livre récent (1), justement dénoncé le caractère illusoire de la plupart de ces grands projets. On ne l'écoutera pas... Pourquoi? De nombreux intérêts sont en cause : ceux des bureaux d'études et autres marchands de béton; ceux de technocrates qui auront enfin à gérer des réalisations dignes des enscignements qu'ils ont reçus dans les facultés d'agronomie. Sans parler des dessousde-table qui, parfois, facilitent la com-

Pourtant, les grands investissements agro-alimentaires ne voient pas le jour uniquement dans les pays les plus corrompus. Le Burkina-Faso a efficacement lutté contre cette tare. Mais. ici comme là-bas, des personnes d'opinions politiques très diverses considèrent l'agro-industrie comme la scule solution aux disettes du tiers-monde. Pourtant, lorsque du constat d'un écart croissant entre les ressources et les besoins on passe à la conviction qu'il faut, le plus vite possible, combier le trou, on oublie de s'interroger sur les causes du déficit et sur la facon dont le vivent la plus grande partie du peuple, paysans et classes populaires.

munication entre ces deux groupes.

Produire pour qui?

TNUTILE en effet de se poser des questions si l'on considère, comme le font nombre d'observateurs, que « le » paysan est traditionnel, c'est-àdire archaīque, ignorant, réactionnaire, inapte à changer ses méthodes. C'est donc lui, n'en doutons pas, qui est la cause de la stagnation de la production, c'est lui l'affameur l

Pour d'autres comme M. T.W. Schultz, prix Nobel d'économie, qui prétendent avoir étudié les choses de plus près, les paysans du tiers-monde ne peuvent rien tirer de plus de leurs systèmes de culture : avec les méthodes qu'ils utilisent les rendements maximums sont atteints. Le raisonnement est plus subtil que le précédent, toutefois la conclusion est la même : il faut former les paysans à des méthodes productives, c'est-à-dire à utiliser la « Sainte-Trinité » des agronomes modernes: semences sélectionnées, engrais et pesticides. Hors d'elle, point

Ces intrants sont réservés à ceux qui penvent les payer et qui, augmentant de la sorte leur production et la productivité de leur travail, génèrent une baisse des prix des deurées à laquelle ceux qui n'ont pu se moderniser ne peuvent résister. Les voilà du coup marginalisés, réduits à vendre leurs terres, à louer leur force de travail à ceux qui

vont grossir des bidonvilles en constante expansion. C'est le processus qu'ont décrit les observateurs de la fameuse Révolution verte en Inde et en Asie du Sud-Est. La hâte des gouvernements les engage parfois à se passer complètement des paysans : ainsi dans de nombreuses plantations sucrières en Afrique noire, ou avec ce projet de culture du blé sur le plateau de l'Adamaoua, au Cameroun, réalisé avec l'assistance technique de la Société des Grands Moulins de Paris (qui n'a d'ailleurs pas obtenu les résultats

Tandis qu'on exclut ici les paysans, d'autres songent au contraire à les intégrer dans le processus d'accroissement de la production. Au Mali, la stratégie qui vise à l'autosuffisance du pays se fonde sur le constat que les prix d'achat aux paysans sont trop bas pour être incitatifs. La cause en serait que ces paysans ont, au moment de la récolte, besoin d'argent frais et vendent à n'importe quel prix. On prétend donc subventionner ce prix grâce à la contrepartie de l'aide alimentaire européenne, vendue dans le pays... On oublie simplement que cette aide, dans la mesure où elle ne coûte rien au pays, contribue fortement à faire baisser les prix! Par ailleurs, si les prix de vente augmentent, les céréales locales trouveront-elles des acheteurs dans une

ont réussi, puis à émigrer en ville où ils

n'est guère élevée ? Dans certains pays se sont développées, avec l'aide de plusieurs organisations non gouvernementales, des opérations de transport de céréales de régions excédentaires à régions déficitaires. Nul doute que ces transferts ne rendent des services et que les investissements qui se font dans les villages à partir de la contrepartie de ces ventes n'aient beaucoup d'avautages, sans constituer pour autant une panacée ni être exempte de risques (2).

L'autosuffisance d'une région, d'un pays, ne peut se réaliser que lorsque tout le monde a les moyens de produire on d'acheter sa nourriture. Cette remarque de bon sens devrait suffire à infirmer les théories qui précèdent, un le déficit alimentaire est présenté comme un vide dans la production régionale ou nationale qu'il suffirait de combier. On peut toujours remplir le trou; s'il ne se trouve personne pour le vider, il restera plein. Au Burkins-Faso, en 1975, et anjourd'hui à nouveau, s'accumulent des stocks d'aide alimentaire dont on ne sait que faire. En Afrique, nombreux sont les exem-ples qui montrent que, lorsqu'on a incité les paysans à produire plus, et qu'ils l'ont fait, leur production leur est restée sur les bras, faute d'acheteurs en nombre suffisant. L'économie fonctionne comme un tuyan : ce qui entre d'un côté doit sortir de l'autre. S'il n'y a pas d'acheteurs à l'autre bout, le flux de la production se peut être absorbé. Or, dans des pays où 90 % des actifs travaillent la terre, le marché est nécessairement très restreint; si les paysans augmentaient de 10 % leur production, ils doubleraient ainsi les quantités disponibles sur le marché. Ailleurs, en Amérique latine, ce sont les très bas revenus (ou l'absence de revenus) de ceux qui ne travaillent pas la terre, qui imposent des limites : il ne suffit pas d'avoir faim pour être un client de l'agriculture, eacore faut-il pouvoir payer. Dans ces conditions, les denrées fournies par l'aide ou des importations en provenance des pays industrialisés, souvent moins chères que les produc-tions locales, sont préférées sur les marchés locaux par des clients qui, dans l'ensemble, disposent de peu de res-

La révolution agricole bloquée

POUR que les produits locaux se vendent, il faudrait qu'ils soient protégés. On pourrait imaginer que les importations alimentaires scient taxées, de façon à subventionner les productions locales qu'elles ont tendance à concurrencer. Cette politique fut mise en œuvre par la Communauté économique européeane (CEE) dès sa création afin de se protéger de la concurrence des Etats-Unis. Mais ses experts se gardent bien de conseiller une telle politique aux responsables africains! Or des mesures protectionnistes à l'égard de tout ce qui peut concurrencer les productions locales scraient un élément important d'une telle stratégie.

Et si les activités non agricoles se développent si peu, c'est en grande partie à la suite de l'importation systématique de biens de première nécessité (tissus, outils, ustensiles ménagers...), ou encore de leur fabrication dans de usines établies sur le modèle occidental et employant très peu de main-d'œuvre. Or, dans des pays où la population s'accroît à des rythmes jamais connus, où les besoins de travail sont énormes. les techniques occidentales, économes en main-d'œuvre, sont à l'évidence celles qu'il ne faut pas employer.

En l'absence d'un marché important pour leurs productions vivrières, les paysans se règlent sur la très faible demande actuelle, ce qui explique qu'ils ne cherchent pas à produire beaucoup plus que leur subsistance, on se voient contraints, pour gagner l'argent dont ils ont besoin, de tabler sur les cultures d'exportation (coton, café, cacao) qui, au demeurant, sont les seules à bénéficier de prix protégés.

Quelques expériences montrent pourtant que lorsque les marchés l'ouvrent, ou que les paysans reçoivent des incitations suffisantes, ils sont par-faitement capables de produire plus. An Zaire, écrit Jean-Pierre Alaux, « dans les premiers mois de 1978... alors que le pays connaît une pénurie inégalée dans les villes, les pays occidentaux amis suspendent les exportations... Les habitants vont réagir... Su le sleuve, on voit soudain des pirogues chargées de produits agricoles, de poisson séché, de tout ce que l'agriculture zaîroise peut récolter. La chasse et la pêche deviennent de nouveau des activités lucratives... (3) ». Par une amélioration des méthodes tradition3 nelles, ou avec quelques innovations qui n'occasionnent qu'une dépense de travail et non d'argent, les rendements peuvent au moins doubler. Nous avons fait de telles observations an Niger, an Cameroun, en Hani L'INAREMA (4) en a fait la preuve au Mexique. Et M. Pierre Rahbi est en train d'en apporter concrètement la démonstra-tion et d'en diffuser les méthodes au Burkina-Faso (5), grâce à un engagement ferme du gouvernement de ce pays, qui crée les structures nécessaires à la diffusion des méthodes de l'agro-

Doubler les rendements., N'est-ce pas ce que les paysans d'Europe occidentale ont fait, principalement au din-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième siècle, au cours de ce processus qu'on a appelé « révo-lution agricole » et qui, à la différence de ce qui s'est passé dans les trente dernières années, n'a pullisé que très peu d'intrants industriels et a fait surtout appel aux ressources locales ? Cette révolution agricole ne s'est pas réalisée pour la plus grande masse des paysans du tiers-monde. Penser que ce blocage est dû à l'incapacité des paysans de « là-bas » relève, sinon d'un racisme implicite, du moins d'un aveuglement sur les causes de la stagnation obser-

Cette révolution a cutacidé avec trois modifications socio-économiques notables : un accroissement de la population (sans qu'on puisse bien démêler ici les causes des effets); une amélioration des conditions de transport favorisant le commerce intérieur; enfin, un très fort développement des artisanats de service qui ont joué, par rapport à l'agriculture, une triple fonction : délester la terre de travailleurs excédentaires, fournir à l'agriculture en voie de perfectionnement les outils dont elle avait besoin et lui créer un marché, car ces artisans qui ne travaillaient plus la terre avaient cependant besoin de manger.

Les deux premières conditions existent peu ou prou aujourd'hui dans les pays du tiers-monde. La troisième développement d'un artisanat de service - est encore à créer. Elle est pourtant essentielle; croit-on que l'attelage France au dix-neuvième siècle, augmentant la productivité du travail de la terre, se serait répandu en l'absence de bourreliers pour harnacher les chevaux? Croit-on que sans ces bourreliers, mais aussi les forgerons, charrons, sabotiers, sans parler de ceux qui satisfaisaient les besoins de base ; tailleurs et conturières, menuisiers et maçons... l'agriculture cût pu vendre ses productions excédentaires ?

L'agriculture ne peut progresser comme un secteur à part, sans relation avec l'ensemble de l'économie. Quelques préalables restent essentiels.

D'abord le protectionnisme à l'égard des importations alimentaires et, en tont premier lieu, de l'aide. Mais ansai un protectionnisme industriel, qui permettrait l'établissement d'entreprises fortement demandeuses de maind'œnvre (ateliers artisanaux très décentralisés, en particulier) et capables de fournir sur place les outillages nécessaires à l'agriculture.

Il faudrait enfin se persuader - mais là ce sera plus difficile, notamment pour les cadres formés dans nos universités - qu'un nombre important de paysans doublant leur production avec les moyens du bord peuvent avoir plus d'efficience pratique qu'un grand projet technocratique d'agriculture industrielle, qui n'intéresse que quelques-uns d'entre eux, et coûte beaucoup d'argent. An Burkina-Faso, le projet du Sourou doit permettre de produire 12 000 tonnes de riz dans cinq ans. Si chaque famille d'agriculteurs burkinabé - environ un million - augmentait sa production céréalière (environ 1.5 tonne) de 10 %, on obtiendrait 150 000 tonnes, plus de dix fois plus que dans le Souron. Et si senlement le dixième d'entre eux réalisaient ce progrès, on aurait - pour moins cher - le même résultat.

Il est temps de se demander pourquoi on ne s'avance pas dans cette direction, pourquoi on continue à raisonner sur cette question de l'autosuffisance à la manière du docteur Malthus, comme s'il s'agissait d'un trou à combier. Double erreur des économistes ruraux. Accroître le rendement d'une culture n'augmente pas nécessairement la production globale d'une région ou d'un pays. Accroître cette production n'entraîne pas forcément une meilleure alimentation. Le seul moyen satisfaisant de distribuer équitablement un revenu, füt-il alimentaire, consiste à répartir le travail entre tous les citoyens, « Qui ne travaille pas ne mange pas - n'est plus un slogan moral mais le constat de la situation de près d'un milliard d'hommes à travers le monde. Dans une vingtaine d'années, si rien ne change dans les conceptions économiques dominantes, il vaudra pour trois milliards d'êtres humains. L'autosuffisance alimentaire, c'est avant tout le travail de tous, seul capa-

(1) Roné Dumont, Pour l'Afrique, faccuse, Pion, Paris, 1986. (2) Pour le même type d'opérations au Sénégal, voir Michel Gillot, « les Premiers pas de l'Afrique verte », le Monde diplomatique, avril 1987.

(3) - Zarre, qui profite du sous-développement ? -, la Marit, décembre 1981-janvier 1982. (4) Instituto de Asesoria Antropol

para la Region Maya, Apartado postal 6, San Cristobal de Las Casas, Chiapas, Mexique. (5) On lira son aventure dans Du Suhara aux Cévennes, aux éditions Candide, la Villedieu (Artiche). Pierre Rabbi prépare an acquel autrage sur son comércies publicates

UNE ŒUVRE TRÈS PÉDAGOGIQUE

OIR les causes de la faim, sur l'importance des carences alimentaires dans le monde, beaucoup déjà a été écrit. Mais c'est d'un remarqueble souci pédagogique, autant que d'une précieuse concentration d'informations, que fait preuve l'ouvrage d'Albert Sasson Nourrir demain les hommes (1). Pareille mise à jour des connaissances fait plus pour le rayonnement de la recherche et la transmission du savoir que bien des symposiums et des discours. Fait révélateur, c'est acus les auspices de l'UNESCO que le livre est publié.

Nourrir des milliards d'hommes, on le sait, c'est techniquement possible. Le contraste pourtant entre les graves insuffisances alimentaires dans le tiers-monde – en Afrique subsaharienne en particulier – et les excédents agricoles des pays industrialisés reste la norme du déséquilibre Nord-Sud. Et c'est bien parce que l'alimentation est au cœur d'un processus où les circonstances économiques et politiques, les pratiques culturelles, jouent un rôle majeur que la démarche de l'auteur prend tout son sens. En étudiant, méthodiquement, tout ce qui concourt à faire de l'état de la nutrition et de la production agricole ce qu'il est, l'interprétation scientifique s'appuie ici sur une staire interdisciplinarité. L'importante collecte de données que présente cet épais volume repose sur une méthodologie affinée.

L'évidents volonté de synthèse, la claire présentation d'éléments techniquement complexes, visent un large public et lecimeront le travail des enseignants. Trois grands chapitres, trie detailes, analysent les relations entre l'homme et ses modes d'alimentation, et, à partir de là, l'évolution qui a abouti aux situations de carences et de mainutrition qui affectent des centaines de millions d'habitants de la planète. L'étude des comportements alimentaires, l'alimentation de l'enfant, les effats de la nutrition sur la santé, ainsi qu'un intéressant passage sur les conséquences de l'alcoolisme font de la première partie une étude exhaustive des basoins nutritionnels.

Modes de production, effets du climat, utilisation et commerce des denrées, mettent ensuite en lumière de quoi dépend l'état de nutrition d'un pays, derrees, metrent ensure en lumere de quot depend i etat de numbro d'un proye, sens ometire les politiques agricoles, qui engagent les États et régions dans des choix déterminants pour l'avenir. Des letifundies d'Amérique du Sud aux minuscules topins du Bangladesh, du volume de le production européenne à l'agriculture sous-équipée, manuelle encore dans des régions entières d'Afrique comme celle de l'arachide au Sénégal, il y a un monde.

Dans une demière partie consacrée aux « réalisations et promesses », l'auteur territe de dresser un bilan des programmes de coopération agricole et d'ouvir des perspectives. Amélioration des circuits commerciaux, des installations de stockage, facilités de crédit pour les petits producteurs et, besting de la light instanations de stockage, recintes de creuit pour les peuts producteurs et sur sur priorité à l'agriculture vivrière. L'immense mérite de cet ouvrage est d'offrir une véritable articulation entre les données scientifiques et techniques et le poids

(I) Albert Sasson, Nourrir demain les hommes, UNESCO, coll. « Sortant », Paris, 1986, 765 pages, 195 F.

(E of this enfants de m mount, chaque armée de at jour tous les aus - out skan Des crofutions récus store l'une des plus marque perement des mentalités est de ministre de la santé. dismis pour l'enfance (L.

THE REAL PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE and the second HER THE A TO THE THE PRINT - 1 to 12 to The state of the s The state of the state of the state of NAME OF THE PARTY Elementary of the states The state of the s 22 de 22 de 25 de 26 de ALGERT AND A STATE OF parimeterani in dam se Mar and the second properties. matte angerangt viele STATE TO SECURE OF MANAGE many tops to to a so that the Manager of the second SACRET CONTRACTOR OF STREET EB192 in order to the role de Section 1 mark the fire region 650 markett to Fritz out whate Mile rate to be a corposite SELECTION OF THE PARTY OF and the description of the group minimizers to the error of the company of The same of the same of the same of the PRESENTABLE PROFESS OF SOME PROFE IN STREET, CAN LIVE THE CARRIES. 東京などは はい 下も はいかい では 保証者 Bertratt in auf geren bei Cim Participation and a finish of the Takin to a roughour or remain THE SECTION OF PERSONS Improvement to 14 pt Strange and the grant of the second of the second State of the state of the state of State of the state of the season. Appropriate to the primate six The state of the state of the Resignation of the same The on motions of real The married desired des 1949 The section is a regiment the er father a feet de leer de la contrate. Seminaria americana de the state of the same of the s Secretary in growing to the second se a figure comment of the comment of t

LEMON

LENVIRONNEMENT ANTICIPER L

Comme com to statich wa

ampenne de formation des

Section of the sectio

Rate du système franchis.

Tall tranger den - Lere d'Etm-

Tarter to Proces to Phone

the production of the plant

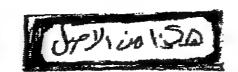
The se street of the criterian,

The Bottom to officeribe

Control of the same of the sam

porte d'apostrations à Laurenches a PAS cibicularitana apolimen





entaire

d'envre (ateliers artisangur bis d'envre (ateliers artisangur bis déceptralisés, en particulier) et ca libre de fournir sur place les ouilles decembres à l'agriculture. B faudrait enfin se persuader

Disadrait enfin se persuader mi
ce sera plus difficile, notament
ce sera plus difficile, notament
cera sera plus difficile, notament
cera sera plus formes dans nos union
cera sera de un nombre important d
cera moyens du bord peuvent avoir plus
cera moyens du bord peuvent avoir plus
cera sera de la company de is rechaocratique d'agriculture inte dat n'intéresse que quelque diantre eux, et coûte beaucon, de projet doit permettre de permettre de projet de permettre de projet de permettre de perm prop doit permettre de produ 12 000 tonnes de riz dans cinq au side, on aurait - pour moins cher mine résultat.

H est semps de se demander pos con me s'avance pas dans con proction popurquei on continue in somer sur certe question de l'autoni mes s'il s'agissait d'un trou à m Bier. Double erreur des économie mouse. Accroître le rendement de state n'augmente pas nécessairens production globale d'une région a Age pays. Accroitre cette producie Temperature per forcement une meiles de distribuer equitablemen mr for alimentaire, consult martir le travail entre tous la Qui me travaille par ocutat de la situation de mi ten milliard d'hommes à traver ; in. Dans une vingtaine d'anneix se change dans les concepts
de dominantes, il vale
de sull'iards d'êtres humis
fisance all'imentaire, és travail de tous, seul ep-RITE à tous de se pourrir.

Ton Para 1956
Four le même type d'opération a waren a, be Monde diploman

. Batre, qui profite de Mei da Asexons Al

Region Maya, Apartado posale is On Mes son aventure dans De Sein mer ann tourers Candide is We (Antikele). Pierre Rabbi prepare um De per son expérience sabéla

PEDAGOGIQUE

les hommes »

der carances airmentaires dans le Catholic glass Gun remarquable sous nement d'informations, que la in his hornes (1). Parelle me sementere de la rechercha el à no ex des descours. Fait revelates. And the same of public.

des sectoriquement possible la The simmentaires dans in particular = et les excédit and the dissignature hord-Sud it ne culturelles, pouent un his The de l'étet de la nutrition et de la The solutions s'appris is sit is te de données que presente de

gricentation d'element the et tecnteront le usva de marie en la marie en la marie en relations en la marie en la The state of the state of the state of the qui affections des centaries de the comportenents aumented Talmolome font de la premie

de to production europeans d'Atria des régions entières d'Africe

the de coopération agricol ENGLETE COMMISSIONAL per petite productions of political de cet ouvrage est dots grand of techniques of le pos

CAROLE DANY.

Serial . Serial . Post

VACCINATION, PURIFICATION DE L'EAU, ESPACEMENT DES NAISSANCES

L'Algérie s'attaque à la mortalité infantile

UE 90 000 enfants de moins de quatre ans continuent à mourir, chaque année en Algérie – alors que 850 000 y voient le jour tous les ans - est devenu une réalité inacceptable pour le pays. Des évolutions récentes, cette prise de conscience est sans doute l'une des plus marquantes. L'un des responsables de ce bouleversement des mentalités est à n'en pas douter M. Djemal Houhou, ministre de la santé, diplomate de carrière, entouré d'une équipe dynamique et soutenu par les responsables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Per CLAIRE BRISSET

L'Algérie a entrepris une action sans précédent contre la mortalité infantile. Il est vrai que, jusqu'an début des années 80, la situation avait de quoi inquiéter et intriguer.

Inquiéter, parce que le tribut payé chaque année par les nourrissons et les très jeunes enfants à des maladies aussi maîtrisables que la rougeoie, la poliomyélite, les affections diarrhéiques ou les infections respiratoires était extraordinairement élevé. De 160 ‰ avant l'indépendance (1962), le taux de mortalité infantile (1) restait proche de 110; il est encore, à l'houre actuelle, de 80 %, ce qui reste très élevé. Chiffre surprenant donc, dans un pays où le revenu moyen par habitant dépasse les 2 000 dollars par an et où la répartition de la richesse est assurément moins inégalitaire qu'en d'autres pays du tiers-monde.

Il fallait donc comprendre et analyser les causes d'une telle situation et pour cela, bien sûr, remonter aux origines. En 1962, le système de santé du pays comprenait, en tout, 350 méde-cins algériens établis dans le pays. 550 autres vivaient en France. La quasitotalité des médecins français rentrèrent massivement en métropole, en quelques mois. Le pays se trouva ainsi doté d'un système totalement déséquilimilibré dans les structures : de vastes hôpitaux ingérables sans personnel suffisant, des équipements légers en nombre infime, une armature préventive embryonnaire ; déséquilibré dans sa répartition car l'essentiel des moyens était concentré dans le Nord et dans les villes, les campagnes et le Sud étant, sur le plan sanitaire, pratique-ment à l'abandon.

Le premier gouvernement de l'Algérie indépendante entreprit de faire tourner, tant bien que mal, une aussi lourde machine. « Nous avons alors, algériens, fait le tour de tous ceux qui voulaient blen nous aider. » C'est sinsi qu'arrivèrent des médecins de toute tionalité, majoritairement des pays de l'Est, et ce avec des fortunes inégales. Le pays, disent encore les responsables, « est alors devenu une tour de Babel médicale » qui a visiblement laissé quelques mémorables souvenirs. Puis l'Algérie commença à « produire » des médecins, appliquant dans ce domaine comme dans les autres un intense programme de formation des cadres, « décrochant » son système universitaire du système français, envoyant à l'étranger des milliers d'étu-

Vint, au début des années 80, l'heure du bilsa : paradoxalement, le pays était en train de se suréquiper en médecins, et, malgré tout, la mortalité infantile restait proche de celles qu'enregistrait le Sahel ; le nombre de lits d'hôpitaux frôlait les 60 000 mais l'approvisionne ment en cau salubre restait des plus incertains pour la majorité de la popu-

Il fallut du courage politique pour décider, à la fois, d'établir un numerus clausus limitant la formation des étudiants en médecine, interrompre les constructions hospitalières, amorcer la décrue des raineuses e évacuations sanitaires » vers la France et axer toute la politique sanitaire sur la pré-

Tel fut pourtant l'un des thèmes du comité central da parti da Front de libération nationale (FLN), en décembre 1980. Il fallut ensuite quatre ans d'intense travail politique pour élabo-rer ce qui, en mai 1984, devint officiellement la nouvelle stratégie sanitaire de l'Algérie. Stratégie difficile à mettre en œuvre, parfois mal ressentie par les médecins formés au moule du « tout curatif », sur le modèle hospitalouniversitaire.

Le programme adopté en 1984 consacre en effet la prévention comme axe essentiel : « le programme national de lutte contre la mortalité infantile » qui en est le pivot, comprend outre la vaccination, la lutte contre les maladies diarrhéiques, l'espacement des naissauces, l'amélioration de la nutrition et de l'approvisionnement en eau, une meilleure surveillance des grossesses, la lutte contre les affections respiratoires

OUATRE points, dans cette stratégie, retiennent particulièrement l'attention. La vaccination tout d'abord. Alors que la «couverture» par le BCG est quasi généralisée (îl est pratiqué à la naissance), celle qui était obtenue pour les cinq autres maladies cibles » (poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche) restait nettement fragmentaire. D'où l'idée d'organiser des Journées nationales de vaccination, on novembre 1985 et avril 1986, qui, au prix d'une mobilisation sans précédent de la population structures sanitaires ou son sanitaires, - entraînèrent un bond du taux de couverture : de moins de 30 %, celui-ci passa, par cette double opération, à plus de 60 %. Cet effort sera poursuivi, notamment par l'intégration systématique des vaccinations à toutes les actions sanitaires de routine. De nouvelles Journées nationales de vaccination out ou lieu en avril 1987.

La lutte contre les maladies diarrhéiques qui, per déshydratation aiguë, tuent chaque année 30 000 enfants est un axe prioritaire de cette stratégie. Dans ce but, les autorités généralisent la distribution des sels de réhydratation par voie orale, que l'Algérie va désor-mais produire elle-même.

Un tel effort suppose évidemment que les mères aient accès à l'eau salubre, qui faisait encore cruellement défaut. Pour ce faire, un système simple de purification des puits, inspiré d'une formule indienne (2) a été massivement mis en œuvre : plus de 100 000 puits ont été ainsi traités, à



LES JEUX DU VILLAGE Vingt-trois millions de citoyens sajourd'hei

Reste le dernier point, le plus problématique sans doute : l'espacement des naissances. L'Algérie conserve une culture profondément nataliste, dont les racines sont évidemment multiples mais que renforce - entre autres - la mortalité infantile massive qui sévissait jusqu'alors. Abaisser celle-ci, c'est, à terme, faire chuter la natalité. Mais cela ne suffira pas : les autorités le savent et out entrepris un intense effort de promotion des méthodes d'espacement des naissances. D'une méthode, plus exactement, car 85 % des Algériennes qui pratiquent la contraception utilisent la pilule. Cela dit, les méthodes contraceptives modernes restent le fait d'une minorité et les autorités du pays s'alarment des projections chiffrées qu'elles ne cherchent pas à cacher : le pays compte 23 millions d'habitants aujourd'hui et devrait en dénombrer deux fois plus dans vingt-

deux ans si l'évolution actuelle (3,2 %

d'augmentation annuelle) se poursuit, Cette explosion démographique « avale littéralement tous nos progrès économiques », déclare sans détout un haut responsable politique.

Ainsi est engagé un difficile pari. L'objectif est d'abaisser la mortalité infantile à 50 % en 1990. Parallèlement, l'espérance de vie - soixantetrois ans aujourd'hui - aura continué à croître. Dans l'Algérie troublés de 1987, où ne manquent ni les difficultés économiques ni les problèmes socieux. existe ainsi un thème de consensus.

(1) La mortalité infantile au seus strict désigne le nombre de morts survenant avant l'âge d'un an pour mille enfants nés vivants ; une appréciation plus l'ine porte sur le nombre de morts survenant avant la cinquième année. ommée « mortalité infanto-juvénile ».

(2) Il s'agit de placer au fond de chaque puits une brique poreuse qui diffuse lentement un produit purifiant et que les villageois peu-vant aisément placer et commiller can-ordines.

CORRESPONDANCE

En Afrique : la vente des médicaments, les soins aux enfants

La lettre de M^m Séméria que nous avons publiée dans notre numéro de février avait déjà suscité une réaction d'un médecin se trouvant depuis des années au Cameroun (voir le Monde diplomatique, avril 1987). A son sour, M. Georges Cossin nous écrit de Sarh au Tchad:

Je vis en pleine brousse, dans le Sud du Tchad, dans un secteur grand comme trois départements français, sans un seul médecin. Il est exact que la mission, catholique ou protestante, «vend» des médicaments. Mais j'aimerais bien connaître les moyens de l'aire autrement... D'une part, la quantité de médicaments reçus gratuitement d'Europe est infime

par rapport à ceux que nous faisons venir à grands frais. D'autre part, les besoins sont tels en aspirine, nivaquine ou quimine qu'une distribution gratuite engendrerait immédiatement la disparition des stocks et un gaspillage forcené. Nous avons au contraire à apprendre à une population très pauvre à faire entrer dans un budget. prix auquel nous vendons ces médicaments est symbolique, bien an-dessous de leur prix réel. Un cachet de nivaquine est vendu 5 F CFA, c'est-à-dire 10 centimes de nos francs actuels - et les frais sont énormes: Et nous n'avens jamais refusé la gratuité à ceux qui n'avaient vraiment pas

En France sur la Côte d'Azur

COURS DEVIENNE

inseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERAIE" à CIMIEZ (NICE)

Professeurs hautement qualifiés

ANNÉE SCOLAIRE

COURS DE VACANCES

du 3 Août au 26 Août

50 h. de Maths du 26 Août au 5 Septembre

ses Nementaires aux terminales A. B., C. D.

Villebois Mareuil - NICE - Tel. 93 81 42 82

les moyens de payer, et surtout pas aux calants (...). Je m'étonne que quelqu'un, au bout d'un séjour de deux mois seulement,

puisse mettre en doute ce que des hommes et des femmes ont entrepris depuis perfois vingt ou trente ans au sacrifice de leur vie. Directeur de la division de la popu

lation à l'ONU, M. Jean-Claude Chasteland apporte des précisions sur l'esti-mation de la mortalité infantile en Afrique, à la suite de l'article de Claire Brisset paru dans le Monde diplomatique d'avril 1987 :

Je ne crois pas que la situation de la mortalité infantile en Afrique doive s'aggraver an-delà de l'an 2000 : les indicateurs retenus montrent, au contraire,

que la mortalité chez les enfants de moins d'un an et chez ceux d'un à quatre ans devrait décroître. Pour 1980-1985, ces deux indicateurs se situent, respectivement, à 112 pour 1000 et à 78 pour 1000, et, pour 2020-2025, respectivement à 45 pour 1000 et à 23 pour 1000. Ces chiffres sont caux de la variante moyenne pour l'ensemble de l'Afrique.

Mais os qui est vrai, c'est que les progrès envisagés pour l'Afrique sont prévus comme devant être plus lents que ceux qui devraient être observés dans d'autres régions du tiers-monde. Ce qui va donc s'aggraver, c'est la situation relative de l'Afrique par rapport à ces régions, et non sa situation absolue, puisqu'on observera bien une baisse des taux de mortalité infantile et de ceux des jeunes enfants entre 1985 et 2025 (de presque 60 % on 70 % selon les indicateurs).

Études secondaires complètes



■ Baccalauréat ● Maturité fédérale suisse Diplôme de commerce • Informatique Cours d'été : rettrapage, sports

Enseignement îndividualisé dans un cadre agréeble. INLAUGANNE. INTERNAT - EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES Tél.: 32-10-36 / 32-08-77

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE ' diplomatique

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

| | * . | | | |
|-------------|-----|----------------|------|---------|
| NOM | ., | Prénom | | |
| Adresse | | | | |
| Code postal | Loc | alité | | |
| | | renvover accom | ٠. | 705 700 |

ents, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique public, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Speedimper, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Speedimper, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS 1 az (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France,
poste militaire, poste navale
Andorre, Monaco
162 F - 90 F 225 F - 125 F VOIE AÉRIENNE 250 F - 138 F

Bénin, Camerona, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israel, Jordanie, Liben, Syrie, Libye, Égypte. 271 F - 148 F

Comores, Madagascar Amériques, Canada 313 F - 169 F

Asic, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchés, Laos, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thatlande, Vietnam

Océanic, autres pays 343 F = 184 F

Des compromis

LES IMPÉRATIFS DE LA PROTECTION SOCIALE



politique. Des «états généraux de la Sécurité sociale » sont convoqués. Depuis des mois, la population se mobilise périodiquement pour défendre une institution qui a largement contribué à l'amélioration du bien-étre de tous. Et ceux qui prônent les recettes libérales se tournent avec intérêt vers l'exemple américain (voir pages 16 et 17 les articles de Jean-Paul Moatti et de Catherine Smadja et Philippe Froguei).

Au cœur du problème : le financement des prestations. Les expériences des pays occidentaux (voir ci-contre l'article de Jean-Louis Lanoé) montrent que chaque système national de santé repose sur le compromis entre la reconnaissance du droit à la santé ou à la retraite et le coût social qui résulte de l'application de ce droit. C'est bien ce compromis qu'il importe de préserver et de redéfinir, alors que les dépenses de santé ne cessent de croître et que les contraintes de la « restructuration » - chômage, charges des entreprises - se font plus pesantes.

JEAN-LOUIS LANOÉ *

ES systèmes de santé existant dans les pays occidentaux présentent une extrême diversité quant à l'organisation de l'offre de soins et au mode de financement des dépenses. Il n'y a pas de modèle. Bien au contraire, chaque système national apparaît comme une manifestation spécifique de la nature du compromis effectué entre la reconnaissance du droit à la santé et le coût social de la concrétisation de ce droit. De ces compromis, fortement marqués par l'histoire économique, sociale et politique de chaque nation, ont émergé des systèmes de santé dont l'un des traits les plus frappants est leur extraordinaire capacité à rendre compte des sociétés où ils s'insèrent. L'exemple étranger, même à relativiser en fonction des spécificités nationales, constitue, à bien des égards, un • terrain d'expérimentation sociale rétrospectif » dont on sous-estime souvent l'intérêt.

Si le système de santé français est en crise, pourquoi ne pas s'intéresser aux expériences étrangères pour tenter d'y voir plus clair? Une telle démarche permettralt en particulier de mieux spécifier les questions fondamentales qui sont posées quant à la nature de cette crise. Est-on en présence d'une crise du compromis? La reconnaissance et la concrétisation du droit à la santé seraient devenues incompatibles avec la mobilisation des ressources nécessaires. Doit-on plutôt parier d'une crise de la forme du compromis? L'organisation du système de santé ne serait plus en phase avec la réalité sociale et économique d'aujourd'hui.

Des réponses apportées à ces questions dépendent largement les réformes qui, tôt ou tard, finiront par s'imposer, des réformes que les états généraux de la Sécurité sociale, prévus cette année, devront préparer. Elles s'appliqueront sans doute d'abord au système de financement, puisque l'alternative entre étatisation ou privatisation accrue apparaît incontournable. Les exemples de pays tels que la Suède, la recouvrent bien le champ de possibilités ouvert au système français. La

* Economiste à l'Institut national de la santé et de la rechercha médicale

façon dont, dans ces pays, s'exprime l'arbitrage entre droit à la santé et coûts financiers est donc particulièrement intéressante à analyser.

Réaliser le droit à la santé et améliorer l'équité : deux types de problèmes sont associés à la poursuite de ces objectifs. Celui de la contrainte financière s'exerçant sur chaque individu quel coût dort-il supporter personnellement dans la consommation médicale? - et celui de l'accessibilité - les indi-

face des moyens disponibles? La Grande-Bretagne et la Suède, en choisissant de se doter de systèmes où l'offre de soins est assimilée à un service public, essurent la gratuité ou la quasi-gratuité de la totalité des prestations. La situation est alors comparable à celle des services d'éducation. Aucune condition ne s'applique au

vidus sont-ils effectivement égaux en

droit à la consommation médicale. Le financement étant assuré par la fiscalité générale en Grande-Bretagne et régionale en Suède, le système de santé participe d'une logique de redistribution allant des plus fortunés vers les pius pauvres.

A l'inverse, aux Etars-Unis, l'individu est souverain quant au choix du type d'assurance-maladie qui sera le sien. La reconnaissance du droit à la santé passe, en fait, par une interven-tion financière massive de source publique pour garantir la solvabilité de groupes sociaux soit particulièrement démunis - les « pauvres », bénéficiaires du programme Medicaid. - soit particulièrement « à risque » - les personnes âgées, bénéficiaires du programme Medicare. Les insuffisances d'un tel système tiennent dans un chiffre : trente-cinq millions d'Américains ne bénéficient d'aucune couverture

E problème de l'accessibilité réelle L aux soins pose tout d'abord la question des inégalités régionales ou locales. Celles-ci restent persistantes en Grande-Bretagne, malgré des systèmes d'incitation au développement des activités dans les régions sous-équipées. Nul doute qu'il fant y voir le résultat de logiques bureaucratiques inhérentes au financement centralisé : la progression souvent uniforme des budgets ne fait que renforcer les plus puissants. La régionalisation du système suédois, elle, a pour corollaire de faire dépendre les moyens disponibles des ressources locales et des arbitrages financiers effectués à ce niveau. La reconnaissance du droit à le santé peut donc se révéler variable selon la région. En fonction des choix effectués sur le plan local, certaines infrastructures, en particulier hospitalières, se distribuent iné-

Enfin, les Etats-Unis se caractérisent par une extraordinaire inégalité en matière de distribution des moyens humains et techniques. L'offre privée, politiani solimise aux iois de la coi rence, reste très concentrée et surabondante dans les grandes zones de fort peuplement urbain ou les zones à forte demande potentielle (Nord-Est, Californie, Floride).

Si l'on ajoute qu'aucun de ces trois systèmes de santé n'a résolu le problème des inégalités socio-culturelles en matière de consommation de soins, pas même par la gratuité, on est forcé d'admettre que, sur le critère « droit à la santé-équité », aucun type de système ne peut, tel qu'il fonctionne, être considéré comme exemplaire. Pourtant, le système américain cumule les insuffisances tout en exigeant toujours plus d'interventions finaucières publi-

Quant à la contrainte collective de financement, les exemples étrangers montrent que la concrétisation du droit à la santé ne se déduit pas du type de système choisi. Ils confirment aussi que tenter d'y parvenir est coûteux pour la nation : les dépenses de santé représentent une part variable mais importante du produit intérieur brut (PIB) (entre 7 % et 11 %). Il convient, certes, d'apprécier avec quelques précautions

La recherche de l'équité

ques et de régiementations administratives contraignantes pour an corriger les effets les plus graves. Il aura fallu près de trente ans pour que le Congrès, par un amendement spécifique du Medicare, oblige les hôpitaux à assurer la charge financière des soins aux personnes à la fois sans ressources et non bénéficiaires des programmes fédéraux, charge que des décisions de justice avaient dans un premier temps renvoyée aux budgets publics.

Intile des re

A PARTY OF THE PAR

Fall Transfer of the Prints.

en de la desperanción de la contraction de la co

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The Branch of Signature of Sign

Server in the mark

Signature per segue

Series Suprementation of the Series

The Brenzene management

The state of the state of

State Co.

The state of the state of the state of

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY.

The second secon

The day

Service Service See

EN RECKEN PAR

State of the state

Harris D. Land

Trustelle.

.. .. 43 144

- 7, p. 1920

- - cat me

Marie Control

100 - 100 -

The state of the s

 $\int_{\mathbb{R}^{n}} dx \, dx \, dx$

 $\zeta_{2,2}^{(i)}, i(2^{m_2^{(i)}}+1)$

The second second

The second second

2000000

2-12-15 x

Remarks the

Market and the second

In the state of the same

TORN CALLS

- Table 1

ALT ANTICOLOGY OF THE PARTY OF

The second secon

DES BÉNÉFICES RÉELS MAIS DIFFICILES A MESURER

Comment freiner la croissance des dépenses ?

N France, comme dans tous les pays développés, une part croissante de la richesse nationale est, depuis vingt ans, consacrée ipenses de santé (de 5,7 % à 8,2 % du PIB entre 1970 et 1984, soit une augmentation movenne de 7 % par an): de même, la santé constitue une part croissante de la consommation des ménages (de 9.4 % à 12.8 % entre 1970 et 1984) et c'est le poste de consommation qui a augmenté le plus vite. Cette évolution s'est accompagnée d'une déformation marquée de la structure des dépenses avec une importance accrue de l'hospitalisation, au détriment de la part des soins ambulatoires et. suttout, des biens médicaux (pharmacie, lunetterie et orthopédie) (voir le graphique ci-contre). Il faut cependant noter que, avec les premières mesures de freinage des dépenses à partir de 1979, c'est dans le domaine des dépenses hospitalières que la décélération des années 80 a été la plus forte (+ 14,9 % par an de 1980 à 1984, contre 19,6 % par an de 1970 à 1980).

Plusieurs facteurs sont classiquement évoqués pour expliquer la croissance régulière des dépenses de santé :

 facteurs démographiques llés au vieillissement de la population : en 1970, les personnes de plus de soixante-dix ans consultaient le médecin en movenne cinq fois par an : en 1980, elles consultaient neuf fois (presque deux fois plus), tandis que la fréquence de leurs séjours hospitaliers augmentait de 7 % l'an pendant cette période (contre 4 % seu-lement pour la population générale).

- facteurs socioculturels liés à l'extension de la couverture sociale pour l'ensemble de la population (les professions indépendantes et libérales ayant été les dernières à en bénéficier à partir de 1975), à la part croissante des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale (de 65,8 % en 1970 à 73,3 % du total en 1983), aínsi qu'à des phénomènes comme la médicalisation de la grossesse et de la reproduction (la « surconsommation » des femmes par rapport aux hommes, en particulier entre vingt et quarante-neut ans, s'affirmant entre 1970 et 1980).

- facteurs technologiques liés à la technicisation croissante de la médecine, les actes à contenu technique connaissant une augmentation beaucoup plus rapide (ainsi, par exemple, le nombre de B, c'est-àdire d'analyses de laboratoire, prescrits en médecine ambulatoire passe de 7,4 % à 17,7 % du nombre des consultations et visites entre 1970 et 1983]; de même l'augmentation du personnel médical hospita-lier (+ 6,4 % par an de 1972 à 1983) s'est opérés principalement dans les services les plus spécialisés (laboratoires, chirurgis, radiologia et gynécologieobstetrique).

- facteurs d'offre liés aux progrès rapides de la démographie médicale jusqu'en 1980 (en 1982, il y avait en France un médecin pour quatre cent quatrevingts habitants, soit un total de cent treize mille médecins et un effectif de près de deux cent mille personnes pour l'ensemble des professions médi-

Capendant, mêms d'un point de vue économique, Il n'est pas possible de porter un jugement sur cette croissance des dépenses, avec son incidence financière, sans mettre en regard ses bénéfices, c'est-àdire les améliorations de bien-être qu'elle a permis de procurer à la collectivité ainsi que celles qui restent à accomplir :

- la croissance de la consommation des personnes âgées s'explique largement par un phénomène de rattrapage (avant 1970, celles-ci ne recouraient pas au système de soins autant que le reste de la population) ainsi que par l'évolution de la morbidité elle-même, les progrès de l'espérance de vie et de la médecine impliquant un poids sans cesse plus important des maladies chroniques (un tiers des décès a aujourd'hui pour origine une cause cardiovasculaire, 24 % des décès masculins sont dus aux cancers alors que les maladies infectieuses ne sont plus responsables que de 1,5 % des décès; et les deux tiers des prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale au titre des maladies longues et coûteuses concernent les cancers, les maladies cardiovasculaires ou les diabètes...);

de même, la consommation des femmes dans la période de fécondité doit être mise en relation avec les progrès spectaculaires accomplis, grâce à un programme volontariste lancé en 1970, en matière de réduction de la mortalité périnatale (en 1970, il y avait un peu plus de dix-huit décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances et ce taux a pu être réduit à 9,4 en 1982, plaçant la ance au troisième rang de la CEE, juste après le Danemark et les Pays-Bas);

- l'extension de la protection sociale n'a pas empêché une progression sensible, du fait de la hausse globale de la consommation médicale, de l'effort de financement privé par personne (de 568 F en 1960 à 1301 F en 1982, soit une multiplication par 2,3 en francs constants); de même, si l'égalité d'accès aux soins est largement assurée, il subsiste de fortes inégalités face à la maladie et à la mort (le

recul de la mortalité générale depuis vingt ans s'est accompagné d'un renforcement des inégalités. la baisse de la mortalité ayant été beaucoup plus accentuée - moins 22 % - dans le groupe des « cols blancs, cadres et professions libérales » que dans calui des travailleurs manuels - moins 15 %

S'il faut donc se garder d'une vision purement « négative » de la hausse des dépenses de santé, il n'en resta pas moins que l'utilisation des ressources dans le système de soins s'écarte très certainement de l'efficience (pour citer un seul exemple, il se pratique chaque année 11 millions d'examens de radiologie thoracique systématique ou de routine, pour un coût de 600 millions de francs, dont l'intérêt diagnostique peut être mis en doute dans un grand nombre de cas); d'où l'importance du développement d'une véritable évaluation des pratiques et techniques médicales, proposée dans un rapport au ministre de la santé en mai 1985 par le professeur Papiemik... et mise sous le boisseau depuis.

D'autre part, il existe un goulot d'étranglement financier à terme qui devrait justement motiver professionnels et usagers pour utiliser au mieux les ressources disponibles : en prenant pour base une dépense égale à 7 % du PIB et un taux de croissance réel de 8 % par an, on calcule que les dépenses de santé représenteraient 80 % du PIB dans trentedeux ans et 100 % de la consommation des ménages en 2032...

J.-P. M.

SOURCES:

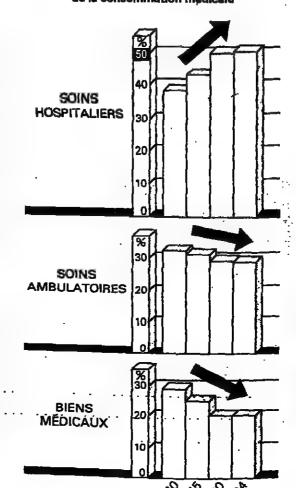
 Robert Rochefort, « La part de la dépense de santé à la charge des ménages », Cehiers de sociolo-gie et de démographie médicale, nº 2, avril-juin 1986. ● INSERM, DGS, SESI, la Santé en France, rap-

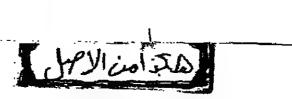
port au ministre des affaires sociales et au secrétaire d'Etat chargé de la santé, La Documentation fran-Alain Charraud et Pièrre Morniche, « Disparités de consommation médicale (enquête santé 1980-1981) », nº 511 des Collections de l'INSEE, série

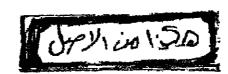
« Ménages », nº 118, janvier 1986. M. Duriez, « La croissance des dépenses médi-celes depuis 1970 ». Solidarité Santé, ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, nº 6,

novembre-décembre 1985. ● « Radiologie thoracique systématique », le Concours médical, nº 17, vol. 109, 2 mai 1987.

Le poids des soins hospitallers Depuis 1980, plus de la moitié de la consommation médicale







RE LE DROIT

is consommation medicale, L ment étant assuré par la fise. Appraise en Grande-Bretagne q mile en Suède, le système de saute d'une logique de redistribe alant des plus fortunes les les Eleverse, aux Etats-Unis, l'internation

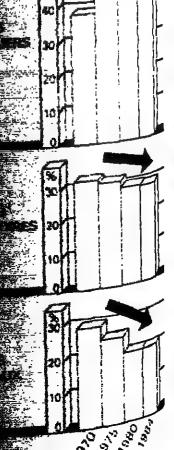
het souverain quant au choix de d assarance-maladie qui sera le La reconnaissance du droit à passe, en fait, par une meren financière massive de source publication de la collection de poer garantir la solvabilité de SOLIS SOLIS SOLI Particulièrement les pauvres bénéfy res du programme Medicaid. rement - a risque - les les agées, bénéficiaires du par paise Medicare. Les insufficants tel système tiennent dans un chisenegicient quancans consentu

Pos sjoute qu'aucun de ce tos pies de santé n'a résolu le po des inégalités socio-culturelle stière de consommation de san même par la grutuité, on est force ertre que, sur le critère droit sio équité », aucun type de 15. ne neut, tel qu'il fonctionne de ere comme exemplaire. Pour e evitème américan cumule la seces tout en exigeant toujour aterventions financieres publicaçõe réglementations adminincontraignantes pour un come affers les plus graves li aura falle de treate ans pour que le Congh de amendement specifique de imancière de mont autor ta fore sures remoureer at no ines, des programmes fais large que des des sons de ju-ma dans un promier temps re-

and bodgets public. ia contracte collectie & les a terrores etrages la sendant pas de dédant pas du type le See. He continuent and ye Epenies de sante reprote Anteriaur brut (PIB) tem:

enses

des soins hospitaliers # 7880, plus de la moitie regressation medicale



A LA SANTÉ ET SON COÛT SOCIAL

adaptés à l'esprit démocratique

ces pourcentages que l'on a trop sou-vent tendance à assimiler à un « prélèvement » sur la richesse nationale, alors qu'ils en sont une des composantes. L'ensemble des activités de production de soins concourt à l'enrichissement, ne serait-ce qu'à travers les flux de revenus et les effets d'entraînement que génèrent ces activités. Le seul vrai problème est de savoir si les citoyens attribuent implicitement à la protection de leur santé une valeur à hauteur des coûts du système de soins dont ils se sont doté.

Aucune réponse tranchée ne peut être apportée à cette question, mais la facon dont chaque type de système tente de résoudre les problèmes posés par la contrainte de sinancement est un moyen d'y voir plus clair. Ainsi, par exemple, le système suédois est globalement coûteux : les dépenses de santé représentent un peu plus de 10 % du PIB, alors que son financement est assuré par la fiscalité et que les revenus des médecins, agents des collectivités locales, y sont jugés si bas qu'existe une véritable crise de la formation médicale. Peu de solutions s'offrent en fait au pouvoir central, représentant l'intérêt général, pour contrecarrer les logiques d'expansion régionale. Fixer une norme de croissance qui s'appliquerait à toutes les régions ou moduler les taux en fonction des besoins reviendrait à mettre profondément en cause une décentralisation à laquelle la population reste attachée. Le cas suédois illustre ainsi fort bien ce que peut être une forme de consensus social entérinant que la médecine contemporaine est collteuse si on la veut de qualité et accessible à tous. L'expression de ce consensus apparaît d'autant plus facile. et chère sur le plan collectif; qu'il se réalise localement là où les arbitrages samitaires prennent une dimension poli-

A l'opposé, l'exemple britannique démontre qu'un système financé centralement par la fiscalité générale peut se réveler économe en ressources (7 % du PIB) et socialement acceptable. à condition d'en assumer pleinement les conséquences : les arbitrages et les files d'attente. Le rationnement centralisé des ressources est, en effet, rigoureux en Grande-Bretagne. Il implique néces-

sairement que, relativement à des pays plus riches et consacrant une part plus importante de leur PIB au système de soins, les modalités de satisfaction de la demandè se réalisent dans des conditions différentes. Sans conséquence mesurable sur la santé publique, ces conditions ont le mérite de leur clarté. elles en ont aussi le défaut ; le système britannique sert souvent de repoussoir aux systèmes plus opaques.

Ainsi, la logique du rationnement, surtout évidente sur le plan hospitalier, peut conduire à des situations éthiquement délicates. Par exemple, les postes de dialyses rénales sont en nombre limité comparé aux pays européens. Les arbitrages financiers ont été effectués au profit de la transplantation rénale. Ils ne permettent cependant pas de prendre en charge la totalité des insuffisants rénaux chroniques. On peut, certes, dénoncer une telle situation; mais, ce faisant, n'est-ce pas plus le fait de choisir que la nature même du choix que l'on dénonce : aucun système de santé ne sera jamais à même d'offrir à chacun la réponse à tous ses

Quant aux files d'attente, elles démontrent l'existence d'une demande, excédentaire, que le volume des ressources consacrées à la santé ne permet pas de satisfaire immédiatement. Ainsi, par exemple, hors situation d'urgence, une admission à l'hôpital peut prendre de plusieurs mois à un an (un tiers des patients admis dans les hôpitaux britanniques attendent plus de six mois). Si l'on admet que cette attente n'a aucun effet dommageable pour la santé du patient, on est dans une situation où, de façon caricaturale, il y a renonciation collective à la réalisation d'avantages intangibles (réduction de l'inconfort, de l'incertitude, de l'anxiété...), des avantages qui, ailleurs, semblent se payer fort cher. Le système britannique trouve, d'autre part, un élément de régulation remarquable dans le fonctionnement de son système privé. Comme le disait Michael Lee: - Les patients qui choisissent une assurance privée veulent payer pour ne pas attendre ; ceux qui bénéficient du National Health Service (NHS) attendent pour ne pas



INSI, les cotisations faites auprès A des assurances privées transfèrent l'intégralité du coût d'amélioration du confort à ceux qui en manifestent la volonté sans que leur contribution fiscale en soit réduite. A la condition que la qualité des soins offerts par le NHS soit maintenue, ce qui, jusqu'à présent, a été le cas, la rationalité du système paraît indiscutable. D'autant plus que ceux qui ont recours aux soins privés réduisent la file d'attente des maiades du NHS, contribuant, de façon involontaire, à accroître les effets redistributifs du système. Peu coûteux et disposant de mécanismes régulateurs adaptés, le « modèle » britannique pose, en fait, deux problèmes - son acceptabilité socioculturelle (évidente en Grande-Bretagne, moindre en France, par exemple), et, pour les bénéficiaires des soins finances par le prélèvement social comme en Suède, la renonciation au recours à la médecine libérale

De tels problèmes, le système américain ne les connaît pas. Sa principale difficulté, hormis les problèmes d'équité, réside dans la forte progression du financement public des

dépenses de santé, - 22 % en 1960, plus de 42 % en 1983, - que les tendances en matière démographiques ne viendront que renforcer. Un effort tout particulier a été entrepris récemment pour rationaliser les facturations hospitalières à la charge du Medicare : c'est la tarification par groupes de diagnostics analogues (GDA). Le contrôle étatique s'est ainsi considérablement renforcé puisque l'administration fixe le système de prix dans lequel s'exercera la concurrence pour ce qui représente plus d'un quart des dépenses hospitalières. Comment, alors, interpréter les efforts, déjà anciens, pour favoriser le développement de la médecine prépayée de type Health Maintenance Organization (HMO) (voir pages 16 er 17) ? Deux raisons manifestes, liées aux espoirs mis dans la capacité de cette médecine à être moins coûteuse peuvent être avancées : les bénéficiaires des programmes fédéraux pourront y avoir accès (réduisant ainsi l'effort de financement collectif) et l'accessibilité générale du système de soins sera améliorée (limitant globalement les interventions publiques). Au fond, le pari est fait que c'est à par-



INAUGURATION D'UNE CAISSE DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 1947, EN RÉCION PARISIENNE



A L'OCCASION D'UNE VISITE DU MINISTRE DU TRAVAIL A SAINT-ÉTIENNE

maladie. On serait alors dans une

situation où le niveau d'ensemble de

la couverture maladie serait remis

en cause par le renvoi vers les

assurés/abonnés » d'une part accrue

du financement direct des dépenses de

santé. A la différence majeure du sys-

tème britannique, les contributions

volontaires ne constitueraient pas un

complément externe, marginal et régu-

lateur, par rapport au système général.

Bien au contraire, en jouant de fait sur

l'étendue et le type de risques couverts

ainsi que sur la qualité des soins que

peuvent (ou veulent) se payer les

assurés, c'est le droit même à la totalité

des prestations, quel que soit le revenu

des individus, qui se trouverait aliéné.

Le prélèvement social restant obliga-

toire, c'est bien la construction d'un

système de santé dual dont ces projets

sont porteurs. On se rapprocherait ainsi

d'une situation « à l'américaine », une

situation de crise profonde aux veux de

nombreux observateurs, tant en raison

tir d'une transformation profonde de l'organisation des pratiques médicales et des modalités de leur financement que l'on pourra éviter l'obligation de constituer un vrai système de protection maladie généralisé. La France dispose d'un tel système et il convient d'en examiner rapidement les principales

Le gros problème que rencontre le svatème d'assurance-maladie français, son financement, tient dans un constat évident : les dépenses continuent d'augmenter plus vite que la croissance du PIB, alors que les recettes plafonnent, voire régressent. En d'autres termes. les Français consacrent de plus en plus de leurs revenus à consommer des soins médicaux (près de 13 % de la consommation des ménages, contre 6,5 % en 1960) quand les mécanismes traditionnels de redistribution entre actifs et inactifs sont de moins en moins efficaces en raison du chômage et du vieillissement de la population.

Deux logiques de réformes peuvent se déduire de ce constat :

- transférer vers d'autres mécanismes redistributifs le prélèvement social et le financement des dépenses;

· tenter de freiner la cro des mesures s'exerçant sur les offreurs et les consommateurs.

Jusqu'à présent, seul le deuxième type de réforme a été appliqué. L'accroissement des tickets modérateurs, la suppression de la 26º maladie donnant droit à une prise en charge à 100 %, enfin le budget global, en sont les exemples les plus frappants. Il en résulte un système complexe, pour ne pas dire incohérent, dont la régulation reste inflationniste avec, entre 1985 et 1986, un accroissement de 7.1 % en volume des soins ambulatoires et notamment de 13.8 % des analyses biologiques. La moitié des dépenses sont rationnées par la tutelle publique fixation d'un taux directeur pour les dépenses hospitalières publiques, mais financées par l'assurancemaladie, qui ne joue plus qu'un rôle de collecteur de fonds et de payeur. A l'opposé. l'hospitalisation privée et les soins ambulatoires, où prédominent les activités libérales, sont encore financés a posteriori selon les règles traditionnelles : prix de journée, nombre d'actes médicaux et paramédicaux.

Une telle situation a conduit certains à proposer des réformes combinant de facon originale la restructuration de l'offre et la généralisation du prépaiement selon un modèle assez proche du système HMO américain (projets de Réseaux de soins coordonnés). Sans s'étendre sur la critique de ces projets, rappelons que le fonctionnement du système proposé nécessite inévitablement sa généralisation, donc la disparition des formes traditionnelles de couverture et de prise en charge du risque

Calendrier des sêtes nationales

Fête nationale.

Amir. proches, de l'ind

1=-30 juin

- 1 TUNISIF 4 TONGA 7 TCHAD 12 PHILIPPINES
- 17 ISLANDE
- 23 LUXEMBOURG
- Fête antiquale 26 RÉP. MALGACHE

36 ZAIRE . Fête de Findé matière d'assurance-maladie tient dans la capacité à résoudre deux grands types de problèmes ; - empêcher le développement d'inégalités, implicitement acceptées en raison de la « nécessaire » diminution des dépenses. Les mesures prises actuellement en matière de remboursement des soins apparaissent à cet égard particuhèrement dangereuses. Elles auront en particulier pour effet de limiter l'ampleur de la redistribution allant des actifs vers les plus âgés, c'est-à-dire les plus malades et les plus démunis finan-

- améliorer la transparence du systême. En d'autres termes, trouver le moyen de permettre à la population de s'exprimer sur les arbitrages à réaliser entre le degré de satisfaction de son besoin de santé » et la contribution financière nécessaire à cette satisfaction. Le système français se révèle particulièrement opaque : la diversité des régimes d'assurance-maladie, les inévitables compensations entre ces régimes et, surtout, le principe même d'une redistribution aflant des bien-portants vers les malades et des actifs salariés vers les inactifs font que les liens existant entre cotisations et prestations apparaissent bien ténus. Plus grave encore, à notre sens, la fixation des taux directeurs des budgets hospitaliers - une décision fondamentale quant aux grandes orientations prises par le système de soins - échappe totalement au débat politique en raison même de la nature du financement des

des inégalités sanitaires flagrantes que

des coûts élevés supportés par les

finances publiques. En fin de compte,

tout l'enjeu d'une nouvelle donne en

A l'exemple de pays comme la Suède ou la Grande-Bretagne, il semble pourtant que la population puisse être associée clairement et publiquement aux choix qu'il conviendra de réaliser. Existe-t-il, au fond, d'autres solutions que la fiscalisation des recettes et l'arbitrage démocratique sur le niveau du budget de la santé pour que le compromis entre droit à la santé et coût de la réalisation de ce droit se réalise dans des conditions socialement acceptables?

JEAN-LOUIS LANCÉ.

Quel déficit ?

E flou des concepts utilisés, le carectère partiel des analyses, affaibliesent Sécurité sociale.

En premier lieu, les chiffres les plus souvent cités dans la presse (solde d'exercice de 1987 : - 30 milliards de francs ; niveau de trésorerie en fin d'annés : - 20 milliards de francs) ne concernent que le seul régime général des salariés de l'industrie et du commerce. Dans le domaine de la santé, celui-ci représente près de 80 % du total des prestations. Par contre, dans le domaine des retraites (1), la multiplicité des régimes spéciaux et le poids des régimes complémentaires de salariés réduisent se part dans le total des pensions à 30 % de l'ensemble. Tous risques confondus, son poids dans le système de protection sociale n'atteint que 57 % des prestations versées. Raisonner sur ce seul régime, en laissant de côté notamment les régimes spéciaux (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, minaurs, etc.), réduit sensiblement le champ de la

D'autre part, même à s'en tenir à un seul régime, le chiffre proposé n'est pas toujours une mesure satisfaisante de sa situation financière : la prise en charge de soldes déficitaires de certains régimes (salariés agricoles, mineurs pour le risque d'accident du travail, etc.), les mécanismes de compensation, la prise en charge des cotisations ou des prestations de catégories particulières d'assurés, obscurcissent les évolutions. Les « gains non reconductibles » (mesures de trésorerie, décalages comptables, produits financiers), selon l'expression du rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale de décembre 1986, peuvent masquer pendant un temps la situation réelle. Ce rapport estime, par exemple, à 20 milliards de francs pour l'année 1985 l'effet de ce type de mesures.

La seule démarche satisfaisante en ce domaine consiste donc à redresser le solde constaté pour reconstituer la véritable tendance. Elle aboutit, selon la Commission des comptes, à mettre en évidence « un différentiel spontané d'évolution entre les recettes et les dépenses d'environ 2 % du total des dépenses ».

Enfin, les difficultés structurelles du régime général ne peuvent être isolése de l'évolution économique d'ensemble. La croissance du chômage est responsable à la fois d'une partie de l'accélération des dépenses et du freinage très sensible des ressources, puisque les cotisations, assises sur les salaires, en constituent l'essentiel. Ainsi, en 1986, l'assiette des cotisations n'a progressé que d'environ 4,6 %, alors que les prestations connaissent une croissance nettement supérieurs, proche de 8 %.

Dans l'ensemble des pays développés, le problème du financement de la protection sociale sert de révélateur à deux types d'attitude. Pour les uns, c'est le niveau des prélèvements qui commande celui des dépenses : la volonté clairement affichée de ne pas dépasser un certain seuil de taxation conduit à privilégier une remise en ordre, voire une diminution des dépenses, sans modifier les modes de financement. Pour les autres, l'existence d'un seuil maximal de prélèvements obligatoires est une illusion d'autant plus contestable que le mode de calcul de cette notion est lui-même sujet à caution. L'infléchissement des dépenses ne peut, en tout état de cause, qu'être assez lent ; d'où la nécessité de trouver, pour le court terme, de nouvelles formes de financement.

Les états généraux de la Sécurité sociale ont d'ailleurs pour mission de s'interroger « en termes de compétitivité sur la structure de financement des prélèvements sociaux ». Loin des remises en cause radicales du début de la décennie 80, l'heure des évolutions progressives, débouchant sur des aménagements limités, semble donc être venue.

> JEAN-PIERRE CENDRON, chargé d'étude à l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

(1) Le système des retraites sera l'objet d'un article spécifique dans le numéro de

JEAN-PAUL MOATTI et JEAN-LOUIS LANCÉ

OUT en soulignant qu'il fant éviter de transposer à la France des mécanismes adaptés à la société américaine (...) moins en avance que l'Europe dans la protection sociale», les auteurs d'un récent projet de réforme du système de santé français (les réseaux de soins coordonnés) se réclament de l'expérience des organisations de soins de santé (Health Maintenance Organizations, HMO) aux Etats-Unis (1). L'introduction de la médecine prépayée serait censée briser la convergence d'intérêts entre patient (» j'ai cotisé donc j'ai droit ») et médecin prescripteur (- plus d'actes signifie plus de revenus») qui entretient les tendances actuelles à la surqualité et au gaspillage. Elle Inciterait à la concurrence sur la base du rapport qualité/prix des prestations et permettrait de rapprocher le fonctionnement économique du système de santé de celui de n'importe quel secteur d'activité normal de production de biens et services à destination du consommateur (2). Ainsi, le recours à des mécanismes de marché viendrait-il apporter au problème de la maîtrise des dépenses de santé une solution plus harmonieuse que l'intervention bureaucratique des pouvoirs publics appelée, sans cela, à s'étendre et à aggraver les dysfonctionnements du système. Est-il fondé de tirer de telles leçons de l'expérience des HMO aux Etats-Unis? Leur exemple vient-il étayer de façon concrète l'affirmation, d'inspiration néo-libérale, selon laquelle le renforcement de la concurrence favorise une utilisation des ressources plus rationnelle et plus efficiente dans le système de la santé ?

Les performances du système de santé américain peuvent disticilement faire référence (voir l'encadré cidessous). Cependant, le pluralisme de ses modalités d'organisation et de financement des soins a permis l'émergence d'expériences originales telles

Des performances qui séduisent un peu vite

E N les désignant sous l'appellation de Health Maintenance Organizations, une loi fédérale de 1973 a donné un cadre juridique à des organismes de soins, à l'origine à but non lucratif, dont certains étaient déjà anciens : le plus important d'entre eux, la Kaiser Foundation, plus de 4 millions d'adhérents, date de 1930. Leur originalité tient au cumul de deux fonctions, ordinairement distinctes dans la plupart des systèmes de santé : celle d'assureur et celle de producteur de soins. En effet, les HMO proposent, contre palement d'une prime annuelle, une gamme plus ou moins large de services de santé (de la prévention à l'hospitalisation) : le forfait ainsi versé constitue un prépalement (ou palement a priori) qui garantit à l'adhérent le recours libre, et sans débours complémentaires, aux services prévus dans le contrat. Une telle couverture du risque-maladie, d'ailleurs fréquemment financée par les employeurs plutôt que directement par les usagers, vient se substituer aux

Au niveau des organismes de soins, un principe de capitation (montant forfaltaire par usager) remplace la rémunération à l'acte (3). Les adhérents sont pris en charge par des médecins qui sont soit partie intégrante du HMO (staff-model), soit seulement sous contrat avec lui (group-model). Quel que soit le mode de rémunération de ces médecins, le principe de financement de ces structures leur impose une double contrainte : réduire au maxi-

* Economiste à l'institut national de la santé et de la recherche médicale

que les HMO. mum les consommations de soins de la

population desservie (puisque celles-ci

engendrent des coûts pour les HMO alors que leurs recettes restent fixes),

tout en maintenant une qualité de soins

satisfaisante. Les cours par adhérent sont en moyenne inférieurs de 10 % à 40 % dans les HMO, la limitation des dépenses étant imputable, pour l'essentiel, à une réduction de 25 % à 45 % des taux d'admission et des durées de séjour hospitaliers (4). Certes, la clientèle (13 millions de personnes en 1984), assez jeune, et riche en saiariés d'entreprise, nécessite a priori un moindre recours à l'hospitalisation que la population générale. Dans treize études comparatives sur quatorze, il a été établi que les usagers des HMO avaient, avant leur adhésion, un taux d'admission hospitalière ainsi que des consommations moyennes de soins inférieurs de 10 % à 50 % à ceux du reste de la population (5).

Néanmoins, il est « très improbable que des différences d'état de santé suffisent à expliquer de telles variations du recours à l'hospitalisation entre les personnes soignées dans le cadre des HMO et le reste des assurés (6) ». Certaines expériences ont même montré que les HMO étaient en mesure de conserver ces résultats sans bénéficier d'une clientèle privilégiée.

La Rand Corporation a ainsi réalisé un véritable essai contrôlé, dans la région de Seattle où existe, depuis 1947, un puissant HMO qui compte aujourd'hui plus de 340 000 membres. Elle a comparé la consommation de soins de différents groupes de population, dont l'un comprenait des perHMO, soit d'une converture médicale dans le secteur traditionnel (7).

La méthodologie expérimentale en vraie grandeur permet d'exclure les différences de caractéristiques des populations comme variable explicative du moindre recours à l'hospitalisation de groupe des « nouveaux adhé-rents du HMO» par rapport à celui des personnes restées dans le secteur traditionnel (40 % d'admissions et de

listes, incitant ces derniers à se concentrer sur les cas les plus graves : les cabinets de groupe avec maintien du paiement à l'acte semblent d'ailleurs produire le même type de réduction des hospitalisations de leur clientèle que les HMO (9).

Il est également probable que, de même que le patient « choisit » . son médecin, le médecin « choisit » le type d'exercice qu'il préfère : un praticien

une même région, ce qui semble controdire l'idée que la présence des HMO favorise la baisse des prix hospitaliers. De même, la hausse des tarifs d'abonnement des HMO se révèle équivalente à celle des soins offerts par le secteur traditionnel (12). A long terme, un élargissement éventuel de la part des HMO, qui ne représentent aujourd'hui que 5 % à 7 % des chissres d'affaires totaux des médecins, ne paraît guère devoir raientir la croissance des dépenses de santé.

Historiquement, les premiers HMO des années 30 exprimaient une réaction de type mutualiste devant les insuffisances de la converture sociale et les excès de la privatisation de la médecine. Il n'est pas étomant que la tentative de l'actuelle administration américaine de récupérer l'expérience HMO dans sa propre stratégie de réduction de la converture de l'assurance maladie publique et d'encouragement du secteur privé lucratif suscite débat, jusque dans les HMO eux-mêmes.

(1) Cf. Robert J. Launois, Béatrice (1) C.I. RODERT J. LEUROIS, BERTITES Mingrauf d'Intignano, Victor Rodwin, Jean-Claude Stephan, « Les réseaux de soins coordomés : propositions pour un réforme profonde du système de santé », Revus française des affaires sociales, « 1, janvier-mars 1985, et Pierre Girand, Robert J. Laurois, Les réseaux de soins : médecine de demain, Economise Paris 1085

(2) Ce faisant, on néglige les nombretses analyses qui ont moutré que la spécificité de la production de soins et de la décision médicale conduisent par nature la libère santé à se situer en dehors des lois théoriques de fonc-tionnement des marchés. Voir notamment Kenneth J. Arrow, «Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care», American Economic Review, vol. 53, décembre 1967.

(3) La rémunération des praticiens du sec-teur ambulatoire sur la base de la capitation existe déjà dans des systèmes de santé aussi différents que le National Health Service brirannique on les contrats liant les médecins (ta-liens aux autres sanitaires locales.

(4) Alan C. Enthoven, - The Rand Experiment and Economic Health Care =, New England Journal of Medicine, 1984, 310,

paid Group Practice on Use of Services », New England Journal of Medicine, 1984, 311, 13:862. (5) John H. Kleinman, « Effect of a Pre-(6) Harold S. Luft, - Economic Incentives

and Clinical Decisions =, The New Healt Care for Profit, Institute of Medicine, National Academy Press, 1983. (7) Willard G. Manning et al., A Controlled Trial of the Effect of a Prepaid

Group Practice on the Use of Services », New England Journal of Medicine, 1984, 310, 23:1505-11.

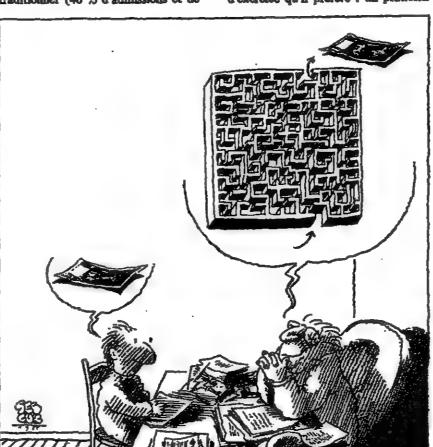
(8) John K. Inglehart, « Medicare turns to HMO». New England Journal of Medicine, 1985, 312, 2:132-6.

(9) Fred T. Nobrega, "Hospital Use in a Fee for Service System", Journal of the American Medical Association, 1982, 247, 6:306-10.

(10) John H. Lovin, - Same-day Surgery: Why Everyone is Learning to Love it? -, Medical Economics., 1982, 59-12:110-116.

(11) R.G. Frank, W.P. Welch, «The Competitive Effect of HIMO's: Review of Evidence », Inquiry, 1985, 22:148-161. Hay J.H., Leahy M.J., «Competition among Health Plans: Some Preliminary Evidence», Sou-thern Economic Journal, janvier 1984.

(12) Joseph P. Newhouse et al., Are Fee for Service Costs Increasing Faster than HMO? », Medical Care, vol. 23, 8:960-66,



(Selguk)

journées d'hospitalisation en moins). De même, les expériences récentes dans des conditions normales cette fois, d'intégration de personnes âgées couvertes par l'assurance publique Medi-care à des HMO ont montré que ceuxci peuvent sournir « l'équivalent des prestations classiques à un moindre coût, ce qui leur permet d'offrir des services complémentaires en termes de prévention, de prothèses sensorielles ou de médicaments (8) ».

Si le potentiel des HMO ne peut donc être contesté, il subsiste un vif débat parmi les économistes américains de la santé quant aux raisons de ces résultats. Certains, comme M. Alan C. Enthoven, expliquent la plupart de ces économies par le prépaiement glo-bal et forfaitaire. Les experts de la Rand se gardent bien, pour leur part, de tirer des conclusions aussi péremptoires de leur expérimentation et se bornent à constater que les professionnels des HMO pratiquent simplement un style d'exercice de la médecine différent du secteur libéral.

Outre le prépaiement, bien d'autres facteurs peuvent expliquer les perforqui a une attitude de prescription prudente » et une préférence pour la médecine « lente » sera sans doute plus attiré par un HMO; d'autant que ce cadre lui assurera un revenu plus élevé que le secteur libéral à l'acte pour un tel comportement. De même, les techniques et procédures qui permettent d'économiser des admissions et des journées hospitalières (comme l'hospitalisation à domicile, la chirurgie en consultation externe, les centres d'équipements lourds de diagnostic en ambulatoire...) semblent plus rapidement adoptées dans les HMO que dans le reste du système (10).

Les économies réalisées par les HMO ne donnent aucune garantie quant à leurs effets macroéconomiques d'ensemble sur l'évolution des dépenses de santé. Rien ne confirme que leur développement corresponde au modèle économique traditionnel dans lequel l'accentuation de la concurrence se traduit par une baisse des prix de l'assurance des biens et services médicaux. Les deux études économétriques les plus poussées (11) revelent meme une correlation positive

i peau de char

CATHERINE SMADJA EPHILIPPE FROGUEL .

Service Control (1988) Service Control (1989) Service Control (1989) Service Control (1989)

The second secon

gent to the second of the seco

The second secon

AND A CONTROL OF THE SECOND SE

Service of the servic

Andrew Assessment Andrews

as BVO University

SHARMS AND AND AND

ments and the control of the control

The state of the s

Management of the control of the con

The second of th

gram territoria in a subsk

END COLORS OF THE

THE RESERVE OF SHIPS

the state of the second by

appropriate to the second

TALE CONCERNS CONTRACT

marra e.

185 um eta, 'e weteme de COMPANY OF THE PROPERTY OF ALLEGE TO SEE THE SEE Contraction and the second Martiness der 1942 La September 2 Contract des STATE THE OWNER WASHINGTON THE REST OF THE PERSON Accorde de contra himanines be Receive on contracts ico Action reques de mara Representation of the statement to Supre sery to deput them With the secret range des

All hos divines and and

Service and the Control of the Contr

the street and

See See and to the Maile.

the second secon

Me Agent 2 of congress and Same of Members

Company of des

State of the American

And the second s

Service of the first transfer of the

Care et les

the same of the same

The fact of the same

The same of the sale

The state of the s

The commence of the state of th

Charles of Post Land.

المعادلة والمدينة المدينة المد

The second section

Contract Con

e depun

Striege 2 Cottempat

asign comment of minimal

the same beneficialized

State State State Com-The state of the s The latest the same of the same the second of th the first of the state item A second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH the sentence contents.

ies crédite de 2 cht 446 36

L'essor du capitalisme médical

'ADMINISTRATION Resgan a adopté une attitude d'encouragement actif à ce que l'on nomme là-bas « Corporate for profit medicine ». A l'origine, les assurances privées sont venues remplir les vides de la couverture publique, en particulier pour les salariés de moins de soixante-cinq ans : plus de 80 % de leurs cotisations proviennent des entreprises qui négocient des contrats de groupe pour leurs employés. Près de 40 % de ce volume du secteur restent contrôlés par Blue Cross-Blue Shield, un organisme à but non lucratif, géré de façon décentralisée (le plus souvent au niveau des Etats) ; son chiffre d'affaires est à peu près équivalent au total de celui de la vingtaine de grandes compagnies à but lucratif opérant dans le secteur.

Les bouleversements sont plutôt venus des grandes chaînes hospitalières privées, cotées en Bourse, qui ont connu, ces dix dernières années, un développement fou-droyant. Elles contrôlent aujourd'hui environ 15 % du total des lits de court séjour et affichent des taux de rentabilité financière parmi les plus élevés des branches d'activité américaines. A elles seules, les cinq principales chaînes privées (Hospital Corporation of America, Humana, American Medipossédaient dejà en 1981 63 000 lits hospitaliers; la valeur de leurs actions (après ajustement par rapport à l'inflation) a été multipliée en moyenne per 3,5 pendant cette période, alors que l'indice général Dow Jones n'augmentait que d'un facteur 1,05 (1).

Phénomène plus récent encore puisqu'il remonte à peine à 1983-1984, mais révélateur des opportunités que leur ouvre la conjoncture, ces chaînes hospitalières lancent ermais leurs propres plans d'assurance-maladie privée qui ont déjà attiré plus d'un million de clients (chi-fre 1986) ; elles offrent des primes particulièrement avantegauses aux adhérents qui s'engagent à utiliser les services lent ; mais, à la différence du réseau Blue Cross-Blue Shield qui s'y refuse, elles n'hésitant pas à introduire des mécanismes de « sélection des risques ». Ainsi, Pri Med, assurance liée à Hospital Corporation of America, impose un plefond maximal de remboursement de 250 000 dollars sur la durée de vie, qui est porté à 500 000 dollars pour ceux qui acceptent de ne fréquenter que les hôpitaux du groupe. La prise de contrôle d'une structure de soins par ces

des hôpitaux, cliniques et professionnels qu'elles contrô-

chaînes assure inéluctablement dans la gestion la préemi-nence des *managers* sur les professionnels de santé (2). Traditionnellement, les médecins en tant que groupe profes-sionnel ont dominé la division du travail médical et les modalités d'organisation de l'offre de soins. Les travaux de sociologues comme E. Freidson (3) indiquent qu'en dépit des contraintes de coûts croissants, le pouvoir qu'e le corps médical de rester maître de son propre travail continue de dépasser de loin la capacité de l'Etat à influencer la manière dont la médecine est exercée. On peut, per contre, se demander si la logique de concemration financière du capital et d'antégration verticale (de la demande à l'offre) qu'incarne l'essor rapide des chaînes hospitalières et des assurances à but lucratif ne représente pas une atteinte bien plus mortelle pour l'autonomie d'exercice de la profession que toutes les « tutelles ». Au-delà des idéologies, le liblira-lisme économique pourrait bien être le fossoyeur le plus efficace de la médecine « libérale ».

 Robert Wood Jonkson Foundation, Updated Report on Access to Health Care for the American People, Special report, Princeton, NJ, 1983. (2) Institute of Medicine, 7 lational Academy Press, 1983. ine. The New Health Care for Profit,

(3) E. Freidson, La profession médicale, Payot, Paris, 1984.



aux

part du marche des soils de part du manent de soint de présent de présen residue l'idée que la présence la haisse des nois le traditionnel (12). A low temperature to the tempera des HMO, qui ne représente ares totaux des médecins le guere devoir relentir la condépenses de santé.

ement, les premiers HMO années 30 exprimaient une rison mates 30 expressions une reading matualiste devant les inafties de la couverture sociale a la de la privatisation de la minute de la mi s'est pas étonnant que la une l'actuelle administration ann de récupérer l'expérience Hu propre stratégie de rédoca time et d'encouragement du la laire lucratif suscite débat, pur es HMO cux-meme.

Ct. Robert J. Launois. Bising and Ginignano, Victor Rodein, le Sephen. « Les réseaux de sous as les peopositions pour un tétone et du système de santé ». Revue pape pape de sous de la company de la de soins : médecine de Jeman in

Co fisiant, ou néglige les sombres pas qui set montré que le specificaté à la comme de soins et de la decoura missa con maure la filiant des per asture la filière sant le debora des lors theoriques de la des marche: Voir sous Medicai Care . Annual Restew, vol. 53, discembre 1967. Le simunération des praticions de

Active sor in time de la captair des des systems de antiin the National Health Senses for comments that its miderals Bos C Enthover - The Rand Ent

Become Health Care, in A. Kleinman, . Effect of alb

Practice on Use of Seven Libertal of Medicine, 1984.

S. Luft. - Economic Income Decisions . The New Heatle Testignate of Medicine, Nac. Pour 1953 Ward G. Marring et al. et

This of the Effect of a her metion on the Use of Services, W. Secretal of Medicine, 1984, h.

Min K. Inglebart. - Mediam ant The England Journa of Meter T. Nobrega, - Haspital Lydi

Service System . Journal & L. Markett Assessment 1982 X

John H. Lavin - Same-da Supp Economics, 19-2, 54-12 110-116 Frank WP Welch, Tale 1985 a HMO. Renes d'il Preferences Evidence & the hoursel parties 1854. Jemph P. Newhouse et al. Ant. Coats Increasing Fater 2

A Madical Care, 12 3, 146

penels qu'elles contri-Street thus Cross-Bive Shell amodure des metamentales anno des anno d Sie 600 dollars pour ceux que bépréseux du groupe.

Alene in gestion la preside enloquete de sante (2). ment que groupe prois-tenues médical et la de sorra. Les travaur de indiquer: Qu'en dept in pouvoir qu'à le corps Proper Traval continue de on peur, par conne, si Non financere du cat demande à l'offe ies hospitalieres et de THE UNIO STORIE pes une a professor cidologies, le libés

Undated Report of People, Special report Months Care for Page Payor, Paris, 1984

in fostoyers le plus sille

LA PROTECTION SOCIALE

États-Unis, un modèle à suivre?

L'administration Reagan, s'est efforcée de favoriser l'adhésion à des HMO des bénéficiaires de l'assurance publique Medicare (13). Mené au nom de l'élargissement de la concurrence, ce processus implique en fait que l'admi-nistration Medicare fixe les niveaux appropriés de tarifs d'abonnement qu'elle verse aux HMO en échange de cette prise en charge... ce qui revient à arbitrer politiquement les conditions de leur concurrence avec les autres prodacteurs de soins : on est plus proche d'un système de prix administré par l'Etat que du libre jeu du marché dont se réclament les discours.

Surtout, le danger est réel que les HMO soient incités à « concentrer leurs efforts de marketing sur les personnes agées les mieux portantes », ou à jouer la sous-qualité dans le cas de la clientèle financée par les assurances publiques (14).

Vers le milieu des années 70, la pression de l'administration de l'Etat de Californie, dont le gouverneur était alors M. Ronald Reagan, pour permet-tre l'adhésion des bénéficiaires du Medicaid à des HMO avait déjà provoqué des « résultats catastroph pour cette « population vulnérable ». La réputation des HMO en a souffert de longues années. Plus récemment, le cas des HMO de Floride montre que la recherche de la rentabilité financière peut pousser à l'extrême les pressions sur les adhérents Medicare (pour les enrôler dans certains cas, pour s'en débarrasser dans d'autres) ; une enquête du General Accounting Office du Congrès américain est d'ailleurs en

L'accès des HMO à la clientèle Medicare peut certes contribuer à développer des substituts à l'hospitalisation des personnes âgées et à améliorer leur prise en charge, mais à condition que soit contrecarrée la tendance spontanée, inhérente au financement pur « prépaiement », à sélectionner le « bon risque » pour maximiser les profits. Comme le souligne John F. Doberty, président du Group Health Association of America, le lobby national des HMO, il y faut une série de «garde-fous»: garantie du but non lucratif des HMO reconnus par Medi-care, normes de publicité, d'adhésion et de droits individuels des adhérents (15). On est alors bien loin de l'idéologie néolibérale de la dérégulation et de la concurrence comme

remèdes miracles, pour en venir à une intervention de la puissance publique visant à rationaliser l'offre de soins et à promouvoir des structures médicales d'exercice plus collectif.

Les confusions entretenues par le souci de mettre les HMO an service de l'apologie de la concurrence, quitte à s'opposer pratiquement à leur dynami-que originelle de solidarité mutualiste, se retrouvent quant au rôle des professionnels de santé eux-mêmes.

En principe et dans les faits, le système HMO est compatible avec tonte forme de rémunération des médecins. On rencontre effectivement dans certains HMO la formule de l'Individual Practice Association (IPA) qui fait appel à des médecins continuant d'exercer en clientèle privée tout en étant rémunérés à l'acte par le HMO avec lequel ils sont liés par contrat. Ils s'engagent à fournir des soins à ses adhérents, à accepter ses tarifs et ses procédures internes de contrôle des

soins; afin de contrebalancer le biais inflationniste inhérent au paiement à l'acte, certains IPA retiennent une partie des honoraires à verser aux mêdecins et redistribuent en fin d'année le surplus éventuel dégagé.

Mais c'est le salariat qui est la forme de rémunération caractéristique des professionnels des HMO. Pendant fort longtemps, l'American Medical Asso-ciation (AMA) s'est d'ailleurs violemment opposée à l'exercice en HMO, qu'elle considérait comme une atteinte à la médecine libérale. Peu de médecins choisissaient de s'engager dans cette forme de pratique. Si aujourd'hui le corps médical américain adopte une attitude plus favorable, c'est principalement sous l'effet de la démographie médicale qui rend de plus en plus aléa-toire l'installation en cabinet individuel. En définitive, le développement des HMO ne peut être que synonyme d'accélération « du mouvement d'abandon du système du paiement à

Le néolibéralisme contre la médecine libérale

L'INTÉRESSEMENT des méde-cins aux résultats des HMO dans lesquels ils exercent ne relève pas ton-jours d'une participation aux bénéfices, mais tend de plus en plus à se rappro-cher du rapport salarial classique qui relie l'emploi à la rentabilité de l'entre-

Aussi est-ce pour le moins jouer sur l'ambiguité des mots face à un corps médical français qui continue d'asso-cier le libéralisme et la rémunération à l'acte que de prétendre qualifier les HMO de « seul bastion crédible de la médecine libérale » comme le font les auteurs du projet français de Réseaux de soins coordonnés.

Quant aux problèmes de l'avenir de la profession médicale et de sa capacité à conserver le contrôle des mécanismes du pouvoir dans le secteur santé, l'exercice en HMO apporte une réponse qui permet d'échapper à la subordination directe au capital financier privé incarné par les chaînes hospitalières. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une adaptation aux contraintes de production et d'accrois-sement de l'offre des médecins, qui fait voler en éclats la stratégie traditionnelle de défense de l'autonomie du

corps professionnel fundée sur l'exercice libéral individualisé et le paiement

En fait, l'absence aux Etats-Unis de système d'assurance-maladie généra-lisé (la mythique « National Health Insurance » qui ressort périodiquement des cartons des sénateurs démocrates) est la raison principale de l'existence d'offreurs financés par la capitation. Devant la multiplicité des modalités de couverture du risque maladie, l'individu est effectivement en mesure de choisir entre assurances privées à but lucratif ou nou lucratif, abonnements à un HMO ou à une chaîne de soins privées (quand, bien entendu, il n'est pas bénéficiaire de l'aide publique ou de Medicare). Dans ce contexte bien particulier, l'individu peut opter pour la couverture la plus satisfaisante en termes de rapport qualité-prix, et le financement par capitation peut constituer la solution économiquement la plus rentable pour certains organismes

Mais que signifierait l'existence du prépaiement selon le principe de la capitation (montant forfaitaire par usager), voire sa généralisation, dans

le cadre d'un système complet d'assurance-maladie comme en France? En toute logique, l'alternative est la survante:

- ou bien l'assurance-maladie du régime français de sécurité sociale continue d'assurer les recettes des offreurs, et son pouvoir (ou celui de sa tutelle étatique) s'en trouve renforcé puisqu'elle deviendrait à même de budétiser l'ensemble des recettes des professionnels de santé; dans cette hypothèse, le prépaiement équivaudrait à étendre à l'ensemble des soins, y compris la médecine de ville, le principe d'un budget global défini annuellement a priori, qui a été introduit pour les hôpitaux publics;

- ou bien l'individu est amené à contracter un abonnement, directement ou indirectement par le biais de son employeur, avec une structure de soins intégrée, mais il y a alors incompatibilité avec les actuels mécanismes de financement socialisé de l'assurance-maladie. Quant à une solution de type intermédiaire, où coexisteraient capitation et autres modalités de financement, elle conduirait à un éclatement progressif du système de protection sociale dont on voit mal quels avantages pourraient en tirer les assurés.

L'expérience des HMO n'est pas pour autant dénuée d'enseignements pour les débats sur l'avenir du système de santé français.

Elle peut effectivement contribuer à la prise de conscience par le corps médical français que l'abandon (total ou partiel) de la rémunération à l'acte n'est pas forcément synonyme de régression dans la qualité de la médecine et dans le pouvoir de contrôle sur leur pratique par les professionnels. Elle peut ainsi favoriser le dépassement du caractère figé du débat actuel sur l'avenir de la médecine ambulatoire autour de la question du paiement à l'acte. La promotion de l'exercice en groupe, la recherche de nouveaux modes de contractualisation entre l'hôpital public et la médecine de ville, notamment dans le cadre des substituts à l'hospitalisation, peuvent rencontrer l'intérêt bien compris de la profession médicale dans la défense de son autonomie de décision et de pratique.

L'exemple des HMO confirme également que des modifications des principes de tarification peuvent créer des conditions favorables au décloisonnement des différentes filières de soins. S'il est une leçon à retenir, pour la France, elle va plutôt dans le sens d'une confirmation des micro-ajustements déjà engagés que dans celui d'une illusoire réforme globale (17). L'introduction du budget global pour les hôpitaux publics, le renforcement de la coordination inter-hospitalière, prévue dans la loi de 1970 mais restée lettre morte, la possibilité de contractualisation budgétaire entre l'assurance-maladie et des groupes de praticiens (organisés ou non en centres de santé intégrés) constituent autant d'incitations à utiliser au mieux les ressources disponibles. Les diverses formes envisageables de tarification des unités de soins par enveloppe globale ne garantissent cepen-dant une élévation de l'efficience économique du système qu'à condition d'être fondées sur une réelle évaluation des techniques et pratiques médicales.

En revanche, ce que l'expérience des HMO ne vient en aucun cas valider, c'est qu'un bouleversement des modalités de financement par le consommateur du système d'assurance-maladie dans le sens d'un plus grand pluralisme à l'américaine représenterait une quel-conque avancée. La référence aux HMO ne ferait alors qu'être abusivement mise au service des multiples projets néolibéraux, plus ou moins dissimulés et radicaux, de remise en cause des principes d'équité et de solidarité de la couverture sociale dans notre

JEAN-PAUL MOATT! et JEAN-LOUIS LANGÉ.

(13) Acmollement, moins d'un million de personnes (contre 50 millions de bénéficiaires de Medicare on Medicaid) adhèrent à un HMO. Des contrats pour des plans expérimen-taux ont été passés entre Medicare et certains HMO qui concernent 200 000 personn (14) Louis A. Fisher, a Medicare Turns to HMO: a Cavest », New England Journal of

Medicine, 312, 17:1132, 1985. (15) Témoignage devant le Select Com-miries on Ageing de la Chambre des représen-

minte du Congrès américain, 9 juillet 1984.

(16) Paul Starr, Theodore Marmor,

«L'avenir de la médecine américaine : prévisions sociologiques jusqu'en 1995 », in Jean de Kervasdoué, John Kimberly, Victor Rodwin (eds), La santé rationnée, Economica, Paris, 1981.

(17) Pour reprendre l'expression de Domi-nique Coudreau, directeur de la Caisse natiomque contrata directar de la Casse maio-nale d'assurance maladie des travailleurs sala-riés, lors du Colloque du commissariat général au Plan sur « les politiques de santé étran-gères », 25-26 mars 1985.

La peau de chagrin du système public après six ans de reaganisme

CATHERINE SMADJA et PHILIPPE FROGUEL *

RES complexe, le système de santé américain repose à la fois sur le recours à l'assurance privée et sur l'intervention du gouvernement fédéral et des gouvernements des Etats. La plupart des Américains souscrivent des assurances couvrant, plus ou moins partiellement, selon le prix payé, leurs dépenses courantes de santé. Mais très peu peuvent souscrire des contrats les garantissant contre les risques de maladie longue, grave ou particulièrement coûteuse. Jusque vers le début des années 80, une très grande partie des cotisations était payée par l'employeur : il ne s'agissait pas d'une obligation légale, simplement d'une clause du contrat de travail, liée à des réductions fiscales. Or, de plus en plus, les nouveaux employés sont, depuis 1981, obligés d'accepter des contrats n'offrant pas cet avantage.

L'intervention de l'Etat concerne, outre les hôpitaux publics et la formation des médecins et personnels médicaux, certaines catégories de la population : en 1965, dans le prolongement de la politique du Welfare, a été conçu un système de sécurité sociale : Medicare et Medicaid, qui représentaient en 1980 25 % du financement total des dépenses de santé.

Le Medicare couvre tous les Améri-Cains de plus de soixante-cinq ans, sans condition de revenus, ainsi que les titu-laires de pension d'invalidité et les malades chroniques du rein. Le rem-boursement des soins aux bénéficiaires du Medicare s'opère selon deux système. La « part A », fondée sur la solidarité nationale, couvre les dépenses hospitalières; les frais médicaux (produits pharmaceutiques et consultations de médecins libéraux) ne sont remboursés qu'aux : bénéficiaires ayant souscrit une assurance volontaire, la part A du Medicare ne convrait que 43 % du coût réel des soins, et, depuis 1981, ce pourcentage a nettement

Respectivement emergnants et interne des hôpitanz de Paris.

Le Medicaid est un système fédéral géré par chaque Etat et destiné aux ciaires (handicapés, cas sociaux) étaient recensés en 1980, les conditions d'admission variant beaucoup d'un Etat à l'autre; un système de tiers payant rétribue directement les médecins qui ont accepté les tarifs imposés par le Medicaid. De plus, il existe des allocations specifiques (Allocation for Family with Dependant Children (AFDC), Food Stamps...).

La voionté de l'administration Resgan de supprimer le déficit budgétaire et de diminuer les impôts a entraîné, dès 1981, des coupes sévères dans les crédits alloués à ces organismes.

Pendant le premier mandat de M. Reagan, les réductions ont porté essentiellement sur les subventions du Medicaid et sur les fonds affectés aux pauvres, ce qui permettait de préserver l'électorat traditionnel de la classe movenne blanche.

En 1981, 500 000 personnes ont ainsi été exhues de l'AFDC, 1 000 000 des droits aux Food Stamps, et 600 000 ont perdu le bénéfice du Medicaid : pour ces personnes, qui étaient déjà en decà du seuil de pauvreté, cela signifiait l'exclusion de l'accès aux soins. En 1984, le Medicaid ne couvrait plus que 52 % des Américains vivant au-dessous du scuil de pauvreté (65 % en 1975). et ce taux était même inférieur à 20 % dans certains Etats. De 1981 à 1985. 12 % des économies badgétaires ont été obtenues aux dépens du Medicaid (qui ne représentait sur cette période que 7 % environ du budget).

Il était difficile de réduire davantage les crédits de cet organisme, et, lors du second mandat du président Reagan, ce sont les subventions au Medicare qui ont été diminuées. Depuis 1986, nne franchise de 400 dollars (200 dollars en 1981) a été instaurée sur les frais hospitaliers (dont la couverture n'est que partielle); au-delà du 59° jour, l'hospitalisation ne donne plus lien à aucun remboursement. Quant aux bénéficiaires avant souscrit la « part B », les frais médicanx ne leur sont désormais remboursés que sur la base de 80 % d'un tarif « raisonnable » dicté par le Medicare, mais qui est loin d'être toujours accepté par les médecins, d'autant que ceux-ci ne sont payés - volontairement - qu'un peu plus

De fait, aujourd'hui, plus de 2,5 mil-lions de personnes âgées doivent payer elles-mêmes plus de 1 000 dollars chaque année pour se soigner. Les personnes âgées pauvres dépensent plus de 25 % de leur budget en soins médicaux, alors que, pour les personnes âgées avant un revenu égal ou supérieur au triple du seuil de pauvreté, ce pourcentage n'est que de 4,5 % (1). Quant au budget de 1988, l'administration Realiards de dollars, dont 36 % sur les programmes d'aide médicale; les projets pour les années 1989, 1990 et 1991 prévoient d'économiser 55,1 milliards de dollars supplémentaires, grâce à une diminution des dépenses de ces organismes et à une augmentation de la participation des bénéficiaires et des employeurs privés.

Premiers signes d'une régression sanitaire

ES conséquences sur l'état sania taire des Américains d'une telle politique sont encore difficiles à évalucr : de nombreuses maladies mettent plusieurs années à apparaître ou à se compliquer si elles ne sont pas dépistées ou traitées (hypertension, diabète...); en outre, la morbidité des populations exclues de toute protection sociale est mal connue, d'autant que M. Reagan a fortement diminué les crédits alloués aux instituts de statistique. Cependant, certains indices. témoignent d'une détérioration de la santé des populations les plus défavorisées (2). Ainsi, la mortalité infantile (qui était déjà l'une des plus élevées des pays industrialisés) a presque cessé de diminuer aux Etats-Unis depuis 1982, et augmente même dans les régions les plus pauvres. Les enfants ont été les plus touchés par les restrictions budgétaires : un tiers seulement des enfants pauvres sont maintenant converts par le Medicaid; des centaines de centres de santé pédiatriques ont été fermés, la phipart des repas à prix réduit supprimés. On a vu insi réapparaître le syndrome de malmutrition (Kwach Arkor) des enfants, jusqu'ici apanage du tiers-monde. Les femmes enceintes sont aussi particuliàrement touchées; depuis 1981, le nombre de visites prénatales a diminué de 14 % (alors que le nombre de naissances augmentait de 4 %) ; seulement un tiers des femmes enceintes pauvres sont prises en charge par l'aide fédérale (3). Quant aux autres adultes, faute d'un recul suffissat, on se bornera à rappeler que l'augmentation de l'incidence des pathologies en tous.

genres chez les chômeurs, et généralement dans les milieux défavorisés, est maintenant bien établie dans tous les pays industrialisés. Une étude récente (4) sur les conséquences médicales de l'arrêt de la couverture sociale dans un groupe de cent quatre-vingts personnes montre qu'au bout d'un an leur état de santé s'est sensiblement dégradé, avec notamment une pression artérielle supérieure à celle des sujets témoins et une mortalité beaucoup plus élevée. D'autre part, l'instauration du système de financement hospitalier par groupes homogènes de malades » (5) a conduit les établissements à incitet les médecins (souvent par le jeu de primes) à diminuer les frais d'hospitalisation : la durée du séjour moyen a ainsi chuté de 12 % en trois ans, le per-

sonnel a diminué de 8 %. Pour de nombreux spécialistes, les économies réalisées grâce à cet ensemble de mesures ne seront pas efficaces à long terme : on a montré en effet que 1 dollar investi en soins préventifs prénatals ou en nutrition permet d'économiser 2 à 11 dollars en traitements ultérieurs pour les mères ou les enfants ; ce qui est à mettre en rapport avec l'augmentation des dépenses hospitalières (qui ont quadruplé en quinze ans) en grande partie imputable, selon une récente étude, aux coûts croissants de la réanimation aiguë respiratoire et néonatale (qui pourrait être largement évitée par la prévention), mais aussi au recul de la protection sociale, responsable d'hospitalisations plus tardives des malades (6). Au cours de ces deux dernières décennies, les dépenses de santé ont progressé dans l'ensemble à un rythme d'environ 20 % par an, jusqu'à

représenter 10,8 % du PNB en

il apparaît que la poliți que actuelle de régulation des coûts a non seulement des effets néfastes sur la santé des Américains les plus défavorisés, mais que, de plus, elle est loin d'être efficace. Au demeurant, la marge de privatisation du système de santé américain n'agit pas comme un facteur de limitation des coûts. Dans un domaine plus restreint, celui de l'hospitalisation, des études récentes (8) ont montré que les résultats financiers des établissements privês restalent moins bons que ceux des hôpitaux publics alors que leur coût social est plus élevé. Le gouvernement Reagan semble d'ailleurs être conscient des limites de l'initiative privée, puisqu'il a proposé de couvrir le risque « longue maladie collteuse ». qu'aucune compagnie privée n'assure actuellement, par un système de cotisations sociales, faisant ainsi appel à la solidarité; sur ce point il fait l'unanimité, car les Américains restent très attachés aux systèmes d'assistance médico-sociale que représentent le Medicare et le Medicaid, si l'on se fie aux résultats des récents sondages (9).

(1) David Blumenthal, «The Future of Medicare», New England Journal of Medi-cine (NEJM), 13 mars 1986. (2) Marie O'Neil Hundinger, « Health Service Funding Cuts and the Declining Health of the Poor . NEJM; 4 juillet 1985.

(3) Aux Etats-Unis, aucune législation fédérale n'oblige les employeurs à accorder un congé maternité.

(4) Nicole Lurie, « Termination of Medical Benefits: a Follow up Study one Year Later », NEJM, 8 mai 1986.

(5) Une étude statistique du coût moyen de 468 maladies e été réalisée conduisant à l'ém-bissement de « groupes homogènes de mala-dies » (Diagnosis Related Groups). Les hôpitaux ne sont plus payés en fonction des examens effectivement pratiqués et du coût réel de la prise en charge d'un malade, mais selon le forfait établi pour chaque DRG.

(6) William Naury Showstack, «The Role of Changing Clinical Practices in the Rising Costs of Hospital Care», NEJM, 7 novembre

(7) Elle Ginzberg. « A Hard Look at Cost containment », NEJM, 30 avril 1986.

(8) John Michael Watt et Robert Derzon The Comparative Economic Performance of Investor Owned Chains and Not for Profit Hospitals >, NEJM, 9 janvier 1986.

(9) Newsweek, 27 janvior 1987.

DÉLOCALISATION INDUSTRIELLE, BAISSE DE LA COMPÉTITIVITÉ

Comment la haute technologie américaine perd sa suprématie

se détériorer pour devenir déficitaire

de 2,5 milliards de dollars en 1986.

Malgré une croissance rapide des

exportations au cours de cette période

(+ 29 %), et en raison d'une formida-

ble poussée des importations

(+ 165 %). Globalement, les perfor-

mances n'y out pas été meilleures que

dans l'ensemble de l'industrie, tradui-

sant une baisse de compétitivité des

Etata-Unis à l'égard de leurs concur-

rents, et plus particulièrement du

Japon. Dans les principaux secteurs de

l'électronique et des technologies de

l'information : électronique grand

public, composants électroniques,

bureautique, télécommunications, ins-

trumentation, leur déficit commercial

à l'égard du Japon s'est accru de 489 %

entre 1980 et 1986. Des résultats qui

semblent remettre en question la tradi-

Pour certains observateurs et respon-

subles, cette situation n'a rien d'alar-

mant; elle reflète seniement la nou-

velle division internationale du travail

et reste conforme au schéma exposé

plus haut. Ainsi, le département du

commerce explique la dégradation

récente des échanges dans le domaine

des hautes technologies par le recours

de pius en plus fréquent des firmes

américaines à la délocalisation de leur

production dans les pays à main-

d'œuvre bon marché. En 1986, par

exemple, ATT a transféré de Louisiane

à Singapour son usine fabriquant des

récepteurs téléphoniques grand public.

Au total pour cette dernière année, les

sociétés américaines out importé pour

70 milliards de dollars de leurs filiales

situées à l'étranger. Par ailleurs, elles

out de plus de plus recours à la sous-

traitance extérieure et à l'importation

de composants et de sous-ensembles,

voire renoncent à fabriquer elles-

mêmes et achèteut directement les pro-

duits finis revendus sous label améri-

cain. Ainsi, par exemple, Eastman

Kodak achète directement au Japon

ses magnétoscopes, bandes vidéo et

photocopicurs qu'il revend sous son

tionnelle suprématie américaine.

E déficit du commerce extérieur américain, surtout avec le Japon pour les produits de haute technologie, provoque aujourd'hui, outre-Atlantique, une remise en question en profondeur du concept de société post-industrielle. La « tertiarisation » des entreprises pourrait saper les bases mêmes de la compétitivité des Etats-Unis dans les secteurs de pointe.

Et l'injection massive de fonds publics dans la recherchedéveloppement à dominante militaire n'est pas de nature à reconstituer ou renforcer durablement un tissu industriel que, déjà, les entreprises nippones investissent en force.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Récemment mise en évidence (1), la désindustrialisation américaine, commencée dans les années 70, touchait jusqu'à présent des secteurs traditionnels, comme la sidérurgie, le textile ou les machines-outils. Bien que le processus se soit étendu et accéléré sous la présidence et l'administration Reagan, qui ne firent rien pour l'enrayer ou en atténuer les effets économiques et sociaux, il n'éveillait pas, jusqu'à ces dernières années, d'inquiétudes excessives outre-Atlantique. Au contraire, la désindustrialisation fut volontiers considérée par les néolibéraux adeptes du reaganisme comme le signe de l'avance prise par les Etats-Unis, davantage engagés que les autres pays dans la révolution post-industrielle et la mondialisation de l'économie qui l'accompagne.

Les grandes entreprises et les capitaux américains abandonnaient progressivement les anciennes productions manufacturières pour s'investir massivement dans les nouvelles technologies de pointe : informatique, électronique, robotique, télécommunications, matériaux composites, biotechnologies. Leur maîtrise conditionne l'avenir, leur champ d'application s'étend à tous les secteurs d'activité, y compris aux industries les plus traditionnelles, et les Etats-Unis y disposent d'une avance sidérable et incontestée. Un nou veau paysage économique était en train de se dessiner. Les firmes multinationales et les sociétés les plus performantes s'organisaient en réseau (metwork corporations), concentrant leurs moyens sur la recherchedéveloppement, les fabrications pointues et flexibles, la détention et la concession de brevets et de savoir-faire (know how), les activités de service : conception, organisation et contrôle du financement et de la gestion, marketing et publicité. Gravitant autour d'elles, filialisées ou satellisées dans la sous-traitance, l'exploitation sous licence et la concession de savoir-faire. les entreprises de production industrielle traditionnelle et de masse se déplaçaient vers le tiers-monde. Les nouveaux pays industriels devenaient les fournisseurs de produits bas de gamme ou semi-finis nécessitant de lourds investissements à la rentabilité incertaine, une main-d'œuvre nombreuse et de préférence bon marché. Produits qui restaient soumis à tous les aléas d'une demande variant en permanence avec l'accélération de l'évolution technologique. Ainsi se perpétuait, sur de nouvelles bases, l'hégémonie améri-

Or ce beau schéma et les perspectives qu'il ouvre sont en train de buter aur une réalité : pour la première fois de leur histoire, les Etats-Unis ont enregistré en 1986 une balance commerciale déficitaire dans les secteurs de haute technologie.

S'appuyant sur une série d'études très récentes, la mission scientifique de l'ambassade de France à Washington vient de publier un rapport sur la situation et l'évolution de la haute technologie américaine (2). Un constat : dans un certain nombre de secteurs (composants électroniques, télécommunications, instrumentation) les positions américaines s'affaiblissent. La Silicon Valley est en crise; de septembre 1984 septembre 1986, la région a perdu 17 500 emplois et détient le record des locaux industriels vacants (34 %). Des firmes prestigieuses comme Intel, Advanced Micro Devices, Data General, Wang, ont enregistré des pertes sans précédent, et les perspectives s'annoncent moroses comparées aux taux de croissance de 20 % à 30 % d'il y a quelques années. Excédentaire de 27 milliards de dollars en 1980, le solde des échanges dans le domaine des technologies de pointe n'a cessé depuis de

Une perte de savoir-faire

TEPENDANT, de plus en plus de voix s'élèvent contre les risques et les dangers de cette « tertiarisation » d'un nombre croissant d'entreprises américaines traditionnellement réputées pour leur activité industrielle. En renonçant progressivement à fabriquer, ces firmes risquent en effet de perdre peu à peu leur savoir-faire technologique», remarquent MM. John Zysman et Steve Cohen, professeurs à Berkeley (3). Et l'auteur du rapport de l'ambassade de France ajoute : « Perdant le contact avec la production, n'étant plus soumises à la nécessité d'innover pour abaisser leurs coûts, ces firmes risquent de perdre progressivement la capacité de détecter les innovations nécessaires à la fabrication de la génération suivante de produits (4). » Là, sans doute, se trouve le problème crucial qui condamne à terme la stratégie des multinationales américaines et que confirme le jugement de M. Akio

Morita, fondateur de Sony : « Les sociétés américaines ont soit délocalisé leur production vers des pays à bas salaires ou ont commencé à acheter des pièces détachées ou des produits déià assemblés à bas prix. Le résultat est une industrie américaine qui est en train de se vider de son contenu. Les Etats-Unis sont en train d'abandonner leur statut de puissance indus-

C'est une stratégie inverse qu'ont suivie les entreprises japonaises. Dans un premier temps, elles ont concentré leurs efforts sur les produits bas de gamme de la haute technologie, le plus souvent en se procurant brevets et savoir-faire américains. C'est la maîtrise acquise dans la fabrication de ces produits qui leur a permis de se fami-liariser avec la technologie et de se déplacer progressivement, au prix d'un gros effort de recherchedéveloppement, vers le haut de

gamme : micro-processeurs, robots. machines à commande numérique, ordinateurs de grande ou moyer

Est-ce à dire que les Erats-Unis sont d'ores et déjà dépassés par le Japon, voire par certains pays européens dans les technologies de pointe? Certainement pas. Tout d'abord, leur domination reste incontestable dans plusieurs secteurs, en particulier l'informatique et les biotechnologies. Ensuite, ils disposent de deux formidables atouts. D'une part, le volume des ressources qu'ils consacrent au développement technologique: 100 milliards de dollars en 1984 (trois fois plus que le Japon), dont plus de la moitié sont fournis par

le budget fédéral. Près des trois quarts des crédits publics, soit 36 milliards de dollars, vont à la recherche militaire (l'énorme programme de l'Initiative de défense stratégique, avec 3 milliards de dollars par an, représente moins d'un dixième de cette somme). D'autre part, l'expérience d'une puissante recherche industrielle appuyée sur un système universitaire sans équivalent, tourné vers les applications de la recherche et sur lequel se greffe un foisonnement de jeunes entreprises capables d'exploiter très rapidement les innovations technologiques, grace aux capitanz mobilisés par les investisseurs à risque (venture capitalists).

Recours à l'intervention de l'Etat

ENFIN les Etats-Unis ont com-mencé à réagir, essentiellement sous l'égide des pouvoirs publics, qui développent des interventions dans plusieurs directions. Les efforts de recherche technologique se renforcent et se concentrent au sein de centres de recherche communs interentreprises et de centres de transfert de technologie université-industrie. Les premiers ont pécessité le vote d'un amendement à la loi antitrust, les seconds bénéficient d'un financement public. Ils constituent un outil privilégié pour la formation de spécialistes et le financement de l'innovation, même si l'on constate une proportion croissante d'étrangers dans les départements d'ingénierie des universités et si le capital-risque a tendance à s'essouffler et à se déplacer vers les services

Par ailleurs, le Pentagone injecte massivement des crédits dans les secteurs considérés comme stratégiques ou menacés par la concurrence : programmes sur les composants électroniques à très grande vitesse (VHSIC), sur les ordinateurs avancés (Strategic Computer Initiative), Initiative de défense stratégique. Encore que les critiques se multiplient à l'égard de ces programmes considérés comme beaucoup trop sophistiqués pour servir au développement de produits civils et dont les priorités sont très différentes de celles choisies par les industriels en fonction de l'évolution des marchés. On constate également un retour en force aux activités de production en y recherchant une amélioration de la productivité par des investissements lourds dans les «usines du futur» (conception et fabrication assistées par ordinateur et robotique), où le travail humain, réputé coûteux et faillible, est réduit au minimum. Une solution qui ne fait pas l'unanimité : M. Fred Garry, viceprésident de General Electric, y voit un effet de e notre tendance nationale à rechercher des réponses simples, des

Contrairement à une idée reçue et martelée par le patronat, salaires et main-d'œuvre n'ont qu'un impact limité sur la compétitivité, car ils ne représentent qu'une faible part de l'ensemble des coûts de production, 15% en moyenne. «Les investissements technologiques massifs ne sont pas une solution, cela rend seulement les problèmes encore plus difficiles. Même si vous supprimez tous les

solutions messianiques (6) ».

postes de travail, le coût du capital Investi peut vous tuer (7) », estime M. Bob Lutz, vice-président de Chrys-

Reste l'intervention politique des pouvoirs publics, incités, d'une part, à prendre des mesures protectionnistes et, d'autre part, à réguler les échanges par une baisse systématique du dollar. C'est dans ces deux directions que le Congrès et la Maison Blanche se sont engagés résolument. Les effets de cette politique sur la balance commerciale et la compétitivité de la haute technologie américaine tardent à se saire sentir. Par contre, elle favorise l'afflux des capitaux japonais, encouragés par la baisse du dollar et qui, en prenant le contrôle de firmes américaines, se mettent à l'abri des dispositions protection-

« Ironie de l'histoire, conclut le rapport de l'ambassade de France, les Etats-Unis font désormais partie pour les Japonais des pays à main-d'œuvre moins chère où ils ont intérêt à délocaliser une partie de leur production (8). » Une occasion, pour les compagnies américaines en difficulté, d'« un nouveau départ, grâce à l'injec-tion de capitaux et de management japonais [qui] pourrait devenir vers la fin du siècle l'un des plus importants movens de restructuration de l'Améri-

De l'analyse de l'évolution en cours on peut tirer quelques enseignements. D'abord, il n'y a pas de « réponses simpies et messianiques = aux problèmes posés. Les positions acquises ne le sont que provisoirement. Une leçon de choses négligée par nombre de responsables qui se précipitent aux Etats-Unis, au Japon, voire en Corée du Sud pour découvrir, faire l'éloge et tenter de copier avec retard des solutions miracles qui n'ont déjà plus cours, se révèlent être des erreurs, ou sont complètement inadaptées aux réalités nationales. Ensuite, il est illusoire et dangereux de s'en remettre aux seules vertus du marché et de l'entreprise privée pour conduire l'évolution. Aux Etats-Unis, comme au Japon, l'Etat joue un rôle déterminant dans le financement et l'orientation de la recherchedéveloppement sur les hautes technologies. La France, après la Grande-Bretange, risque de payer cher les ravages causés par le discours néo-libéral (voir l'article de Bernard Cassen, pp. 1 et 19). Enfin, la révolution technologique va bouleverser dans les années à venir aussi bien les relations économiques et les rapports sociaux que les conceptions en vigueur sur le travail productif, le revenu et la répartition, ainsi que bon nombre de pré-ceptes éthiques. Le changement n'est pas une fin en soi, pas plus que l'entre-prise – aujourd'hui parée de tontes les vertus – qui se charge de le mettre en œuvre, sans contrôle ni principes. C'est aux citoyens, avertis des enjeux, qu'il appartient de fixer les orientations, le tythme et les limites de l'évolution en

(1) Voir : Jean Lampérière, « Quand les Etats-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », le Monde diplomatique, septembre 1986 ; Pierre Dommergues, « La recherche industrielle, tremplin de la compétitivité américaine », le Monde diplomatique, janvier 1987 ; ainsi que les rétérences hibliographiques de ces articles.

(2) Jean-Claude Derian, La haute technologie américaine: compétitivité ou décine?, rapport de la Mission scientifique de l'ambas-sade de France aux Etans-Unis, direction de la coopération scientifique, technique et du dévoloppement, ministère des affaires étrangères, Paris, 1927 loppement, Paris, 1987.

(3) Stephen Cohen et John Zyemen, Manufacturing Matters: the Myth of a Post-Industrial Economy, Basic Books, New-York, 1987.

(4) Rapport de l'ambassade de France,
 op. cit., première partie, p. II.
 (5) Business Week, 3 mars 1986, p. 66.

(6) Financial Times, 18 mai 1987, p. 14. (7) Financial Times, op. cit., p. 14.

(8) Rapport de l'ambassade de France, ep. cl., deuxième partie, p. 27. (9) Business Week, 14 juillet 1986.

with the control of the safe AND DESCRIPTION OF LANDS

hômeurs

ملاملات السيئيوبي

All The Personal AND A STATE OF STATE

The second secon

Statement In the way Talks

Statement Committee Merbales

SECTION OF A SECTION

A CONTROL OF THE STATE OF THE S

Service Control Control

productive of the same trans

STATE OF STATE OF STATE

intitute et lest, de

3 - 200 m . 10 2 48 GE

1. Set 141 1-12. 1

Self Director - a cart.

The A Literature of Line St.

The second of th

THE RESERVE OF THE RESERVE

The second of the second

Bei Retter beiter berte ferm

THE MENT COLD STREET

germannt er der gint &

Section 2015

Section 2012 to 1 to 1 to 1 to 1

NAME OF THE PARTY OF THE PARTY.

part de la contra de la contra de

START OF THE START

was a Min Thanker of

gaterno i pro co la

The state of the state of

Charles and a second of the

man meren er ente

Committee of the South

the state of the s

Mit mitteette in, et beime

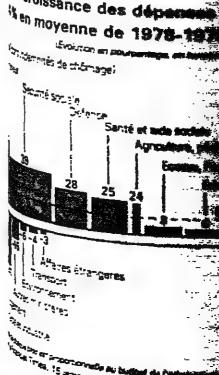
gran accompance, et hal-

The state of the state of the

Des milliers de nouveaux minte stift jes + delet Die ge latere wertert du The state of the state of the state of AR state discounts die Printer Total state par State of the control Add to the street of the bight Elizabet (Me. 1874) 24 (4) The least three Statute organical e Plante to desire on the court of Entithee the varie leavening. liminat des tenenus dums ACTUAL Species accurate to the second de estatut et et de

de te presidente en tous Der Cient pas seulement the properties des renes to bet et de merthent de Saga transferrices en Sermeles - Estres a l'abun-Comis 725.125 Ct.22764 En ine de circhardiss. gem ge'en journalitte du alimate errittet at jugit-Martine de Birgentiere. Lepoc., de - Suweto de at que land Scarman. the second de de de la company de la company de As complete here there are Sin Marian a Annence The secretary of the second the premail pas en

de croissance des dépenses



ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE pour le DROIT INTERNATIONAL

VIENT DE PARAITRE

 La juridiction internationale permanente, COLLOQUE DE LYON

DÉJA PARUS

 Les Nations unies et le droit international économique, COLLOQUE DE NICE 240 FF

 Les agents internationaux, COLLOQUE AIX-EN-PROVENCE

Et autres.

Catalogue sur demande.

. Tél. 43-54-05-97 🗕

Dossiers internationaux

Depuis quelques mois, à l'occasion de chaque nouvelle livraison du Monde diplomatique, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio Zinzine (Forcalquier, tél. ; 92-76-10-56). Les principaux collaborateurs du journal présentent leurs articles et commentent l'actualité internationale.

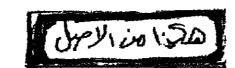
Ces « Dossiers » sont diffusés à des dates qui varient selon les stations, per les radios suivantes :

Radio Clapas — Montpellier (Tél.: 67-58-29-08) Radio Beluga — Six-Fours-les-Plages (Tél.: 94-25-12-95) Intermodulation FM — Grenoble (Tél.: 76-47-21-21) Radio Pais - La Seyne-sur-Mer (Tél.: 94-63-07-15) Radio Bienvenue - Strasbourg (Tél.: 88-32-97-00) Radio Danger FM - Angers (Tél.: 41-88-19-68) Radio Dijon Campus – Dijon (Tél.: 81-67-68-69) Radio Saint-Afrique – Saint-Afrique (Tél.: 65-49-29-94) Radio Galène - Sisteron (Tél.: 92-61-10-11) Radio La Vie an Grand Hertz - Bordeaux (Tél.: \$6-81-45-90) Radio Declic — Villey-le-Sec (Tél.: 83-63-90-90) Radio Trenels — Millau (Tél.: 65-61-00-43) Radio Oloron - Oloron (Tel.: 59-39-72-50) Radio Zone - Fernay-Voltaire (Tél.: 50-40-51-41)

Radio Fréquence Jura - Delemont (TEL: 066-22-98-44 ou 45) BELGIQUE:

Radio Air Libre - Bruxelles (Tel.: 02-344-58-55)

 BUREINA-FASO: Radio Nationale - Ouagadougou Entrez Parlez - Quagadougou.



trois quantification publics, soit 36 miliants vont à la recherche milita was programme de l'Initiatie stratégique, avec 3 milliante par an, représente moiss de cette somme). D'aut Fexpérience d'une puint Texperience appuyée and miversitaire sans équirale vers les applications de l rebe et sur lequel se greffe mi aest de jeunes entreprise con

de l'Etat

poses de travail, le cout du cape positi peut vous tuer (7) », cap Hob Laiz, vice-président de On

desploiter très rapidement

mobilisés par les investigas (venture capitalists).

entions technologiques, grace

Poste l'intervention politique mentes publics, incités, d'une par des mesures protectionne matere part, à réguler les échadens ces deux directions que Maison Blanche st se Maison Blanche st se services et la Maison Blanche st se service de la balance commerciale. compétitivité de la haute technologie course, elle favorise l'affilia à ant imponais, encourages per da dollar et qui, en premu Me de firmes américaines, se se Tebri des dispositions protecte

Inpute de l'histoire, conclut ku Le Tambassade de Franc, le Linis fora désormais parie pu Liponais des pays à maindam chère au ils ont intérét à die ane partie de leur prote L = Une occasion, pour les ca américaines en difficil pourtau départ, grace à l'an capitanx et de managon [qui] pourrais devemerent sestructuration de l'Anie

Myse de l'évolution en con

the queiques coscisions in m'y a pas de • reponsens saccianiques - aut probles Les positions acquies se est risoirement. Une leçon o ideligée par nombre de rese se precipitent aux Emin Japon, voire en Corechia Scouvrir, faire l'éloge et les einer avec retard des soluis des qui n'ont déjà plus count fait faire des erreurs, ou son an compat inadaptées aux raiss faites. Ensuire, il est illusons de s'en remettre aut ge pour conduire l'évolutes l'estrepres de l'entrepres or rôle déterminant dans le far la la la la la rechair de la rechair Secretary sur les bautes temp La France, après Bretange, risque de pajer the execution par le discount po 1 et 191. Enfin, la rénder logique va boulevener din ! ander & venir aussi bien les rehut the rupports som in conceptions on vigueur di productif, le revenu et la rissthiques. Le changement if the fin en soi, pas plus que lur - sojourd hui pares de sons de se charge de le neuet AMOS CORTOGO III PRINCIPES (tetovers, avertis des enert e de fixer les orientitud de lixer les de l'évolutes

Les Lampériere que les sebatents à l'estranger leur min 1996: Peerte Demergus II Same Canade Deman, La houte the competition in the last the competition in the last the last

OF SEX ELLIS-LIBS. the selectificate, technique at the minutes de affact first Cohen et John Jest Mith of Estatement, Basic Books, News

and de l'ambassade de fis her partie, p. II. Work 3 mars 1980 PK ucid Times, 18 can 1987, pl recial Theres, op. cl., P. II. de Pambassade it je tems parue. 7-27. Party Party, 14 Juillet 1986

LE REVERS DU MODÈLE BRITANNIQUE

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel

(Suite de la première page.)

En 1979, le «triomphe» électoral

des tories, sous la houlette de Mme Thatcher, fut celui de 44.9 % des citoyens, et le fameux « raz de marée » de 1983, consécutif à la victoire militaire des Malouines, s'appuya seulement sur un « peuple conservateur » représentant 42,4 % de la population britannique. Ce mode de scrutin défavorise outrageusement les troisièmes partis : ainsi, en février 1974, les libéraux avec 19,3% des suffrages, c'est-àdire plus de la moitié de ceux des travaillistes, obtineent 14 sièges, contre 301 à ceux des amis de M. Harold Wilson. La création, en 1981, de l'Alliance, qui associe les libéraux de M. David Steel aux sociauxdémocrates de M. David Owen, a quelque peu modifié la situation puisque, en 1983, cette formation centriste obtint 25.4 % des suffrages (mais seulament 23 sièges), alors que les travail-listes, avec 2,2 % de plus, se retrouvaient à 209 à Westminster. Aussi rien n'interdit de penser que, dans les années à venir, le jeu politique britanni-que pourrait réellement se dérouler à trois - et donc impliquer la constitution de gouvernements de coalition. et non plus à deux comme ce fut le cas depuis le milieu des années 20, lorsque le Parti travailliste évinça les libéraux comme deuxième « grand » face aux conservateurs, puis les marginalisa.

La décision de Mm Thatcher de convoquer les électeurs a donc été la résultante d'une évaluation optimiste de deux avantagos combinés : celui dont, dans une élection triangulaire se reproduisant dans l'immense majorité des 650 circonscriptions, dispose tout parti qui domine - même de peu - des concurrents au coude-à-coude, et celui d'une conjoncture économique transitoire permettant de « vendre » le bilan de huit années de thatchérisme au vu du renversement de tendance de quelques indicateurs économiques, et sur-

tout de celui, particulièrement sensible, de l'emploi... C'est en effet la baisse, pour le neuvième mois consécutif, du taux de chômage qui a précipité le retour devant les électeurs. Peu importe que l'instrument de mesure utilisé ait été modifié dix-neuf fois depuis 1979, et que la «baisse» en question se réduise à un jeu d'écritures consistant à radier de la liste des demandeurs bénéficiant d'aides publiques certains chômeurs de longue durée (2). Attendre septembre ou octobre cût été s'exposer à un nouveau gonflement des statistiques en raison de l'arrivée sur le marché du travail des jeunes en fin de scolarité.

A quoi tient la date de l'exercice de ce droit fondamental, en démocratie, qu'est le droit de vote... Car, même si le nombre officiel des chômeurs redescend (provisoirement?) au-dessous de la barre des 3 millions, il faudrait une singulière dose d'amnésie pour oublier ou'il se situait à 1,6 million lorsque M= Thatcher s'installa au 10. Downing Street en 1979. Mais l'examen critique de cet indicateur ne doit pas conduire à négliger l'évaluation des autres tendances lourdes qui, mises en branle avant Ma Thatcher, ont été considérablement accentuées au cours de ses deux mandats et font de la Grande-Bretagne un laboratoire exemplaire du néolibéralisme militant. Pardelà les bilans détaillés des « années Thatcher » (3), quelques idées-forces émergent : l'installation graduelle d'une société duale caractérisée par la promotion des inégalités : l'exclusion sans fausse honte d'une fraction croissante de la population des circuits productifs; la dislocation du corps social et la précarisation de l'emploi ; l'effondrement de la base manufacturière de la nation où requit la révolution industrielle, au profit d'une économie dite de services et d'investissements massifs à l'étranger ; une dérive autoritaire tein-

Des milliers de nouveaux millionnaires

R IEN n'illustre mieux la compure profonde entre les à deux nations > (4) que l'accroissement du nombre de citoyens qui, par leurs revenus, se situent au-dessous du souil de pauvreté » officiel, établi par le ministère de la santé et des services sociaux: 6 millions en 1979; 8,8 en 1983, 11,7 millions en 1986 (5). alors que, de 1983 à 1986, le nombre de millionnaires en livres sterling passait de sept mille à vingt mille. Par le biais de la fiscalité, en particulier, le bation à rebours des revenus dont M. Jacques Chirac, à bonne école, s'est sans nul doute inspiré pour combler de bienfaits et de passe-droits en tous genres les privilégies français (6).

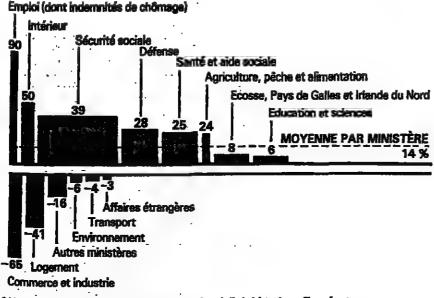
Le coupure n'est pas seulement sociale mais géographique : des zones entières du nord et du nord-est de l'Angleterre se sont transformées en friches industrielles - usines à l'abaudon, équipements publics délabrés, logements en voie de clochardisation, - au point qu'un journaliste du Financial Times a pu qualifier un lotissement de la ville de Birkenhead, proche de Liverpool, de « Soweto du Nord-Est » (7), et que lord Scarman, auteur du rapport sur les émeutes de Brixton de 1981, lançant au début de cette année la campagne britannique de l'Année des sans-abri, a annoncé l'avènement de la « société-bidonville » si le gouvernement ne prenait pas en

charge le problème des 250 000 sansabri, des 4 millions de logements ne répondant pas aux normes d'hygiène et de sécurité et du million de logements carrément insalubres. Autre élément d'instabilité: l'augmentation de 16 %, de 1981 à 1985, du nombre de travailleurs « flexibles », à couverture sociale réduite au minimum (travailleurs temporaires, à temps partiel, indépendants) qui sont aujourd'hui plus de 8 millions, soit le tiers des Britanniques disposant d'un emploi.

La désindustrialisation de la Grande-Bretagne peut se mesurer au fait que la production manufacturière se situe aujourd'hui à un niveau de 4 % inférieur à celui de 1979, l'ancien « atelier du monde » avant été dépassé par l'Italie et rattrapé par le Brésil. La dégradation de la situation est particulièrement perceptible lorsqu'on exa-mine le solde industriel : encore excédentaire de 3,6 milliards de livres en 1980, il est devenu déficitaire de 4,8 milliards on 1983 et de 8.5 milliards on 1986. Voilà un «succès» qu'en moins d'un an de pouvoir le gouvernement de M. Chirac a réussi à égaler puisque, en mars et avril 1987, le solde industriel français, traditionnellement positif, est devenu déficitaire. même en y incluant le matériel militaire et en tenant compte de la livraison de cinq Airbus.

Alors que la part des produits manufacturés dans le produit intérieur brut

La croissance des dépenses publiques : 14 % en moyenne de 1978-1979 à 1986-1987



L'assiss de chaque bloc est proportionnelle au budget de l'administration qu'il représente. D'après le Financial Times, 15 janvier 1987

se situe à 30 % en RFA et au Japon, elle est tombée à environ 19 % aux Etats-Unis et à 20 % au Royaume-Uni. Cette chute est-elle compensée par l'extension de ces fameux services bénéficiant, en France, de la chaude sollicitude de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui. l'œil rivé sur les réussites de M. Reagan dans ce domaine, y voyait une des clés de l'emploi de demain? (8). Si l'on accepte de classer sous la même rubrique le vendeur de hot-dogs, le balayeur du métro, le pilote de ligne et l'ingénieur informaticien, on arrive effectivement, aux Etats-Unis, à un pourcentage d'emplois du secteur des services qui s'élève à 75 % du total (contre 59 % en 1950). Et la quasi-totalité des 38,5 millions de nouveaux emplois créés entre 1965 et 1986 l'a été dans ce sectenr. Mais déjà, de toutes parts, des voix s'élèvent outre-Atlantique pour remettre en question le concept même de « société post-industrielle », d'économie fondée sur les services et ce dans le cadre d'une réflexion sur les causes du déclin de la compétitivité globale de l'économis américaine (voir l'article de Christian de Brie page 18). La tendance générale est à l'affirmation de la nécessité de la réindustrialisation pour

ministre de l'éducation nationale, n'est pas en reste et promet aux enseignants du secondaire des lendemains qui chanteront... après 1988. M= Thatcher a. elle aussi, vu la lumière et, dans son manifeste électoral, elle promet un effort en faveur du système éducatif

alors que, en huit ans, la fraction du produit intérieur brut qu'elle y a consacrée est tombée de 5,3 % à 4,7 %. La fermeté sur les principes, dont les néolibéraux se prévalent volontiers, n'est pas, on le voit, exclusive de souplesse dioctoraliste...

Le second créancier international

TNDIFFÉRENT au maintien de la base industrielle britannique, le thatchérisme a su, en revanche, se doter du plus important excédent mondial de la balance des rentrées invisibles, compensant ainsi largement le déficit de sa balance commerciale pourtant dopée par la manne du pétrole de la mer du Nord. Il faut dire qu'actuellement, avec des avoirs nets à l'étranger dépassant 160 milliards de dollars, le Royaume-Uni est le second créancier international après le Japon (11) et que ses services (tourisme, assurance, banque, etc.) ont progressé de 3,8 à 5,4 milliards de livres de 1981 à 1986. Dans un article au titre explicite « Une fois de plus, une conservateur The Economist (12), favorable à M= Thatcher, se demande

nation de rentiers », l'hebdomadaire s'il faut déplorer cette situation ou s'en féliciter, et couclut prudemment :

UN QUARTIER POPULAIRE DE MANCHESTER

rattraper une partie du terrain occupé par les deux champions de l'excédent industriel que sont le Japon et la RFA (9). Philippe Messine a récemment montré comment, dans le Nord-Est américain, « une vérité prise de revitalisation est engagée... Une autre image du Nord-Est s'impose peu à peu : le « Waterbelt », la ceinture de l'eau, figure d'une nouvelle révolution industrielle, se substitue désormais à la caricature ricanante et désespérée du « Rustbelt », la ceinture de rouille (10). »

Il va de soi que toute tentative de réindustrialisation passe per des investissements importants et par un effort accru d'innovation et de recherchedéveloppement, public et privé, en cours aux Etats-Unis. C'est tout le contraire qui se produit en France et au Royaume-Uni. La frénésie de privatisation s'est traduite par la vente au secteur privé de plus de vinet entreprises nationales britanniques pour un total de 10 milliards de livres entre 1979 et 1986. Cette « mise au clou de l'argenterie de famille », selon l'expression de l'ancien premier ministre conservateur Harold Macmillan, récemment décédé, s mobilisé l'épargne populaire et les trésors de guerre des grands groupes financiers pour investir dans des entreprises déjà existantes, sans y créer un seul emploi, alors que, en 1987, l'invertissement industriel britannique se situera encore, en pourcentage, bien au-dessous de la moyenne de la fin des

Travestissant, lui aussi, cette stratégie du coucou en avènement du « canitalisme populaire », M. Edouard Balladur a emboîté le pas à ses homologues britanniques en mettant sur le marché les actions délibérément sous-évaluées de Saint-Gobain et de Paribas, inaugurant ainsi la vague de privatisations à la française. Pour sa part, et dès son arrivée à l'hôtel Matignon en 1986, M. Chirac s'était empressé de réduire de 4 % le budget civil de recherche (au lieu de l'augmenter de 4 % pour maintenir la montée en puissance entreprise de 1981 à 1985), amputant en particulier de 40 % les crédits incitatifs destinés à la recherche industrielle. Aux dernières nouvelles, le premier ministre aurait en la révélation, un an plus tard - et un an avant l'élection présidentielle, - que la recherche était une priorité nationale... M. René Monory,

« Jouissez sans culpabilité des fruits de ces investissements mais ne les considérez pas comme un substitut raisonnable à l'augmentation des exportations visibles ou invisibles. » Sage Conseil, mais dont on he voit das con ment il pourrait enrayer le cours historique de la glissade de la Grande-Bretagne sur sa ligne de plus grande pente économique : la prédominance du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, vers ce que certains commencent à qualifier de no-tech future, un avenir non technologique et done d'emploi décroissant.

Le cofit social d'une talle politique, non seulement en termes de chômage, mais aussi de désintégration des familles, de violence, de consommation de drogue, est très élevé. Un rapport récemment publié par l'université de Bristol évalue à 1 500 le nombre annuel de décès imputables chaque année au dénuement économique dans le Nord-Est. Qui peut s'étonner que la criminalité ne cesse de progresser, le dernier rapport annuel du ministère de l'intérieur faisant état, pour 1986, d'une augmentation de 7 % des crimes et délits avant fait l'objet de plaintes ? Ce n'est pas faute pour le gouvernement d'avoir renforcé les effectifs et les rémunérations de la police, le ministère de l'intérieur ayant vu ses crédits bon-

(2) Voir Richard Layard et Andrew Clark
« The jobs crisis goes on whatever the figures
say », Financial Times, 11 janvier 1987 et
l'éditorial « Politics of unemployment »,
Financial Times, 21 avril 1987.

Financial Times, 21 svril 1947.

(3) Voir François Poirier, « Les déboires de M[®] Thatcher», le Monde diplomatique, mars 1986; Bernard Cassen, « Grande-Bretagne : vers l'avenir à reculons», Pouvquoi ?, n° 223, mars 1987; Les quatorze articles de la série « The Thatcher Years» publiés dans le Financial Times du 23 mars au 9 avril 1987; Francis Cornu, « Le bilan ambigu de huit années de thatchérisme», le Monde, 13 mai 1987; « Crise ou sortie de crise en Grand-Bretagne», Annales de l'université de Grand-Bretagne», Annales de l'unive Savole, anglais, nº 9-10, 1987, Chamb

(4) Cette formule classique vient du titre du célèbre roman Sybil ou les deux nations que Benjamin Disraeli – qui allait devenir en 1867 un premier ministre au conservatisme éclairé – publia en 1845. Les « deux nations » de l'époque étaient, comme aujourd'hui, celle des riches et celle des pauvres.

(5) Voir Robin Pauley, «Britain's poverty ne lengthens », Financial Times, 5 novembre

(6) Voir Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », le Monde diplomatique, février 1987.

(7) Joe Rogaly, «Divided they stand», ciel Times, 31 mars 1987. Voir égaledir de 50 % en huit ans, alors que ceux du logement baissaient de 41 % et ceux du ministère du commerce et de l'industrie de 65 %.

La société britannique, longtemps réputée la plus « civilisée » d'Europe, offre ainsi de plus en plus l'image de la dureté, de l'exclusion, du chacun pour soi, de la négation des solidarités. C'est sans doute là l' « acquis » le plus tangible des années Thatcher : avoir rompu brutalement, dans le verbe et dans l'action, avec la logique de l'Etatprovidence. Dans aucune capitale européenne un chef de gouvernement n'oserait, comme le premier ministre britannique, affirmer avec agacement que « les gens dans le besoin sont totalement et correctement pris en charge ». Le cynisme du propos tient sans doute à la personnalité même de la «dame de fer», dont les penchants autoritaires et la propension à assimiler à de la trahison l'expression de doutes sur les bienfaits de sa politique effraient nombre de ses amis politiques. Foin des discours sur la solidarité, la justice, etc., dont les autres gouvernements conservateurs croient nécessaire d'habiller les mesures d'austérité! Ah, soupire Annie Kriegel dans les colonnes du *Figaro*, que la droite française n'a-t-elle le courage, elle 2082ì, « de parler en rigueur sans que ses représentans soient, à l'excès, occupés de sauvegarder leur image d'esprits éclairés (13) ». M™ Thatcher peut ainsi jouer sans vergogne les « gagnants » contre les « perdants », et remporter des succès idéologiques (14), dus, pour une très grande part, aux carences de l'opposition travailliste, qui, jusqu'à ces derniers temps, n'a pas su comprendre que, par example, certaines « conquêtes », syndiceles ou autres, étaient perçues par l'opinion comme autant de boulets. Quand, face à l'opposition du Labour et des syndicats, le premier ministre impose la consultation des salariés à bulletins secrets avant le déclenchement d'une grève, ou quand elle permet aux locataires d'HLM d'accéder à la propriété de leur logement, elle marque facilement des points sur des terrains très populaires et facilite, dans les esprits, l'assimilation du conservatisme à l'extension des libertés. Les « années Thatcher > ont connu des soubresauts dents (notamment les émentes de 1981 et la grève des mineurs en 1985) et, si elles s'allongent d'un nouveau mandat, elles risquent fort d'en connaître d'autres puisque leur logique dominante est celle de la confrontation et non de la cohésion nationale.

Moins d'emplois, moins de sécurité, moins d'égalité, voilà les trois pointsclés du bilan que Mª Thatcher présente, sans état d'âme, aux électeurs britanniques. Aujourd'hui, il n'aurait guère, semble-t-il, la faveur des citoyens français : alors que, sur l'un d'entre sux - la sécurité, - M. Charles Pasqua revendique des résultats positifs dont son homologue britannique ne peut se targuer, les deux autres, où M. Chirac suit méthodiquement les traces de la «dame de fer», provoquent déjà les récriminations des décus du 16 mars puisque, selon les sondages. ils en sont déjà à estimer qu'à leurs yeux « le libéralisme c'était autre chose (15) ». Qu'ils se détrompent, c'est bien cela et, pour le rencontrer encore plus vrai qu'à domicile, il suffit de traverser la Manche.

BERNARD CARSEN.

ment François Poirier, « Liverpool : reflets du déclin de l'empire britannique», le Monde diplomatique, mars 1987.

(8) Voir Claude Julien, « La portense de pain », le Monde diplomatique, septembre 1986.

(9) Voir le dossier « Can America Compete », Business Week, 27 avril 1987 et, en particulier, l'article « Is the US going the Way of Britain? »; Peter Behr, « A Dwindling of US Power », International Herald Tribune. 20 avril 1987; Anatole Kaletsky et Guy de Loronitation of US Power ». Jonquières, «Why a service economy is no panacea», Financial Times, 22 mai 1987. (10) Philippe Messine, les Saturniens, La Découverte, Paris, 1987. Voir l'analyse de cet ouvrage par Jean-Michel Quatrepoint dans le Monde diplomatique de mai 1987.

(11) Ainsi, de 1985 à 1986, les sociétés britanniques ont doublé le volume de leurs rachais de sociétés américaines en y consa-crant 9,3 milliards de livres (voir Financial Times, 6 février 1987).

(12) «A rentier nation once more», The conomist, 13 décembre 1986.

(13) Le Figaro, 25 mai 1987. (14) Voir Bernard Cassen, «Le thatchérisme à la conquête des esprits », le Monde diplomatique, juin 1983.

(15) Voir le sondage publié par l'Expan-

Quelque part d'Ivoire côte-d'Ivoire

A Grand-Bassam,

La stagnation menace, en Afrique, les villes moyemes. Les citoyens habitent an village ou vont chercher fortune à la capitale. Grand-Bassam, autrefois chef-lieu du pays, reste chargée d'histoire coloniale mais vit maintenant d'expédients, supporte durement les effets de la crise et doit parfois s'en remettre à la charité internationale. Et pourtant, « tous les génies de l'océan et de la terre — dit un écrivain — veillent sur Grand-Bassam ».

BERNARD GENSANE

UR le mur délabré d'un bâtiment en ruine, la municipalité a accroché une pancarte sur laquelle on peut lire: « Utiliser les poubelles est un acte civique. » Il y a belle lurette que plus personne ne se conforme à cette

recommandation. A Grand-Bassam, comme dans bien d'autres endroits de Côte-d'Ivoire, il existe un certain décalage entre - disons - la société civile et les réalités : comment vivre ensemble en se conformant à des structures, à des schémas de pensée exogènes, tout en tirant perti, dans le mesure du possible, des retombées d'une économie extravertie ?

Ce jour-là, comme tous les autres jours, la lagune Ebrié, somptuense étendue d'ean, séparait le quartier anciennement colonial des autres quartiers de Grand-Bassam. La violente réverbération du soleil accentuait l'impression d'accablement, de lenteur et de langueur. L'eau, que ne ridait pas le moindre souffle de vent, n'offrait aucune fraîcheur. Tout près, le marché, installé provisoirement, laissait s'échapper des odeurs pestilentielles.

Nous étions entrés dans Grand-Bassam par la route d'Abidjan. longue de quarante kilomètres, entre plantations de cocotiers et lagune. Une route bien calme en semaine, mais très animée le dimanche au moment de l'exode vers les plages du golfe de Gui-

Devant le commissariat de police, des scènes de la vie de tous les ne dolicier avatt fudové un vi dont les papiers ne devaient pas être en règle. Le vieux n'admettait pas qu'on porte la main sur lui. A quelques mêtres de là, dans la cour du commissariat, d'autres policiers continuaient à deviser indifférents ou poursuivaient la lecture de leur journal sous les manguiera. Mais leur jeune collègue avant soudain menacé le vieillard d'aller chercher son arme, ils l'en avaient empêché. Et des passants attroupés avaient pris spontanément fait et cause pour le Sénégalais, car, dans l'Afrique traditionnelle, un jeune ne saurait molester un vieillard.

Ce mercredi, il y avait audience au tribunal de première instance. Près de la mairie, dans la salle de réunion où justice était rendue, une bonne centaine d'hommes et d'adolescents (originaires du Sahel pour la plupart) attendaient des jours meilleurs, allongés sur le sol sableux. En face, le « Congo », la salle de cinéma locale, appartenant à un Libanais, affichait Les Barbarians, Yeelen et un film indien de série B. Derrière ce cinéma, des prostituées (les « Ghanéennes », comme on les appelle ici un peu abusivement) offraient, derrière un simple rideau, leurs charmes pour 500 france

Une centaine de personnes se pressaient dans la mairie en atten-dant qu'un huissier introduisit l'inculpé. Au-dessus de la tête de madame le juge, deux ventilateurs brassaient faiblement l'air chaud et humide. Une fillette, qui ne devait guère avoir plus de onze ans, accusait un plombier de trente-cinq ans, originaire du pays gouro, dans le centre du pays, d'avoir abusé d'elle à plusieurs reprises. Le gouro avait offert à l'enfant une paire de boucles d'oreilles. Apparemment, cette liaison était comme de tous, mais la famille s'était résolue à porter plainte après que la gamine eut contracté une maladie vénérienne. La salle suivait les débats sans émotion particulière, comme s'il s'était agi d'un vol de sandales. A la fillette, qui ne semblait guère traumatisée, madame le juge fit quelques remontrances, peut-être ne pourrait-elle jamais avoir d'enfants. Au plombier, elle fit remarquer qu'il avait « la chance de résider dans une ville où il y avait des prostituées à tous les prix » et qu'il était des lors « honteux de s'en prendre à une enfant ». L'accusé niait mollement, répétant à plusieurs reprises une phrase qu'il avait sans doute apprise par cœur : « Cecl est un démenti, madame le juge, je ne l'ai pas contrue.

Le juge demanda au prévenu s'il était pratiquant. Le plombier amateur de Lolitas dit qu'il était catholique. « Cest une circonstance aggravante, vous avez des instincts démonlaques. Comment pouvez-vous être excité par une fille qui n'a pas de seins ? >

Le galant gouro fut condamné à deux ans de prison. La tête basse, il rejoignit sons bonne escorte la prison de Grand-Bassam, dans les cachots de laquelle plusieurs grands du régime avaient été emprisonnés quarante ans auparavant, lors des luttes émancipa-

Comme Saint-Louis-du-Sénégal ou Gorée, la ville de Grand-Bassam est chargée d'histoire coloniale. De ce passé, il reste an phare, étaint il y a trente ans et qu'on ne rallemera plus, et, sur-tout, d'imposantes maisons coloniales à l'architecture astucieuse-

Aniourd'hui, ces maisous sont soit en raine, soit habitées par des Bassamois aisés, car les loyers ne sont pas à portée de toutes les bourses. Elles appartienneut à des Libanais, à l'Etat ou à des familles locales prisonnières de problèmes d'héritage insolubles.

Le site de Grand-Bassam fut découvert vers 1470 par le navigateur nortugais Sociro De Costa. Des négociants hollandais, danois et anglais précédèrent les Français qui y construisirent Fort-Saint-Louis en 1701. Il fallut attendre le dix-neuvième siècle pour qu'une colonie fixe s'installât. Les colons prirent possession de l'emplacement moyennant « contumes » : pour 36 fusils, 36 barils de pondre, 36 pièces d'étoffe, 120 jarres de 5 litres d'eau de vie, 96 acquêts de tabac, le tout livrable chaque mois par douzième. Il leur fut permis de construire des fortins.

Les populations d'origine - Abouré et N'zima - cèdent alors le site de Bassam à la France pour une redevance annuelle de 4 000 francs or. Cette somme sera versée jusqu'en 1915. Les populations s'adonnaient principalement à la pêche et au commerce, exploitant le sel marin et échangeant l'huile de palme contre des produits

Les premières factories s'installent en 1843. En 1852, 1 200 guerriers se révoltent et attaquent le fort. Un corps expéditionnaire français de 700 hommes, venus du Sénégal, mate la rébellion. La colonic de la Côte-d'Ivoire naît le 10 mars 1893 et se voit rattachée à l'AOF (Afrique occidentale française) le 16 juin 1895. En décembre de cette année, le Père Alexandre Hamard ouvre, à Grand-Bassam, la première école.

En 1900, la ville cesse d'être le chef-lieu de la colonie après une épidémie de l'ièvre jaune. Malgré cela, le « wharf » (débarcadère) est mis en service le 1e juillet 1901. Il mesure 175 mètres de long sur 7,50 mètres de large. L'année 1908 voit la création de la chambre de commerce. Pendant la première guerre mondiale, Bassam Verdun ou ailieurs. Après la guerre, la ville connaît une ère de prospérité sans précédent. Une première scierie, la SCAF, ouvre en 1920. L'année suivante, 100 000 tonnes d'acajou sont exportées. Bernard Dadié, le père de la littérature ivoirienne, ae souvient : « C'était en 1928, Grand-Bassam, la cité des billes de bois. En effet, des billes, il y en avait partout. Billes venues de l'Agnéby dans le pays abbeu, billes venues de la Comoé dans le pays M'Ghato (2). » C'était, ajonte Georges Courrèges, « la grans

> Pendant la fête de l'Abyssa, les N'zima doivent se purifier, se défouler, jeter les rancunes à la lagune

époque de Bassam, l'époque des flonflons, des bais et des fêtes pour les Européens. L'époque où les forestiers viennent flamber à Grand-Bassam après leur saison d'abattage (3).»

Mais, à partir de 1930, Abidjan devient le premier pôle économique de la colonie : c'est là que la métropole a choisi d'installer le terminal du chemin de fer. Les grands paquebots accestent désor-mais au wharf de Port-Bouët. Et en 1934, le chef-lieu de la colonie est transféré à Abidjan. L'embarcadère de Bassam sera déclassé en 1951, après l'inauguration du canal de Vridi par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, François Mitterrand.

Deux ans plus tôt, Grand-Bassam avait été le lieu d'une action quasi hérosque (et qui est restée gravée dans la conscience collective nationale) menée par des militantes anticolonialistes. Le 6 février 1949, des responsables du Rassemblement démocratique africain (RDA) - fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny sont arrêtés après des incidents. Les semmes se mobilisent et une première marche sur Grand-Bassam a lieu le 4 août pour exiger la libération de Marcellin Sibo. Celle-ci obtenue, les détenus entament une grève de la faim. Et le 22 décembre 1949, la marche des femmes s'organise devant le palais de justice de Bassam. Les forces de l'ordre font usage de pourpes à eau, lancent des grenades lacrymogènes et frappent les manifestantes. Une prise de conscience sur la situation coloniale se développe qu'on évoque encore avec émotion aujourd'hui.

Mises à nart les maisons coloniales et cet acte épique, que reste-

t-il du Grand-Bassam d'autrefois ?

Un momment aux morts, dédié aux victimes civiles de la fièvre jaune : une femme avec une gerbe de blé tenant sur son sein un homme mort. Un jeune garçon explique aimi la signification de

cette statue : « La femme est allée chercher des plantes magiques pour ressusciter le mort. » Pourquoi pas, on effet ?

Et pais, il y a l'Abyssa, cette fête rituelle des N'zima. Une fois par an, en octobre, cette ethnie qui ne possède pas de masque, fait tiendre l'attoungblan, le grand tambour parleur des Akan. L'Abyssa tourne autour d'une légende merveilleuse : un chef eut sept garçons. Un esprit hui remit sept vases en or contenant du feu, un palmier, du riz, de l'argent, des ignames, des graines de palmistes, du mais. De là naftraient sept claus solidaires. Un jour, les hommes du clan de Mwavile se rendirent en forêt planter le mals. Ils virent des êtres mystérieux qui dansaient au son d'un tam-tam offeste et qui leur confièrent le tambour en les chargeant de planter à chaque récolte des graines de palmier. Ainsi naquit l'Abyssa, cette danse propitiatoire. Pendant la fête, les N'zima doivent se purifier, se défonier, jeter les rancunes à la lagune.

Jeanne et Bruno sont deux Français résidant en Côte-d'Ivoire depuis une quinzaine d'années. Lui enseigne les mathématiques au lycée, elle est provisoirement inactive. S'ils ne considèrent pas la Côte-d'Ivoire comme leur seconde patrie, ils sevent qu'ils quitteroot Grand-Bassam avec un fort pincement au cœur. Leur villa, une construction moderne, est située à deux pas de la mer, rue du Colonel-Montail, et jouxte une imposante maison coloniale. Il reste à Grand-Bassam une dizaine d'assistants techniques français qui, parce qu'ils sont relativement jeunes et que la coopération jette ses derniers foux, ne souhaitent et ne peuvent cultiver le moindre sentiment d'appartenance au pays. La pharmacie est tenue par un Français et la boulangerie appartient à un «vieux Blanc», installé avant l'indépendance.

Dans l'entreprise Wolf, solxante employés s'occupent du traitement de la fibre de noix de coco. Mais l'entreprise SCAF sourmeille. Cette menuiserie était autrefois la plus grosse source d'emplois. Il faut dire que le secteur secondaire attend un second souffle à Grand-Bassam : l'école de vannerie, les centres de céramique, l'usine à chaussures et les quelques fermes d'élevage de poulets n'offrent guère plus de deux cents emplois. On peut prendre un verre à «La Taverne», l'un des quelques restaurants (avec «l'Assoyam», «La Madrague», «Le Wharf», «La Paillotte») temus par des Français; ainsi qu'au « Filet Blou», propriété d'un Ivoirien administrateur financier à l'institut-de cardiologie d'Abidjan. Jeanne et Bruno fréquentent les petits commerces libenais : une quincaillerie, une librairie (la « Librairie Descartes » !) Il y a aussi un horticulteur allemand, un restaurant vietnamien et des « maquis » qui, en bord de mer, offrent une nourriture locale de qualité et bon marché.



RAND-BASSAM compte quelque 40 000 habitants. La ville coloniale c'est, comme son nom l'indique, le quartier France, et plus précisément le France résidentiel, où habitent, principalement des fonc-

tionnaires, et l'Assoyam, l'ancienne « zone indigène ». De l'autre côté de la lagune, les deux tiers de la population vivent au quartier Impérial, avec ses sous-quartiers : Congo, Phare, Bramakoté, Belleville, Oddos. Les habitants sont des N'zima, qui cohabitent avec des Dioule et des Burkinabé. A Mosson ne vivent que des Abouré. Enfin, vers Aboisso, le quartier CAFOP (4), à vocation fortement résidentielle, abrite de jeunes cadres.

Les N'zima sont avant tout des pêcheurs de mer et de lagune, des bijoutiers et des planteurs. Les Abouré, quant à eux, ne vivent que du poisson. On pêche ici à la senne et au filet. Les pêcheurs n'zima ne se plaignent pas trop, malgré la concurrence de la pêche industrielle. Les pirogues sont généralement motorisées. Il existe une séparation totale entre les activités de pêche et la distribution du poisson jusqu'à l'intérieur d'une même famille. La femme achète à son mari le poisson qu'elle va transformer par fumage, et vendre sur les marchés de la région.

Les bijoutiers sculptent, dans la tradition akan, l'or baoulé. Les planteurs cultivent principalement la noix de coco, qui est d'un rapport sûr, et une activité moins fatigante que la culture de riz ou

Les Dioula sont généralement de la deuxième ou troisième génération. Leurs parents s'étaient installés ici du temps du wharf, ils s'occupent traditionnellement des transports ou tiennent des petits commerces. Dans leurs boutiques, ont peut acheter tous les produits d'usage courant au micro-détail : une cuiller d'huile de table, une cigarette, un verre de pétrole, un bonbon, un morceau de glace, un cube Maggi, une dose de Nescafé...

Les Burkinabé (principalement des Mossi) effectuent les travanx les plus pénibles : manœuvres, ouvriers agricoles, boys. Quant aux Baoulé, on les trouve dans pratiquement tous les sec-

teurs de l'économie. Le monde extériour pour le pêcheur n'zima c'est « le Blanc ». Il souhaite ardemment envoyer au moins un de ses enfants en Europe. Car l'Europe, c'est le savoir, un lieu où tout est parfait. Un

« vieux », père d'un haut fonctionnaire, nous a raconté avoir fait le



DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL

VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Garçons et filles de 8 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Baccalauréat types, A, B, C et D Section anglo-américaine - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Budes dirigées Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences. En été, du 1º juillet au 12 août: vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.

Nouveau bâtiment acolaire avec halle de sports.

Equipements sportis modernes privés et collectis: tennis, piscines, tootball, fitness, patinoire, veste domaine shable.

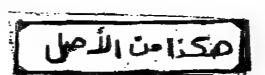
Internet réservé aux jeunes tites à la MAISON DE LA HARPE. Début de l'année scolaire 1988-1989; Mardi 20 septembre 1988

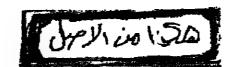
Pour l'envoi d'une documentation, écrire à! COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL = 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) = Tel 025/35 2154 55/56 - Télex 456 210 BSVI Edité par la SARL le Monde directeur de la publica strateur général : Bornard WOUTS



Commission paritaire des journaux et publications ; nº 57 438 ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de résssort ou outre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.





1933, l'extermination de si te de juifs et les dizaines de si te de juifs et les dizaines de si te de si de A son abominable to the country of the toutes in the country of th magne de toutes les peurs, de ement politique, de toute inon des valeurs essentielles de fon GCS various Culture | Sant les Mocauste n'eut pas été possible ask culturel n'est jamais innoce

Musculeusement rescapé de la Muschwitz et de Buchenvald ad Scrivain Elie Wiesel que Frice française ait choisi de den Gaus Barbie de rendre des con tomes ses victimes, julisan soitants de la Résistance, julisan mats, juis et prisonniers politic mals, pajs et prisonners ponte de la parte et même ontologique de la parte de gine juive sera perdu (6) .

Cstant un peu plus loin l'en crie d'une fillette de onze as e sembres à gaz, Elie Wiesel deme De quoi cette enfant était-elle to Me? (7) ». Evidemment, de nen k ats n'étaient pas seulemen Parce que, par leur action,



CONARD DE VINCI

designatent eux-memes me de les plus que eur benneur celui er humaniste avec laper Gent gweient jure d'en finir

160 Charle Bourdet, Priventur und link, Paris, 1975, pp. 24-27, 25 (6) The Wiesel, Was He Ves WAY. Doe work plant put manage at a CE POUT SOUICHLE LE MENT MOS (7) Ideas Phrase Talacattal the metalis de ce propos d'un antil la pre-A Ripolique, qui deporti qui il we d'en attental terrane un The second truth in the second tele sure . des passants : "Tures".

SOCIÉTÉ SANS PROJET? alade de leur culture

Car, encore une fois, s'éclairant de tout ce qui avait modelé son esprit, chacun choisissait sa voie, et ce choix, éminemment culturel, n'avait rien d'abstrait car une culture est vivante on n'est pas. Concrètement, il fallait accepter ou refuser de cacher tel juif traqué ; d'héberger et d'acheminer vers la prochaine étape, sur la route de l'Espagne, tel pilote allié dont l'avion avait été abattu ; de distribuer des journaux clandestins pour démasquer la propagande nazie : de faire du renseimement ou du sabotage ; de s'engager dans un « groupe action » ; d'assurer de périlleuses liaisons. Accepter, c'était s'exposer à la mort pour, avec des moyens souvent dérisoires, rester déraisonnablement fidèle à des principes, à une morale, à une richesse intellecmelle et spirituelle, à cet ensemble complexe qui constitue une culture.

Bien qu'il annonce un peu hâtivement « la défaite de la pensée (8) », Alain Finkielkraut pose en termes clairs ce débat culturel fort ancien qui, de Sieyès et Voltaire jusqu'à Julien Benda en passant par Renan ou Joseph de Maistre, prend aujourd'hui un relief particulier avec le procès Barbie mais aussi - et surtout - avec les aspects les plus brûlants de la politique francaise : immigrés, code de la nationalité. racisme, remons autour de M. Le Pen.

D'un côté, avec le Siècle des Lumières, l'exaltation de valeurs uniquelles persécutions, à quelles boucheries il conduit.

Mais l'universalisme des Lumières n'avait-il pas quelque chose de sus-pect? Oui, si, comme l'écrit Finkielkraut, « le concept de culture [a été] l'emblème de l'Occident impérialiste ». Non, si l'on admet qu'il n'en fut que le prétexte et l'alibi : le • fardeau de l'homme blanc » et la « mission civilisatrice de la France » procuraient de nobles masques à l'affairisme des négociants et des planteurs.

Hélas! La - philosophie de la décolonisation », dit Finkielkraut, a trahi la culture occidentale. A l'appui de cette accusation, il cite quelques documents qui, depuis quarante ans, prônent le respect des différences culturelles (9) ». Puis, par un tour de passopasse inout, il transmue ce « respect » de bon aloi en principe d'- équiva-lence » ou d' « égalisation » des diverses civilisations (10), - toutes les formes culturelles étant aussi valables (11) » les unes que les autres. Ainsi, les anti-impérialistes renieraient leur patrimoine occidental pour se faire les complices de ces coutumes barbares que sont l'excision, la lapidation des femmes adultères, l'amputation de la main du voleur. Finkielkraut s'aventure même à leur faire dire : « Le temps des croisades est révolu; nous ne forcerons plus personne à adopter

cles. Qui refusera à d'autres cultures toute possibilité d'évoluer à leur tour, non pas nécessairement pour imiter l'Europe, mais pour tirer la meilieure part de leur propre génie? Ce n'est certainement pas la violence qui les y contraindra. Même Klaus Barbie a appris de Jean Moulin, et de ses victimes abominablement martyrisées, que la force finit par se briser contre la fermeté de l'esprit.

Or voilà que, sur les cendres encore tièdes du nazisme, resurgit la même vieille hantise : la culture européenne ne va-t-elle pas être contaminée, gangrenée par des apports exogènes ?

Alors que des pays voisins, renouant avec un chauvinisme que l'on croyait enterré, plaçant comme à l'avènement de Hitler leur confort et leur prospérité au-dessus des principes qui fondent leur culture, ont invoqué des « impératifs économiques » pour chasser les travailleurs étrangers, en France des irresponsables, qui n'ont pas l'oreille du ministre de l'intérieur, saluent avec ferveur l'avènement d'une société pluriculturelle. Ils se réjouissent de voir le ver introduit dans le fruit.

Alain Finkielkraut les traite sans ménagement. Il s'en prend par exemple aux « propositions pour l'enseignement de l'avenir » que, voilà deux ans, le Collège de France remit au président de la République. Que disait ce rapport ? Cecl : « Un enseignement harmonieux doit pouvoir concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'enseignent les sciences humaines attentives à la pluralité des modes de vie, des sagesses, des sensibilités culturelles.» Intolérable. Car, de toute évidence, le mode de vie et la culture de l'Europe ont la même valeur universelle que la pensée scientifique qui les inspire et les imprègne.



E retour à l'européocentrisme pose ... en axiome que l'Occident a gardé la maîtrise de son progrès scientifique, qui seralt tout entier au service d'un nouvel humanisme. Voilà déjà une quinzaine d'armées, un mathématicien fort averti des réalités internationales émettait à ce suiet un doute sérieux. Les chemins du progrès technique s'écartent trop souvent des chemins du progrès humain, constatait Claude-Jerôme Maestre (13). Pourquoi? Parce que les « véritables maîtres » de la science - Etats ou entreprises qui financent la recherche, décident de ses orientations et de ses applications - se soucient du bonheur des hommes comme d'une guigne. Leur seul objectif est d'accroître leurs profits et leurs DOUVOITS.

(8) Alain Finkielkraut, *la Défaite de la* méée, Gallimard, Paris 1987.

(9) Idem, p. 93.

(10) Idem, p. 80. (11) Idem, pp. 112-113.

(12) Idem, p. 130.

(13) Claude-Jérôme Macstre, la Science contre ses maitres, Grasset, Paris, 1973.

(Chip Hires-Gamma)

verselles - le Beau, le Bien, le Vrai, le Juste – qui, en ces temps troublés, ne sont guère en honneur dans la communication de masse. De l'autre, avec J. G. Herder, le culte de l'identité nationale. Alain Finkielkraut résume l'affrontement : « La culture : le domaine où se déroule l'activité spirituelle et créatrice de l'homme. Ma culture : l'esprit du peuple auquel j'appartiens et qui imprègne à la fois ma pensée la plus haute et les gestes les plus simples de mon existence quotidienne. » L'universalisme, qui ne peut être vécu que par un effort constant de l'esprit, contre le chauvinisme national.

dont on sait à quelles exclusions. à

mais ne plus voutoir.

animé de l'idéal de justice et de liberté. Celui qui lui fait place,

absorbé par la critique des totalitarismes présents et passés, aller-

gique à toute révolution populaire, insensible à la magie de l'auto-

gestion, ayant réglé son compte au tiers-mondisme, ne dispense

plus aucun idéal, il s'en garde comme de la peste et n'a plus que

des soucis : préserver l'autonomie de l'individu et gérer. Gérer

Comment en est-on arrivé là ? Suivant quel parcours ? C'est à

ce cheminement des idées que nous convient les auteurs d'un livre

qui stimule la réflexion (1); de Michel Foucault à Claude Lefort

mais aussi de Friedrich Hayek à Louis Pauwels ; sans animosité ni

vindicte, mais sans complaisance. Parcours édifiant, semé de terri-

bles petites phrases citées au détour, qui fait converger des pen-

seurs de disciplines et d'horizons différents

vers une idéologie qui sert si bien les inté-

rêts des castes dominantes et légitime leur

pouvoir. Ainsi, par exemple, de la critique

de l'égalitarisme où se retrouvent histo-

riens, philosophes, économistes. Un idéal

qui porte en soi l'uniformisation réductrice,

la perte des libertés et de l'initiative indivi-

duelle, l'accroissement sans limites du

pouvoir d'État. Des risques qu'il ne faut

surtout pas prendre ! Risques à peu près

nuls quand on seit les formidables inéce-

lités qui traversent les peuples et les caté-

gories sociales. Mais, comme le dit M. Mil-

ton Friedman : « La meilleure chose que la gouvernement puisse faire pour les pau-

vres, c'est de les laisser tranquilles. >

[notre] perception de la vie sociale (12).»

BATTERIE ANTI-AFRIENNE DE MISSILES HAWES

Eh oni! Croit-il donc que l'on pourrait, par la force, imposer une culture. une civilisation? Pourtant pen habitués à lésiner sur les movens militaires et policiers, les colonisateurs n'ont pu y pervenir. Pas plus que l'Inquisition et que les Chambres ardentes. Pas plus que le nazisme avec sa formidable machine à broyer tout ce qui lui résistait. L'histoire de l'Europe est écrite avec le sang des douloureuses convulsions dans lesquelles elle accoucha d'une culture se voulant respectueuse de l'être humain et de ses prodigieuses capacités créatrices. Il y fallut des siè-

Eloge de la volonté En exergue de leur demier chapitre intitulé : « Vouloir la ES années 80 ont vu disparaître, en France, le modèle de société », les auteurs citent Benjamin Constant ; « Il y a des épol'intellectuel engagé, ayant fréquenté le mandame, porteur d'espoir révolutionnaire, critique vigilant de l'ordre établi. ques où l'on redoute tout ce qui ressemble à de l'énergie : c'est quand le tyrannie veut s'établir, et que la servitude croit encore en

> Jean-Michel Besnier et Jean-Paul Thomas ont choisi l'éloge de la volonté. Une divergence dans le commerce des idées du jour.

> profiter. Alors, on vante la douceur, la souplesse, les talents

occultes, les qualités privées, mais ce sont des époques d'affai-

CHRISTIAN OF BRIE.

(1) Chronique des idées d'aujourd'hui par Jean-Michel Bestrier et Jean Paul Thomas, Presses universitaires de France, coll. « Recherches politiques », Paris, 1987, 199 pages, 120 F.

Institut Florimont 37, avenue du Patit-Lancy - CH1213 GENÈVE - Tél. 22/92 09 11 Collège Marie-Thérèse 24, avenue Eugène-Lance - CH1212 GENÈVE - Tél. 22/94 26 20 Institut Notre-Dame du Lac

17, ch. Nant-d'Argent - CH1223 GENÈVE - Tél. 22/52 13 44 Etablissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions. JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

INTERNAT-EXTERNAT BACCALAURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE

Avec Galbraith, on avait pu penser que ces technostructures étatiques ou privées, si elles échappaient à tout contrôle, étaient mues par leur propre cohérence interne. Une observation plus fine montre que, en raison même de l'extrême diversification des domaines de savoir et de compétence nul ne maîtrise plus rien.

(Lire la suite page 22.)



L'exigence de lucidité

Par JEAN-CLAUDE PECKER*

ULTURE est, de toute évidence, l'un des mots-pièges de notre temps. Ses connotations sont souvent contradictoires, et il est devenu nécessaire aujourd'hui de lui adjoindre un adjectif adéquat au discours que l'on tient, Dans l'Homme microscopique, Pierre Auger oppose la culture scientifique, en ce qu'elle vise à l'universel, à la diversité des cultures, au cours du temps et en différents lieux. Récemment, dans la Défaite de la pensée, Alain Finkielkraut s'est précisément interrogé - non sans inquiétude - sur le recul de cette culture universelle qui, au Siècle des Lumières, était celle des philosophes. La ruée moderne contre les abus du scientisme et contre ses erreurs s'est finalement muée en une ruée encore plus malesine contre ce que le scientisme conservait de meilleur de l'effort universa-

En váritá, les signes de ce recul sont évidents, il est clair que le grand public ignore, même dans leurs grandes lignes, les progrès de la connaissance et les conquêtes positives des développements scientifiques ou techniques. Il a tendance à n'en plus voir que les aspects les plus alarmants, de la guerre nucléaire à la pollution chimique, de l'échec (pourtant sans doute provisoire) de la lutte contre le cancer ou le SIDA, à l'accroissement des déséquilibres entre les nantis et les indigents. Les grands médias, eux, ont la fâcheusa tendance de n'offrir que ce qui est ettendu, si bien que matchs de football ou jeux télévisés font office de culture.

Les conséquences de cette désinformation ? Le monde contamporain provoque plus de peur que d'effort ; astrologie et sectes prospèrent, comme autant de recours contre l'inconnu ; la réponse aux défis économiques relève perfois de l'irrationnel, et l'affaire des « avions renifieurs » a montré en son temps que les décideurs ne sont pas toujours plus conscients de la méthode scientifique que le grand public. Cette situation doît évidemment être combattue. C'est le rôle des pouvoirs publics, qui en ont les moyens ; c'est aussi celui des chercheurs, qui disposent du bagage nécessaire - caux, en tout cas, qui ont le taient de « faire passer » les messages.

Pour pénétrer l'ensemble des publics, les outils de la culture scientifique et tech-nique doivent être diversifiés et distribués. Si, à Paris, existent la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette et le Palais de la découverte, il faut aussi, en province, des centres régionaux de culture scientifique et technique. La presse scientifique, la télévision et le système de formation à tous les niveaux ont aussi, dans ce domaine, une responsabilité décisive.

Avancées scientifiques et prouesses technologiques se succèdent à un rythme rapide. Que l'on considère seulement le développement des matériels de calcul et des logiciels qui en exploitent les possibilités I Peut-on vraiment demander à chacun de maîtriser l'ensemble des connaissances ? La scolarité est bien inauffisante puisqu'il faut d'abord s'approprier les moyens du travail Intellectuel (lire, écrire, compter) avant que d'assimiler l'acquis du savoir humain. C'est donc une sorte de formation permanente pour tous, nécessairement très incomplète, qu'il faudrait envi-

La tentation est parfois grande de se borner à montrer médiatiquement le pouvoir de la science, le caractère opérationnel des techniques modernes et, parfois, la valeur purement esthétique des nouvelles conquêtes. Mais cette démarche est grosse de dangers presque aussi granda que ceux du laleser-faire ou de l'ignorance complète. Car le spectateur de ces mervellles n'est guère en mesure de faire le tri entre la vérité scientifique dans toute sa force et les inventions délirantes qui font les beaux jours des astrologues, parapsychologues et autres « ...ogues ». Qu'est-ce qui gie ? Comment savoir ? Après tout, un pi digitateur habile procède à des manipulations très réussies, tout comme le physicien. Et si l'on évoque souvent les « miracles » de la science, c'est blen parce qu'a été occulté le long cheminement logique, rationnel, construit de proche en proche, qui les précède. Les méthodes de la science ont un caractère opérationnel évident, mais elles sont al difficiles, al complexes, leurs étapes sont ai facilement gommées, qu'on en retient seulement l'aboutissement.

Pourquoi le ciel est bleu

DLUTOT que de montrer trop de beaux phénomènes ou d'expériences réussies. mieux vaut mettre en évidence cette lente démarche vers la connaissance et les méthodes de la réflexion scientifique. Faire comprendre, c'est entre autres choses, expliquer simplement les phénomènes du monde qui nous entoure (arc-an-ciel, nuages, marées...), tout comme œux du monde du laboratoire ou de l'industrie, moins connus. Si la physique ou la biologie sont, par essence, universelles, la façon d'y accéder ne l'est peut-être pas. Expliquer pourquoi le ciel est bleu ne peut se faire de la même façon selon que l'on s'adresse à des enfants ou à des adultes, à des Français ou à des Nigériens, à des Intellectuels ou à des travailleurs manuels. Et c'est peut-être dans cette spécificité de la méthode didactique qu'il faut chercher la raison des carences des grands médias audiovisuels, la France étant sans doute à cet égard l'un des pays les moins dynamiques. Car il y a une différence entre l'« information » et ce qui, dans les grilles, est baptisé « documentaire ». Il est indispensable, à chaud, d'informer la public sur Tchernobyl, de décrire le lancement d'Ariane ou de rendre compte de la recherche contre le SIDA. L'événement crée alors l'information qui appelle bien entendu des commentaires explicatifs. Mais de la soumission de l'information à l'événement neît l'abus du sensationnel. La découverte de la supernova du siècle a rand de nouvelle importante mais telle observation concernant la structure convective du Soleil, d'une importance scientifique considérable à terme, est passée sous silence. Mais les choses sont encore plus complexes : parler d'un événement, voire le situer et l'expliquer, n'est en général pas suffisant pour bien le faire comprendre s'il n'est pas replacé dans un contexte méthodologique. Telle devrait être la fonction du documentaire. Et l'on est bien obligé de constater que, les indices présumés d'écoute étant bas, on fabrique peu de telles émissions et qu'on les diffuse à des heures trop tardives pour que les adolescents puissent en profiter pleinement.

Faire comprendre, c'est aussi aborder de front le problème des fausses sciences ou des parasciences, ce qui implique, pour les chercheurs les plus sérieux, de consacrer du temps à les comprendre eux-mêmes. Que l'astrologie, par exemple, n'ait aucune base rationnelle dans l'astronomie est facile à constater. Mais pourquoi tant de cens sont-ils persuadés que l'astrologie voit juste en ce qui les concerne ? Il v a là un phénomène psychologique inquiétant à analyser, un phénomène qui, pour moi, s'apparente un peu à l'intoxication provoquée par les propagandes simplistes dont la vie politique nous a donné quelques exemples de sinistre mémoire. Pourquoi semblet-il que l'acupuncture ait à son actif des succès, alors que les explications que l'on en donne font appel à des analogies du type « macrocosme microcosme » qui confinent à l'absurde ? Probablement parce que certains phénomènes physiologiques sont encore mai compris, alors même qu'ils entrent en jeu. Mais la médecine se doit ellemême d'aller plus loin dans la compréhension.

Le monde vers lequel nous nous dirigeons, tant bien que mal, est un monde dur ; les compétitions, à l'échelle de la planète, imposent à nos sociétés une maîtrise des pouvoirs que peuvent donner la science et la technique. Le plus sûr moyen pour acquérir ou conserver, à terme, une telle maîtrise c'est, en définitive, une claire appréhension des méthodes et des moyens des sciences et des techniques, comme celle des conséquences de leur développement. C'est, en somme, dans un univers de forces et d'hommes, une exigeante et permanente lucidité.

Professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences.

citoyens

Marie artoldents y et le discoul set ge versent tout test die Thighmone, de conquire des THE ROLL COME TO THE DATE OF the cars a ment wars to red draft vers is remad & echanger competented in the societies s. Et pour antiel in the societies s. Et pour antiel in the societies set Themesion des fables in e officere aucune valuazion i di mande il seule accordine. — custo tenon et des afficielle Charles graine à l'opposite ment escherche scientifique comité THE CROSSERIE BE SU MONE ecracia, mome de kart wine parter de cityet tole same insue a titre de Si pri There's a seion Jacquard when these, is dose district Const pour l'une de ses cris

tons dans un univers iffétation artiflet et encombreit ist the parter d'ent a quesqu'es

some in direction of the B

PENSÉE SANS OBJET, SOCIÉTÉ SANS PROJET?

Des politiques malades de leur culture

(Suite de la page 21)

Si l'homme moderne « exerce un nombre grandissant de « maîtrises » ponctuelles, remarque Cornélius Castoriadis, il est moins puissant que jamais devant la totalité des effets de ses actions, précisément parce que celles-ci se sont tellement multipliées, et parce qu'elles atteignent des strates de l'étant physique et biologique sur lexquelles il ne sait rien (14) ».

Si la pensée occidentale est en train de se défaire dans la confusion et le néant, ce n'est pas parce que « les enfants gâtés de la société d'abondance et les détracteurs de l'Occident », selon la formule d'Alain Finkielkraut, « affirment à l'unisson » que « toutes les cultures sont également légitimes » et que, d'ailleurs, « tout est cultu-'rel (15) ». C'est plutôt parce que sont trop rares ceux qui, avec Castoriadis, ont compris que les avancées scientifiques des dernières décennies invitent « à se réinterroger sur des capacités et propriétés tout à fait fondamentales de l'ètre vivant, dont il n'existe pour l'instant aucune amorce de compréhension théorique (16) ».

En un très court laps de temps, tant de choses ont changé dans notre appréhension de l'univers ou de la génétique, des lois de la démographie ou du rôle de la sociologie et de la « science » économique, dans la « révolution thérapeutique (17) » ou les mathématiques (18)... Ces nouvelles ouvertures portent en elles un pressant « appel au renouvellement de la pensée humaine » (Castoriadis). Force est d'admettre que cet appel n'est que bien timidement entendu. L'esprit humain en est appauvri.

Publicité et élitisme

DOURQUOI? Les progrès de la connaissance n'ont pu être acquis qu'au prix de spécialisations très poussées qui posent un redoutable défi aux véritables philosophes, fort rares, alors qu'elles permettent à tant de bateleurs de démagogues, bafouant toute raison, d'affirmer péremptoirement n'importe quoi en s'appuyant sur des données parcellaires, scientifiquement prouvées ou non, qui en aucun cas ne peuvent rendre compte d'une réalité de plus en plus complexe. Peu importe que leur objectif soit de servir leurs préjugés politiques (tel est le cas avec la sociobiologie), leurs intérêts économiques (19), ou, plus vulgairement, de se mettre en vedette à bon compte. Le résultat est le même : les idées les plus folles sont ainsi véhiculées dans le grand public, qui n'en peut mais. Ainsi vogue, au gré des courants de la mode, une société sans projet portée par une pensée sans objet.

Des esprits aussi divers que Jean Bernard ou Cornélius Castoriadis insistent donc naturellement sur le rôle de l'information, aussi bien par le canal de l'enseignement que par celui des médias modernes (voir page 21, l'arti-cle de Jean-Claude Pecker). La paressense routine oui dissuade de s'affronter aux sciences « dures » rejoint ici la trop plaisante tentation de suivre la mode du jour. Mais, dit André Lichnetovicz, « la science n'est pas affaire de mode (20) », or c'est elle qui, à chaque instant, place l'être humain devant une série de choix dont dépend l'avenir de la planète : bâtir ou détruire, guérir ou tuer, libérer l'esprit ou l'asservir, etc. ~

nº 13, été 87

EN KIOSQUES

porte un vieux sève cher i Thomas Mann, l'« idée

d'Europe ». Chaque sommaire collectionne le:

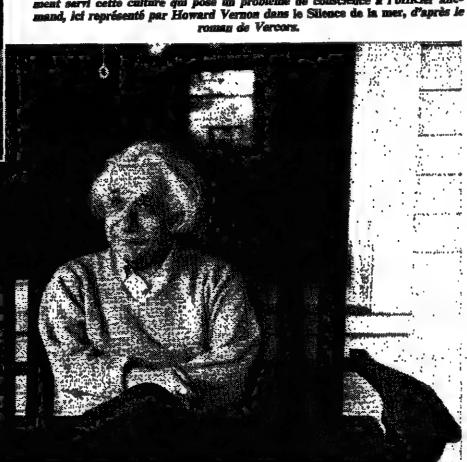
toute avancée scientifique pouvant être utilisée pour le meilleur ou pour le pire (voir page 20, l'article d'Albert Jacquard). La mode, elle, ne peut que substituer la facilité à la rigueur intellectuelle, les passions à la raison, et ainsi obscurcir les choix, détourner le débat. La compétition entre les grands réseaux de communication favorise ce

Des choix sont pourtant faits tous les jours. A quelle logique répondent-ils? Dans un monde dominé par l'obsession du progrès scientifique et technique, des qu'une chose peut être réalisée, on admet qu'elle doit être réalisée, Le fait de pouvoir faire suffit à justifier de faire », écrit Richard C. Lewontin, de l'université Harvard (21). An moment où il annonçait sa décision de renoncer à certaines recherches, le professeur Jacques Testard ne disait pas autre chose : . Ne vous inquiétez pas, si c'est techniquement faisable, certainement quelqu'un, un jour, aux Etats-Unis, le fera (22) », même si cela est absurde, inutile, dangereux. Le chemin du « progrès », note Castoriadis, « est de moins en moins celui d'un souhaitable quelconque, et de plus en plus celui du simplement faisable (23) », même si l'on en ignore l'aboutissement et les

SAS, dont chacun est vendu à 500 000 exemplaires. Il est évidemment rassurant de faire ainsi contrepoids aux 25 000 exemplaires de la Méditerranée, de Fernand Brau-

del (28)... · La télévision offre naturellement des tentations beaucoup plus fortes. C'est pourquoi deux hauts représentants de la culture française, MM. Lagardère et Bouygues, se sont disputé le contrôle de TF 1. Etait-ce conscience de leurs limites? Toujours est-il qu'ils ne s'engageaient pas seuls. Chacun avait choisi ses alliés. Fidèles. On vit ainsi M= Christine Ockrent servir de fairevaloir à M. Lagardère avant de se retrouver chez M. Bouygues. En toute liberté. Une liberté consolidée par un salaire mensuel de 230000 francs (23 millions d'anciens francs). Mieux que Mourousi, mais moins bien que

Non seulement physicien mais aussi violoniste, Albert Einstein a magnifique ment servi cette culture qui pose un problème de conscience à l'officier allemand, ici représenté par Howard Vernon dans le Silence de la mer, d'après le



(Ernst Hoos-Magnum)

nivellement par la médiocrité, privîlégie le sensationnel et l'accessoire au détriment de tout ce qui, complexe et fondamental, nourrit une culture.

Si la dynamique interne des technostructures est inapte à susciter des choix lucides (et ce n'est pas par hasard que le mot « lucidité » revient ici dans les articles d'Albert Jacquard et de Jean-Claude Pecker); si les citoyeas, peu et mal informés, ne peuvent rationnellement peser sur la décision : si, enfin, les politiques ne sont pas en mesure de jouer leur rôle traditionnel de médiateurs entre ceux qui possèdent les connaissances et ceux qui, par le suffrage universel, détiennent la scule souveraineté légitime - alors comment une démocratie pourrait-elle mettre les progrès scientifiques et techniques au service du progrès humain?

MORD — SUD — CENTRE P. Burin Des Boders J.G. Castranab. C. Firmates J. Goyfforfe J.-L. Gastrafe E. Krauze J.-G. Master J. Sahlers S. Ardey E.W. Sald

DE DOSTOIEVSKI A SARTRE

conséquences. C'est déjà ce que disait, voilà vingt-cinq ans, le biologiste américain George Wald, prix Nobel : Nous nous fourvoyons en pensant que le proerès consiste à faire tout ce qui est réslisable, alors que le progrès consiste à choisir, dans ce qui est réalisable, entre ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas (24). Et ces choix deviennent les révélateurs du projet culturel qui les

Après avoir, non sans légèreté, attribué la « défaite de la pensée » à une hétérogène coalition de malfaiteurs publics (25), Alain Finkielkraut, se réveillant soudain d'un cauchemar curiensement teinté de racisme, va enfin consacrer six pages à un conpable Innombrable : « Sa Majesté le consommateur (26) ». Mais ce coupable est victime. On le flatte, on l'adule, on le courtise pour mieux l'abêtir. « Au moment même où la technique, par télévision et par ordinateurs interposés, semble pouvoir faire entrer tous les savoirs dans tous les foyers, la logique de la consommation détruit la culture », écrit-il. La technique n'est pas responsable de cet abaissement, mais bien ceux qui s'en servent : « De peur de tomber dans l'élitisme (...), l'intellectuel contemporain s'incline devant la volonté de puissance du show-business, de la mode ou de la publicité (27). »

Encore conviendrait-il de distinguer entre les intellectuels et ceux que la communication de masse ose présenter comme tels. Tout « progrès » peut être utilisé pour élever ou pour abaisser. Comme la télévision, la « technique » du livre de poche peut mettre les grandes œuvres à la portée de tous. De fait, chaque année, la Peste, le Grand Meaulnes, le Silence de la mer, le Journal d'Anne Franck, Germinal ou Cent ans de solitude se vendent à 50 000 ou 100 000 exemplaires en format de poche. Parfait. A ce dangereux essor culturel, il faut opposer un antidote : Rika Zaraï se vend à deux millions d'exemplaires, et un « écrivain » comme Gérard de Villiers public chaque année quatre volumes de la série

Patrick Sébastien, Patrick Sabatier ou Stéphane Collaro. Le résultat sera quand même excellent. Se disant soucieuse d'étendre le « rayonnement d'une culture », Mª Ockrent affirme aussi : « Seul le public est juge et arbitre. (29) » Telle est bien la loi non pas de la culture mais du commerce et de la publicité. Pour concilier ces deux objectifs, il faudra présenter le Silence de la mer dans le style de Gérard de Villiers, faire réécrire Braudel par Jean

Le public est pourtant juge, et, aux Etats-Unis, il juge dejà. L'audience des trois grands réseaux aux heures de pointe est tombée de 90 % à 76 % au cours des six dernières années (30), ce qui suffit à faire chuter leurs ressources publicitaires, entraînant compressions budgétaires et licenciements. Cette heureuse évolution est due au succès croissant des chaînes culturelles, à péage. Parce que la culture ne se consomme pas mais s'acquiert, et parce que, libre de ses choix, l'homme ne peut indéfiniment être manipulé, un sursaut se produira aussi, un jour, en France.

(14) Cornéllus Castoriadis, « Vois sans issue ? », dans Les scientifiques parient..., sous la direction d'Albert Jacquard, Hachette, Paris 1987. L'ouvrage passe en revue l'état des connaissances et suggère un début de réflexion sur les problèmes qu'elles posent. Dans sa contribution, Castoriadis écrit aussi : La contribution, Castoriadis écrit aussi : « La science est, devrait être, contrairement à ce qui s'est passé depuis Hegel, objet de passion pour le philosophe. » Mais il semble que l'on puisse maintenant s'afficher à la fois « philosophe » et « nouveau » en ignorant l'élargissement et les bouleversements que les récentes avancées scientifiques ont introdnits dans le channe des compaiseances humaines I a meil. avancees seneminques ont introduits dans le champ des connaissances humaines. La meil-leure démonstration en est faite par Bernard-Henri Lévy dans son récent Eloge des intellectuels, Grassot, Paris, 1987. C'est un livrentigolo, où l'auteur croit parier du monde en monde de lui mânte. parlant de lui-même

(15) Op. ci., p. 136,
(16) Les scientifiques parlent, p. 290,
(17) Le formule est du professeur Jean smard dans Les scientifiques parlent,
(13) Tous domaines passés en revue dans

(19) Dans le même ouvrage, Claude Ménard évoque (p. 169) la théorie de l'équili-

l'ouvrage ci-dessus.



Il importe donc de retarder le plus possible ce funeste moment. Voilà déià un bon demi-siècle, Jean Guéhenno déclarait : « Enfant du peuple (...), j'at puisé dans [les humanités] une puissance de libération, un accroissement de conscience humaine, dont il n'est pas de jour que je ne sente la valeur ; j'ai décidé qu'un tel viatique ne resserait pas, pour ceux de ma classe, le los de quelques-uns, mais que je me consacrerais à faire qu'il fut donné. sinon à tous, du moins au très grand nombre, n'admettant pas que les fruits que j'en ai tirés fussent les effets d'une ion exceptionnelle. >

Guéhenno ajoutait qu'il avait conscience de s'engager ainsi dans une guerre ouverte avec la bourgeoisie, qui veut bien faire à une polgnée des miens l'aumône de la culture, mais entend qu'en principe ce soit sa classe, et sa classe seule, qui y ait droit ».

Vous pensez, lui écrivait alors Julien Benda, que la culture « est, par essence, assimilable à tout ce qui est homme et non à certains hommes» sculement. Puis il relevait en quoi la notion de cuiture s'est considérablement transformée depuis vingt ans », et il faudrait noter que, un demi-siècle plus tard, elle a encore beaucoup changé, notamment sous l'effet des apports scientifiques, qui n'ont certes pas invalidé les - humanités > mais permettent de les aborder par tant

Le droit de mépriser

E T Julien Benda lançait cet avertis-sement toujours valable: «Cest sur cette culture-là que l'ennemi va faire porter le combat ; c'est de celle-là (...) qu'il vous signifiera qu'il entend la garder, ou plutôt qu'il n'a même pas à vous la refuser, vu - prétendra-t-il qu'en raison des conditions économiques et sociales qu'elle exige, vous êtes essentiellement, en tant que classe, incapable de la recevoir et de la goûter. C'est de celle-là qu'il vous dira que, tant que vous ne l'avez pas, vous n'avez pas de culture et que le fait qu'il l'a lui donne le droit, dont il usera, de vous mépriser (31) ».

Julien Benda ne pouvait avoir idée des prodigieux moyens dont disposerait plus tard la communication de masse Dour, dans cette « guerre ouverte », mettre en œuvre, et sur quelle échelle, co sacré « droit de mépriser » le grand public. Il ne savait pas que, le but à atteindre étant inappréciable, on offrirait des ponts d'or à des journalistes et à des animateurs pour étouffer la culture sous le vedettariat, la mode, la publicité, le sensationnel, le showbusiness, pour transformer en collaroïdes les libres citoyens de cette démocratie. Ainsi privés d'une authentique culture, les électeurs ne seraient pas en mesure de faire des choix politiques dangereux pour l'ordre établi. Ne pouvant, dans cette œuvre essentielle, se contenter de MM. Bouygues et Hersant, la République a donc fait venir M. Silvio Berlusconi en renfort. François Ia, lui, invitait Léonard de Vinci à s'installer au Clos-Luce

CLAUDE JULIEN.

bre général, - son point de départ, l'étude des marchés concurrentiels, ayant pour objet l'apologie, fort peu scientifique, de la société

libérale et du régime capitaliste ».

(20) Les scientifiques parlent, p. 238.

(21) Idem, p. 55.

(22) Idem, p. 297. On tente même de faire ce que les scientifiques estiment irréalisable, par exemple la « guerre des étoiles », symbole de la rupture entre la science et l'idéologie.

(23) Idem, p. 267.

(24) Entretien avec C. J.

(25) Parmi enx. PUNESCO. Claude Lévi-

(25) Parmi eux, l'UNESCO, Claude Lévi-Stranss, Pierre Bourdien, les - tiersmondistes > Jack Lang, Frantz Fanon, Che

mondistes » Jack Lang, Frantz Fanon, Che Guevara, Régis Debray, Harlem Déair, etc...

(26) A. Finkielkraut, p. 145.

(27) Idem, pp. 150 et 147.

(28) G. de Sairigné, dans Tous les livres au format de poche 1987, Cercle de la Librairie, Paris 1987. Voir aussi « Le livre et la lecture en France», Problèmes politiques et socioux. 17 avril 1987, La Documentation française, Paris.

(29) Article cité, cf. note 2.

(30) Cf. le Monde-Affaires, 4 avril 1987.

(31) Julien Benda, Appositions, pp. 38, 39, 44, 45.

minitel, out

garan, annan can ib

ambia du ambir et d'un

German bei diene

gara to est est a d'ace

grant for a class of the

ge man gerentantenen 1911 (a.

distribution of the second

lymna as more or enter the

The second secon

Carried Carried

ANTE mois quatre vings Silver, en France, san de depuis cinq ares, in select to bemy Ce starces and par rise . dont la plupari a poper reserve à la presse. Q in doctory service with AND IN IS CAPACICIE PER MA gene des dizaines de mi

Quand l'organe cree la

medica in terres un oper-व्यक्त के स्पूर्ण के करा है। कि Minister Court Land Co. THE LET LET BY LET'S LOOK BE BRE CELE CONTAIN Street and the street of the street being the Sam offende blest gan

Et i gembiene geich Statement weder der fage. to margarite in order with a course one Programme with the Partie de l'impe de l'autili the day of the late of the lat Per la grand martina se

And the court of the same Benitte a direction gente. The second secon the strength of the late STREET STREET The last tend grant for Antonio de econoces e Salamini a gerampte the face apparainte les Anta Caldel Car Callan

the fit is remergnements the second is plus fre-Braile En fait, matent Serritura et lens électroin des emireynaes de the second of the second de la programmes de 14 Carrier 163 Propins to be tentes par correspon-

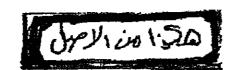
the section are suite Se Generalique grand Control - Continte The Sumound ears los ape Tei do succidies di Dernieres Nationalies States of the baptic par les membres the to toudents du qual-

State les Desertes Sales Cours of Charles State a services, occases the instruction of Carlow the defice ou de De Project donnaient la יהן כופינג לב ככתגעוננר les comme La distracthe gre is bataile Service de mesmet y en Paris interior de la personnes de la réci a trans the factor of the contract of the cont

of committee one la agentica estados da Contraction (response des

Co quilité





importe donc de retarder k

bon demi-siècle. Jean Gue

dans [les humanités] une les de libération, un pour le

fen al tirés sussent les essent lessent les essent les essent les essent les essent les essent les

erre ouverte avec la bourgon

avalidé les « humantes » mase

get de les aborder par le

ar vous mépriser (31) «

pour transformer and

paller an Clos-Lucé.

aioa exceptionnelle.

a classe seule, qui y ait droit.

Bornit : « Enfant du peuple () //s

es de libération, un accrouse

L'ÉTAT ET LES « MESSAGERIES ROSES »

Le minitel, outil de connaissance ou facteur de perversion?

HAQUE mois, quatre-vingt-dix mille nouveaux minitels viennent s'ajouter, en France, aux deux millions et demi déjà installés. Ainsi, depuis cinq ans, la télématique connaît un succès qui ne se dément point. Ce succès est pour une large part, celui des « messageries roses » dont la plupart ne sont accessibles que par le réseau Kiosque, réservé à la presse. Quels sont les liens entre la presse et ce douteux service télématique? L'Etat, de son côté, ferme les yeux sur le caractère peu moral de ce mode d'utilisation qui lui rapporte des dizaines de millions de francs...

Par DENIS PÉRIER-DAVILLE *

conscience humaine, dont il re de jour que je ne senie la vale Fai de jour que je ne senie la vale se fai décide qu'un tel viatique ne ma classe la pase pour ceux de ma classe la la quelques-uns, mais que pe de la moins au vis mare du moins au vis Après la radio, le téléphone et la télévision, un nouveau moyen de communication destiné au grand public a vu le jour il y a à peine quelques sunées : le minitel. Si ses premiers pas tous, du moins au vès pa de de tous, du moins au vès pa mandre, n'admettant pas que les fu furent discrets, sa croissance a été ultrarapide, et sa jeunesse turbulente commence, dans un parfum de scandale, à défrayer la chronique.

La télématique grand public concrétisée par le minute concrétisée par le minute conçue pour remplacer progressivement l'annuaire papier édité à 25,3 milles par le minute de la house de la ho lions d'exemplaires par an. Il repré-sente 40 000 tonnes de papier. Que de forêts ainsi immolées! D'où l'idée de faire appel à la conjonction de deux technologies avancées - l'informatique wenne pensez, lui écrivait alors le ser un petit appareil branché sur le ser un petit appareil branché sur le ser un pent apparen prancue sur le ser un pent appa consec et non à certains home machine à écrire, qui est relié à une machine à écrire, qui est relié à une banque de données des abonnés au télé-

phone par un réseau appelé Transpac. L'usager tape sur le clavier sa drast noter que, un demise demande et obtient instantanément la réponse qui s'inscrit sur l'écran de son le minital. Ca système de renseignements as scientifiques, qui n'on es possède par rapport à l'annuaire papier

l'avantage de concerner l'ensemble des départements et de faire l'objet d'une mise à jour permanente.

Le prix de ce petit terminal - un peu moins de 1 200 F- est relativement élevé. Si les usagers devaient l'acheter, le système n'aurait eu ancune chance de se développer. Aussi, les postes et télécommunications (P et T) ont-elles été autorisées par le gouvernement à distribuer gratuitement ces minitels chez les abonnés au téléphone, zone après zone, de façon qu'un jour cette distribution soit générale sur l'ensemble du territoire. Présentement, 2 500 000 minitels ont été ainsi placés dans le public à la cadence actuelle de 90 000 par mois.

Mais si le minitel ne devait servir qu'à l'annuaire téléphonique, ce serait pour l'Etat un luxe exorbitant. Aussi les P et T ont-clies fait un pari ambitieux en tablant sur un développement du système télématique pour d'autres usages ayant pour conséquence de générer un accroissement du trafic téléphonique et partant, une augmentation du volume des taxes facturées aux

Quand l'organe crée la fonction

I L s'aglassait en fait de briser un cer-cle vicleux : les particuliers ou les droit de mépriser entreprises n'ont aucune raison d'acheter un minitel taut que les services n Benda lançai! cel area offerts ne sont pas appréciables. Les toujours valable (f serveurs n'ont aucun désir d'investir Culture-ià que l'esseit dans la télématique tant que le nombre ner le combat c'est de alle de leurs clients potentiels n'est pas was segreflere qu'il es important.

w. ese plutot qu'il no mies. Autrement dit, le problème posé Antrement out, le produce des facteurs. C'était l'organe qui devait créer rescieles qu'elle exige, soul la fonction. C'était en quelque sorte ellement, en turt du du aux usagers et aux entreprises utilisaconstitute de la recevoir et di la prices de décider de l'usage de l'outil

and que vous ne l'aves para Comment le grand public se Par ha donne le drait, im tion? Pour le savoir, la direction généraie des télécommunications décide de Parier Benda ne pouvait storit faire une première expérience dans une some determinée, à Vélizy. Environ 2 500 minitels furent remis gramitement à un sale author de si ment à un échantillon de « cobayes »

**Cotte : 520770 (2007)

Volontaires, de juillet 1921 à 45 te des couvre, et sur quelle com 1982, cela afin de faire apparaître les west . droit de megetter . E véritables centres d'intérêt des utilise teurs.

grabile. Il ne savant p.i. que le se L'on pensait que les rensulgnements administratifs seraient les plus frére sous le vedettariat, li mois en tête les consultés. En fait, vinrent de saimteur pour coule continue sous le vedettattat. La mos en tête les informations et jeux électro-politicisé, le sensationnel, le se miques offerts par des entreprises de presse, devant les renseignements pratiques tels que les programmes de ques tels que les programmes de cinémas en de télévision, les horaires de trains en les ventes par corresponservere de faire des chait point dance.

the faire des challe V. A la fin de 1982, débuta une autre A la fin de 1982, débuta une autre expérience de télématique grand public — baptisée Gretel — conduite Problem 1 done la dans un quartier de Strasbourg sous les Acpusique a unua un quartier de Strasbourg sons les auspices des P et T et du quotidien Serio Beriuscom en remonsulation régional les Dernières Nouvelles d'Alsace. Elle s'adressait à un public fort limité constitué par les membres d'une association de résidents du quartier de l'Esplanade.

Le centre serveur, les Dernières Seed, - son point de départ, l'éch Nouvelles d'Alsace, offrait divers serfor peu scientifique, de la serie de région de la serie de régione connaisse.

Les mémois fiques purient p. 18.

Rém. p. 257 On tente même de régione p. 297 On tente même de régione p. 297 On tente même de régione p. 297 On tente même de région p. vices : informations générales, locales, programmes de télévision, cinémas, météo, horaires de trains on d'avions, recettes de cuisine, liste d'hôtels ou de restaurants... Des banques donnaient la possibilité à leurs clients de consulter More, p. 267. directement leur compte. La distraction n'était pas négligée. Des pro-Pierre Bourdien, for may let emessagerie instantante mant la possibilità instantante mant la possibilità instantante mant la possibilità de la company de la Remains avec C J.

Remains avec A. Penbelkraut. 9. 145.

A. Penbelkraut. 9. 145.

A. Samtgré, dans. Tus life.

G. & Samtgré, dans. Tus life.

1907. Voir auxi. Le lint.

Pentre auxi. Le lint.

17 avril. 1957. La Domini. trois lignes d'écran par trois lignes d'écran

Très rapidement, en constata que la fonction informations et services, qui

Président de la Fédéra Fartiste cité, d'autre autre sociétés de journelistes. Président de la Fédération française des

aurait du constituer l'essentiel du trafic, ne représentait guère plus de 10 % de celui-ci ; les messageries accapa-raient la moitié de l'activité et les jeux occupaient 40 % du temps d'utilisation. Ce qu'on avait pu presentir à Vélizy faisait l'objet d'une éclatante confirmation. Dans l'année qui suivit, ce fut l'avalanche d'un énorme succès.

Ce nouveau mode de communication aliait plus loin qu'un simple jeu. Pour une personne un peu naïve, voir s'inscrire progressivement sur l'écran de son minitel les lettres d'un message qui lui est destiné constitue une sorte de fascination. Elle a le sentiment d'une ence mystérieuse et vivante derrière l'écran. La technique permet de faire coincider le rêve et la réalité. Avec la messagerie instantanée, il y a réellement à l'autre bout du circuit une personne en chair et en os avec laquelle on peut échanger des messages sur

Le minitel peut être sinsi le carrefour où se rencontrent deux personnes anonymes à la recherche d'un échange et avant à tout moment la possibilité d'interrompre le contact ou au contraire de se faire connaître.

Parler avec quelqu'un, pour se dire quoi ? La pratique montre que ce n'est pas pour échanger des considérations philosophiques ou pour parler de la pluie ou du beau temps. Mais par jeu, par provocation, par exhibitionnisme, par défoulement, pour laisser libre cours à sa libido, ce genre d'échanges consistera à dire ce qu'il n'est pas possible d'exprimer dans la vie conrante.

Le minitel, parmi une petite minorité particulièrement réceptive de ses utilisateurs, a «réveillé le cochon qui sommeille» et est devenu, par ces temps de SIDA, le terrain d'élection du sexe et de ses débordements

Les lecteurs de magazines pornos ou érotiques, les clients de sex-shops et de la prostitution constituent, on le sait depuis beau temps, un filon aurifère inépuisable exploité par un milieu composite allant de l'éditeur de presse BCBG au proxénète avéré. Ces «professionnels de la fesse», à l'affût de tout moyen de gagner de l'argent à peu de frais, se sont rués comme un seul homme sur la télématique et ses possi-

Les promoteurs de Gretel, leurs émules et les pontes des P et T ont-ils vouln cela? Ils s'en défendent vigoureusement en parlant de «piratage», en invoquant une utilisation du minitel inventée par certains usagers allant à l'encontre de l'intention des pères du système. Mais si «piratage» il y a eu. force est de constater qu'on a tout fait pour qu'il soit institutionnalisé, pour laisser courir l'expérience jusqu'à la commercialiser et à la généraliser à l'échelle de tout le pays.

La logique économique fait d'ail-leurs qu'il pouvait difficilement en être autrement. La télématique grand public est financièrement fondée, pour les P et T comme pour les services, sur des recettes en fonction de la durée du message, Cela pousse le serveur à don-ner la préférence à des utilisations nécessitant la communication la plus longue possible.

Bien souvent, un possesseur de minitel à la recherche de l'âme sœur s'imagine dialoguer avec un autre possesseur de minitel. En fait, il est en contact avec un ou une employée du centre serveur dont le rôle est d'établir un «dialogue libéré» avec les clients en maintenant le contact le plus longtemps

Comment, sont recrutées ces «animatrices», ces «hôtesses»? Non sans cynisme, le fondateur d'une «messagerie conviviale » l'a raconté ; « Il est vrai que ça n'a pas été facile. Sur les deux mille réponses à notre petite annonce, candidates qui ont défilé dans nos bureaux. Après de nombreux tests, nous en avons gardé huit... Il faut ajouter que c'est un métier très dur et que deux hôtesses nous ont quittés pour dépression nerveuse. »

Les «hôtesses» sont d'ailleurs déià « obsolètes ». Dépassées par le progrès technique, elles vont être remplacées par des machines. En effet, il a été mis au point un système qui gère une banque de trente mille phrases, de manière que celui qui se connecte ne puisse pas savoir, même après dix ou quinze minutes de dialogue, si c'est un être humain ou une machine qui lui

Bref, le succès du minitel est indiscutable. Il fallait désormais pour les P et T et pour les services utilisateurs penser à gagner de l'argent. Le 22 mars 1984, le ministre chargé des P et T, M. Louis Mexandeau, créait, à titre exceptionnel, pour une durée de deux ans reconductible, un système de taxation spécifique sur le réseau télémati-

Il en résultait quatre régimes de taxation en fonction du service rendu ; - l'annuaire électronique (coût : 21,90 F l'heure);

- les services purement professionnels (le 36.13, coût : 7,30 F l'heure) ; - les services commerciaux (le 36.14, coût : 21,90 F l'heure);

- les services grand public obtenus en faisant le 36.15. L'utilisateur paye une taxe de base de 0,73 F toutes les 45 secondes, soit 58,40 F l'heure. Les P et T conservent les 3/8º de cette somme, soit 21,90 F, et ristournent les 5/8-, soit 36,50 F, an service demandé.

Il fut décidé par une simple circulaire ministérielle en date du 17 mai 1984 que ce réseau 36.15, en sus des organismes remplissant une mission de service public, serait réservé aux organes de presse titulaires d'un numéro d'inscription à la Commission paritaire des publications de presse ainsi qu'aux radios locales ayant une autorisation d'émettre. C'est la raison pour laquelle ce réseau est appelé Kios-

d'un régime fiscal particulièrement avantageux en matière de TVA. Celloci est alors de 2,1 % ou de 4 % an lieu de 18,6 % pour le tarif normal ou même 33,33 % pour les revues pornographiques ou les sex-shops.

L'administration fiscale a taxé les services Kiosque à 18,6 %, mais ceux-ci invoquent le régime fiscal de la presse pour contester cet impôt. Aussi, des procès sont-ils en cours devant le Conseil d'Etat.

Selon certaines évaluations, les bénéfices de nombreuses messageries représenteraient près des trois quarts de leur chiffre d'affaires. Il est vrai que la concurrence est rude et qu'il est vital pour un service de messagerie de se faire connaître. D'où une débauche de publicité par voie d'affiches, dans la rue, chez les commerçants, dans le métro, qui attire l'attention de tous sur ce genre d'activité et choque nombre de passants qui ont le sentiment que les murs de nos villes sont transformés en vecteurs d'innombrables maisons de

Quel jugement porter sur le minitel? S'agit-il d'un fait de société? D'un remarquable instrument de connaissance? D'un outil commercial? D'un jouet faisant fureur chez les enfants? D'un gadget sans lendemain? D'un diabolique instrument de perversion? Il est sans doute tout cela à la fois. C'est la boîte de Pandore, d'où se sont échappés les maux et les bien-

Ce constat est inquiétant. Certes, nombre de services sont à l'abri de toute critique. Des ntilisations utiles et intéressantes du minitel se sont multi-



PANTASMES A VENDRE, A LA FOIRE DE PARIS

que, par analogie à la presse écrite. De nombreux journaux ont ainsi leur centre serveur télématique diffusant les services les plus divers, n'ayant souvent rien à voir avec les « messageries

Il n'en est pas moins évident que de multiples services n'ayant aucun rapport avec la presse - et tout spécialement des centaines de « messageries conviviales » — sont accessibles par le 36.15. Comment s'explique ce mystère? La réponse est simple. Si on ne dispose pas d'un numéro de la Commission paritaire des publications de presse, il est possible de passer discrètement un accord avec un titre de presse n'ayant pas de service télématique et qui « prête » ainsi son numéro. Une telle entente est facile, car il existe 14 000 publications, parfois parfaitement incomues, inscrites auprès de la commission. Un tel trafic, peut-on penser, tombe sous le coup de la loi pénale. Cet aspect de la question ne semble guère préoccuper les autorités compé-

Mais, dira-t-on, l'entreprise souhaitant bénéficier du système Kiosque devra avoir une certaine envergure, offrir des garanties, faire des investissements onéreux, puisqu'elle devra dispo-

ser d'un équipement d'ordinateurs. En réalité, cela n'est pas nécessaire, car l'entreprise pourra se faire héberger parmi d'autres dans un centre serveur, puissamment équipé d'ordinateurs, avec lequel elle partagera les taxes rétrocédées par les P et T. Cela explique la prolifération de petits services créés par des débrouillards doués souvent de plus d'imagination que de scrupules et de surface financière.

La croissance du trafic 36.15, dépassant les prévisions les plus optimistes, provoqua le 18 juin 1985 une surchauffe qui entraîna un écroulement quasi total du réseau de transmission Transpac. Il fallut près d'un mois pour rétablir un trafic normal pour les services grand public. Depuis, la croissance du trafic a repris de plus belle.

Le fait de posséder un numéro de la commission paritaire fait bénéficier

pliées aussi bien dans le secteur professionnel que dans celui concernant le grand public. Aussi serait-il iniuste d'assimiler la télématique aux « messageries roses ». Il n'empêche que la part très importante du trafic absorbée par ce secteur et par les jeux pose problème. La coexistence devant le minitel de icunes et d'adolescents - attirés par jeux - et d'obsédés sexuels attirés par les messageries - est émiresoment malesine.

Les P et T, et le gouvernement, se trouvent confrontés à un seul et unique problème : comment rentabiliser le système? L'investissement dans la télématique représente pour les P et T une dénense considérable, évaluée à 5.5 milliards de francs depuis l'origine et 2 milliards de francs pour la seule année 1986. Un tel investissement ne peut être financé indéfiniment à fonds perdus. Il faudra un jour parvenir à l'équilibre. Ce qui est loin d'être le cas

La méthode la plus simple est de privilégier les réseaux et les services qui rapportent le plus d'argent aux P et T. C'est la politique qui a été suivie jusqu'à présent. Mais le rôle de l'Etat est-il de fournir à quelques malins le moyen de faire une fortune rapide en exploitant la naïveté ou la libido d'une partie de la population ? Est-il de partager avec les bénéficiaires le produit d'une activité dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a rien à voir avec une mission de service public? Evidemment, non. Poursuivre dans cette voie engagerait gravement la responsabilité du gouvernement.

Le devoir de l'Etat est de renverser la vapeur, d'abandonner ce qui ressemble fort à une fuite en avant pour s'engager résolument dans une politique télématique utile à la collectivité, reposant sur des bases saines à la fois sur le terrain financier et sur celui de l'intérêt général.

Mais est-ce possible? On est en droit de se poser cette question, car plus de la moitié des recettes encaissées par les P et T proviennent des messageries et des jeux...

287 millions d'appels

E bijan chiffré actuel de la télématique est impressionnant. Durant l'emée 1986, sur l'ensemble des réseaux, 287 millions d'appels ont engendré 32 262 700 heures de connexion, soit près de trois fois plus que l'année

Pour apprécier l'importance du phénomène, il convient de distinguer d'une part le trafic, d'autre part le chiffre d'affaires.

 Le trafic : selon une évaluation feite per la direction générale des télécommunications à partir des 4312000 heures de connecion réalisées en décembre 1986, la répartition du trafic par type d'utilisation a été la suivante :

- Armueire électronique : 17 %. - Réseau 36.15 Kiosque :

informations: 8 % : - vie pratique: 15 %:

- Réseau 36.14 : ~ banques, finances: 6 %:

 applications professionnelles : 5 %. Réseau 36, 13 :

- groupes fermés d'abonnés : 16 %.

Les heures de connexion (hors annuaire) se sont réparties à raison de 71 % sur le 36.15, 21 % sur le 36.14 et 8 % sur le 36.13. Les heures de connexion, pour le seul réseeu 36-15, se sont réparties à

raison de 59 % pour les messageries et les jeux, et de 41 % pour le reste. • Le chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires réalisé provient essentiellement du réseau 36.15. Pour ce seul réseau, il s'est élevé en 1986 à 1 315 millions de francs. Les 5/8" de cette somme, soit 822 millions de francs, ont été reversés aux

services, les P et T conservant les 3/8" restants, soit 493 millions. Selon des déclarations du ministre des P et T, M. Gérard Longuet, faites récemment à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur ces 622 millions de francs reversée, les messagaries ont représenté 320 millions, soit 39 %. Toujours selon M. Longuet, les « messageries roses » ne représenteraient guère plus de 20 % des agenes totales, soit 60 millions de francs.

En avançant un pourcentage aussi faible, le ministre fait montre d'un grand antimisme. La proportion inverse est certainement plus près de la réalité. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à un répertoire des services de télématique, où, sous la rubrique «messageries», figurent essentiellement des messageries d'un

DESENCHANTEMENT, INDIVIDUALISME, VACUITÉ

OUVERT de récompanses et plébiscité par tous les publics, un film du Québec - le Déclin de l'empire américain, de Denys Arcand, - a enfin rencontré, trente ans après la naissance du cinéma québécois, un grand auccès

Ce succès repose plutôt sur le caractère universel de son thème central - le bilan affectif de la génération de quarante ans - que sur la spécificité ou le particularisme québécois. Et pourtant, ces personnages qui parient saulement de leur corps, de leur sexualité ou de la bonne chère sont de bien typiques représentants de ces hommes et de ces femmes du Québec d'aujourd'hui. Ils avaient vingt ans en 1960 su début de la « révolution tranquille » ; ils ont cru au projet d'indépendance, ont ensuite accompagne l'ascension du Parti québécois (PQ), puis assisté à sa chute, et ils contemplent enfin aujourd'hui, dans l'indifférence, la restauration du fédéralisme canadien. Ecartelés entre les plaisirs de la table et ceux du lit, menacés à la fois par le cholestérol et le SIDA, às ont choisi de demeurer loin de la politique.

Le titre du film de Denys Arcand est, bien sûr, une amiphrase. Ce n'est pas l'empire américain qui serait en déclin mais l'idée d'un Québec souverain dont d'ailleurs les personnages ne parient ismais. Un silence d'autant plus significatif chez Denys Arcanti qu'il est l'auteur de quelques-uns des films politi ques les plus radicaux : On est au coton, Québec : Duplessis et après..., le Confort et l'Indiffé-rence, etc. Mais l'auteur a voulu traduire ce sentment général de désillusion, de désenchantement, qui domine aujourd'hui.

En ce sens, ce film demeure fidèle à l'une des grandes traditions du cinéma québécois : être le reflet de sa société. En effet, de toutes les expressions culturelles, le cinéma est sans doute celle qui a le mieux illustré et encouragé l'éveil de la conscience nationale québécoise.

Et cela, dès la fin des années 50. Le Québec sortait alors d'une longue période de léthargie. Le chef du Parti d'union nationale, Maurice Duplessis, était resté à la tête de la province de 1936 à 1958, la maintenant de facon autoritaire dans un carcan de conformisme clérical étoutient.

L'équipe ilbérale de Jean Lesage, qui auccède à celle de Duplessie, entreprend tout de suite de multi-ples réformes, afin d'accélérer la lalicisation de la société, se déruralisation, bref, se modernisation. C'est dans ce contexte - et alors que les enfants née de l'explosion démographique du début des années 40 arrivent à l'êge adults - que la revendication nationaliste ve s'exprimer surtout dans le domaine culturel. La poésie, la chanson, le cinéma, participent plainement et encouragent ce double objectif : hêter le modernieme, revendiquer l'iden-tité. C'est l'époque de la « révolution tranquille ».

La force des paroles

50US le slogan : « Maîtres chez noue », tous ces films, ces chaneons, ces poèmes, réclament en sourdine l'indépendance nationale. Le cinéma surqu'il se produit alors, précisément au Québec, l'une des plus grandes révolutions technologiques de l'audiovisual : la mise au point de ce cu'on appe le « cinéma direct ». Son artisan est Michel Brault. La technique du « direct » ve permettre à des caméras légères, autonomes, d'eller partout et d'enregistrer, en même temps que l'image, toute la se des sons, toute la force des paroles. L'idenl'expression langagillen, allait ainsi trouver sur les écrans un moyen de s'effirmer. Ces films - que l'on songe à Pour la suite du monde (1963), de Pierre Perrault et Michel Brault, - vont amplifier de façon presque mythique la perole québécoise, lui donner une dimension nouvelle. Des œuvres apparemment ethnographiques deviennent de véritables mani-

lentes politiques. L'époque, dans la monde, est à la décolonisation. C'est ce que réclame le Front de libération du Québec (FLQ), qui commet quelques attentate leolés. gée per le général De Gaulle, le 24 juillet 1967 ; il ine un discours à Montréel par un retentissant : e Vive la Québec libre I >

Cette exaltation nationaliste atteint son paroxysme en 1970. Après la victoire aux élections législatives du Parti libéral, de M. Bourassa, un diplomate britannique, M. James Cross et un ministre québécois, Pierre Laporte, sont enlevés par le FLO. L'Etat d'urgence est proclamé. Le 17 octobre, Pierre Laporte est assassiné par ses ravisseurs.

Ce dénouement tragique surprend nombre de Québécois sincèrement attachés à l'idée d'indépendance. Mais la violence de l'Etat va également se manifester très brutalement (comme Michel Brault l'a magistralement montré dans les Ordres, 1974). Les agressions et les discriminations contre les nationalistes finiront par favoriser, en retour, la vic-toire du Parti québécois de M. René Levesque, en

Un véritable bouillonnement culturel accompagne ces années de lutte séparatiste. En particulier dans le domaine de la chanson. A l'image bucolique du Canada français popularisée, dans les années 50, par Félix Leclerc succède, après 1965, ca pose Gilles Vignault enracinée dans l'actualité politique : « Mon pays, ce n'est pas mon pays ; mon pays dort dans sa fanātra. 🤰 li ouvre la voie à toute une génération d'interprètes qui vont chanter, avec des paroles d'una poésie vibrante, leur désir d'indépendance, comme Robert Charlebois, Diane Dufresne, Fabienne Thibeault, etc.

Le cinéma québécois à l'heure de la « restauration tranquille »

Par IGNACIO RAMONET

L'accord de principe, intervenu le 30 avril 1987, sur l'adhésion du Québec à la Constitution fédérale canadienne marque la fin d'un temps. Celui des derniers rêves d'indépendance. La Constitution avait été proclamée le 17 avril 1982 malgré l'opposition de la province francophone dirigée alors par le Parti québécois de M. Kené Levesque.

Si cet accord est désormais possible, c'est que la société québécoise a beaucoup changé — comme a pu le constater, lors de son récent séjour, M. François Mitterrand — et ne semble pas s'être remise de l'échec du référendum sur la « souveraineté-association ». Le combat nationaliste avait été particulièrement soutenu par les intellectuels et le monde de la culture. Aujourd'hui, fini le théâtre, la poésie ou les films engagés ; la politique cède la place à l'individualisme triomphant. À l'heure de la « restauration tranquille » du fédéralisme et de l'immersion dans la nord-américanité, comment le cinéma, en particulier, exprime-t-il le désarrol



LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN » er John de la politiq

La littérature aussi s'affirme avec une force nouvelle en ces années 60, et de nouveeux écrivains apparaisent comme Marie-Claire Blais, Réjean Ducharme, Antonine Maillet et Anne Hébert. Ils sont symboliquement reconnus en France dès 1966 avec l'attribution du prix Médicis à Marie-Claire Blais pour Une saison dans la vie d'Emmanuel. Cette même ennée l'extraordinaire roman de Réjean Ducharm l'Avalée des avalés est favori au Goncourt. Prix que recevra Antonine Maillet en 1979 pour Pélagie la Charrette alors que la Fémina récompen Hébert, en 1982, pour les Fous de Bassen (1).

Mais c'est le cinéma, une fois encore, qui exprime de la manière la plus riche la fébrilité de cette époque. On peut parier d'une école québécoise, dont les films sont projetés dans le monde entier. Ils sont souvent très engagés politiquement, comme le Mépris n'aura qu'un temps, d'Arthur Lamothe, sur les ouvriers de la construction, ou On est su coton de Denys Arcand, sur les usines textiles. A tel point qu'ils seront censurés, l'Office national du film (ONF) s'opposant à leur diffusion. Les auteurs tournent alors des fictions avec la même virulence; Denys Arcand s'en prend à la corruption politique dans Réleanne Padovani et à l'exploitation des ouvrières

D'autres réalisateurs, comme André Forcier (l'Eau chaude, l'eau frette), Gilles Groubt (Entre tu et vous), Gilles Cerle (la Mort d'un bücheron, le Viol d'une ieune fille douce), Claude Jutra (Mon oncle Antoine), ent une nouvelle émotivité sur des thèmes de la vie quotidienne. Mais leur univers est traversé par une violence sourde, et leurs personnages se déchirent au sein d'une société en révolte. Des parson nages qui crient, râlent, profèrent jurons et biasohèmes, revendiquent une franche vulgarité... Comportements hirsutes, brutaux qui expriment la coière générale de tout un peuple.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en novembre 1976, le rêve politique semble s'accomplir. En fait, ce sera le début d'une longue désillusion. Surtout après l'écheo du référendum sur le prolet de « souversineté-association » que repoussant 60 % des Québécois. Pour les Intellectuels, les artistes, les cinéestes qui avaient mis tout leur enthousiasme dans le combat nationaliste, c'est une terrible déception. Denvs Arcand dénoncers sans ménagements l'attitude frileuse, inconséquente de ses concitoyens dans un documentaire corrosil : le Confort et l'Indifférence.

Quelque chose semble alors ceseé; et tout au long de ces « années péquistes » (1976-1985) les stes vont vivre dans un grand malaise. Les listes se font rares. Les fictions s'aseptisent, fuient le réel. On regarde ailleurs, du côté des grands classiques de la littérature québécoise, comme Maria Chapdelaine, qu'adapte Gilles Carle. Ce même réalisateur porte aussi à l'écran Les Plouffe, le populaire roman de Roger Lemelin (paru en 1948) qui raconte la vie d'une famille typique du Québec des années 40. Le plus grand succès de la littérature québécoise, le Matou, roman d'Yves Beauchemin, paru en 1981, est également adapté, sans grâce, par Jean Beaudin (2).

Ce film, une chronique picaresque du Montréel d'aujourd'hui, relève d'une autre tendance de ca cinéma « péquiste » où le thème de la ville apparaît triomphant et tranche avec la ruralité fréquente des longs métrages des années 60. La ville (Montréal presque toujours) permet aux cinéastes d'aborder des suiets d'action dans la tradition cinématographique américaine, de filmer des thèmes plus cosmopoites et de sortir du labyrinthe québécois. Pendant cette période, le documentaire lui-même se folkiorise. Les critiques notent qu'il est saisi par « la peur ent et la peur de l'actualité ; pratiquem aucun film sur le chômage des jeunes, le travail au noir, la crise du syndicalisme, les nouvel tions, le vide idélogique... (3) » La plupart des autres fictions, souvent misérabilistes ou mélodramatiques, nt le défaitisme et la résignation ou baignent dans une paralysante nostalgia (4). La projet nationaliste n'inspire pratiquement plus; il n'est porté par aucun enthousissme. Et les créateurs même les plus engagés, tournent le dos à ce qui fut

Dans ce contexte, la défaite du PQ en décembre pourtant surprend : le Parti libéral de M. Bourassa remporte 99 sièges, le PO seulement 23. C'est que la société québécoise a changé. Elle admet maintenent sa nord-américanité et s'y complait. Comme ailleurs, l'engagement politique a fortement diminué et la révolution des mœurs, dans ce pays aux fortes et la revolution des mostrs, cers de pays aux tortes racines catholiques, a fait des d'hommes et des femmes de la génération nationaliste des sortes d'errants sans certitudes ni projets. Désormais, le vide que laisse la politique est, ici-aussi, largement rempli par l'hédonisme sous toutes ses formes et par les problèmes de s'uneste (s). par les ambitions de réussite (5).

La cináma, une fois de plus, reflète blen ces temps nouveaux. Cela est apparu très nettement lors d'une récente rétrospective organisée par le critique Michel Coulombe dans le cadre des « Rendezyous du cinéma québécois », à Montréal, où furent présentés tous les films de 1986, première année de l'après-péquisme. La plupart des nouveaux films expriment le désarroi, le tristesse, le vacuité. Les personnages voguent aouvent sans perspective, sans horizon. Les récits évoquent presque toujours des expériences individuelles, des itinéraires personnels. Le corps est le centre d'intérêt principal. Le sentiment tragique domine largement.

Ainsi, les films les plus intéressants traitent de : le maladie d'Alzheimer (Sonia, de Paule Baillargeon), l'euthanasie (A force de mourir, de Diane Létourneau), l'homosexualité (*Transit*, de Richard Roy), le lesbianisme (*Anne Trister*, de Léa Pool), l'Inceste (le Lys cessé, d'André Mélangon)... D'autres réalisateurs paraissent rongés par diverses nostalgies : celles des amours passés (Qui a tiré sur nos histoires d'amour ? de Louise Carré ; l'Amour en famille, de Francine Prévost) ; celles des engagements politiques (Trois journées dans l'histoire récente du Québec, de Jacques Leduc), ou le regret des artistes engagés de neguère, fébrilement dévoués à une cause, comme le peintre Alfred Pellan (Pellan, d'André Gladu) ou le cinéaste Plane Perrauit (les Traces du rêve, de Jean-Daniel Lafond). Le genre documentaire, dens ce pays qui a vu naître l'aventure du « cinéma direct », est devenu platement descriptif, comme dans l'Anticoste, de Bernard Gossalin ou, 10 jours... 48 heures, de Georges Dufaux. Des films sans enjeu, sans autre prétendon que d'illustrer un lieu, un métier.

Une impuissance à agir

DANS le reflux actuel, les grands cinéastes des années 60 et 70 se taisent et ne toument plus; comme Michel Brault ; ou bien ils ne parviennent pes à terminer des films entrepris depuis longtampe, comme André Forcier qui n'a toujoure pas achevé *Kelamazoo*. D'autres, désorientés, entre-prennent des films d'action pour grand public, comme Gilles Carle, auteur de la Guâpe, une lamentable fiction policière, encombrée de poncife, teurs parviennent à produire, dans la moroeité ambiente, des œuvres denses et à traduire enimages les caractéristiques de ces temps vides que connaît le Québec.

Arthur Lamothe y est sans douts arrivé dans Equinoxe. Film crépusculaire, d'une intense sérénité poème rendirien dédié à la nature québécoise que trouble à peins une fiction-prétexte de vengeance et de violence. Il n'y aura d'ailleurs ni l'une ni l'autre, car ce retour à la nature est aussi, d'une certaine manière, un refus de l'action. La tristesse douce qui imprègne le film dit précisément catte impuissance à agir et la conviction de la vanité de toute action. Que l'auteur de l'un des films politiques les plus violents, le Méoris n'aura qu'un temps (1970), en soit arrivé à de telles constatations montre à quel point les idées ont chancé.

Yves Dion, dans l'Homme renversé, prend à brasle corps toute la problématique concernant l'individu : le rapport à soi, l'affectivité, le machisme, l'homosexualité... Dans une sorte de prouesse pirandellienne, cù le metteur en scène se risque luimême. Il propose une véritable autopsie de l'âme québécoise et offre, de manière magistrale, le spectacle de son grand désarroi. Mais, bien sûr, le film qui résume le mieux cette époque indécise et de transition c'est le Déclin de l'empire américain. Toutes les questions apparues par bribes dans les autres fictions, tous les malaises et les non-dits de cette société blessée trouvent ici, dans les longues conversations qui structurent le récit, leur place juste et leur sens ironique profond. Œuvre de saveur millénariste, pessimiste à l'excès, elle fait une large place à la nature, évacue le politique pour mieux souligner son importance et présente enfin, dans sa terrifiante réalité, la vacuité des temps présents au

(1) A propos des relations culturalles entre la France et la Québec, lira: Sylvic et Pierre Guillanne, « Paris-Québec-Ottawa: «n ménage à trois», éditions Entente, Paris, 1987. Sur la littérature québécoise d'aujourd'hui, lire le Magazine littéraire, Paris, octobre 1986.

(2) Sur les adaptations littéraires, lire le numéro spé-ni de la Revue d'histoire littéraire du Québec et du anada français consacré à : « Littérature québécoise et cinéma », nº11, Ottawa, hiver-printemps 1986. (3) Cf. Cinémaction, spécial sur le ciaéma québécuis 40, éditions du Cerf, Paris, 1986.

(4) Cf. Cinémas du Québec, éditions Yellow Now 15, rue François-Gilon, 4369 Crisnée, Liège, Belgique, 1986.
(5) Cf. le numéro spécial sur « les Québécois qui montent; la deuxième révolution tranquille » de l'Actualité, Montréal, septembre 1986.



DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL. VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Garçons et files de 8 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Baccalauréat types, A, B, C et D Section anglo-américaine - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Études dirigées Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences. En été, du 1ª juillet au 12 août: vacances heureuses, études sérieuses, Séjour de 4 à 6 sernaines.

Nouveau bâtiment scolaire avec halle de sports inauguré en septembre 1985. Equipements sportifs modernes privés et collectifs: tennis, piscines, tootball, fitness, patinoire, vaste domaine skiable. Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARIPE.

Début de l'année scolaire 1987-1988 : Mardi 15 septembre 1987, Pour l'envoi d'une documentation, écrire à:

COLLÈGE ALPIN'INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Tél: 025/352154/55/56 - Télex 456210 BSVI

Edité par la SARL le Monde Gérant : Améré FONTAINE, istrateur général : Bernard WOUTS





A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réssori ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

LES JEUNES ET LA DROGUE EN UNION SOVIÉTIQUE

Les Rêves de la louve

Par TCHINGUIZ AÏTMATOV

Tchinguiz Altsnatov est né villageois, dans la République turcomusulmane de Kirghizie, aux confins de la Chine, héritière d'une civilisation pastorale durement agressée par le colonialisme teariste puis
entraînée dans le sillage de la révolution soviétique. Adhérant communisme, Altmatov témoigne du choc culturel qui marque cet
engagement dans le Premier Maître (1963). Dans Adieu Goulsary
(1966), nouvelle écrite directement en russe, il présente le parcours
d'un communiste fanatique des années 30 brisé par la machine stalinieume. Avec Une journée plus longue qu'un siècle (1980), il fait une
hace étounante aux marginaux et aux hantieusards. Ce romma a semé
la perplexité et certains critiques ont cherché à émasculer le message
plutôt qu'à l'affronter; car cet auteur « subversif » était aussi viceprésident de l'Union des écrivains et, à ce titre, « personnalité officielle » accaptant volontiers les missions du gouvernement.

Son reman Billot, publié l'été 1986, appartient à la culture de malaise, des questionnements majeurs qui traverseut la vie intellectuelle d'aujourd'hui en URSS.

Dans son dernier livre, les Réves de la louve (1), dont sont tirés les passages ci-dessous, l'auteur reprend ces thèmes d'une société débous-solée, rongée par la délinquance, la drogne, la peur de l'imovation, le mensonge... Abdias, l'un des personanges principaux, est un ancien séminariste qui travaille dans un journal des jeunesses communistes. Il infiltre un réseau de trafiquants de chauvre, fait un long voyage en Asle centrale, et ramène — au risque de sa vie — un bouleversant reportage que son journal refuse de publier.

JEAN-MARIE CHAUVE

 Tchinguiz Altmatov, les Rèves de la louve (traduit du rasso par Christine Zeltounian), Messidor, Paris, 1987, 250 pages, 100 F; mise en vente le 15 juin.

UJOURD'HUI, je suis retourné au journal pour avoir des nouvelles de mon reportage: rien n'a bougé, pes la moindre évolution, et pas l'ombre d'un espoir d'être prochainement publié. Personne ne peut m'expliquer d'une manière un tant soit peu logique pourquoi mes notes de voyage, d'abord accueillies avec un enthousiasme débordant, n'éveillent plus désormais le moindre écho d'intérêt; et pourtant, que de réactions spontanées elles m'avaient permis tout d'abord de recueillir. Le rédacteur en chef me fuit comme la peste, il est devenu impossible de l'avoir au téléphone et, à en croire sa secrétaire, il n'a plus un instant de libre: tantôt il est en réunion, tantôt en conférence, à moins qu'il n'ait été convoqué par des instances «supérieures», comme elle aime à le souligner.

Et de nouveau, je marche seul dans les rues familières, mais je me sens comme un étranger de passage dans ma propre ville, j'ai l'impression de n'y être jamais né, de n'y avoir jamais grandi, tant mon âme est vide et froide. Certains de mes anciens amis ne me saluent même plus : pour eux, je suis un excommunié, un hérétique, un défroqué chassé du séminaire, etc. Et une seule chose me réchauffe le cœur, une unique pensée m'accompagne sans cesse : celle de ma correspondance avec elle. Car tout en marchant, je songe à ce que je pourrais lui écrire, à ce qui me semble susceptible de l'intéresser, et que je mettrai dans ma prochaine lettre, afin de lui faire partager mes réflexions. Je n'aurais jamais cru qu'un beau jour ma raison d'exister se résumerait à rêver à une femme et à lui adresser des missives enflammées. Je n'attenda que la première occasion venue pour partir la rejoindre en ces lieux où je l'ai aperçue pour la première fois. J'ai hâte que ce jour arrive ! Je ne fais qu'y penser. D'autres que moi, sans doute, ont déjà connu de tels moments où l'amour leur paraissait la finalité essentielle de leur vie, leur seule source de joie, mais moi, à leur différence, je ne cesserai pas d'aimer jusqu'à la mort et je désire y voir toujours le sens suprême de mon être (...).

ON reportage date du tout début de l'été, et voici que les arbres du boulevard perdent déjà leurs feuilles. Au journal, ils avaient d'abord très bien accueillis mon projet, m'incitant à partir au plus vite, et je n'aurais jamais cru qu'une fois mon article en main ils rentreraient tous sous leur table. Je n'imaginais pas le pouvoir de cet extravagant principe selon lequel les médies ne doivent rapporter que les bonnes nouvelles.

A l'époque, je me souciais surtout du long voyage qui m'attendait et des régions inconnues du Sud, si attirantes aux yeux du petit provincial que j'étais et désormais devenues accessibles. Mon idée était originale en ce que je ne comptais pas partir comme un simple observateur, mais au contraire m'infitrer parmi les trafiquants de drogue en me faisant passer pour l'un d'eux. Bien sûr, J'étais un peu plus âgé que la plupart de ces jeunes dealers, mais la différence n'émit pas assez apparente pour sembler suspecte. Mes collègues de la rédaction m'avaient affirmé qu'avec mon vieux jean et mes chaussures de sport usagées j'aurais un aspect parfaitement crédible, à condition, toutefois, de raser ma harbe. Ce que je sis juste avant mon départ. Me fiant à ma seule mémoire, je n'emportai même pas de quoi prendre des notes. Le succès de mon entreprise me paraissait vital: il fallait que je m'introduise personnellement dans ce milieu pour parvenir à comprendre qui étaient exactement ces garçons et ce qui les poussait à agir de cette manière, à part l'appât d'un gain facile. Etudier le phénomène de l'intérieur était donc nécessaire si je voulais saisir tous les facteurs particuliers: sociaux, familiaux et surtout psychologiques, qui pou-

Au mois de mai, tout était fin prêt. C'était précisément en cette période que le chanvre commençait à fleurir et que des bandes de trafiquants envahissaient les steppes asiatiques pour procéder à sa cueillette (...).

Il était midi passé, le train traversait la région de la Volga. Dans les compartiments, les passagers s'étaient installés aussiconfortablement que possible, organisant leur petit mode de vie, qui allait durer plusieurs jours ; quant au wagon non compartimenté dans lequel avait pris place Abdias, l'existence y avait pris un tour nettement communautaire. Parmi les gens de tout acabit qui se trouvaient dans ce convoi, chacun avait une raison particulière de voyager aussi loin, raisons variées, et aussi valables les unes que les autres. Mais Abdias faisait désormais partie d'une estégorie très particulière de voyageurs dont le but était le trafic du haschisch. Selon ses calcule, ils devaient être une bonne dizaine dans ce train, mais pour le moment, il n'en connaissait que deux que le Fer à repasser lui avait présentés au moment du départ. Ces deux-là venaient de Mourmansk ; l'ainé, Pétroukha, avait environ vingt ans, tandis que Lenka, le second, n'en avait que seize. C'était encore un gamin, et pourtant il

foutre toute une expédition en l'air. L'herbe, elle doit procurer la joie, te mettre le paradis dans l'âme.

- Et ca agit comment ?

Ben, par exemple, suppose que tu soia devant un petit ruisseau, un pas suffirait pour le traverser, mais toi, tu vois un grand fleuve, un océan, et ça te remplit tout entier. Le bonheur, quoi. Et le bonheur, c'est précieux, ça se trouve pas n'importe où. Le pain, par exemple, ça s'achète, les vêtements aussi, tout comme les godasses. La vodka, il suffit à n'importe qui de payer pour en avoir. Alors que le bonheur, c'est pas la même chose. Bien sûr, l'herbe, elle coûte cher, mais elle t'apporte le vrai plaisir. On dirait que tu rêves, et tout autour de toi c'est comme au ciné. Sauf que les films, il y a des centaines et des milliers de gens qui les regardent, tandis que là, le spectacle est pour toi tout seul. Et ce que tu vois, c'est l'affaire de personne d'autre, et si quelqu'un t'embête, tu peux lui casser la gueule, parce que ton trip, c'est pas ses oignons.

Il se tut quelques instants, puis proposa, d'un air de grand seigneur, en plissant les paupières:

- Si tu veux, Abdasse, tu peux fumer un peu d'herbe pour prendre ton pied. Je t'en filerai de ma réserve personnelle...

- Je préfère attendre d'en avoir ramassé moi-même.

- Tu n'as pas tort, admit Pétroukha, c'est mieux quand



Il hésita, avant d'ajouter :

Dans ce boulot, le principal, c'est de se montrer prudent, parce que tout autour de nous, c'est rien que des ennemis. La moindre bonne femme, le moindre vétéran avec sa petite médaille ou le moindre retraité est prêt à te donner, et c'est même pas la peine de parler des autres. Ils n'ont tous qu'une idée en tête, c'est de nous envoyer devant le juge, pour qu'il nous enferme dans des camps, le plus loin possible, où ils n'entendront plus parler de nous. Alors, notre règle d'or, c'est de ne pas se faire remarquer. Tant que t'as pas pris ta part du gâteau, il faut que tu te conduises comme si tu étais un type tout ce qu'il y a d'ordinaire. Là, par contre, tu peux y aller l'Une fois que tu t'es bourré les poches de fric, tu as le droit de les envoyer se faire foutre l... Mais en cas de coup dur, plutôt crever que de trahir les copains. C'est comme ça. De toute manière, si tu parles, t'es foutu, tu crèves comme un chien. Même dans la zone d'un camp, il se trouvera des gars pour te faire ton affaire. Et ce sont pas des histoires pour rire.

BDIAS finit par apprendre que Pétroukha travaillait pendant l'année sur des chantiers, et qu'il aliait à Mujunkum chaque été. Il connaissait les plantations de chanvre sur le bout des doigts, affirmant qu'il en existait des champs entiers, surtout autour des ravins, de quoi approvisionner la Terre entière. Ce garçon vivait seul avec sa vieille mère alcolique. Ses frères étaient partis chacun de son côté dans l'extrême Nord, où ils participaient à la construction du gazoduc. Ces pauvres types faisaient leur beurre, selon son expression, tantôt sous le gel, tantôt mangés par les moustiques. Tandis que lui, il lui suffisait d'un petit voyage en Asie, chez les Jaunes, pour vivre toute l'année en se tournant les pouces et en crachant sur tout, à condition d'avoir assez de salive (...).

Abdias s'était fixé pour but de comprendre la nature de ce phénomène qui attirait de plus en plus de jeunes dans ses filets, et se forçait à supporter l'énoncé des détails les plus odieux. Plus il y réfléchissait, et plus il était frappé de constater qu'une sorte de courant caché parcourait les profondeurs d'une mer existentielle si paisible en apparence. L'idée s'ouvrait à lui qu'au-delà de toutes les causes particulières qui poussaient ces garçons vers la drogue il en existait d'autres, inhérentes à la société, qui rendaient possible l'apparition de cette véritable plaie du monde moderne. Organisés en un réseau serré de veines qui transmettaient la maladie à tout l'organisme social, ces facteurs-là n'étaient pas aisés à appréhender. Etudier cet écheveau complexe d'un point de vue particulier aurait été peu fécond, voire même inutile. Un gros traité de sociologie était pour le moins indispensable. Mais le mieux était encore d'ouvrir une discussion sur ce thème dans la presse et à la télévision. Telle était l'ambition déraisonnable que nourrissait Abdias, tel un doux hurluberlu fraîchement débarqué en ce monde.

Copyright Editions Messidor, 1987.

avait déjà pris part une fois à ce genre d'expédition, son expérience le rendait même très fier, et il se donnait des airs de vétéran. Les deux garçons firent d'abord preuve d'une certaine réserve. Ils savaient hien qu'Abdiss (dont ils déformaient le prénom en Abdasse, à la manière des gens du Nord) était des leurs et qu'il débutait dans la « patrouille » sur recommandation de personnes sûres, mais ils évitaient de parler affaires autrement que par allusions. Les conversations avaient lieu principalement sur la plate-forme, où ils sortaient pour fumer car on ne leur permettait pas de le faire dans le wagon, où il y avait trop de monde et où l'air était déjà suffisamment lourd. Pétroukha fut le premier à remarquer qu'Abdiss ne maniait pas se cigarette aussi adroitement qu'aurait dû le faire un gars de leur milieu.

Dis done, Abdasse, tu n'as jamais fumé on quoi ? On dirait une gonzesse qui a peur d'avaler la fumée.

Abdias dut mentir :

- J'ai fumé dans le temps, mais depuis j'ai laissé tomber...

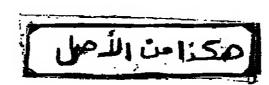
Ben, ça se voit. Moi, je fume depuis que je suis tout gosse. Et notre Lenka, c'est une vraie locomotive, il fume comme un vrai loup de mer. Et il sait hoire, aussi. Pour l'instant, il vaut mieux éviter l'alcool, mais au retour, par contre, on pourra prendre une bonne cuite.

- Mais Lenka est encore bien trop jeune !

— Trop jeune, Lenka? Il est pas bien vieux, d'accord, mais il a les dents longues. Toi, c'est la première fois que tu es sur un gros coup. Ce truc, c'est pas comme un petit job d'été. Mais Lenka, lui, il connaît déjà toutes les ficelles!

- Et l'herbe, il en fume aussi, ou bien il se contente de la revendre ?

Lenka? Sûr qu'il en fume, comme tout le monde. Mais faut s'y mettre avec de la jugeote. Il y en a qui savent pas s'arrêter à temps et qui se shootent jusqu'à s'en rendre dingues. Ces types-là, il n'y a rien à en tirer. Des lavasses qui risquent de



L'effroyable gâchis

MÉMOIRES DE L'AUBE : CHRONI-OUES LIBANAISES, de Gérard Khoury, Publi-Sud, Paris, 1987, 378 pages, 99 F.

EYROUTH après la guerre. Ce n'est pes un voen pieux mais une histoire du passé que raconte Cérard Khoury dans Mémoires de l'aubs. Passé très récent, très actuel aussi : la guerre, c'est celle de 1914-1918 qui, plus que partout ailleurs, houleverse la géographie de ce qui s'appelle alors le Levant, et dessine les grands traits du paysage politique d'aujourd'hui sur la côte orientale de

La guerre est donc finie, scellant la fin du pouvoir ottoman. Mais ce n'est pas encore la paix. La vie revient sous le regard hienvaillant des officiers français. A Damas, la révolte arabe trouve son couronnement dans la proclamation de Fayçal, fils du chérif Hussein de La Mecque, roi de Syrie. Mais, à Paris, diplomates et administrations coloniales engagent l'ultime marchandage qui aboutira au partage de la région. Fayçal tergiverse, se rend à Paris et à Londres, mais c'est dans la bataille de Mayssaloun que la Syrie arabe rencontre la volonté des puissances. Son vainqueur, le général Gouraud, proclame le 1« septembre 1920 l'Etat du Grand-Liben

C'est dans cet intervalle de deux années que Gérard Khoury situe son roman. Ou, plus exactement, c'est cette séquence, floue et instable, qui, vue de Beyrouth, en constitue la texture. L'intrigue elle-même ne manque certes pas d'intérêt et les personnages sont crédibles, contradictoires et riches.

Il n'empêche. Par-delà une galerie de portraits, l'épaisseur de ces « chroniques » tient à sa valeur de témoignage historique. Historique, parce que Gérard Khoury a d'abord fait une véritable recherche d'historien, puisant abondamment dans les archives diplomatiques. Témoignage aussi parce que la « couleur locale » n'est pas plaquée. Le rythme des phrases et l'emploi, en français, des expres arabes de tous les jours restituent le parfum spécifique dans lequel baignait alors Beyrouth - et dans lequel elle baigne encore, parfois.

Avec les instruments de l'historien, Khoury nous offre à la fois un reportage sur une ville qui s'éveille et va bientôt connaître un formidable boom écono et une documentation sur les grandes manœuvres diplomatiques et politiques de cette période cruciale. Mais c'est par le biais romanesque qu'il fait le mieux sentir la signification humaine des choix politiques qui s'offraient alors. Car il est clair que, pour l'auteur, il n'y avait nuîle fatalité dans l'histoire. Et que si l'Etat du Grand-Liban a été formé, il aurait pu aussi ne pas exister.

TL n'y a aucun personnage musulman dans ce livre, hormis celui, réel, de cheikh l Najib (le grand-père de Kamal Joumblatt) qui n'y fait d'ailleurs qu'une figuration. Comme si l'auteur, Libanais chrétien, voulait laisser entendre que, pour ceuxlà mêmes qui ont désiré l'Etat du Grand-Liben, il y avait possibilité de regarder ailleurs que vers la protection de « notre douce mère » la France, à savoir dans le sens d'une intégration dans la région, qui aurait peut-être préservé, misux que la formule retenue, la spécificité maronite proclamée. Il n'est pas indifférent à cet egard que celui qui incarne ici le projet du royaume arabe, celui qui « n'a pas trouvé mieux que de travailler pour les Arabes », dit son beau-frère mép ne veut plus entendre parler de lui, soit un maronite - moins atypique qu'il ne le paraît selon les critères actuels. Et qu'il soit, de surcroît, un chantre de la convivialité druzo-maronite dans le Chouf, noyau de l'histoire du Mont-Liban et de l'idéo-

Il ne faut toutefois pas croire que ces Mémoires de l'aube assènent une thèse. Ils agencent simplement des virtualités du passé qui offrent plusieurs clés pour apprécier la suite de l'histoire. On peut ainsi observer que la journée fut souvent belle après ce crépuscule du matin. Et constater un effroyable gâchis. Mais, dans tous les cas, il est hien connu que l'oiseau de Minerve se lève à la tombée de la nuit.

Prochains colloques

• Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral organisent le vendredi 12 juin au FIAP, 30, rue Cabanis, Paris 14, des assises de l'aide alimentaire sur le thème QUELLE AIDE POUR VAINCRE LA FAIM? ». (Renseignements: secré-tariat des assises, 20, rue du Refuge, 78 000 Versailles, tél. : 39-50-69-75.}

• MIGRATIONS DANS LE MONDE ARABE : TENDANCES ET PERSPECTIVES », tel est le sujet d'une « table ronde » franco-allemande organisée par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IRE-MAM), les 18 et 19 juin, à Aix-en-Provence. (Renseignements: tél.: 42-21-59-88, poste 412.)

. L'ASSOCIATION AGRO-NOMES SANS FRONTIÈRES organise les 12 et 13 juin un colloque sur les politi-ques agricoles et les programmes de déve-loppement dans le tiers-monde, avec la participation de MM. René Dumont, Marcel Mazoyet, Alain Ruellan. (Renseignements: 49, rue de la Glacière, 75013 Paris.

LIVRE-CLUB

Commandes à adresser à :

La géopolitique à l'ordre du jour

Carl Schmitt

TERRE ET MER

L'histoire contemporaine n'est-elle que l'expression

d'un conflit entre « ceux qui vivent sur la terre ferme »

et « ceux qui écument les mers » ? 75 F franco

Jordis von Lohausen

LES EMPIRES ET LA PUISSANCE

Le destin de l'Europe vu par un maître

de la géopolitique contemporaine. 149 F franco.

Le Labyrinthe S.E.D. B.P. 267 - 75228 Paris Cedex 05

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ASIA YEARBOOK 1987. - Far Eastern Economic Review

* Hongkong, 1987, 280 pages. Cet indispensable annuaire est divisé en

denz parties, la première étant consacrée aux problèmes généraux : finances, commerce et aide, investissements, gviation, Asie du Sud, ASEAN... On notera les chapitres sur le Pacifique du Sud et sur la présence américaine dans la région. Le reste de l'ouvrage examine dans chacun des 31 pays d'Asie — y compris les Républiques soviétiques — les tendances de l'amée 1986 dans les domaines politique, éco-nomique et des relations internationales.

 MULTINATIONALS FROM THE SECOND WORLD. GROWTH OF FOREIGN INVESTMENT BY SOVIET AND EAST EUROPEAN STATES (Macmillan, Londres, 1987, 220 pages): un repérage méticuleux des « multinatio-nales rouges » associant l'analyse à la desm et sux études de cas

DU LABYRINTHE

PROCHE-ORIENT

SYRIA UNDER ASSAD, DOMESTIC CONSTRAINTS AND REGIONAL RISKS. -Moshe Ma'oz et Avner Yanid (ed.) Saint-Martin's Press, New-York, 1988,

spécialistes israéliens recomns, tels Moshe Ma'oz et Itamar Rabinovitch, ou, du moins, très bien documentés, comble en vide certain.

étudiée au travers de l'analyse des relations avec chacun des voisins, Israël, l'Irak, la Jor-danie, le Liben et, ce qui est moins commun, la Turquie, aiusi qu'avec l'OLP. Le champ libanais est, bien entendu, l'objet d'une attennoanais est, onen entendin, l'objet à une atter-tion particulière, puisqu'il sert de révélateur aux rapports avec lazell, pour la dermière période, aussi bien qu'avec l'OLP et, à une autre échelle, avec les deux grandes puis-

De ce point de vue, une idée très pertinente est avancée par l'un des auteurs, sur le «découplage» entre la politique internationale de la Syrie en général et le type de rela-

POLITIQUE

LES DEUX ÉTATS, POUVOIR ET SOCIÉTÉ EN OCCIDENT ET EN TERRE D'ISLAM. - Ber-

★ Fayard, coll. «L'espace politique». Paris, 1987, 335 pages, 98 F.

Fort d'une riche érudition historique et d'une vaste culture sociologique, ce livre s'adresse à tous ceux qui sont confrontés, à un oment ou à un autre, aux questions du déve ppement politique et de la modernité.

Bertrand Badie entreprend un var comparatif, qu'il justifie par la nécessité de trouver des concepts communs pour décrire à la fois la constitution des structures politiques (l'Etat) et leur contestation, en Occident et rens pour décrire à

Cette démarche permet d'interpréter les phénomènes contemporains, la révolution isla-mique iranienne à laquelle le livre se réfère maintes fois, mais aussi les monvements contestatuires en Egypte, en Tunisie ou allleurs, qui se construisent sur l'échec des mou-

Contrairement à ce qu'avaient cru à un moment les « développementalistes », le modèle étatiste occidental, dont Bertrand Badie retrace savamment l'histoire depuis le Moyen Age curopéen, n'est pas transposable dans la culture politique des pays islamiques. Son exportation cahotante, depuis le dixneuvième siècle, et son rejet violent aujourd'hui par des utopistes à qui la lateité fait horreur, sont les thèmes principaux des analyses auxquelles il nous invite.

Le paradoxe de la révolution islamique, dit l'auteur, est de reproduire, une fois le pouveir conquis, les mêmes stratégies d'appropriation de la modernité, justifiées cette fois par l'argu-ment de nécessité (pp. 217 et suivantes); mais la légitimation, par un régime qui met la loi islamique au-dessus de toutes les lois, de pratiques politiques importées, crée précisément un nouveau modèle, sans doute hybride, dont le dynamisme atopique n'a peut-être pas

Il sonligne le caractère novateur et la capa-cité modernisatrice de l'idéologie de contestarnisatrice de l'idéologie de con tion en tant que tella, et voit le risque, pour le mouvement islamiste, « de limiter son rôle à is production d'intellectuels de la contestation ». Cela n'est qu'un aspect des réflexions fécondes de ce livre remarquable.

LAFAYETTE SCIENCES-PO Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

CLASSE PRÉPARATOIRE

A L'EXAMEN D'ENTRÉE A SCIENCES-PO (I.E.P.)

CYCLE COCTOBRE A JUIN + AOÛT

Une équipe pédagogique
hautement qualifiée
(Sciences, Po - Université - Grande École)

POUR ENTRER EN A.P.

(1º année de l'LE.P.) POUR RÉUSSIR SCIENCES-PO

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

42 36 50 02

LAFAYETTE SCIENCES-PO AU COEUR DE PARIS 16, Rue du MAIL, 75002 PARIS

mement adapté à une année

Un enseignement susupp a unde transition
 Une formation méthodologique indispensable à Sciences-Po

YANN RICHARD.

Comment la Syrie, de pays plus ou moins subalterne, est-elle devenue une puissance de premier plan au Proche-Orient sous l'égide du président Assad? C'est principalement à cette question que tente de répondre cet ouvrage collectif qui, rassemblant les contributos de

Après un rappel des conditions dans les-quelles s'est constituée la Syrie moderne, les entent de décrire les éléments de la

La position régionale du pays est ensuite

von Gamier ★ L'Hermetten, Paris, 1967, 191 pages, 98 F.

NAMIBIE LES DERNIERS COLONS. - Christine

Sociologue et spécialiste de la Namibie, la journaliste suisse Christine von Garnier a représenté l'Agence France-Presse à Windhoek. Le témoignage qu'elle vient de publier retrace, à partir de leures envoyées à son frère, les années vécues en Namibie, de 1967 à 1968, en tant que jeune femme blanche accompagnant Piet, son mari, fils d'un baron prussien.

C'est dans ce pays multiracial que Christine von Garmier testera la valeur des théories – celles apprises dans les universités – et des olitiques - celles de l'ONU et de l'Afrique du Sud, - décrivant les principaux événe-ments politiques avec une générosité de cœur que guide le souci constant des droits de la me humaine : en 1975, la conférence de l'urnhalle; en 1976, l'arrivée des réfugiés angolais, la montée de l'engrenage Est-Ouest et la militarisation du pays.

La Namibie est vue de l'intérieur au travers de dialogues et du cheminement personnel de l'anteur. Son témoignage est émouvant, éclai-rant, et transcende la politique des uns et des

RITA CORDONNIER.

ELECTIONS IN INDEPENDENT AFRICA. -M. Fred Hayward

* Westview Press, Boulder et Londres, 1987, 318 pages.

Cet ouvrage collectif tente de rencuveler l'émde politique des faits électoranx en Afri-que noire, à partir des cas du Ghana, du Zalre, de la Sierra-Leone, du Nigéria, de la Tanza-nie, du Botswana, du Keurya et du Sénégal. An-delà de la diversité des systèmes et des procédures, elle montre la variété des fonc-tions que sont appelés à jouer les rines électo-raux au sein des régimes politiques postoolo-

Ces fonctions, ainsi que leurs significations, sont multiples. Elles dépendent, en outre, de l'histoire propre à chacune des sociétés politiques analysées. Si les auteurs ne cachent pas leur parti pris (à savoir, considérer le rite électoral comme un fait politique à part entière et pas anglement. pes sculement comme une caricature), les résultats de leurs enquêtes sont, par contre, suffisamment contrastés pour démontrer la complexité de la question. Tel n'était pas le moindre des paris lorsqu'on sait que, à quel-ques exceptions près, la plapart des élections africaines postcoloniales débouchem souvent sur des résultats proprement fabuleux (99,99 % en règle générale).

ACHILLE MREMBE.

Françoise Vincent et Luc Bouquiaux

de publications de plus en plus nombreuses de qualité inégale, certes, mais toujours pourveil d'intérêt, ne serait-ce que parce qu'elles reties

ter de comprendre de quel savor social es petits bouts de langue sont porteans. Ains la précision de l'approche linguistique (transcription phonologique, traduction mot à mois puis traduction libre, etc.) s'associe-telle line monieusement avec une approche ethnologique et nous permet-elle une certaine compréhension du milieu béti.

• L'ASSOCIATION LIVRES PARTE DE L'ASSOCIATION LIVRES L'ASSOCIATION LIVRES SOLIDARITÉ entend drainer les manuels scolaires et ouvrages de référence encore valables, mais qui ne song plus utilisés, au profit de centres de declarité mentation du tiers-monde. Elle entende aujourd'hui en contact avec dix pays africaire cains et compte élargir ses activités est l'accompanisant un réseau de documentation di d'échanges spécialisés dans les questions de l'enseignement. (Livres-Solidarité Jeanne Bolon, clos Saint-Vigor 1-188 178220 Viroflay. Tél.: 30-24-05-81).

LE NIGERIA DE LA GUERRE CIVILE Une quête douloureuse

UNE SAISON D'ANOMIE, de Wole Soyinka (traduit de l'anglais par Etienne Galle), Pierre Belfond, Paris, 1987, 326 p., 98 F.

'EMPRISONNEMENT de Wole Soyinka pendant la guerre civile du Nigéria (1967-1970) et les écrits qu'il a publiés dans les années qui suivirent ont confirmé l'engagement politique de l'écrivain nigérian, qui reput en 1986 le prix Nobel de littérature. Son deuxième roman, aujourd'hui traduit en français, Une saison d'anomie (1973), met en scène avec force détails les atrocités commises pendant cette guerre, en même temps qu'il représente le par-cours de l'intellectuel et de l'artiste soucieux d'assumer ses responsabilités

Les raisons profondes de la guerre, le dysfonctionnement social sous-jacest dû à l'injustice et au fossé grandissant entre les classes, préoccupent Wole Soyinka bien plus que ses causes apparentes. Les divisions ethniques, religieuses, régionales, qui servent généralement d'explication aux troubles et à la sécession du Biafra, masquent pour lui la réalité d'une dislocation collective datant de l'époque coloniale et sciemment entretenue par ceux à qui profitent les conditions néo-coloniales. Pour pallier cette situation, l'écrivain préconise un travail d'éducation politique de longue haleine qui l'amène à se poser également hiez des questions sur le recours à la violence.

Si Ofeyi, son personnage principal, n'en use pas lui-même, il en admet, en effet, peu à peu la nécessité. Au début, son projet consiste à associer ses aspirations idéalistes et modernistes (il est agent de publicité) à celles d'Aiyéro, village dont les habitants avaient refusé, dans le temps, d'adopter le dieu des Blancs-Pour le protagoniste, Aiyéro et ses hommes représentent à la fois un refus historique et un idéal économique naturel. Cette communauté apparenment utopique est, en fait, exemplaire dans la mesure où ses jeunes générations se répardent à travers le pays pour travailler dans les usines ou les chantiers et pour contribuer ainsi à fournir à leur village de l'argent et des modes de vie plus contemporains. Le Cartel national du cacao, qui détient le pouvoir politique et économique du pays, demande à Ofeyi de prendre en charge une campagne publicitaire, que celui-ci détourne pour promouvoir ses idées, se servant des puissants moyens officiels mis à sa disposition, aussi bien que du réseau secret que constituent les hommes d'Aiyéro.

Gênés par ces agissements, qu'ils ne comprennent pas vraiment, les dirigeants du monopole vont faire enlever lrivise, maîtresse et inspiratrice du héros. Les recherches d'Ofeyi pour la trouver se transforment alors en une série d'étapes douloureuses au travers desquelles l'amante disparue devient l'incarnation des éléments multiples pour construire une société nouvelle. Finalement récupérée, Iriyise symbolise le passé mythique, le présent militant et l'avenir souhaité, tandis qu'un deuxième personnage de femme, Tailla (une jeune Indienne qu'Ofeyi rencontre en cours de chemin), est emblématique d'un monde sans frontière, bâti sur le principe de la solidarité et de la réconciliation.

UNE soison d'anomie, récit d'indignation, mais aussi de révolte, permet à Wole Soyinka de se référer autant à l'histoire esclavagiste qu'à la cosmolo gie yoroube, à la mythologie grecque qu'à la pratique révolutionnaire, et de créer en une superposition constante d'images amères et cruelles un style dense, d'un lyrisme hautement sensuel. Fort de son expérience directe de l'anomie, de l'absence de légalité dans laquelle a sombré son pays, l'écrivain cherche à proposer l'espoir d'un salut à la fois symbolique et idéologique. Les premiers ch de son roman s'intitulent « Semailles » et « Récoltes » ; le dernier s'appelle, lui, « Spores », car, malgré tous les excès, l'espoir va se reproduire.

CHRISTINA DAVIS.

AFRIQUE

stoire d'un dram MILLE ET UN PROVERBES BETL - Janua * SELAF. Paris. 1986. 363 pages, 380 F.

Will former property DEVINETTES BERBERES. Control of the second of the s * CLF, Paris. 1967, trois vol. 806 pages.

Capping and the second Est-ce parce qu'elle est memacée par la civilisation de l'image et des médias ? Toujours est-il que la tradition orale africaine est l'objet.

d'intérêt, ne serait-ce que parce qu'elles retient nent ces paroles qui, comme le voulait le proverbe latin, s'envolent.

Mille et un proverbes béti est le produit
d'un travail collectif. A l'origine, un prétie
camerounais, Théodore Teals (mort es 1979)
qui a patiemment recueilli la marière du livie
mise en forme par une ethnologue, leanne
Françoise Vincent, et un linguiste, Lue Bosquianz. Transcrits, traduits, expliqués et conmentés, les proverbes sont classés par thèmes
(les techniques, la société, la famille...) à
l'on se promène dans ce livre comme dans une
soirée africaine, à écouner un vieux sage, à teater de comprendre de quel savoir social es
petits bouts de langue sont porteaux. Aims à
préfersion de l'aumenche linguistique.

hension du milien béti.

Devinettez berbères est également le frait d'un travail d'équipe : recueillies au Maroc, su Mali, au Niger et eu Algérie, les devinettes cont classées par domaines géographiques, et seul un index thématique permet de partir à li recherche d'éventuelles convergences. Ou regrettera qu'an contraire du précédest un la travail se prive de toute approche socio en été notinguistique : près de aix cents pages it texte, mais en n'apprend ries sur la fonction de la devinette dans la société berbère.

LOUISLIEAN CAL UNE

LOUIS-JEAN CALVET The African Court Cart Court

> CENTER BEINGE FOR THE THE Marie Burris (12), in, in the series عاد معاشد الديد الثال والباسطة وتتانيتها Marie and recent a filter of dies. Agency of a security of the

State of the state

Contraction of the second

👫 - Balleme Guerre (2) Endisk

ten fer regie et grad de mart

British Erem Marin

Speed County to the County of Marien Series With the

for a time in section of

Day 1. Commission have so the

fine asserting company and to Red o tree care contra

tomoral ladicate true is

TO SOVIET MILITARY SUPRE-

g phillips of the faction of the same

Marie Mariet - emergeage

Samo Martin americante

Simon forement brivie per Manager of the second of the s

BRATÉGIE

A 150

WITES ET AMBITIONS A

Fill of Gent Rate.

E 4 22-2 154 F-1740

Salestand at the

en indoch

gent in the tracker we the entire of the property A production of the production of the second fale parent of the first of

4 - 6 e flow, Hew-York 1986, And the second of the second o

SINGING & NAME OF

ty leave production of the state of the stat allegie er meigin m se estado de contra que . The second secon And a comment of the same of t Transce per l'indus-See 20 temper par 12 Bath of the said of the A control of the cont in personal training

ALAIN IOXE

RIVALITÉS ET AMBITIONS RÉGIONALES

Histoire d'un drame inachevé en Indochine

PREMIÈRE guerre entre pays communistes, première appartion d'un « sous-impérialisme » dans le camp socialiste, la « troisième guerre d'Indochine » a mis fin au massacre des Cambodgiens par les Khmers rouges de MM. Pol Pot et Ieng Sary, remplacés par d'autres Khmers rouges au service de Hanol. Elle aura également permis aux deux Super-Grands de renforcer leur donne dans la région, les Etats-Unis en renouant avec la Chine longtemps hostile, l'Union soviétique en alignant un Vietnam réticent et en y obtenant des bases longtemps convoltées.

Le livre de M. Nayan Chanda (1), correspondant à Washington de la Far Eastern Economic Review de Hongkong et
spécialiste des affaires indochinoises,
nous mène à travers les arcanes du
conflit. Puisant ses informations aux
meilleures sources disponibles, Brother
Epemy déroule l'écheveau complexe des
ambitions soviétiques, américaines.
chinolses et vietnamenes, sans parler de
la folique meurtrière et de l'aveuglement
politique, diplomatique et militaire des
Khmers rouges.

Derrière la victoire des révolutionnaires indochinois apparaît, dès la fin de la guerre, la rivalité khmérovietnamienne, dans laquelle l'idéologie n'est qu'un vernis plaqué sur deux nationalismes exacerbés : celui des Vietnamiens, qui veulent à tout prix contrôler l'Indochine, et qui ont déjà mis la main sur le Laos ; et celui des Khmers rouges de M. Pol Pot, qui ont conduit aux confins de l'absurde la crainte séculaire d'être « avalés » définitivement par leurs voisins.

L'IERS de leur victoire contre la prel' mière puissance du moment, les Vietnamiens ont réalisé que, une fois victorieux, ils n'intéressaient plus grand monde et que l'aide massive apportée pendant la guerre se réduisait. Pour continuer de jouer un rôle, les dirigeants de Hanoi avaient besoin de se tailler un domaine, l'Indochine, ne réalisant pas qu'on pouvait désormais leur reprocher de faire aux autres ce qui leur avait été fait. En même temps, en reprenant leurs négociations avec l'administration Carter pour une normalisation diplomatique, ils ne comprirent pas que Washington, même favorable à cette normalisation, ne voulait ne pouvait remplir la promesse faite par M. Nixon de donner à Hanot des milliards de dollars de dommages de

E Le résultat sera l'alignement de Hanoi sur Moscou, la guerre-éclair vietnamo-cambodgienne, la « leçon » ratée de M. Deng aux « élèves » vietnamiens rétifs. La « troisième guerre d'Indochine » n'aura rien réglé et, plus de hult ans après, la solution du drame cambodgien n'est pas plus avancée — au moins en aura-t-on compris les données, la complexité, en lisant Brother Enemy. Mais ni Pékin ni Hanoi ne semblent décidés à resourer à leurs ambitions résionales.

renoncer à leurs ambitions régionales. Le livre d'Elizabeth Becker, When the War Was Over (2), complète bien le précédent. Centré essentiellement sur le Cambodge, qu'elle a très bien commu quand elle couvrait l'Indochine pour le

STRATÉGIE

THE MYTH OF SOVIET MILITARY SUPRE-MACY. — Tom Gervasi * Harper & Row, New-York, 1986, 545 pages.

Ce livre, qui reprend les sources américaines sur la comptabilité des forces, est un ouvrage de référence à consulter à l'heure où la grande négociation soviéto-américaine s'amorce et où la révision « sauvage » du reaganisme s'impose chez nos alliés d'outre-Atlantique. Toutes les données disponibles sont présentées. Chacun peut y refaire son choix de présentation.

La thèse de l'auteur, fortement étayée par des séries statistiques et des précisions qualitatives, rejette l'hypothèse qu'il y ait eu supériorité militaire soviétique à ancun moment et presque en aucun domaine. Pour lui, l'effort militaire de M. Reagan était inutile : il menace la sécurité mondiale en mettant en cause les principes de l'équilibre stratégique; il repose sur une manipulation des chiffres visant à créer l'image de capacités soviétiques bien supérieures à la réalité. La trace de cet art médiatique, fait de chiffres accompagnés de « petites phrases », est attentivement relevée dans un tableau d'ensemble convaincant. Le but de l'opération : la rehance par l'industrie militaire et l'obédience enropéenne par la médiation de la metace soviétique.

A vouloir trop plaider, et malgré la solidité du noyan dur du raisonnement « révisionniste » sur les potentiels nucléaires stratégiques, cet ouvrage souffre de quelques inexactitudes dans la définition du rapport des forces, notamment par les caractéristiques tactiques comparées de certains avions et dans les modes d'évaluation des effectifs terrestres qui sont comptabilisés face à face en Europe (choix de l'exclusion des troupes soviétiques stationnées en Russie occidentale).

ALAIN JOXE

Washington Post, dernière journaliste étrangère à avoir été admise à Phnom-Penh quelques jours avant la chute des Khmers rouges, elle retrace, à travers de multiples et parfois bouleversants témoignages, l'enchaînement quasi diabolique qui a conduit un Cambodge jadis puissant, à la réputation pacifique — parfois usurpée — des fastes d'Angkor à la misère d'aujourd'hui.

PATRICE DE BEER.

 Nayan Chanda, Brother Enemy, The War after the War, A History of Indochina, Since The Fall of Saigon, Harcourt Brace Jovanovitch, New-York, 1986, 480 pages, 24.95 dollars.

(2) Elizabeth Becker, When the War Was Over. The Voices of Cambodia's Revolution and its People, Simon & Schuster, New-York, 1986, 502 pages, 19,95 dollars.

ASIE

LA GUERRE D'INDOCHINE 1945-1954. — Jacques Dalloz

± Le Seull, coll. « Insellt Histoire», Paris, 1987, 316 pages, 40 F.

Alors qu'une partie non négligeable de la droite française continue de défendre, sur la seconde guerre d'Indochine, des thèses proches de celles de la Maison Blanche pendant les amées 60, il est fort utile de rappeler ce que fut la première guerre entre 1945 et 1954. Plus qu'on ne sait quel obscur complot fomenté par Hanoï, elle pose en effet les bases locales et internationales du conflit proprement américain.

D'où l'intérêt de l'ouvrage clair, dense et bref que publie Jacques Dalloz. Les origines de la guerre sont nettement tracées, grâce à la présentation des tensions sociales et politiques qui précédèrent la période japonaise de la péninsule et de l'impact capital que la seconde guerre mondiale eut sur les systèmes coloniaux.

Jacques Dalloz souligne l'-oubli» dans lequel la guerre l'at plongée en France: l'Indochine était si lointaine... Les reculs militaires,
les difficultés budgétaires croissantes, la tension grandissante entre Washington et Moscou, la victoire de Mao, devaient progressivement imposer à la classe politique et à
l'opinion une autre image de l'Indochine. En
revanche n'apparaissait pas encore chairement
le rôle grandissant des États-Unis à partir de
1950. Dans cos conditions, si les accords de
1954 devaient permettre le désengagement
français, ils ne furent qu'une « pause» bientôtsuivie de l'entrée en scène massive des Américains. Pause aussi brève pour la France qui
allait presque aussitôt se lancer dans la « pacification» en Algérie et donner de la sorte le
coup de grâce à son régime.

JACQUES DECORNOY.

TAIWAN, LE PRIX DE LA RÉUSSITE. - René

★ La Découverte, coll. « Cahiera Ebres», Paris, 1987, 174 pages, 85 F.

Taiwan dispose d'un produit national brut (PNB) par habitant dix fois supérieur à celui de la Chine, alors que cette «vingt-haitième province» chinoise était quasiment dépouvue de toute industrie en 1949, lorsque l'armée du généralissime Tchiang Kai-chek vint y chercher refuge. René Dumont s'efforce d'analyser les causes de ce «miracle» dans un ouvrage rédigé dans un style plaisant. Si cette enquête paraît souvent hâtive, elle a cependant le mérite de souligner l'une des causes majeures d'un indéniable essor : le succès de la réforme agraire, décidée autoritairement par un régime qui avait été vaincu par les armées paysannes de Mao Zedong. La politique administrée à une lle guère plus vaste que la Belgique anna suscité la formation d'un tissu économique constitué par d'innombrables PME agro-industrielles, capables de conduire à l'autosuffisance alimentaire, puis d'exporter sur le marché international. Dispositif souple, démocratie de production qui contraste avec la raideur politique d'un «farcisme mou»— le terme est de l'auteur — importé du conti-

XAVIER LUCCIONI.

Les « Mémoires imparfaites », de Pierre Naville

Par YVES FLORENNE

E féminin pluriel montre assez que ces « mémoires insparfaites », du « temps des guerres », ne sont pas des Mémoires (masculin) au sens classique, mais bien des surgissements de la mémoire qui, par leur date, appartieument plutôt à de précaires « temps » de paix (1). Pourtant, à l'homme qui écrit anjourd'hei, la première image que nous présente sa mémoire est datée, elle, du 15 juin 1940: il a revu soudain l'enfant qui, vingt-trois ans plus tôt, courait contempler avec gourmandige les prisonniers allemands derrière leurs barbelés et lançait à l'un d'eux une injure. Il en éprouva un tel trouble qu'il le confessa aussitôt en écrivant à son père, qui le blima. La lettre retrouvée témoigne chez un garçon de doute ans d'une étoumante précocité, dans la conscience peut-être, en tout cas dans l'écriture. Il avait pourtant une excase : c'est l'Allemand qui, le premier, l'avait injurié ; et l'enfant n'avait guère été éleré selon le précepte, rarement observé, d'avoir à tendre l'autre jone. Donc, en juin 1940, pris dans l'énorme rafle, il se retrouve, à aon tour — « destin oblige! » — à l'intérieur des barbelés. Mais sam avoir en à quitter la France, ce qui lui sera épargué.

C'est là que nous le rencontrons, dans les pages de son « Carnet de prisonnier », qu'il n'aura, heureusement, à tenir que pendant sept mois, avant une libération médicale. Des pages qui sont plus qu'un prétexte, ou même un intertude à d'autres écrits : quelque chose comme la basse continue, obsédante, qui ramème la guerre à travers les pages capitales, qui sont une réflexion, une pensée, une mémoire insérées dans la notation de la guerre, et où reste présente une action bien différente.

A U sortir d'une enfance et d'une adolescence bour
A geoises plutôt gâtées, « à Pabri du monde militaire» (son père étant Suisse, et Suisse de Genère),
Pierre Naville sura, saus renier les lieus affectifs, la réaction naturelle d'opposition. Mais poussée fort leia: le
voilà surréaliste, pais trotskiste... Il deviendra un des foudateurs de la sociologie du travali: c'est surtout celui-là
qu'out comm des générations d'étudiants, de la Libération
aux années 68. La trentaine d'ouvrages qu'il a publiés (le
premier, la Révolution et les Intellectuels, à vingt-trois
ans), fout une très large place à la réflectuels, a plus généralement politique, philosophique et même esthétique. A
quoi s'ajoutera vite un autre objet d'étude, plus inattendu,
d'autant qu'il est aussi objet d'une vraie passion: la stratégie utilitaire. Il suffit d'ailleurs de se souvenir qu'elle
fascinera souvent les meilleurs esprits, et les plus
« civils ».

Pris dans le tourbillon du plus grand chaos militaire auprès duquel tous les Waterloo sout l'ordre même, Naville, stendhalien, se sent, blen sir, Fabrice. Encore qu'il n'en ait plus l'âge. Derrière lai, an-delà de son engagement surréaliste, il a déjà quatorze années, non seulement de militantisme trotskiste mais de compagnomage avec Trotsky. Il est de ce petit groupe de fidèles qui entourent le proscrit, s'emploient à protéger sa vie dans toutes ses errances, travaillent avec ini, pour lai, et pour l'avenir; mais ne craignent pas le débat, le désaccord, Naville en particolier. Telle est l'histoire passionauste qu'il racoute. Mais su mousent où nous sommes toujours ramenés, tout cela, que la guerre a suspendu, vient de finir; le 23 août, trois lignes dans un journal accabient le prisonnier: Trotsky assassiné.

La coîncidence de cette mort et de la défaite le trouble, le questionne. Outre que c'est, jour pour jour, l'anniversaire de sa mobilisation. Il déclarait alors aux siens : « La France se suicide. » C'était tout de même, quoique sans enthousiasme, et d'ailleurs en n'y croyant pas, par un reste d'honneur. Le courage, la résolution, la force, c'eût été d'égorger Hitler. Un au plus tôt, au moment de l'engagement total de l'armée allemande en Pologue, il était encore temps — Keitel en a témoigné, — avec évidemment une stratégie offensive mécanisée. Un mois plus tard, c'était trop tard. Pour Naville restait, avec la tâche à poursuivre, l'espoir demeuré ferme que, la guerre aidant, l'avénement deviendrait possible de ce qu'ou pourrait enfin « qualifier de socialisme ». Jusqu'ici, il n'y avait que l'inqualifiable. Un substantif : le stalinisme.

Le livre nouvenit donc cette alternance du précent le

que l'inqualifiable. Un substantif : le stalinisme.

Le livre poursuit donc cette alternance du présent le plus immédiat avec la mémoire : amitié, sur ses gardes, avec Gide, au temps des «retours» et «retouches» d'URSS. Essai de saisir un esprit entre tous insaisissable, à commencer par lui-même. Puis Céline. La révolution dans le tangage, certes ; mais davantage encore l'attitude « politique », un prophétisme d'une dérision désespérée, désespérante : « Le peuple n'a pas d'idéal, il n'a que des besoins. C'est quoi, des besoins ? C'est que ses prisonniers reviennent, qui aye plus de chômage, qu'on aye la sécurité, qu'on se retrouve assuré coutre tout, le froid, la faim, l'incendie, qu'on aye des vacances payées, la retraite, la considération, le belque et le pousse-café...» En un mot : la «Révolution moyeumeuse». Cette vision d'avenir, en bien ! est-ce que nous n'y sommes pas ?

Mais cette trouvaille de Céline, « le communisme

Mais cette trouvaille de Céline, « le communisme Latiche», stimulerait platêt chez Naville l'optimisme d'une autre vision. Et à travers son propre pays, puisque : « La France a vu trop loin en proposant à la société un bonheur pour tous... Elle attend que le monde vienne à son étiage. » Son optimisme est même presque sans bornes dans un texte sur le Paradis perdu : mémoire mythique, mais possibilité d'avenir.

Revence pour finir. Et à son propos : commerés à lui.

mythique, mais possibilité d'avenir.

Bergson pour finir. Et à son propos : comparés à lui, « les « existentialistes » d'aujourd'hai ne sont que de piètres barbouilleurs ». Un mot sur Barrès, dout il n'a preque rien lu. Il cite pourtant une Volupté de la mort, titre aussi éloigné du livre que de son vrai titre. Du Sang, de la Volupté et de la Mort, c'est blen différent. Puisque nous en sommes au chapitre des confusions vénielles, l'auteur ne nous en voudra pas de lui signaler celle-ci, la plus communément partagée : sur l'immaculée Conception. Presque tout le monde croît qu'il s'agit de la conception virginale de Jésus par l'opération du Saist-Esprit. Rien à voir. Il n'y a là qu'une notion, un décret purement théologiques, sans la moludre implication physiologique, sexuelle : l'exemption pour Marie, et pour elle seule, du péché originel. La mère characlie de Dieu ne sauvait être « maculée » : marque de cette tache infligée à l'ammanité entière.

TOUT politique et philosophique qu'il soit, et bien fait pour que n'ait pas à être contenue la belle écriture de son anteur, ce livre est d'abord autobiographique. Aussi quelque chose d'essentiel manquerait pour la counaissance de l'homme qui écrit, et qu'il livre d'ailleurs délibérément. C'est un trait capital, mais surprenant aillourd'hul; presque suspect, par ce qu'on tiendra pour un « romantisme». Et le comble : chez cet homme qui semble s'être horné à constater en lui un rationalisme scientifique et un athéisme en quelque sorte naturels — ce sentiment "proclaimé, qui s'abandome it une expression quasi mystique dans sa simplicité. C'est de l'amour qu'il s'agit; et qu'il « ne le conçoit pas autrement ». Toujours dans un carnet de juin 40 : «... mu vie est le rellet, combien insuffissant et faible, d'une autre dont je suis le compagnon ici-bas, qui m'importe plus que la miesne, celle de l'être qui ébiouit la mienne, celle de Denise, le Miraicle ». Sa femme, tout bounement. Depuis quinze aus.

(1) Pierre Naville, Mémoires imparfaites, la Découverte, Paris, 1987, 288 pages, 98 F.

SOCIÉTÉ

LES NOTAIRES. — Ezra N. Sulaiman

★ Le Seuil, Paris, 1967, 239 pages, 135 F.

Comment is corporation des notaires, qui tient son pouvoir de monopole de la rédaction de certains acres que lui a concédé l'Etat

Comment la corporation des notaires, qui tient son posvoir du monopole de la rédaction de certains actes que lui a conocidé l'Etat depuis des siècles, a-t-elle réussi à passer à travers les projets de réformes de la gauche, comme à se couler dans le moule libéral? C'est que, bien organisée et modernisée, elle sait jouer sur deux tableaux. Dénoncer la menace collectiviste et l'atteinte aux libertés lorsqu'elle craint une nationalisation et la fin de ses privilèges, s'abriter sous la mealle de l'Etat et sa mission de service public lorsqu'il est question de service public lorsqu'il est question de concarrence, ce que, contre toute attente, les socialistes proposaient.

Mais, au-delà d'une corporation aussi typiquement anachronique et française, ce qui intéresse Ezra N. Suleiman, professeur et chercheur américain à l'université de Princeton, et l'un des meilleurs analystes du pouvoir d'Etat en France, ce sont les relations qui s'établissent entre les groupes socianx et la hante administration.

CHRISTIAN DE BRIE.

EUROPE

TECHNICAL PROGRESS AND SOVIET ECO-NOMIC DEVELOPMENT. — Sous is direction de Ronald Amenn, Julian Cooper, Basil

Blackwell * Besil Blackwell, Oxford, 1986, 214

pages, 25 livres.

Cet ouvrage, publié à l'initiative du CREES (Cantre de recherches sur l'URSS et l'Europe de l'Est) de l'université de Birmingham, ressemble sans nul doute les experts les plus compétents en matière de développement

technologique en URSS.

Parmi les neuf contributions à ce volume, les plus criginales sont celle de Julien Cooper sur les productions civiles de l'indestrie militaire, répondant à la question si souvent posée de la contribution de la défense au développement de l'économie civile, ainsi que les études techniques (qui, précisément, font la force du CREES) de deux jeunes auteurs sur les microprocesseurs et micro-ordinateurs, d'une part, et sur l'industrie biotechnologique so URSS, d'autre part.

MARIE LAVIGNE

CONTEMPORARY ITALY. - Donald Sassoon * Longman, Londree, 1986, 276 pages, 8.55 livree.

L'anteur, professeur d'histoire à l'université de Londres, a sans doute réussi la meilleure synthèse sur l'Italie contemporaine. Les trois parties de l'ouvrage évoqueront pour certains la reprise dialectisée d'une problématique maraiste qui, pour n'avoir pas toujours bonne presse, n'en reste pas moins opératoire : celle de l'infrastructure (première et deuxième parties) et celle de la superstructure (correspondant à la troisième partie intituiée « Polities »).

Loin de faire rentrer l'Italie contemporaine (1945-1985) dans de trop commodes tiroirs, le livre en dégage la singularité, celle d'un pays dans lequel le politique et son expression, les partis, ont constitué l'instance décisive. Quoi de plus normai alors que, après la chute du fascisme, les partis out été les accoucheurs et les organisateurs de la vie civile? Aujourd'hui, la montée du Parti socialiste, qui se vent le parti de l'alterrance à la Démocratie chrétienne — et qui est plus une organisation d'occupation du ou des pouvoirs que de présence active dans la vie sociale, — annonce-t-elle une plus grande antonomie du social par rapport au politique? Est-ce le modèle américain qui se profile?

afile ? JEAN RONY.

HISTOIRE

L'EMPIRE RENAISSANT (1789-1871). - Jean

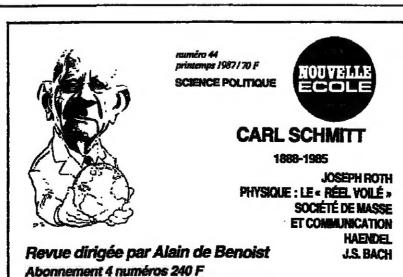
★ Denoil, Paris, 1987, 320 pages, 178 F.

Les éditions Denoël lancent la collection « L'aventure coloniale de la France », sous la double forme d'une chronologie en quatre volumes et de « Destins croisés ». Regardant un planisphère à vingt ans d'intervalle, les Français constatent que leur drapean flottait sux quatre coins du monde en 1950, cependant qu'ils n'y repèrent plus que difficilement, depuis 1970, quelques confettis de l'Empire. Pourquoi et comment cette explosion globale suivie d'une implosion sur l'Heragone? La collection Denoël répond à cette double interrogation. Les « Destins croisés » posent la loupe sur les jeux et les acteurs.

En 1815, après le premier traité de Paris, nous rappelle dès l'abord le premier ouvrage, l'Empire renaissant (1789-1871), la France n'était plus que la cinquième puissance colomiale du monde. Battant l'estrade en Esrope, elle « avait pris l'habitude de vivre sans colomies ». Sous la monarchie de Juillet, la dialocique colonies marine conduisit Guizot à la politique des « points d'appui », choix vite conforté par l'usage de la vapeur et la nécessité des dépôts de charbon. Temps des « grands voyageurs », de Dumont d'Urville. Le temps aussi des îlea, de la prise ca de la reprise de pied aux Caralbes, à la Guyane, à la Réunion, à Madagascar (Nossi-Bé), aux comptoirs des Indes, à Mayotte, ca Nouvelle-Zélande, aux Marquises, aux Philippines, à Tabiti (1842) avec des fortunes diverses. Sur la côte sud de la Méditerranéa, après l'expédition d'Egypte à la fois ratée et admirable, l'affaire d'Algérie va occuper tout le siècle. Là comme ailleurs, Paris dansera d'un pied sur l'autre. Avec Napoléon III, la Prance va se dottr de sa plus belle marine depuis Colbert. Hile touche à tout. Partant de Saint-Louis, comptoir vieux de trois siècles, Paidherbe, innovateur militaire et culturel, fait le Sénégal, Les amiranx occupent la Nouvelle-Calédonis et puis aussi des îles, ensore des îles. Ils s'emparent de la Cochinchine puis du Cambodge et révèlent au commerce français que l'accès à la Chine n'est pas le Mékong mais le fleuve Rouge. Partout dans le monde, la III» République héritera d'ancrages.

Que voici un excessif résumé! L'aventure est immense, le livre foisopmant. Les tâteunements et les réussites hors d'une France immiltense y sont contés, analysés sens partis pris, appnyés sur une savoreuse éradition. On croyait savoir. On apprend.

GEORGES BUIS



Diffusion S.E.D. B.P. 267 - 75228 Paris cedex 05

صكذا من الأصل

Le tiers-monde à l'épreuve des avancées de la science

Par MARCEL ROCHE .

ES pays les plus développés investissent dans la recherche scientifique et technologique un pourcentage de leur produit national brut dix sois supérieur à celui des pays que l'on dit sous-développes ou, par euphémisme, « en voie de développement ». Mais encore faut-il définir ce qu'on entend par « développement » et éclairer sa relation avec ce qu'on appelait autrefois « progrès ».

A partir de la Renaissance, lorsque les artisans constatèrent comment leur travail menait au perfectionnement du produit de leurs mains, apparurent des utopies, celles de Moore et de Campanella en particulier. Au dixhuitième siècle avec Condorcet et au dixneuvième avec Renan, on en arriva à penser, d'une façon optimiste, que l'humanité tout entière s'acheminait vers une ère meilleure, plus heureuse. Au Moyen Age, cela n'aurait pas été concevable : on était dans un monde, voulu et créé par Dieu, et dont le but - la félicité éternelle après la mort - était fixé. En fait l'idée, contraire au progrès, d'un âge d'or perdu, se faisait jour.

Naissance du « développement »

'ESSOR de la science et de la technologie L accentua l'idée que l'humanité marchait vers le bonheur. Mais deux grandes guerres, aussi bien que le colonialisme - qui fut justifié au nom du « progrès » - tempérèrent l'enthousiasme sans limites des scientistes. Après la seconde guerre mondiale, surgit, sous l'égide des Nations unies, l'idée très proche de « développement ». En termes aristotéliciens, « progrès » impliquait une « cause finale », à ment » une conversion du potentiel en actuel, un peu comme l'embryon croît et se diversifie, ou la plaque photographique exposée se « développe » sous l'effet de produits chimiques. Il s'agissait donc d'un processus de croissance et sans doute de perfectionnement, par lequel les peuples et les individus arriversient à un niveau supérieur, souvent grâce aux instruments de la science et de la technologie. Le développement tend à réaliser les potentialités humaines. Non seulement à travers une indéniable croissance économique, mais encore d'une façon intégrale - le perfectionnement matériel global et aussi l'amélioration éducative et culturelle. Je ne conçois pas de développement qui ne mène pas à un épanouissement de toute la potentialité de la personnalité humaine. Non plus de développement qui ne s'adresse qu'à une partie des nations ou des individus, ni finalement qui puisse détruire ou diminuer l'homme ou qui ne respecte pas ses

Jusqu'à quel point la science et la technologie peuvent-elles contribuer à un tel type de développement ? Jusqu'à quel point l'ont-elles fait ? Beaucoup de réussites s'inscrivent à

 Ancien directeur de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique (IVIC), ambassadeur, délégué permanent du Venezuela auprès de l'UNESCO. l'actif. Et tout d'abord l'augmentation généralisée de l'espérance de vie (quelle belle expression!). D'une vie qui est la seule dont je puisse être sûr qu'elle est réelle.

Le droit de l'homme et de la femme à une alimentation suffisante a été favorisé par la science. Exemples bien connus, les travaux de Norman Borlaug au Mexique et ceux de l'Institut du riz aux Philippines ont conduit à ce qu'il est commun d'appeler la « révolution verte » et ont permis à de grands pays sousdéveloppés comme l'Inde d'éliminer les famines périodiques.

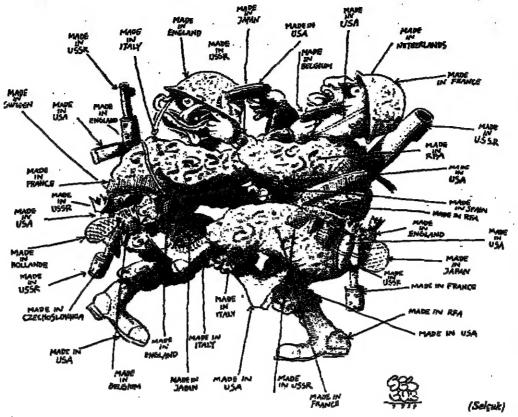
Les effets pervers

L'ELOGE de la scrience et de la laire, pour le développement n'est plus à faire, 'ÉLOGE de la science et de la technologie mais les choses ne sont pas si simples que cela. La science et, plus directement, la technologie sont une arme à double tranchant qu'il faut manier avec précaution et sagesse si l'on veut en utiliser les bénéfices et en éviter les excès. Excès parfois non voulus (« effets pervers », dont parle Raymond Boudon), mais parfois effets voulus par les scientifiques et les technologues eux-mêmes.

Dans cette dernière catégorie, le principal counable est la recherche destinée à l'armement. On sait que 50 % de tous les chercheurs scientifiques et technologiques dans le monde s'occupent de recherche de guerre ou, comme on le dit pieusement, de « défense ». On estime le coût mondial de la fabrication d'armements à quelque 800 milliards de dollars par an, plus ou moins un million et demi par minute. Pratil'exception plus qu'honorable du Costa-Rica sont en train de s'armer jusqu'aux dents et orientent les « bénéfices » du « progrès » vers les armes. Il en a toujours été ainsi, mais la dimension du phénomène a changé radicalement, et maintenant l'humanité, grace 1 la science et à la technologie, possède les moyens de se détruire elle-même. L'écrivain américain Kurt Vonnegut a dit d'une façon laconique (dans Palm Sunday) : • J'ai commencé à avoir des doutes sur la Vérité lorsqu'elle fut jetée sur Hiroshima. »

D'autres effets pervers sont non voulus. La diminution de la natalité, en particulier celle due aux maladies infectieuses, a conduit à une augmentation vertigineuse de la population, conséquence, entre autres, du sousdéveloppement, qui menace de mener les pays pauvres à une situation d'angoisse et de crise. S'il est vrai que l'augmentation de la productivité agricole a permis de pallier les effets de beaucoup de famines, les bienfaits économiques de cette « révolution verte » sont mal distribués, le pouvoir de production et d'achat

La révolution électronique accroît la productivité et l'efficacité de beaucoup d'industries mais, en même temps, elle conduit à ce que l'on appelle en anglais jobless growth -



(une croissance sans création de nouveaux emplois). Le tiers-monde en sera le plus affecté : l'automatisation dans les pays avancés entraînera l'érosion de l'avantage comparatif dont disposent les pays sousdéveloppés avec leurs bas salaires, et augmentera l'énorme écart de richesse entre les pays industrialisés et ceux qui ne le sont pas ou presque. Vieux problème - voir les métiers à tisser du dix-neuvième siècle, - mais il est maintenant, toujours grâce à la science et à la technologie, d'une tout autre ampieur.

Les applications de la science ont multiplié les contacts entre cultures, mais elles conduisent à une sastidieuse uniformité dans les façons de vivre, à une destruction de coutumes qui ont leur valeur humaine et culturelle. Le scientifique argentin Jorge Sabato disait que le but du développement pour les nations hispano-américaines devrait être d'acquérir la technologie sans renoncer à la sieste! En créant de nouveaux produits, la technologie transforme non seulement l'environnement mair allesi même, et les produits de sa technologie modifient ses attitudes, l'imprègnent de nouveiles

Les « progrès » militaires

T N des droits que mentionne la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est celui de « participer au progrès scientissaue et aux bénésices qui en résultent ». Mais rien n'est plus mal distribué que ce droit. Vingt pour cent des pays de la terre produisent 94 % des nouvelles connaissances scientifiques et technologiques. La recherche ne peut être bénéfique sans le concours de mesures politiques, sociales, économiques qui règlent, limitent et modulent l'utilisation sans freins des nouvelles connaissances.

Et tout d'abord, il est urgent de procéder à une limitation des armements - aussi bien conventionnels que nucléaires. Bien que l'idée d'un désarmement complet soit utopique, c'est vers elle que doivent tendre tous les efforts, pour que puissent être dégagées des ressources qui seraient alors destinées au développement. notamment en les investissant dans des projets multilatéraux, par exemple à travers le système des Nations unies. Rappelons simplement que le budget annuel de l'UNESCO, qui s'occupe des secteurs clefs de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication. est de l'ordre de 350 millions de dollars, soit 0,042 % des dépenses militaires du monde

Il faut aussi étendre les bénéfices de la recherche scientifique et technologique à tous les hommes et à toutes les femmes, et, pour cela, il faudrait faire de la recherche active l'apanage de toute l'humanité et non pas seulement de quelques pays. Des organismes conçus par exemple sur le modèle de la Fondation internationale pour la science de Stockholm, pourraient se charger des programmes corres-

Tout cela requiert un immense effort et exige des mesures qui peuvent ne pas plaire à tous. Au moment de prendre ces mesures, îl importe de garder le double souci de l'efficacité et de la liberté. La recherche fondamentale doit s'inscrire dans la liberté totale et la pleine ouverture de communication dans les revues spécialisées. La recherche technologique, elle, s'imbrique dans tout le tissu politique, économique et social, et elle doit être accompagnée de dispositions tendant à protéger les pays démunis de l'agression globale sociale, culturelle, économique et politique que représente le transfert indiscriminé de la

Les pays sous-développés, de leur côté, devraient s'efforcer d'encourager une science endogène, y compris la recherche de base, pour sa valeur éducative et culturelle, ainsi que pour ses effets multiplicateurs. La science bien faite permet aux pays sous-développés d'acquérir la confiance dans leurs propres forces - spirituelles et matérielles - et de mettre en œuvre la science au service de tous. Cela a été très bien discerné par le Pakistanais Abdus Salam, prix Nobel de physique, qui dirige de main de maître son Institut de physique théorique à Trieste où sont sayorisées les recherches les plus « pures » au bénéfice du

En vieux positiviste que je suis, je crois encore fermement en la bonté de l'esprit scientisique et de ses produits. Je pense qu'étant donné sa raison et son intelligence, l'homme pourra trouver des solutions aux problèmes qui l'assiègent, comme conséquence de l'usage indu de la science.

ROITS DE L'HOMM s was the same of the same

THE VALUE OF THE PARTY Marian State of the state of the And the second of the second o The second of the second St. sale falls and the state of put Steen to man and the Men-The state of the s printe dam in bereit in gen frigeb 23-1-1 -3 cc - 11 Remark to the Bat AND THE RESERVE AND THE PARTY OF THE PARTY O AND CAR COLUMN Martin ar Den berteil und and and Estlegicarrament a certie 1836 Early Francis of Comme discontrate de pur la regió ses security of the second Spifere & Laur rang weblen. The North Control of Annual Control Entry of the state State of the second of the second sec Marine Commence of the THE THE SHEET OF THE STREET Billians a ser semester Para distance of the control of the Brother than the same of the same of Charge vandang er perintungent 20 € 6. 10 Empres & Born, of Flower, Litry Description of the second

affe there were the state of the

Taring . --- No. 12016 7

treates for her so in farming

ALGÉRIE 1989 LIBERTE SEC

Vingrecing and après le little ture politique, le ditte lisme comornique. les et a deut algerien M. Charle Paul Balta (conciguent) different special

DIOUF DU SEME DEMOCRATE

Le president Diouf résil des elections. Il parti-du Sahara, des la du Sahara, des Liberalis. Une interviere réalisation

MAROC-USE : A GEOMETHEE Pourquoi les relations et Rahat evoluent elles et icur etendue? Que ctude de Mustapha S

SYRIE ET IRAN DU FACE-A-FREE AU TETE-A-TEE

Saddam Husseln a little Render révèle les pales et analyse l'évolution

dance in the The lander Arabics, 78, tue Jacob Abonnement ; 191

Dans ce numéro :..

PAGE 2:

M. Gorbatchev et l'interdépendance des Etats, par Brian May. — Une sociologie des relations internationales, par Paul-Marie de La Gorce.

PAGES 3 à 5:

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT : La réponse palestinienne, par Alain Gresh. — Mobilisation et soulagement dans les territoires occupés, par Jean-Paul Chagnollaud. — Mahmoud Darwich : A l'aéroport.

PAGES 6 et 7 :

AFRIQUE DU SUD : Le gouvernement Botha dans le piège de l'immobilisme, par Bokwe Mafuna. Dans les revues...

PAGES 8 à 10 :

La démocratie brésilienne à la recherche d'une politique économique, par Ignacy Sachs. - L'une des sociétés les plus inégalitaires (LS.).

PAGE 11:

L'île Maurice maiade du trafic de la drogue, par Ian

PAGE 12:

Les mythes de l'autosuffisance alimentaire, par François de Ravignan.

PAGE 13:

L'Algérie s'attaque à la mortalité infantile, par Claire

PAGES 14 à 17 :

LES IMPÉRATIFS DE LA PROTECTION SOCIALE: Des compromis adaptés à l'esprit démocra-tique, par Jean-Louis Lancé. - Comment freiner la croissance des dépenses de santé? par Jean-Pani Moatti. – La médecine « prépayée » aux Etats-Unis, un modèle à suivre? (J.-P. M. et J.-L. L.). – La peau de chagrin du système public après six ans de reaga-nisme, par Catherine Smadja et Philippe Froguel.

PAGE 18 :

Comment la haute technologie américaine perd sa suprématie, par Christian de Brie.

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel, suite de l'article de Bernard Cassen.

PAGES 20 à 22 :

DES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE : Pensée sans objet, société sans projet ? suite de l'article de Claude Julien. - La bifurcation, par Albert Jacquard. - L'exigence de lucidité, par Jean-Claude Pecker.

PAGE 23:

Le minitel, outil de connaissance ou facteur de perver-sion? par Denis Périer-Daville.

PAGE 24:

Le cinéma québécois à l'heure de la « restauration tranquille », par Ignacio Ramonet. PAGE 25:

Les Rêves de la louve», par Tchinguiz Altmator (extraits).

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : les « Mémoires impar-faites » de Pierre Naville, par Yves Florenne. « Mémoires de l'aube », de Gérard Khoury, par Samir Kassir. — « Une saison d'anomie », de Wole Soyinka, par Christina Davis.

Le Monde diplomatique du mois de mei 1987 a été tiré à 131 700 exemplaires.